

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13788 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 27 MAI 1989

Réapparition de M. Li Peng et essoufflement des manifestations

A Pékin, les partisans de la ligne dure semblent l'emporter

Retour
de bâton

L'ordre va-t-il bientôt régner à Pékin ? Les dirigeants conservateurs purs et durs ont montré qu'ils étaient toujours aux commandes. Les purges qui ont déjà commencé risquent de toucher tous ceux qui avaient cru qu'un peu de démocratie ne ferait pas de mal à la Chine, du secrétaire général du Parti communiste - pour combien de temps encore ? - M. Zhao Ziyang, aux contestataires.

Dix ans après le premier « printemps » de Pékin, vingt et un ans après celui de Prague, le vague d'essoufflement et de révolte contre un régime sclérosé et corrompu, et contre l'octogénaire Deng Xiaoping, paraît bien s'être brisé. L'homme qui avait été le porte-drapeau des premières grandes réformes économiques dans un pays communiste vient de montrer qu'il était décidé à maintenir l'ordre le plus conservateur, si besoin par la force.

Ce comportement, qui s'apparente à l'autocratie d'un Mao Zedong vieillissant - dont, pourtant, M. Deng avait été l'élève - par deux fois, le victime, - détonne d'autant plus qu'au même moment M. Gorbatchev, qui se trouvait la semaine dernière à Pékin, tient le devant de la scène avec sa perestroïka. Le numéro un soviétique vient de se faire élire à la tête du Parlement soviétique. Le président du Parlement chinois, M. Wan Li, pourrait, en revanche, faire partie des charrettes qui s'annoncent.

Pendant que des millions de Chinois descendent dans la rue et que les soldats refusaient d'intervenir contre la foule, la contre-offensive se met en marche dans l'ombre. En exprimant publiquement leur position, les partisans d'une solution de compromis avaient fait illusion : de sa semi-retraite, M. Deng contrôle encore l'appareil du PCC et de l'armée.

Les problèmes en seront-ils réglés pour autant ? Cinq mois avant sa mort, Mao avait, dans un dernier sursaut, réprimé brutalement les contestataires ; ses plus proches partisans ne lui avaient assuré que quelques semaines. Une leçon que M. Deng n'a pas comprise. La Chine repart à reconstruire.

Les vainqueurs du jour réussissent peut-être à faire rentrer les étudiants dans leurs campus, les gens chez eux, les fonctionnaires et les journalistes dans leur coquille, après quelques moments d'une liberté éphémère. Mais comment, désormais, attendre d'eux autre chose qu'une obéissance craintive, tout le contraire du sens de l'initiative et du dynamisme indispensables à l'entrée de la Chine dans le monde moderne et le concert des nations ?

Ce retour de bâton montre que les réformes et l'ouverture vers le monde extérieur, dont M. Deng était si fier, n'étaient qu'un expédient pour moderniser un régime qui avait troqué le despotisme maoïste pour un autoritarisme plus présentable. Mais, en donnant le prétexte d'un changement de l'intérieur était impossible. M. Deng risque de transformer les partisans de la démocratisation en adversaires résolus du communisme.

M 0147 - 0527 0 - 4,50 F
3790147004500 05270

Le secrétaire général du PC serait en résidence surveillée

La situation semblait tourner, vendredi 26 mai, à l'avantage des partisans de la fermeté, regroupés autour de MM. Deng Xiaoping et Li Peng, le premier ministre. La contestation des étudiants de la place Tiananmen paraît s'essouffler, tandis que des informations indiquent que le

secrétaire général du Parti communiste, M. Zhao Ziyang, a été limogé et serait sous surveillance avec plusieurs de ses partisans, accusés d'activités antiparti. « Le Quotidien du peuple » de vendredi a censuré les propos tenus la veille par le porte-parole du ministère des affaires

étrangères, selon lequel M. Zhao était encore à son poste. L'armée semble s'être finalement ralliée aux durs du régime, de même que la direction du PC dans presque toutes les provinces. On ne signalait cependant aucune intervention militaire à Pékin vendredi en début d'après-midi.

PEKIN
de notre correspondant

M. Zhao Ziyang probablement sous les verrous. Ses collègues et certains ralliés de la dernière minute soumis au même traitement. M. Fang Lizhi, l'astrophysicien dissident, sans doute lui aussi embastillé. Une liste de prochaines victimes dans les milieux intellectuels qui circulerait dans les rédactions. Sur la place Tiananmen, quelques dizaines d'étudiants épuisés, qui attendent sous un soleil de plomb l'arrivée de soldats ayant pour consigne de ne pas tirer sur eux, mais de ne pas se priver non plus « de la manière forte », pour autant que cette formule veuille dire quelque chose, contre « les mauvais éléments coupables de sabotages ».

Le pouvoir chinois, patiemment reconstitué par M. Deng Xiaoping après la mort de Mao Zedong, est

en miettes. Le premier ministre Li Peng s'efforce de fournir une illusion de permanence ; l'armée se demande si on se moque d'elle ; le ministère des affaires étrangères fait semblant de préserver une image de sérénité totalement artificielle. Tout ce gâchis parce que le vieux empereur n'a pas reculé devant l'impensable : il a quitté à remède de l'ordre, au lieu de le faire de la manière la plus énergique, et tant pis pour la cause - internationale et économique, en particulier.

Peut-être serait-il bon de se demander si M. Deng ne cherche pas à faire le lit d'une opposition au régime que M. Zhao serait naturellement amené à conduire à l'avenir, tant les mesures qui se dessinent paraissent contre-productives. Ce serait sans doute faire preuve de trop d'optimisme, sentiment auquel n'étaient pas

particulièrement enclins diplomates et hommes d'affaires étrangers, vendredi 26 mai, au vu de l'évolution de la situation à Pékin. La politique du pire est en marche, et rien désormais ne semble plus pouvoir lui barrer le chemin.

C'est à 19 heures, jeudi soir, que les Chinois ont acquis la certitude qu'on en était revenu à un « grand bond en arrière » dans les affaires politiques en voyant réapparaître M. Li Peng sur les écrans de télévision. Le premier ministre, qui n'avait pas plus fait surface que les autres membres de la direction chinoise depuis presque une semaine, recevait trois ambassadeurs nouvellement accrédités à Pékin - ceux du Mexique, du Nigeria et, ironie de l'histoire, de cette Birmanie qui a autant de mal que la Chine à s'arracher aux vieux schémas politiques hérités de la seconde guerre mondiale.

Les téléspectateurs durent garder tout leur sérieux lorsqu'ils entendirent la présentatrice résumer, sur un ton sévère et à une vitesse de mitraille, les propos de M. Li Peng, commençant par ces mots historiques : « A l'heure actuelle, des choses anormales se produisent en Chine. Par endroits, on assiste à des troubles. Cependant, le gouvernement chinois est stable et capable ».

Puis, le premier ministre se lança dans un nouvel exposé visant à démontrer que son décret imposant la loi martiale dans la capitale, samedi 20 mai, avait déjà eu un effet remarquable pour l'apaisement de la situation et que, en tout état de cause, personne n'avait réellement compris la véritable situation prévalant en Chine aujourd'hui.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 2.)

Le débat sur les missiles à courte portée

L'OTAN face à l'entêtement de la RFA

Le « concept global » de l'OTAN, c'est-à-dire le document mettant à jour les positions de l'alliance sur l'ensemble des questions de sécurité et de désarmement, risque de ne pas pouvoir être adopté, comme prévu, au sommet des 29 et 30 mai, indiquait-on jeudi 25 mai dans les milieux diplomatiques à Bruxelles. Il y manque en effet la rédaction du chapitre sur les armes nucléaires à courte portée, objet du différend entre Allemands et Américains.

BONN
de notre correspondant

A la fin du mois d'avril, le chancelier Helmut Kohl, hanté par la perspective d'une défaite

électorale en décembre 1990, joue le tout pour le tout : il remanie son gouvernement et définit un nouveau programme pour la fin de la législature afin de regagner une popularité largement entamée ; suppression de l'imposition à la source des revenus du capital, plan de lutte contre le chômage de longue durée, aide accrue à la construction de logements sociaux, politique plus active de défense de l'environnement.

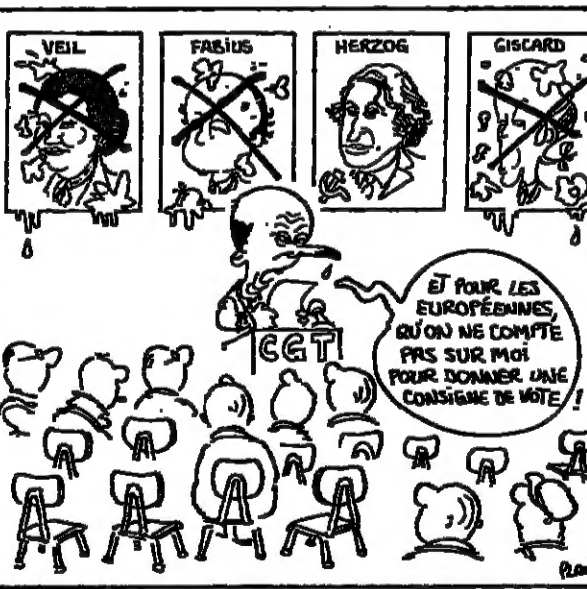
Le chapitre le plus important de ce nouveau programme concernait l'attitude de la République fédérale dans la mise à jour des positions de l'OTAN sur les questions de sécurité et de désarmement, objet du sommet atlantique des 29 et 30 mai. Ce fut aussi le point qui suscita les discussions les plus vives au sein de la coalition. Sa formulation ne fut ache-

vée qu'à la veille de la déclaration du chancelier devant le Bundestag, le 27 avril. Les partenaires de la République fédérale en prirent connaissance d'abord par des indiscrétions de la presse, ce qui contribua à la dégradation du climat entre Bonn et ses principaux alliés : les Etats-Unis, où la presse se déchaîna contre une Allemagne accusée de miner la sécurité de l'Occident ; la Grande-Bretagne, où Margaret Thatcher se montrait intraitable face au chancelier, et la France, où, sans grand tapage, le président de la République, au cours de sa conférence de presse du 18 mai, définissait une position notablement différente de celle de la RFA sur la question, clé du débat : celle des missiles américains à courte portée stationnés en Allemagne.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 5.)

Le 43^e congrès de la CGT



M. Henri Krasucki réélu secrétaire général
Lire page 29 l'article de MICHEL NOBLECOURT

Le financement des partis politiques

Le chantier de la moralité

La moralisation de la vie publique est de nouveau à l'ordre du jour. Le chef de l'Etat l'a longuement évoquée le 14 mai à Solothurn. La récente « confession » de l'ancien maire de Salon-de-Provence, l'affaire de la SORMAE - peut-être promise à l'amnistie, - sont autant d'incitations immédiates à tenter de régler ce problème.

Tel saint Jean Bouche d'Or, M. François Mitterrand a eu, lors du dernier pèlerinage à Solothurn, pour parler de la moralisation de la vie publique un bonheur d'expression, une éloquence prospective, une exacte fermeté qui forcent l'admiration. « Le système démocratique grippe quelque part », a dit le chef de l'Etat. On ne peut pas laisser durablement la gestion démocratique se

confondre avec des formes, même ténues, de concussion (...). Il faut absolument une loi sévère, qui aille loin, peut-être jusqu'aux communes, pour imposer des règles démocratiques compatibles avec la morale élémentaire, la morale financière (...). Je demande la sévérité pour cela. Il faut être sans faiblesse ».

Nul doute : toute la classe politique française, ou presque, aura souri, ou tremblé, ou conjugué ces deux mouvements en entendant le président de la République parler aussi vrai d'un sujet lancinant et tabou qu'elle connaît en général assez bien.

Tabou ? Plus tout à fait. La petite cacophonie périodique et insistante des « affaires » grandes ou petites qui viennent régulièrement défrayer la chronique avant de s'éteindre dans le silence de l'oubli est là pour rappeler de

temps à autre qu'en effet « le système démocratique grippe quelque part ».

C'est du reste au bénéfice d'une fausse note particulièrement grinçante - l'affaire Luchaire - que le chef de l'Etat avait une première fois, à la fin de 1987, lancé la roue de la moralisation et de la transparence financière de la vie politique.

MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 6.)

Le Monde

SANS VISA

Deux Français au Yémen

La table : les nouveautés de la Côte d'Azur. Jeux
Pages 15 à 18

Etranger

L'évolution de la situation en Chine

L'itinéraire de M. Deng Xiaoping : du réformisme prudent au conservatisme borné

Il y a dix ans, M. Deng Xiaoping, dont la population vient de réclamer le départ en des termes parfois injurieux, était l'homme le plus populaire de Chine. Le « vieux » Deng, comme les gens l'appelaient affectueusement, venait de lancer une Chine meurtrie par la Révolution culturelle dans une série de réformes exaltantes qui avaient à la fois pour but de débarrasser le pays des séquelles du maoïsme, d'en faire une grande puissance d'ici au siècle prochain et d'apporter la prospérité à ses habitants (1). En plus des lendemains qui chantent, il promettait l'amélioration immédiate du niveau de vie des paysans — débarrassés du carcan de la collectivisation et des communes populaires — suivie d'une libéralisation de l'économie dans les villes.

Ces réformes avaient de quoi susciter l'enthousiasme d'une population pourtant désemparée. D'autant plus qu'elles portaient rapidement leurs fruits. Les tortionnaires les plus voyants de la révolution culturelle furent révoqués et les abus les plus flagrants dénoncés. La soudaine aisance des paysans chinois mit fin en quelques années au déficit alimentaire et au rationnement, stimulant la croissance de l'industrie légère urbaine comme rurale. Les marchés étaient à nouveau bien fournis et les produits de consommation avaient fait leur apparition avec l'émergence d'un secteur privé. Les choses commencent à remplacer les mots.

Il fallait, disait M. Deng, « chercher la vérité dans les faits » et non plus dans les grimoires du marxisme-léninisme pensée-maoïzation. Il ajoutait que, « pour un parti politique, le pire est qu'il n'entende pas la voix du peuple et que règne un silence absolu », précepte qu'il a malheureusement oublié au soir de sa vie. Le groupe de réformateurs qu'il s'était adjoint

avec à sa tête le nouveau secrétaire général du PCC Hu Yaobang — avait vocation à lui succéder, mais aussi de contrebalancer l'influence des caciques auxquels M. Deng avait dû s'allier pour reprendre le pouvoir aux maoïstes.

Les vieux conservateurs, compagnons d'armes de M. Deng depuis des décennies, et qui n'avaient accepté les réformes que du bout des lèvres, semblaient voués en dépit de leur grigne à une lente extinction biologique. De nouvelles têtes faisaient leur apparition au comité central et au bureau politique du PCC. Il en allait de même dans l'armée, placée sous la férule de M. Deng et où les vieux généraux laissaient la place à des officiers plus jeunes.

Une situation « irréversible »

L'image internationale de la Chine en était sortie grandie. Chêne en exemple comme pays communiste ayant réussi sa réforme économique et faisant des pas — timides — vers une libéralisation politique, elle s'ouvrait toute grande aux investissements étrangers comme avant elle les « petits tigres » voisins. Bref, le régime de Pékin était devenu un ami présentable qui ne cessait d'assurer que la situation était « irréversible ». On entendait même dire en Occident que la Chine n'était plus marxiste, qu'elle s'orientait vers le capitalisme.

Les premières indications que le chemin n'était pas seulement semé de roses étaient déjà apparues avec le « réajustement » de 1979, puis en 1985, quand la réforme atteignait l'industrie et les villes. L'inflation monta le bout de nez tout de suite. A la hausse des prix (plus de 30% l'an dernier) s'était ajouté un début de pénurie de certains pro-

duits alimentaires. La production de céréales stagnait depuis 1984 en raison d'un prix d'achat peu attrayant pour les paysans, qui préféraient se tourner vers les cultures de rapport, et la Chine était redevenue importatrice de blé. Le resserrement du crédit pour réduire la surchauffe avait jeté un chômage des millions de paysans qui avaient déferlé vers les grandes villes en février-mars.

Dans un pays où le sens moral — hérité du confucianisme — est si profond, la suffisance de ces nouveaux riches liés au pouvoir quand ils n'étaient pas des « fils et petites filles de hauts cadres » ou des membres du « parti des princes héritiers », choqués d'autant plus que les intellectuels, la conscience de la Chine, étaient restés dans la misère. Le parti battait sa coulpe en public, promettait des sanctions, « d'en fuir un pour faire peur à cent ».

Un « vice » économique, écrivait Chen Yun pourfendant les corrompus : ses amis politiques n'étaient pourtant pas les derniers à placer leur progéniture à des postes enviables.

Le PCC était tellement enghé dans l'affairisme, divisé en clans rivaux, que les gens qui attendaient des mesures d'assainissement ne voyaient rien venir. M. Deng avait lui-même donné l'exemple avec son fils Bufang, dont le nom a été cité en tant que fondateur d'une société peu scrupuleuse, ou son gendre, comme des milieux d'affaires étrangers comme l'Indonésie. Le premier ministre, M. Li Peng, devait sa place à la protection de la veuve de Zhou Enlai, dont il était l'un des fils adoptifs. Tout cela expliquait que la lutte contre la corruption soit devenue le leitmotiv des étudiants comme de la population.

Celle-ci souffrait par ailleurs des dérapages de la réforme économique. A la hausse des prix (plus de 30% l'an dernier) s'était ajouté un début de pénurie de certains pro-

duits alimentaires. La production de céréales stagnait depuis 1984 en raison d'un prix d'achat peu attrayant pour les paysans, qui préféraient se tourner vers les cultures de rapport, et la Chine était redevenue importatrice de blé. Le resserrement du crédit pour réduire la surchauffe avait jeté un chômage des millions de paysans qui avaient déferlé vers les grandes villes en février-mars.

Un homme d'ordre

Contrairement à M. Gorbatchev, qui a privilégié les réformes politiques en URSS, M. Deng avait donné la primauté à l'économie, tout en promettant pour plus tard une libéralisation du régime. Mais il n'a jamais su, vu ou pu, engager cette démocratisation tant attendue, en particulier des citoyens. Car, si M. Deng est sincèrement désireux de moderniser son pays, il est resté en même temps un homme d'ordre, profondément conservateur, qui a approuvé l'instauration de la loi martiale en Pologne par le général Jaruzelski.

Il y a dix ans déjà, après avoir utilisé les contestataires du « printemps de Pékin » dans sa lutte contre son rival Hua Goufeng, M. Deng les avait fait emprisonner, modifiant la Constitution pour interdire les manifestations, les fameuses affiches en que caractères. En 1983, c'est à son initiative que furent lancées les campagnes contre la criminalité — qui a abouti à l'exécution de plus de trois mille personnes — puis contre la « pollution spirituelle ». L'image désastreuse que cette dernière donna de la Chine et l'opposition de Hu Yaobang et de M. Zhao Ziyang l'amenèrent à y mettre fin. Mais elle avait permis aux conservateurs de reprendre une offensive qui, après quelques échecs, aboutit en janvier

1987, au lendemain des manifestations étudiantes, au limogeage de Hu Yaobang pour « droïtisme ». M. Deng joua, dans cet épisode, un rôle déterminant en penchant du côté des conservateurs. A cette époque, les étudiants défilaient pour tant en criant : « Vive Deng Xiaoping ! » Ils ne savaient pas encore que ce dernier avait déclaré : « Nous pouvons nous permettre de faire couler un peu de sang » pour rétablir l'ordre.

Voyant que la contre-offensive conservatrice risquait de remporter en cause ses réformes, M. Deng ramena le balancier vers le centre. Mais, en vieillissant, celui qui avait déclaré qu'il prendrait sa retraite en 1985 après avoir mis à ses successeurs le pied à l'étrier était devenu plus autoritaire, imprévisible. L'été dernier, après avoir poussé M. Zhao, devenu secrétaire général du PCC, à une réforme des prix hardie, il fit marche arrière au bout de quelques semaines et le lâcha. Le pouvoir passa alors à M. Li Peng, le premier ministre et figure de proue du camp conservateur, celui-là même qui, trois ans auparavant, il avait voulu révoquer pour avoir été trop provocateur. Une fois encore, M. Deng s'est rangé, cette semaine, aux côtés de M. Li Peng.

Ainsi, après avoir été le moteur du changement, M. Deng en est graduellement devenu le frein. Les « réformistes » comme celle consistant à avoir 5 % de candidats de plus que de sièges à l'élection du comité central, avaient été plus de frustrations que de satisfactions.

Vivant mal l'indigence de la vie des camps et la perspective d'une carrière bouchée, après les promesses de réformes démocratiques qu'il associaient un peu naïvement à une démocratisation à l'occidentale, les étudiants étaient mépris pour la révolte, tout comme la population, mais aussi des cadres du

régime. Ils jugeaient suicidaire l'abandon du vieux homme, qu'ils commençaient à comparer à Mao, l'autocrate sévère qu'il avait remplacé.

Depuis deux ans, le pouvoir est paralysé par les luttes de succession que M. Deng a lui-même ouvertes en se retirant contre ceux qu'il avait choisis, alors qu'il avait fait d'une révolte ordonnée le pivot de sa politique. Lui qui croyait avoir maîtrisé l'armée a été incapable de se faire obéir quand il lui donna, la semaine dernière, l'ordre de réprimer la dernière, l'ordre de réprimer la dernière, après avoir été le symbole de l'ouverture, il a, par son refus d'un processus de démocratisation prudent, suscité la crise la plus grave qu'ait connue la Chine depuis la révolution culturelle, donnant à réfléchir à ceux qui avaient cru que Pékin était devenu un partenaire commercial stable. Quel que soit le résultat définitif de l'affaire, il faudra à la Chine des années pour s'en remettre.

La mort de Hu Yaobang, le 15 avril, puis la visite de M. Gorbatchev ont fourni le détonateur d'un conflit dont le décor était dressé. L'immobilisme du système et les erreurs d'un homme qui ne comprenait plus la situation créée par ses propres réformes et qui n'a pas su partir alors qu'il était au sommet de sa popularité ont mené une fois encore la Chine au bord de l'abîme. Car ce n'est plus avec la force brutale ou en arrêtant ses rivaux que M. Deng et ceux qui se sont rangés derrière lui redonneront confiance aux Chinois ou aux investisseurs étrangers.

PATRICE DE BEER.

(1) Une biographie de M. Deng Xiaoping par M. Li Peng, paru chez Fayard, 356 p., 119 F.

Les partisans de la ligne dure semblent l'emporter à Pékin

(Suite de la première page.)

« La loi martiale, ici, est différente d'une prise de contrôle par l'armée. Dans d'autres pays, quand l'armée prend le contrôle de la situation, c'est en général parce que le gouvernement n'est plus en mesure d'exercer son autorité administrative sur le pays tout entier ou sur une partie du pays [...]. Cette situation ne s'est jamais produite en Chine. »

Si les troupes n'ont pas pénétré jusqu'à présent dans la capitale, c'est-à-dire jusqu'à la ville, c'est que, en tant que force armée d'un gouvernement « du peuple », elles n'ont pu le faire à cause de l'« incompréhension » manifestée par les Pékinois. Mais, patience, cela viendra, car leur présence en ville « est dans l'intérêt des résidents de Pékin et de l'Etat ». Pour qui aurait douté de la détermination de M. Li Peng, il présente que M. Deng a jeté toute son autorité militaire derrière lui, il suffisait de lire le *Quotidien du peuple* vendredi pour s'en convaincre. Le journal publiait une lettre adressée par le premier ministre aux troupes chargées de faire appliquer la loi martiale, indiquant qu'il était bel et bien envisagé de les faire entrer dans la capitale, et une circulaire du gouvernement enjoignant aux autorités des provinces d'intervenir, « par la force en besoin », aux étudiants de leur juridiction de prendre les trains

d'assaut pour gagner — gratuitement — comme ces derniers semaines — la capitale.

M. Li Peng n'a pas hésité non plus à jeter le masque pour démontrer d'où il tenait son autorité : « L'architecte en chef de la réforme et de l'ouverture sur le monde extérieur est le camarade Deng Xiaoping », disait un des sous-titres extraits de son discours s'étalant à la une du *Quotidien du peuple*, vendredi. M. Li avait ajouté : « Et personne d'autre ». Suivaient quelques phrases éloquentes sur la certitude du premier ministre que le « fossé d'incompréhension » entre les « jeunes étudiants » et le gouvernement ne pourrait que se réduire avec le temps, une fois que « la vérité se ferait jour ».

La vérité, pour M. Li et, surtout, pour M. Deng, est que le chef en titre du parti s'est livré à une conspiration « anti-parti », dont les médias officiels devaient, selon toute vraisemblance, annoncer incessamment l'écrou.

On cite déjà plusieurs noms pouvant accompagner M. Zhao dans l'oubli : le ministre de la défense, le général Qiu Jiwai, le responsable de la propagande au comité permanent du bureau politique, M. Hu Qili, le chef du secrétariat de cette même instance, M. Bao Tong, un militaire situé en quatrième position à la commission militaire du parti, le

général Hong Xuezhai. Encore tout neuf, ce dernier, d'après le *Quotidien du peuple*, n'a pas encore été nommé à aucune fonction officielle, quoique ce soit sur des changements intervenus au cours des dernières vingt-quatre heures à la direction chinoise n'ayant été fournis. Hormis une, peut-être : le *Quotidien du peuple* a soigneusement évité de reproduire vendredi l'assurance donnée la veille par le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Zhao, était toujours secrétaire général du parti.

Confusion

La confusion a été telle au cours des dernières semaines, dont le vide au sommet, que certains qui avaient pourtant suivi M. Li Peng dans son approche initiale du problème contestataire se sont crus inspirés de faire demi-tour. Ainsi, le patron de la municipalité de Shanghai, M. Jiang Zemin, a reconnu le 17 mai, selon un journal officiel publié vendredi, qu'il avait agi de manière « préjudiciable » en instruisant le cas de l'hebdomadaire *World Economic Herald*, placé sous contrôle politique pour cause de fraude.

L'affaire avait été, après la mort de l'ancien secrétaire général du parti, Hu Yaobang, un des facteurs ayant favorisé la résurgence du mouvement contestataire. Ainsi, ce sont des centaines de responsables administratifs — y compris nombre de gens du ministère des affaires étrangères, à commencer par son chef — qui risquent d'être identifiés comme des partisans trop ouverts de M. Zhao si le pouvoir poursuit sur sa lancée actuelle.

Même le sort de M. Wan Li, président de l'Assemblée nationale, intercepté à Shanghai pour cause de « maladie », à son retour des Etats-Unis, est incertain : on l'a dit revenu s'informer de la situation à Pékin alors que la télévision le disait à Shanghai pour quelque temps. En tant que représentant de la seule parcelle d'autorité légale qui reste à la direction du parti, M. Wan Li, une vieille amie de M. Deng et celle, de nature plus politique, avec M. Zhao pèsera sans doute de quel poids dans l'avenir du régime.

Car on voit mal comment M. Li Peng va se tirer d'affaire après ce chambardement qui ressemble à s'y méprendre aux derniers maux de la vie de Mao Zedong, lorsque M. Deng Xiaoping fut éliminé par les partisans de M. Jiang Qing. La situation est tellement évocatrice de cette atmosphère de fin de règne que j'ai blagué en ce sens circulant jadis dans une université de Pékin, mais présentée comme une information authentique : la venue de Mao aurait piqué une colère dans sa prison contre le fait que son porte-plume habituel, M. Yao Wenyan, autre membre de la « bande des quatre », aurait été libéré. On la dément. Elle ne veut rien en croire. Mais si, il a été libéré !

ple du 25 avril [l'article qui a mis les étudiants en colère contre le pouvoir, je vous garantis que c'est lui qui l'a écrit !]

Les étudiants peuvent se rassurer en estimant que l'intervention de M. Li Peng est provisoire. Certains ont d'ores et déjà voté pour continuer l'occupation de la place Tiananmen, sûrs qu'en se posant en martyrs devant l'intervention de l'armée ils s'arrogeront une certaine aura pour le moment où M. Deng disparaîtra et lorsque les équilibres qui se dessinent à présent à la tête du régime seront remis en cause, tant il en est la cheville ouvrière. Martyrs, ils ne le seront que dans l'incarcération ou toute autre mesure disciplinaire prise à leur encontre, car les soldats ont fait savoir qu'ils avaient pour ordre de ne pas ouvrir le feu sur les étudiants et d'« éviter à tout prix de faire couler le sang ».

Selon un article du *Quotidien du peuple* reproduisant vendredi une conversation entre un cadre politique de Pékin et un représentant des étudiants dimanche dernier, lors du grand face-à-face entre la troupe et le peuple de Pékin, seuls les « mauvais éléments coupables de sabotages » risquent de se voir traités « par la manière forte ». De toute évidence, l'armée a joué la loyauté envers le pouvoir légal — celui qu'incarne M. Deng en tant que président de la commission mili-

taire, — mais a négocié sa participation au « punch » déguisé de M. Li Peng à la question de nous faire tirer sur la foule, pas question de nous faire endosser la responsabilité d'un antagonisme accru entre le pouvoir et la société, déjà séparés par un abîme inquiétant.

« Triste pour mon pays »

La population, elle, est atterrée par ce qui ressemble à l'assassinat de la crise : « Je suis triste. Triste pour mon pays. C'est trop anachronique pour être vrai », disait un Chinois à la lecture de son journal, vendredi.

La certitude du caractère temporaire de cette solution ne console pas vraiment le petit employé qui avait cru qu'en les chassant allaient bouger. La Chine de 1989 n'est pas celle de 1976. Outre le fait que M. Deng n'est pas réellement un mauvais samant, quantifié de secteurs de la société, impliqués en particulier dans les rapports économiques avec l'étranger, n'ont aucune envie d'attendre la fin de son règne pour assister à une nouvelle campagne au sommet comme celle qui avait suivi la mort de Mao. Ces secteurs veulent reprendre leurs activités à grande échelle le plus rapidement possible. Or, chacun le sait, ces activités passent par une libéralisation politique du régime.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Cauchemar des mandarins rouges »

S'il y a un Chinois qui avait mis son gouvernement en garde sur la nécessité de réformes politiques avant qu'il ne soit trop tard, et qui s'est révolté de la vision à Pékin, c'est M. Li Peng. Communiste convaincu depuis quarante-cinq ans malgré deux exclusions du PCC, il est devenu l'un des partisans de l'application en Chine de la glasnost et de la perestroïka. Dans une des œuvres de ce maître chinois de la littérature de reportage, la *Deuxième Forme de l'loyauté*, qui fait perdre son poste au *Quotidien du peuple*, il raconte les malheurs d'un homme qui avait eu l'audace d'écrire à Mao Zedong pour critiquer la rupture avec l'Union soviétique au début des années 60. Lors de sa visite en France l'année dernière, il s'était plaint que les intellectuels chinois jouissaient de moins de libertés que leurs confrères soviétiques.

Le *Cauchemar des mandarins rouges* est un recueil de textes sur le rôle du journaliste et de reportages sur les tares comme sur les héros inconnus d'une Chine mal connue, dure, cruelle pour ceux dont la tête dépasse, où l'arbitraire est plus commun que la justice, mais où il existe quand même de « bons cadres » qui

autorisent encore Liu Binyan à croire. Il permet de comprendre la mentalité des intellectuels qui ne veulent plus être seulement les porte-plume du régime.

Liu Binyan est de ces communistes difficiles qui, comme les héros de la *Deuxième Forme de l'loyauté*, sont prêts à se sacrifier pour leur idéal révolutionnaire, y compris contre le parti, s'ils considèrent que celui-ci a tort. Des gens dangereux qui, comme Ni Yuxian, ont failli être fusillés par des victimes de la « bande des quatre » après la mort de Mao ou qui, comme Chen Shizhong, sont mal vus parce qu'ils font du zèle pour une cause devenue un gagne-pain pour la plupart des cadres. Ou comme Liu Binyan lui-même qui, chassé du PCC en 1957 après les « cent fleurs » pour « droïtisme » (il avait écrit des articles critiques), aura subi vingt-deux ans de camp et d'exil avant d'être réhabilité, pour être finalement exclu derechef pour « libéralisme bourgeois » en janvier 1987.

Il est pourtant resté communiste. De ces militants qui ont cru aux réformes de M. Deng Xiaoping en 1978 au point de s'y engager corps et âme, de dénoncer tous ces petits chefs locaux et ces tortionnaires qui

avaient échappé aux purges des partisans de la « bande des quatre » et continuait de sévir et même de s'opposer à la nouvelle ligne du parti. M. Deng avait vu, ses réformes s'étant arrêtées au seuil de la démocratisation, Hu Yaobang, qui fut son protecteur, ayant perdu le pouvoir, celui qui avait été une des grandes plumes du *Quotidien du peuple*, qui, pourtant, n'en a guère fait, ne pouvait que tomber du côté des victimes. Et — perdre ses illusions sur le « vieux » Deng.

Interdit de publication, il a continué de militer pour un communisme à visage humain, en Chine comme à l'étranger — il se trouve actuellement aux Etats-Unis. D'autres intellectuels prestigieux continuent en Chine même de défendre leurs idées. Tous, et en premier lieu Liu Binyan, que ses articles ont rendu célèbre dans tout le pays, auront joué un rôle déterminant dans l'avenir du mouvement étudiant.

PATRICE DE BEER.

* Le *Cauchemar des mandarins rouges*, de Liu Binyan, présenté, traduit et annoté par Jean-Philippe Bès, collection « Au vif du sujet », éditions Gallimard, 290 pages, 130 F.

LES BELLES CORDELIÈRES

5900 F 13000 F 49500 F

CHAUMET
JOAILLIERS FONDÉS 1780
PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO
12 PLACE VENDÔME TEL. 42.69.27.82 46 AVENUE GEORGE V TEL. 69.62.04.23

Afrique

Après un voyage de M. Dumas à Nouakchott Paris veut « accomplir son devoir » face au conflit sénégal-mauritanien

DAKAR
correspondance

La diplomatie française a de nouveau créé l'événement, jeudi 25 mai, au cours de la deuxième journée du sommet francophone, en intervenant dans le différend sénégal-mauritanien. La veille, c'était l'annonce par le président Mitterrand de l'envoi de 16 millions de francs de dettes des États africains par trente-cinq États africains.

Judi matin, le départ de M. Dumas pour Nouakchott — où il s'est entretenu durant deux heures avec le colonel Ould Sid Ahmed Taya, chef de l'État (nos dernières éditions du 26 mai) — avait provoqué chez les médias une grande surprise, car, si de nombreuses délégations préconisaient les bons offices de Paris afin de stopper l'escalade entre les deux rivaux du fleuve Sénégal, une initiative française ne paraissait pas encore souhaitée par les intéressés eux-mêmes.

Il est d'autre part évident que les résultats immédiats de l'aller et retour en Mauritanie du ministre français des affaires étrangères soit à la hauteur des espoirs mis dans ce déplacement par les dirigeants africains, inquiets de voir se profiler de plus en plus l'horizon d'un nouveau conflit fratricide.

Trois nouveaux membres de la francophonie

Si l'on compte les envoyés des « Francos » de Nouvelle-Angleterre et ceux de la Louisiane, invités officiellement mais ne participant pas aux travaux à huis clos du sommet, ce sont quarante-quatre délégations qui sont effectivement présentes à la conférence de Dakar, dont vingt-cinq au niveau des chefs d'État ou de gouvernement. Parmi elles, trois nouveaux membres : le Cameroun, la Guinée-Equatoriale et le Cap-Vert, ces deux derniers pays, respectivement hispanophone et lusophone, diffusant désormais largement le français chez eux. Quant à la Suisse, elle est assise du statut d'observateur à celui de membre à part entière. Les deux gouvernements libanais se sont, pour une fois, mis d'accord et ont délégué un seul représentant, l'historien suisse Adolphe Tarnier, ambassadeur auprès de l'UNESCO à Paris.

Deux autres États arabes, le Maroc et la Tunisie, ont délégué leur chef de gouvernement, alors qu'ils n'étaient représentés que par de simples ministres au sommet de Québec en 1987. Vanuatu comme la Mauritanie ont bouclé la conférence.

J. Gr.

M. Dumas, après ses entretiens à Nouakchott, s'est en effet empressé d'exprimer le vœu que réussisse la médiation entreprise par... le Mali. Or celle-ci, bien qu'officiellement non terminée, passe pour avoir échoué même si son initiateur, le général Mousa Traoré, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a affirmé le contraire, jeudi, à Dakar, en marge des travaux du sommet.

Le ministre français a toutefois précisé que « si la France peut contribuer au règlement du problème sénégal-mauritanien, nul ne doute qu'elle accomplira son devoir ». Il a également souligné que, malgré l'absence regrettable de la Mauritanie au sommet, ce pays fait toujours partie du club de la francophonie. Officiellement, M. Dumas ne s'était rendu à Nouakchott que pour y informer personnellement le colonel Ould Taya de l'effacement d'une partie des créances françaises sur son pays.

Du côté sénégalais, si les autorités ont agi depuis mercredi 24 mai pour atténuer la campagne de presse antismienne qu'elles avaient elles-mêmes contribué à attiser les jours précédents, on continue à se livrer à des représailles militaires, répondant, insiste-t-on ici, à ceux du gouvernement mauritanien.

A cet égard, le président Traoré a eu, jeudi, à Nouakchott, un entretien avec le ministre français des affaires étrangères. Selon le chef de l'État malien, « la Mauritanie n'a pas remis en cause la frontière actuelle entre les deux pays constituée par le cours du Sénégal ».

Dakar, de son côté, n'aurait pas demandé une modification de la

limite internationale présente, comme le rumeur en avait circulé ici avec insistance, mais seulement l'exercice du droit traditionnel de ses paysans d'aller ensemencer une partie de la rive septentrionale du fleuve.

Confrontation afro-arabe

D'autre part, afin d'atténuer l'aspect de confrontation afro-arabe pris par le différend sénégal-mauritanien, du moins dans une partie de l'opinion et des médias sénégalais, le quotidien dakarais *« le Soleil »*, a mis, jeudi, en exergue les déclarations de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Dakar, M. Abdallah Attoubaï, faisant valoir qu'« aucun Arabe n'a été l'objet d'une agression ou d'un traitement abusif au Sénégal, pays ami de toute la nation arabe ».

En revanche, le même jour, l'hebdomadaire dakarais indépendant *« Sud Hebdo »* (libéral de gauche), très à l'aise par la jeunesse et les intellectuels, a publié des articles remarqués sur l'influence nouvelle du parti Baas irakien parmi les dirigeants marins de Nouakchott. Dénouant « le caractère raciste de la doctrine baassiste bâtie essentiellement sur l'exclusion des autres et sur l'escalade quasi mystique de l'égo arabe », *« Sud Hebdo »* estime que, « tant que le pouvoir mauritanien ne sera pas délogé de la tutelle baassiste, il sera condamné à appliquer une ségrégation mettant en cause l'existence de la Mauritanie en tant qu'État unitaire ».

Plusieurs voyageurs non africains, arrivés ces jours derniers à Dakar, ont confirmé que la politique de « dénationalisation » de l'administration mauritanienne se poursuivait, entraînant le sentiment d'insécurité des Mauritanien non marins.

JEAN GRONDIS.

Après la décision de M. Mitterrand

La suppression de la dette africaine ne suffit pas, estime l'opposition

La décision de M. Mitterrand d'annuler une partie de la dette des États africains envers la France a été accueillie avec enthousiasme par les communistes aux élections européennes, qui a déclaré à Rennes : « Il est bien que la France prenne ses responsabilités. Je n'ai pas de réticence à la dire ».

Pour M. Alain Juppé, secrétaire général de la RPR, « cette décision va dans le bon sens ». Il a toutefois insisté sur l'importance de la mesure où il s'agit d'un abandon de créances qui, de toutes façons, n'avaient jamais été remboursées. Ce geste ne dispense pas de lutter pour le développement de ces pays en augmentant l'aide publique sous forme de dons.

La RPR prépare un projet concernant l'indexation du service de la dette sur les recettes d'exportation « révisé » M. Philippe Herzig, chef de file communiste aux élections européennes, qui a déclaré à Rennes : « Il est bien que la France prenne ses responsabilités. Je n'ai pas de réticence à la dire ».

Quant à M. François Léotard, président du Parti républicain, il voit dans la décision de M. Mitterrand « une dérive monarchique du second septennat, car il relève des élites du peuple et de l'usage de la décision l'extinction d'une dette publique. M. Mitterrand a préféré l'effet d'annonce et s'attribuer le bénéfice d'un effort supporté en vérité par les seuls contribuables français ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

AFRIQUE DU SUD : pour avoir tué huit Noirs de sang-froid

Un militant d'extrême droite a été condamné à mort

Un ancien policier blanc sud-africain, Barend Strydom, qui avait tué huit personnes en tirant de sang-froid contre des Noirs en novembre dernier à Pretoria, a été condamné à mort, jeudi 25 mai, par la Cour suprême de Pretoria.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Barend Hendrik Strydom a toujours pensé qu'il ne serait pas condamné à la pendaison. Il a toujours été persuadé que le président Pieter Botha le sortirait de prison. Il n'a jamais cessé de croire que ce qui s'était passé était un exploit, un fait d'arme, une œuvre salvatrice pour la défense de la race blanche. Strydom a décidé de tirer les premiers coups de feu de la « troisième guerre », celle qu'il a appelée « la guerre de libération des Blancs » contre tous ceux qui ne le sont pas, « l'ennemi global », le Noir.

Le 15 novembre dernier, à Pretoria, la capitale, ce jeune Afrikaner de vingt-trois ans, revêtu d'une tenue de camouflage, armé d'un pistolet et de trois cents cartouches de 9 millimètres, s'est mis à tirer dans la rue sur tous les Noirs qu'il rencontrait. Sept d'entre eux ont été tués à bout portant pour la plupart et quinze autres blessés par cet ancien policier qui n'a cessé de sourire pendant le massacre. Devant le tribunal, Strydom a expliqué que ses victimes lui souriaient et qu'il ne pouvait s'empêcher de leur répondre parce qu'il est un « bon gars », tout en faisant feu. Strydom a finalement été stoppé dans sa folie meurtrière par un policier... noir alors qu'il rechargeait son arme.

Quand on lui a annoncé dans un premier temps que quatre Noirs étaient morts, il a répondu qu'il était décidé à tuer « beaucoup plus de Noirs ». Lorsque le chiffre est passé à six, il a laissé tomber : « Un peu mieux, mais pas assez encore ». Strydom est prêt à recommencer aujourd'hui encore. Son action a été motivée, selon ses dires, par « la légitime défense », pour « préserver le futur de la nation boer et de la chrétienté » contre « la marée noire ». Un geste qu'il a longuement réfléchi.

Le 7 novembre, il a quitté son emploi à la banque et s'est retiré dans la brousse pour méditer et déterminer si le carnage était « commandé par Dieu ou l'œuvre de sa propre volonté ». Le lendemain, il a prêté serment au mouvement des Vootrekkeurs à Pretoria, promettant de sauver l'Afrique. Le soir même, il s'est « fait la main », pour reprendre ses propres termes. Ayant pénétré dans un camp de squatters noirs, il a tué de sang-froid une jeune femme noire et blessé grièvement une autre. Le 14, lors d'une meeting du Parti national, il s'était juré d'assassiner le chef de l'État, M. Pieter Botha, si ce dernier n'annonçait la libération de Nelson Mandela.

« Les loups blancs »

Par une étrange ironie, Strydom a été jugé dans la même salle qui a vu la condamnation à perpétuité de Nelson Mandela, il y a vingt-cinq ans. Son procès a attiré une foule immense. Le peuple afrikaner a découvert, interloqué, les propos de l'un des siens qui a suivi à la lettre ce qu'on lui avait enseigné. Son père

n'a-t-il pas déclaré au tribunal : « Les Blancs sont des descendants d'Israël, les Noirs descendants des animaux » ?

Produit de la perversion d'un système, Strydom avait été déclaré sain de corps et d'esprit. Il avait reconnu appartenir à un groupe de la plus extrême droite, « les loups blancs », interdit depuis. Illuminé pour les uns, monstre pour les autres, il reste un héros pour cette extrême droite qui est venue le soutenir et qui ne le permettra jamais qu'il lui soit « fait du mal ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Quatorze Noirs condamnés à mort et trois autres pendus. — Un tribunal sud-africain a condamné à mort, vendredi 26 mai, quatorze Noirs. Il s'agit du groupe le plus important de personnes condamnées à la peine capitale pour un crime politique dans l'histoire récente de l'Afrique du Sud. Les treize hommes et une femme figurent parmi un total de vingt-cinq personnes reconnues coupables de participation au meurtre d'un policier noir lors des émeutes anti-apartheid de novembre 1985.

D'autre part, trois Noirs condamnés pour meurtre ont été pendus, jeudi 25 mai, à la prison centrale de Pretoria. Simon Mthethwa et Abraham Mngomezulu avaient été condamnés l'un dernier pour avoir tué deux policiers et un informateur de la police, pendant la période du boycottage des loyers. Le troisième, Patrick Mosomi, avait été condamné pour le meurtre d'un couple de Blancs pendant un cambriolage. Mercredi, Anton Koen et James Cohen, deux Blancs condamnés pour crime crapuleux, ont été pendus. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

Prolongation du sommet arabe de Casablanca

La Syrie obtient satisfaction au sujet du Liban

CASABLANCA
de notre envoyée spéciale

La crise libanaise a prolongé de près de quarante-huit heures les travaux du sommet arabe de Casablanca, qui devait prendre fin vendredi 26 mai. De longues heures de discussions, à huis clos, entre chefs d'État réunis autour du roi Hassan II du Maroc, de tout aussi longs entretiens au niveau des ministres des affaires étrangères, sans compter les nombreuses rencontres bi-ou trilatérales, n'ont toutefois abouti aux premières heures de l'aube et à l'issue d'un nouveau huis clos de six heures qu'à remettre tout le dossier libanais entre les mains d'un comité de trois chefs d'État : le roi Hassan II, le souverain saoudien, le roi Fahd et le président algérien Chadli Bendjedid.

Malgré résultat pour un dossier qui, à Casablanca, n'a jamais, à Casablanca, été traité sur le fond, le Liban n'aurait servi, comme de coutume, que de champ clos pour les grandes manœuvres interarabes. Jusqu'au bout, l'intransigeance des deux protagonistes dans cette affaire, la Syrie et l'Irak, aura empêché tout projet de solution, même provisoire, de voir le jour. Déterminé à obtenir du sommet la mise en cause de Damas dans la crise libanaise, appuyé par une demande ferme de retrait des troupes syriennes, le président irakien n'a pas cédé d'un pouce alors que, de son côté, le président Assad de Syrie lâchait du lest sur les autres points à l'ordre du jour, notamment la question palestinienne, pour maintenir intacts sa position au Liban.

Si l'on devait désigner un vainqueur dans ce duel sans merci, au cours duquel des échanges très violents ont eu lieu — le président Saddam Hussein, notamment, faisant devant ses pairs un procès en règle, global et général, de la politique syrienne et passée de son ennemi syrien, — ce serait sans aucun doute le président Assad, qui a réussi à ce que la Syrie ne soit en aucune façon désignée dans l'affaire libanaise. La délégation syrienne ne cachait d'ailleurs pas, dans la nuit, sa satisfaction. Au contraire, l'amertume était grande côté irakien, où l'on affirmait que les chefs d'État arabes n'avaient pas su prendre leurs responsabilités et n'avaient pas osé dire publiquement ce que, selon le chef de la diplomatie irakienne, M. Tariq Aziz, la plupart d'entre eux avaient dit au président Saddam Hussein, à savoir que la Syrie jouait un rôle négatif au Liban.

Isolée totalement sur ses positions face à un trio irako-jordanien-syrien, la Syrie a en effet trouvé des appuis sérieux dans la majorité silencieuse, essentiellement celle des pays du Golfe, surtout désireux, par crainte des ambitions irakiennes, de maintenir un équilibre entre Damas et Bagdad. L'Égypte, pour sa part, avait tout soutenu de reprendre sa place et surtout son rôle au sein du monde arabe, à jout le conciliation, lâchant par là même ses partisans du conseil de coopération arabe, l'Irak, la Jordanie et le Nord-Yémen.

Le nouveau comité des trois chefs d'État, qui reprend donc le flambeau du comité de bons offices des six ministres des affaires étrangères (plus le secrétaire général de la Ligue arabe), présidé par le Koweït, réunira-t-il, lui, à obtenir de Damas comme de Bagdad des garanties pour faire appliquer un cessez-le-feu définitif au Liban ? C'est a priori peu probable tant la guerre irako-syrienne, par Liban interposé, a été violente, notamment de la part de l'Irak constamment à l'offensive.

Le comité présidé par le roi du Maroc s'est en tout cas donné six mois pour instaurer un cessez-le-feu définitif au Liban, appeler le Parlement libanais à se réunir à Beyrouth ou en dehors du Liban, pour se mettre d'accord sur un document de réformes politiques et le présenter à toutes les parties comme base de consensus. Après accord sur ce document de réformes, le Parlement

● IRAN : des opposants au désaccord avec le Parlement européen. — Deux personnalités de l'opposition iranienne en exil, l'ancien premier ministre Chapour Bakhtiar et l'ayatollah Mehdi Rouhani, ont critiqué, jeudi 25 mai, le soutien apporté par le Parlement européen aux Moudjahidines du peuple (le Monde du 26 mai), qu'ils considèrent comme une ingérence dans les affaires intérieures iraniennes. Tout en se disant « choqués » par cet appel à M. Masoud Radjavi, M. Bakhtiar n'en juge pas moins « courageux » l'appel des parlementaires européens à la rupture diplomatique totale avec l'Iran.

Porte de sortie

La formation de ce comité apparaît, de ce point de vue, comme une simple porte de sortie que se sont trouvée les chefs d'État arabes pour aboutir à quelque chose sur le Liban, tous les projets de compromis élaborés à partir de propositions syriennes, irakiennes, koweïtiennes, égyptiennes, jordanaises, nord-yéménites, ayant en effet échoué. Jendi, en début de soirée, après plus de huit heures de discussions au niveau des ministres des affaires étrangères et alors que le dernier projet égypto-koweïtien, qui ne mentionnait d'aucune façon la Syrie, circulait à peine dans les couloirs, le ministre des affaires étrangères irakien lâchait d'ailleurs tomber : « Les questions essentielles n'ont pas été résolues. Les Syriens ne sont pas disposés à résoudre la crise. Ils veulent encore rester au Liban, or, sans retrait des troupes syriennes, il ne saurait y avoir de solution ». Menaçant un réaliste, M. Tariq Aziz ajoutait : « La situation au Liban va se détériorer et devenir encore plus mauvaise ». Ce sentiment était largement partagé parmi les chefs de délégation.

Le fermetisme syrien sur le Liban aura sans doute permis l'élaboration plus facile du projet de résolution sur la question palestinienne, Damas

se montrant, là, très souple. C'est, en tout cas, dans ce contexte qu'il faut analyser les deux rencontres qui ont eu lieu, une première fois entre le président Assad et M. Arafat, en présence du président Chadli Bendjedid, et une deuxième entre les délégations des deux parties, conduites par leur chef. De source palestinienne, on indique que ces rencontres de « courtoisie » souhaitées par Damas ne signifient, en aucun cas, une réconciliation et ne sont basées sur aucun accord politique.

Pour être passée totalement inaperçue, occultée par les débats sur la question libanaise, la résolution que devrait adopter le sommet sur la question palestinienne n'en est pas moins importante dans la mesure où, pour la première fois, un sommet arabe va préconiser comme base de la réunion d'une conférence internationale de paix les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, répondant ainsi, notamment, au vœu exprimé par M. Bush dans son message au roi Hassan II à l'occasion du sommet. Si les États arabes, individuellement, avaient reconnu ou accepté ces deux résolutions qui fondent implicitement le droit d'Israël à l'existence, jamais la communauté arabe dans son ensemble ne l'aurait déclaré, le plan de Fès, notamment, ne les mentionnant pas.

Les chefs d'État arabes devraient, en outre, endosser le rejet palestinien du projet israélien d'élections dans les territoires occupés. On soulignait toutefois à Casablanca qu'il ne s'agissait pas de refuser le principe d'élections, mais seulement le type de consultation prévu par le « plan Shamir ».

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Ecoles et universités de Cisjordanie fermées depuis deux ans

Education interdite

JÉRUSALEM
de notre correspondant

De toutes les sanctions prises par le gouvernement israélien pour venir à bout du soulèvement dans les territoires occupés, c'est peut-être la plus durement ressentie : la fermeture des universités, écoles, collèges et autres institutions d'enseignement en Cisjordanie est vécue par les Palestiniens comme une atteinte à un droit qu'ils disent traditionnellement chérir — le droit à l'éducation.

La situation est sans précédent depuis 1967. Voilà bientôt deux ans que trois cent mille écoliers et quelque dix-huit mille étudiants sont privés de cours : près de 40 % d'une population élevée à huit cent cinquante mille habitants. Les plus âgés sont allés étudier à l'étranger, quelques rares élèves ont trouvé des places dans les écoles de Jérusalem-Est (la partie arabe de la ville) restées ouvertes ; les autres sont dans la rue, ou bloqués à la maison pendant la couvre-feu.

La fermeture des écoles vient d'être renouvelée pour un mois. Cela veut dire qu'il n'y aura pas de session de fin de baccalauréat et qu'une deuxième année scolaire verra d'être perdue.

Encore dénoncée cette semaine par le secrétaire d'État américain, M. James Baker, et, tout récemment, par quatre cents universitaires israéliens, la sanction n'en est pas moins ardemment défendue par le ministre de la défense, le travailliste Itzhak Rabin. Il évoque les besoins de la sécurité, « des éléments hostiles ayant transformé des écoles et des étudiants en otages de ceux qui incitent à la violence ». Pour lui, les écoles ont été trop souvent le théâtre de manifesta-

tions et la sortie des cours l'occasion d'assauts avec l'armée. Dès qu'un début de retour au calme le permettra, dit encore M. Rabin, tous les établissements seront autorisés à rouvrir.

L'argument de la sécurité justifiait-il la fermeture des jardins d'enfants la première année ? Pourquoi est-il valable pour la seule Cisjordanie, interrogeant les Palestiniens, et non dans la bande de Gaza, où les écoles sont restées ouvertes au début d'un climat de violence au moins aussi soutenu ?

Un système clandestin

M. Rabin serait plus convaincant si les écoles et les campus étaient fermés — en tant que potentiels foyers géographiques d'agitation — étaient concernés. Mais c'est l'éducation qui est visée. Dans les universités, bibliothèques, laboratoires et centres de documentation sont fermés aux professeurs, aux chercheurs ou aux étudiants finissant un mémoire. Il est interdit d'organiser des sessions de travaux pratiques pour petits groupes d'étudiants — serait-ce en privé, à la maison ou dans tout autre lieu que l'université.

De même est prohibée la mise en place d'un système de « devoirs à domicile ». Dans toute la Cisjordanie, des réseaux d'« éducation clandestine » ne s'en sont pas moins développés, et il arrive que les autorités ferment les yeux. Pour sa part, le directeur d'une école de Ramallah affirme observer « un début d'amphibiosisme chez les tout jeunes, les six à neuf ans, ceux qui commencent à oublier ce qu'on leur a appris ».

ALAIN FRACHON.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Europe

URSS : élu à la tête de l'Etat par les députés du peuple

M. Gorbatchev a personnellement contrôlé les premiers débats houleux du Congrès

MOSCOU
de notre correspondant

Accrochée à ses télévisions et à ses postes de radios, l'URSS s'est vue dans un miroir tantôt flatteur, tantôt détestable, mais toujours fidèle. Saisi sur le vif par la retransmission en direct de cette première journée du Congrès des députés du peuple, tout le pays était en effet là — dans la haine vociférante des conservateurs majoritaires mais paniqués, le russe bégayant de tant de députés dont ce n'est pas la première langue, l'audace tranquille d'élus de trente ans et l'implosion du décorum communiste.

Car si cette journée du 25 mai a commencé dans le plus pesant des rituels et s'est achevée sans surprise par l'élection de M. Gorbatchev à la tête de l'Etat, dès les premiers instants, c'était le jamais vu de cette minute de silence à la mémoire des manifestants tués à Tbilissi. Elle a été demandée impromptu par un député letton, intervenu si vite, si impérieusement, que tous les députés se sont levés, ceux qui condamnaient cette répression comme ceux qui auraient tant souhaité que l'émotion éclate en Géorgie et menace la perestroïka. Les seconds n'auraient pas restés assis sans se trahir, et, dans ce lourd Palais des congrès où se déroulent d'ordinaire ceux du parti, devant l'immense statue de Lénine, devant la tribune et ses bouquets rouges, dans le temple du système, les conservateurs sont piégés.

M. Gorbatchev avait-il donné son feu vert ? C'est possible, ce qui ne veut pas dire certain, et pour l'heure il se bat d'ailleurs non pas contre les conservateurs, mais contre ses partisans, contre les réformateurs. La bataille va durer toute la matinée, car le secrétaire général refuse de modifier l'ordre du jour, de com-

mencer par les débats et de ne procéder qu'ensuite à l'élection du chef de l'Etat et des 542 membres du Soviet suprême, l'Assemblée permanente que les 2 250 députés doivent élire en leur sein.

La logique est évidemment contre lui. On ne peut en même temps chanter la démocratie et vouloir que les candidats ne présentent leur programme qu'après avoir été élus. Tout premier orateur, M. Sakharov est monté à la tribune pour le dire au nom du Club des députés de Moscou (*le Monde* du 25 mai). D'autres « progressistes » s'élevèrent à expliquer cette évidence, mais M. Gorbatchev, lui, veut éviter à tout prix que la violence des antagonismes politiques n'éclate dès les premiers instants. Il veut garder le

contrôle de cette assemblée, maintenir une façade d'unité, et, puisqu'il joue à contre les partisans du changement, les conservateurs sont de son côté.

Comme un chœur antique, chaque fois qu'un « progressiste » veut faire passer une proposition aux voix, ils crient de leur siège : « Non ! Non ! » et chaque fois que M. Gorbatchev — qui, pour plus de sûreté, préside la séance — propose de clore la discussion sur un point délicat, ils crient : « Oui ! Oui ! » Il y a une telle rage dans leurs voix, une telle hostilité quand ils se penchent d'applaudir M. Sakharov pour l'interrompre, ils font à dire vrai tellement peur, que M. Gorbatchev réussit à ne pas avoir le mauvais rôle.

Il défend le droit à la parole du Prix Nobel de la paix, exprime un désaccord catégorique avec une motion condamnant les interventions des progressistes comme manœuvres procédurières et, de quart d'heure en quart d'heure, affiche la complicité qui le lie à eux en les interpellant amicalement par leur nom. Il est l'homme-orchestre, qui dit le bien et le mal, et quand les conservateurs s'étranglent d'indignation à voir que les progressistes ne s'avouent pas encore battus, ils stoppent leurs hurlements d'un sec : « Ne vous énervez pas, je sais ce que je dois faire. »

Il fait voter qu'on ne votera pas sur les propositions d'ordre du jour alternatif puisque l'ordre du jour officiel n'a été rejeté que par 379 députés. Le tour est joué, et à l'adresse des conservateurs il lance : « Vous voyez, je sais comment faire. » Les progressistes, eux, tirent une tête longue de trois pieds. Bien sûr, ils n'espèrent pas gagner, mais ils se sont heurtés à un tel front, dès la première demi-journée, que le moral est bas et que peu d'entre eux remarquent qu'après tout ils s'étaient réunis à 300 et qu'ils se sont déjà ralliés 79 députés de plus.

Suspension de séance pour le déjeuner, et c'est le renouveau de la tendance. Rassuré sur l'essentiel, M. Gorbatchev cède la présidence de séance au président de la Fédération de Russie, M. Voronikov, qui n'a pas les mêmes talents que lui et, sous couvert d'expliquer leur vote en faveur de M. Gorbatchev, les progressistes l'interpellent, posent leurs conditions, le somment de répondre à des questions précises. En fait, ils entament le débat qui leur a été formellement refusé le matin. Député d'Estonie, M^{me} Lauristin déclare : « Pour pouvoir voter pour vous, je voudrais que vous répondiez à trois questions (...). » Et d'une, quelles garanties juridiques devraient être

données à la souveraineté des Républiques ? Et de deux, est-il contre l'emploi de l'armée dans la répression des manifestations ? Et de trois, qui a su à l'avance, au bureau politique, qu'on allait faire donner la troupe à Tbilissi ? C'est net et précis, comme presque toutes les interventions de l'après-midi, prononcées par des gens jeunes, très sûrs d'eux et maîtrisant parfaitement leur propos.

Le cumul

Les uns se disent contre le cumul des charges de président et de secrétaire général du parti, en glissant aussin sur l'importance de la séparation des pouvoirs. D'autres expliquent, tout aussi clairement — et comme va le faire M. Gorbatchev — que le cumul est une mauvaise chose, mais qu'il faut néanmoins l'accepter dans la période actuelle, car il serait dangereux que le parti soit abandonné à quelqu'un d'autre.

Les cartes sont sur table et les conservateurs n'existent tout simplement plus puisqu'ils n'ont rien à dire, qu'ils ne savent que hurler périodiquement pour la clôture des débats et que, privés du soutien de M. Gorbatchev, ils n'ont plus à faire taire les réformateurs. Tout le pays est à l'écoute, entend un député d'Arménie plaider pour le « Peuple du Haut-Karabakh », entend et découvre des hommes politiques. Tout le pays en même temps est stupéfait par cette journée, puisque les conservateurs sont la majorité, qu'ils n'ont aucun programme, qu'ils ne peuvent pas grand-chose sans le savoir-faire de M. Gorbatchev, que celui-ci sait parfaitement comment utiliser tantôt les uns, tantôt les autres, et que les réformateurs sont la force montante, la jeunesse du pays.

Pas besoin de savants ouvrages. Il suffit de regarder, et quand un député de Leningrad annonce qu'il se présente à la présidence, qu'il ne parlera pas plus longtemps — vingt minutes — que M. Gorbatchev et conclut son intervention en disant qu'il faut enregistrer sa candidature pour qu'il n'y ait plus jamais d'élection à candidature unique, un délice se fait. Il est très applaudi et 689 députés se prononcent pour l'acceptation de sa candidature.

En une journée, le clan des progressistes est ainsi passé de 300 à 689 députés. C'est beaucoup, même si l'ordre de la majorité leur est rigoureusement interdit avant longtemps, avant les prochaines élections sans doute. M. Gorbatchev gardera le contrôle de cette assemblée, mais, maintenant qu'il a mon-

tré aux progressistes qu'ils ne pourraient rien lui imposer, non seulement il les laisse parler, mais il leur tend la main dans une longue réponse aux questions qui lui ont été posées : oui, il est pour la souveraineté des Républiques, mais chaque Soviétique doit se sentir bien quel que soit son lieu de résidence, et le nationalisme ne doit donc pas tourner à la xénophobie antirusse. L'armée ? Elle doit « faire ce pour quoi elle est faite », et il faut tout faire pour qu'il en soit ainsi. Si elle a été envoyée à Tbilissi, c'est qu'il faut se souvenir des massacres de Soumgaït, l'année dernière, où l'armée était arrivée trop tard. Cela a appris à ne pas prendre de risques mais ce qui s'est passé ensuite, il ne l'a su qu'après les faits et le rapport des commissions d'enquête sera « une leçon pour tout le monde ».

Apprendre la démocratie

On l'accuse (les conservateurs) d'avoir transformé le pays en un vaste club de discussions ? Cela prouve seulement que le pays a encore à apprendre ce qu'est la démocratie. La perestroïka ? Elle est entrée dans sa phase la plus difficile car elle commence à véritablement gêner des intérêts acquis et qui ne sont pas tous condamnables. Il faut donc passer à la « consolidation » et c'est ce à quoi doit s'atteler ce « corps de cadres » qu'est le Congrès.

Proposé à la candidature par plusieurs orateurs, M. Eltsine se refuse en invoquant son accord avec les décisions prises à cet égard par le parti. M. Gorbatchev n'est le candidat. Il votera donc pour lui, et cela bien qu'il déplore qu'il n'y ait pas de candidature alternative.

Au cours du débat, le Congrès a décidé de former sa propre commission d'enquête sur l'affaire géorgienne et un député de Tbilissi a mis en cause le général commandant la région militaire de Transcaucasie en demandant qu'on lui retire son mandat. Les morts de Géorgie, la provocation conservatrice, pèsent très lourd sur toute la journée. Tard dans la soirée, quand les résultats du vote secret donnent à M. Gorbatchev 2 133 voix pour et 57 contre, on sait que ces 57 voix sont à l'évidence celles de conservateurs.

On le sait, mais, fin chef de l'Etat, M. Gorbatchev est maintenant à l'abri de toute velléité de putsch au sein du comité central. On verrait en effet mal l'appareil éliminer un secrétaire général qui resterait président.

BERNARD GUETTA.

IRLANDE : législatives anticipées le 15 juin

Le Fianna Fail du premier ministre espère obtenir la majorité absolue

DUBLIN
de notre correspondant

Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, vient de mettre un terme à un mois de rumeurs et de spéculations. Il a demandé jeudi 25 mai au président de la République de dissoudre le Parlement (Dail) et annoncé des élections législatives anticipées. Celles-ci auront lieu le 15 juin, en même temps que les européennes.

A la tête d'un cabinet minoritaire depuis février 1987, M. Haughey et son parti, le Fianna Fail, contrôlent 81 des 166 sièges de l'Assemblée de Dublin. Le premier ministre espère maintenant que les électeurs vont lui assurer une majorité absolue. En organisant de nouvelles élections, il compte bien exploiter la popularité dont jouit actuellement son gouvernement, en dépit de sa politique sociale controversée. De récents sondages créditent le Fianna Fail d'environ 50 % des intentions de vote. Compte tenu du mode de scrutin compliqué à la représentation proportionnelle, cette majorité absolue qu'il souhaite dépendra beaucoup des résultats dans cinq ou six circonscriptions du pays.

Afin d'assainir la situation économique, le gouvernement a mené ces deux dernières années une rigoureuse politique d'austérité impliquant notamment une réduction massive des dépenses publiques. Dans ce domaine, M. Haughey a été soutenu au Parlement par les principales formations de l'opposition : le Fine Gael (centriste) de M. Alan Dukes et les Démocrates progressistes (conservateurs) de M. Desmond O'Malley. Ce consensus qui existait sur les grandes lignes de la politique économique et la stabilité du pays expliquent la colère de ces deux partis et de leurs dirigeants qui estiment que des élections anticipées ne s'imposaient absolument pas.

La rigueur a donné des résultats positifs : l'inflation est inférieure à 4 %, les taux d'intérêt sont de 9 % (contre 14 % en Grande-Bretagne).

Mais dans les couches moins privilégiées de la population, il existe un mécontentement considérable, car les aides sociales ont été réduites et, dans certains cas, même supprimées, alors que le chômage demeure très élevé (environ 20 % de la population active).

JOE MULHOLLAND.

Tumulte au Parlement de Berlin-Ouest

Le refus de la présidence de séance, le député Alternatieve Hilde Schramm, de prononcer la formule rituelle sur la réunification de l'Allemagne et la destruction du mur à l'ouverture d'une des sessions du Parlement de Berlin-Ouest, a suscité, mercredi 25 mai, un tumulte sur les bancs de l'Assemblée berlinoise. En signe de protestation, tous les députés du groupe chrétien-démocrate et des républicains (extrême droite) ont quitté la salle.

A chaque ouverture de session, le président de séance doit traditionnellement prononcer cette phrase : « Je témoigne ici de notre volonté inflexible : le mur doit tomber et l'Allemagne doit être réunifiée dans la paix et la liberté avec comme capitale Berlin. » « Il n'est pas normal », a estimé M^{me} Schramm, vice-présidente du Parlement régional, que nous continuions à employer une formule datant de la guerre froide alors que nous nous trouvons dans une période de détente. »

Depuis les élections de janvier dernier, les Verts-allemands et les sociaux-démocrates ont la majorité au Parlement. Ils ont constitué en mars un gouvernement (Sénat) de coalition avec la direction du nouveau mouvement social-démocrate Walter Momper. — (AFP.)

EN AVANT-PREMIERE DU CNIT

L'avenir appartient
à ceux
qui écoutent tôt.

Au CNIT, écoutez battre le cœur
des échanges internationaux.
Le WORLD TRADE CENTER -
PARIS LA DÉFENSE et Radio
Classique Affaires : 6 jours
d'informations toniques pour
vivre à l'heure internationale.

	THÈME	INVITÉ 7-40	DÉBAT 8-20-8-30	INVITÉ 8-35-8-45
Lundi 29 Mai	LES WORLD TRADE CENTER	Georges VAILLANT Premier Vice-Président CCP Président WORLD TRADE CENTER DE PARIS	Henri BLANC Conseiller Technique MINISTÈRE DU COMMERCE EXTERIEUR François DAVID Directeur DREE	Claude DOLLÉ Président Directeur Général CFCE
Mardi 30 Mai	LES TRANSPORTS ET LE TOURISME D'AFFAIRES	Bernard ATTALI Président Directeur Général AIR FRANCE	Alain POINSSOT Directeur Commercial du Fret, SNCF André DESAUX Directeur Général NOVATRANS	Pierre CONSO Président Directeur Général CIMENT FRANÇAIS
Mercredi 31 Mai	INTERNATIONALISATION DE L'ECONOMIE	Daniel LEBEGUE Directeur Général BNP	Georges BERTRANDIAS Président UNION PATRONALE DES HAUTES-DE-SEINE Jean-Claude MOURET Directeur de l'Information, de l'Appui et du Développement International des Entreprises CCP	Henri BAQUIAST Président Directeur Général COFACE
Jeudi 1 ^{er} Juin	LES ENJEUX COMMERCE DE L'AN 2000	Paul PAOLI Président Directeur Général CFAO	Paul-Henri DENIEUX Président FEDERATION FRANCAISE DU COMMERCE INTERNATIONAL Patrick DEVAUD Directeur Général PARIBAS Président Directeur Général SCOA	Gilbert SALOMON Président Directeur Général OPTORG
Vendredi 2 Juin	LES SERVICES A L'INDUSTRIE PLANETAIRE	Jean PEYRELEVADE Président Directeur Général UAF	Alain PORÉE Directeur Général CLM/BDO Jean-Pierre PETIT Directeur Général-Administrateur BODP	Gérard PELISSON Co-Président Groupe ACCOR

ET TOUTE UNE SÉRIE DE REPORTAGES : CHINE, URSS, USA, ALLEMAGNE...

WORLD TRADE CENTER
PARIS - LA DÉFENSE

4, PLACE DE LA DÉFENSE - 92090 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 26 - TÉL. : 16 (1) 47.73.66.44

RADIO CLASSIQUE AFFAIRES : PARIS 101.1 MZ - LILLE 88.2 MZ

مكتبة القرآن الكريم

Diplomatie

Le débat sur les missiles à courte portée

L'OTAN face à l'entêtement de la RFA

(Suite de la première page.)

Le 27 avril, M. Kohl présentait en cinq points les grandes lignes de ce qui devait être selon lui le « concept global » de l'OTAN : tout en admettant la nécessité, « dans les circonstances actuelles », de la dissuasion nucléaire, il ne prônait pas l'ouverture « prochaine » de négociations sur les missiles nucléaires à courte portée (SNF) et le report en 1992 de la décision de produire un système de remplacement de ces armes en voie d'obsolescence, cette décision devant tenir compte, selon lui, « des résultats de toutes les négociations sur le désarmement ».

Le texte porte, d'ailleurs, la marque de M. Genscher, le ministre des affaires étrangères, porte-parole du Parti libéral au sein de la coalition, devenu la bête noire des Anglo-Saxons. Il ne mentionne pas explicitement le refus d'une troisième option zéro et ne lie pas, comme le souhaitent la plupart des alliés de l'OTAN, l'ouverture de négociations sur la réduction des armes nucléaires à courte portée à l'obtention et à la mise en œuvre de résultats tangibles et concrets dans le domaine de la réduction des armements conventionnels, actuellement discutés à Vienne. L'opposition social-démocrate, par la voix de son chef, M. Hans-Jochen Vogel, apporte son soutien à la position gouvernementale : un consensus existe, en effet, dans l'hostilité aux armes nucléaires à courte portée, appelées ici « armes à portée allemande ».

En s'engageant aussi loin et en des termes aussi précis dans le débat en cours, MM. Kohl et Genscher faisaient un double pari : ils comptaient sur les fédérations de l'administration Bush, qui n'avaient pas encore défini une réponse claire aux multiples défis lancés par M. Genscher, et sur l'appui de la quasi-totalité des pays européens membres de l'alliance. Ce calcul s'est révélé en grande partie erroné. Les voyages à Washington de MM. Genscher et Stoltenberg n'ont pas, jusqu'à la veille du sommet de Bruxelles, pu convaincre les Américains de jeter les bases d'un compromis. Si des concessions ont été faites, M. Bush ne peut accepter ni l'ouverture à brève échéance de négociations sur les SNF ni l'éventualité d'une troisième option zéro. Les États-Unis sont notamment valorisés à Bonn, de manière non équivoque, que le maintien de leurs troupes en RFA est lié à leur protection par les armes nucléaires à courte portée.

Par ailleurs, l'affirmation de M. Genscher selon laquelle l'Europe continentale est solidaire de Bonn et la Grande-Bretagne isolée relevait plus du bluff que de la réalité. Tout le monde est à peu près d'accord pour estimer qu'il n'y a pas urgence à prendre une décision sur le stationnement des armes nucléaires, qui ne seront nécessaires qu'en 1995, mais la France, les Pays-Bas, l'Italie ne sont pas en faveur d'un engagement rapide de négociations avec l'URSS sur ce type d'armes.

Vers un changement de coalition ?

Le développement du conflit s'est naturellement répercuté sur la situation politique intérieure en RFA. Les tensions sont de plus en plus perceptibles entre le FDP de M. Genscher et ses partenaires chrétiens-démocrates au sein de la coalition. On évoque en termes à peine voilés au FDP l'hypothèse d'un changement d'alliance et d'un retour à la coopération gouvernementale avec les sociaux-

démocrates. La CSU bavaroise, qui, pourtant, avait donné son aval à la déclaration du chancelier, estime maintenant que celle-ci n'insiste pas suffisamment sur le rejet d'une troisième option zéro, et concentre ses attaques contre M. Genscher. Le Parti social-démocrate en profite pour accuser le gouvernement de « dilatoire » et lui enjoindre solennellement de ne pas « se mettre à genoux devant les Américains ».

La population en République fédérale.

D'ores et déjà, le chancelier et le gouvernement ont largement marqué leur objectif. Le chancelier Kohl voulait absolument éviter de se retrouver en 1990 dans la situation de 1983, lorsqu'il fut obligé de mener une campagne électorale dominée par le débat sur le stationnement des fusées Pershing. Les fusées à courte portée sont encore moins admises que les missiles à portée intermédiaire par l'opinion publique. L'irritation suscitée par les activités des troupes de l'OTAN stationnées en RFA va croissant. A moins d'un improbable compromis à Bruxelles qui permettrait au chancelier et à son ministre des affaires étrangères de démontrer qu'ils ont réussi à imposer au moins une partie de leurs vues à leurs alliés, cet épisode risque d'être mis au passif d'un gouvernement qui cherche désespérément à regagner la confiance des électeurs.

LUC ROSENZWEIG.

Les Pays-Bas penchent du côté américain

AMSTERDAM
de notre correspondant

Où il des négociations avec le pacte de Varsovie sur la réduction des armes nucléaires à courte portée (SNF), mais à condition qu'elles s'achèvent pas à une troisième « option zéro », c'est-à-dire la mise au point des engins de remplacement de missiles Lance, la décision effective de les déployer pour, par ailleurs, attendre 1992. Telle est la position que défendent les Pays-Bas, directement concernés puisqu'ils possèdent huit des quatre-vingt-neuf missiles de l'OTAN.

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van

Den Broek, a obtenu, jeudi 25 mai, le soutien d'une majorité de la Chambre des députés sur ce sujet.

La même majorité a empêché l'adoption d'une motion de Parti socialiste demandant au gouvernement de plaider à Bruxelles pour l'ouverture « aussi rapide que possible » de négociations sur les missiles nucléaires à courte portée.

En cours de ce débat, M. Van Den Broek a laissé entendre que les Pays-Bas n'avaient pas renoncé à la mise au point de leurs propres armes à courte portée, depuis le début de l'année, et qui semble avoir eu plus d'effet sur le président Bush que sur le chancelier Kohl. Elle n'est sans doute pas étrangère aux récentes concessions américaines, insuffisantes pourtant pour retirer à M. Kohl l'impression d'être quelque peu « lâché » par son voisin.

CHRISTIAN CHARTIER.

L'étape romaine du président Bush

Un geste de considération envers l'Italie

ROME
de notre correspondant

Contrairement à ce qu'un habitué du communiqué chancelier allemand laisse entendre le 22 mai, la position italienne sur la question des missiles nucléaires à courte portée (SNF) n'est pas en « complet accord » avec celle défendue par M. Genscher. Rome « comprend » certes les préoccupations allemandes, estime, comme la France, que la modernisation des armes tactiques n'est « pas urgente ». Mais elle ne l'écartera pas définitivement. C'est, entre autres, pour entendre cela de vive voix que M. George Bush, qui se rendra dimanche à Bruxelles pour le sommet de l'OTAN, aura décidé de ne pas annuler l'étape italienne de sa première tournée en Europe.

Certes, c'est un gouvernement en sursis que le successeur de M. Reagan va rencontrer à Rome. Mais, s'il est un domaine sur lequel l'interminable jeu de chaises musicales ita-

lien n'a pas de répercussions directes, c'est la politique étrangère. Sur l'essentiel, tous les partis transalpins qui comptent sont d'accord. Même les communistes, dont le secrétaire général, M. Achille Occhetto, sera parmi les invités du dîner offert samedi 27 mai au visiteur américain par le chef de l'État italien.

L'Italie, premier pays de l'OTAN à avoir installé en 1981 sur son territoire les très impopulaires missiles nucléaires intermédiaires, l'Italie, candidate à l'accueil des soixante-dix-neuf bombes F-16 en voie d'expulsion d'Espagne, se considère comme l'un des alliés les plus sûrs des États-Unis. D'où son extrême sensibilité lorsqu'elle a l'impression qu'on ne lui accorde pas tout le respect qui lui est dû.

Un sujet d'irritation parmi d'autres : la nomination récente, par M. Bush, d'un nouvel ambassadeur à Rome, M. Peter Scobis, richissime homme d'affaires connu aux

États-Unis pour la rudesse de ses manières et sa totale ignorance des affaires diplomatiques. « L'unique motif de son accréditation, écrit-il, à la mi-mai, le quotidien la Repubblica, est qu'il a rempli les cases de son ami et candidat Bush pendant la campagne et que son grand-père serait d'origine péruvienne ».

Outre les rencontres avec le premier ministre, M. Ciriaco De Mita, et le chef de la diplomatie, M. Giulio Andreotti, le président nord-américain sera également reçu, samedi, au Vatican par Jean-Paul II. Dimanche, il se rendra au cimetière américain de Nettuno, près de Rome, où reposent des milliers de GI tombés pendant la dernière guerre. Le traditionnel Memorial Day sera ainsi célébré avec une journée d'avance. Mais où pourra-t-il mieux réaffirmer, à la veille d'un débat crucial, la validité du partenariat euro-américain ?

PATRICE CLAUDE.

A TRAVERS LE MONDE

Grande-Bretagne

Londres expulse quatre diplomates tchécoslovaques

Le gouvernement britannique a ordonné, jeudi 25 mai, l'expulsion de quatre diplomates tchécoslovaques en poste à Londres pour « activités inacceptables » incompatibles avec leur statut. En septembre dernier, trois Tchécoslovaques avaient déjà été expulsés.

Ces expulsions interviennent moins d'une semaine après celles de huit diplomates et trois journalistes soviétiques, qui continuent d'alimenter un bras de fer entre Londres et Moscou. Les Soviétiques avaient insisté en expulsant à leur tour un nombre identique de diplomates et de journalistes et en imposant un quota au nombre de personnes employées par le Royaume-Uni en URSS.

La Grande-Bretagne continuera à expulser des espions des pays de l'Est, même si cela doit avoir des conséquences négatives sur les relations diplomatiques et commerciales, a affirmé jeudi le premier ministre, M. Thatcher. « La pire des choses que nous pourrions faire », a-t-elle dit, « serait d'ignorer ces activités inacceptables uniquement parce que nos relations se sont améliorées ». — (AFP, Reuters.)

Nicaragua

Expulsion de deux diplomates nord-américains

Les autorités de Managua ont ordonné, jeudi 25 mai, l'expulsion de deux diplomates nord-américains, M^{rs} Kathleen Williamson Barron et M. Joel Franklin Cassman, accusés d'avoir encouragé une grève d'enseignants en province. Les États-Unis ne sont plus représentés au Nicaragua que par un chargé d'affaires depuis juillet 1988. A cette date, l'ambassadeur, M. Richard Melton, et sept de ses collaborateurs avaient été expulsés pour avoir, selon les autorités sandinistes, incité l'opposition à une manifestation contre le régime dans la ville de Managua : de graves incidents y avaient éclaté, qui avaient conduit à l'arrestation, pour plusieurs mois, de la plupart des dirigeants de l'opposition.

Les États-Unis avaient répliqué par des expulsions symétriques. La « guerre diplomatique » américano-nicaraguayenne s'inscrit évidemment dans le contexte de l'opposition fondamentale de Washington au régime sandiniste et à sa politique. Il y a quelques semaines, pourtant, les deux pays avaient annoncé leur intention d'améliorer, par entente mutuelle, la situation de leurs ambassades. — (AFP, Reuters, UPI.)

Pakistan

Remplacement du chef des services secrets

Le général Hamid Gul, chef des services secrets pakistanais (ISI, Inter-Services Intelligence) a été remplacé et remis à la disposition du commandement général, a-t-on appris jeudi 25 mai à Islamabad. Le général en retraite Shamsur Rehman Kalloo, ancien commandant des blindés, devrait être nommé à sa place. Désigné par le président Zia ul Haq il y a deux ans, le général Hamid Gul a symbolisé la reprise en mains par l'armée pakistanaise de la résistance afghane. Son successeur, considéré comme un militaire professionnel, n'est pas lié aux groupes d'officiers qui doivent leur promotion à Zia. Il devrait donc être chargé d'appliquer la nouvelle politique afghane de M. Benazir Bhutto, qui a réaffirmé à plusieurs reprises ces dernières semaines qu'elle était favorable à une solution négociée.

L'échec de l'offensive des moudjahidins contre la ville de Jalalabad, dont la stratégie et le soutien logistique étaient entre les mains de l'ISI, rendaient le départ du général Hamid Gul prévisible, départ qui ne pouvait qu'être bien accueilli par Kaboul, dont il était devenu la bête noire. — (AFP, UPI.)

Amériques

ARGENTINE

M. Alfonsín a formé son « cabinet de crise »

Le président Raúl Alfonsín a fait connaître jeudi 25 mai la composition de son « cabinet de crise » nommé en vue de mener une « économie de guerre ». Le portefeuille de l'économie, le plus difficile à tenir, a été confié à un député radical âgé de trente-trois ans, M. Rodríguez Jasso, qui présidait jusqu'alors la commission du budget et du Trésor de la chambre. Il remplace à ce poste M. Juan Carlos Pugliese, qui occupera le ministère de l'intérieur. Il aura la mission de tenter de juguler (d'ici au 10 décembre, date à laquelle M. Alfonsín cédera le pouvoir au péroniste Carlos Menem) une inflation qui pourrait bientôt atteindre les 20 000 % et qui menace l'austral, la monnaie nationale, d'un effondrement comparable à celui qu'avait connu le mark sous la République de Weimar en 1922.

Notoire est également l'entrée, pour la première fois dans l'histoire argentine, d'une femme comme ministre des affaires étrangères : M^{me} Susana Ruiz Cerutti, diplomate de carrière, ancien ambassadeur en Belgique. Elle remplace M. Dante Caputo, qui était en fonction depuis 1985, et dont M. Alfonsín avait, un moment, espéré qu'il serait le candidat radical à la présidence.

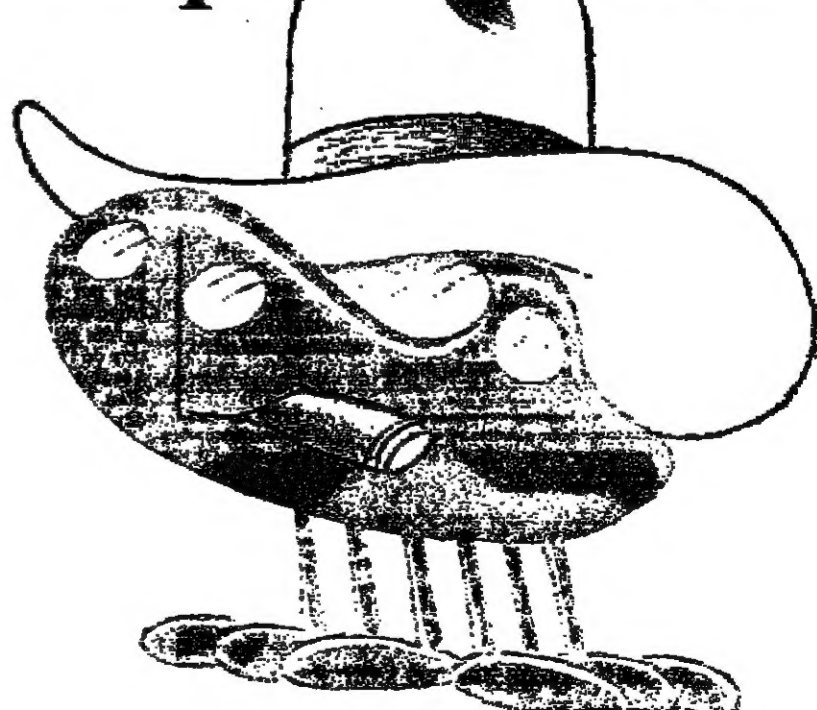
Les autres « entrants » sont MM. Roberto Echagüe, ancien secrétaire d'État, qui devient ministre des travaux publics, José Gabriel Dumon, qui cumulera les portefeuilles de l'éducation et de la justice et Enrique Beveraggi, nommé à l'action sociale et la santé. Sont demeurés à leur poste, les ministres du travail, M. Ideler Tomelli, et de la défense, M. José Horacio Jannarelli.

M. Menem, dont les proches avaient critiqué la décision d'instaurer « une économie de guerre » comme « antipopulaire », n'avait pas réagi vendredi à l'annonce du nouveau cabinet. Le plan d'urgence de M. Alfonsín devrait être connu le 29 mai. Cependant des pillages de supermarchés ont eu lieu le 25 mai dans plusieurs grandes villes du pays, y compris la capitale. Les incidents les plus graves se sont produits à Córdoba, deuxième agglomération du pays ; une quarantaine de personnes y ont été arrêtées. Selon les représentants des commerçants, ces pillages seraient le fait de « groupes organisés », et non de populations exaspérées par la vie chère. — (AFP, Reuters.)

des civils pris dans les combats. Les actions de commando de la guérilla se sont multipliées ces derniers jours. — (AFP, Reuters.)

● PÉROU : le Sentier lumineux s'attaque à des touristes. — Un alpiniste britannique a été « exécuté » à la mitrailleuse par des guérilleros du Sentier lumineux près de la ville de Huaraz, point de départ de nombreuses expéditions dans les Andes péruviennes. À huit kilomètres de là, un hôtel où étaient logés une cinquantaine d'étrangers, européens et américains, a été attaqué au moyen de charges d'explosifs. Il n'y a pas eu de victimes, mais les « andinistes » qui y résidaient ont mis précipitamment fin à leur séjour. Le Sentier lumineux s'était déjà attaqué à des touristes dans la région de Cuzco et Machu-Pichu, au sud du pays, ainsi qu'à des coopérants étrangers. Son objectif est d'isoler de façon croissante le gouvernement de Lima et le Pérou tout entier. — (AFP.)

Avis SuperValue. Miami à 86 \$* la semaine, c'est mieux que Dallas!



* À titre indicatif : 545 FF au 1402.89



Décidés à faire mille fois plus.

Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix jusqu'à 30 % moins cher que le tarif standard, garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.



Politique

La préparation des élections du 18 juin

M^{me} Veil présente son « manifeste pour l'unité européenne »

M^{me} Simone Veil a présenté jeudi 25 mai à Obernai (Bas-Rhin) son « manifeste pour l'unité européenne ». Plaidant pour que l'Europe ne soit pas comme aujourd'hui « un vain projet politique privé de toute volonté d'agir dans les affaires du monde, condamné à suivre et à subir une loi dictée par d'autres », l'ancienne présidente du Parlement de Strasbourg a commenté ce manifeste qui prône un renforcement « de la légitimité des institutions » une monnaie commune gérée par une banque fédérale autonome et un « accroissement de la solidarité ».

« Le jour où deux navires battant pavillon européen apporteraient une aide économique et humanitaire à Beyrouth ou au nom de la Communauté toute entière, on verrait la différence qui peut exister entre la démarche, certes louable et courageuse, d'un seul Etat et la pression morale, considérablement plus persuasive, que l'Europe unie peut exercer dans le bassin méditerranéen et au-delà », a expliqué M^{me} Veil.

Pour le volet économique de l'Europe, la tête de liste centriste a déclaré : « Peut-on croire ou

tenter de faire croire que nous militerions avec une belle ardeur pour le développement économique si nous n'étions pas convaincus qu'il est la condition de tout véritable progrès social ? Or le progrès social ne doit être dissocié que le plus rarement possible du travail, c'est-à-dire de l'emploi, source de bien-être et de dignité ».

A M. François Mitterrand, qui présidera pour six mois le Conseil européen à partir du 1^{er} juillet prochain, M^{me} Veil a demandé d'établir un calendrier afin d'élargir les compétences des institutions européennes : pour le Parlement, qui doit, selon elle, « s'imposer comme l'une des branches d'un vrai pouvoir législatif » et pour la Commission qui doit être en mesure d'assurer des « responsabilités politiques ».

« Il faut, a-t-elle ajouté, élaborer un nouveau traité qui pourrait entrer en vigueur en l'an 2000. » Elle a également réclamé « une action commune » des Douze pour mettre en place des « politiques planétaires de l'environnement » dont la succession de catclysmes écologiques ne cesse de démontrer l'importance et l'urgence ».

Les « petits candidats » et la télévision

Et moi, et moi !

M. Laurent Fabius a accepté, jeudi 25 mai, la proposition faite, dans la journée par TF 1 d'organiser un débat contradictoire, le 8 juin, entre les six principaux têtes de liste aux européennes. M. Georges Filloud, porte-parole de campagne de la liste socialiste, a répondu que cette proposition était « conforme à l'une de ces formules par le candidat socialiste, qui avait souhaité soit un débat à trois (M^{me} Veil, M. M. Giscard d'Estaing et Fabius), soit un débat avec tous ». Si tous les autres candidats sollicités ont répondu « oui » sans réserve, d'âme, en revanche dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing, qui devait donner sa réponse dans la journée de vendredi, on indiquait que l'ancien président de la République accepterait un débat à six, à condition que M. Fabius donne son accord à une confrontation à deux sur une autre chaîne, ainsi que la tête de liste UDF-RPR lui en avait fait la proposition à l'origine.

Cette condition risque de relancer la polémique de la part de ceux qui seraient écartés du « tête-tête » entre le plus jeune

chef d'Etat que se soit donné la France et le plus jeune premier ministre qui lui ait été donné. Le transfert de M. Antoine Waechter de la cour des petits à celle des grands que lui vaudra son passage, le 31 mai, à l'émission « L'heure de vérité » sur A 2 a provoqué, comme cela était prévisible, une réaction de ceux qui sont condamnés à rester sur la touche. Première à réagir : M^{me} Arlette Laguiller pour Lutte ouvrière, qui s'est adressée à François-Henri de Virieu pour se réjouir de l'invitation dont bénéficie la tête de liste des Verts, en voulant « croire que cette mesure s'appliquera également à [sa] formation et [qu'elle sera] invitée » par l'animateur de « L'heure de vérité », M. Claude Labrousse pour les rénovateurs communistes, s'est félicité de l'« incontestable brèche dans la censure qui prétend imposer M. de Virieu », estimant que « l'injustice n'en est que plus grande à l'égard des autres candidats écartés ». Et de conclure : « Alors, François-Henri, Anne et les autres, encore un effort ! »

O. B.

Le MPPT pour « l'interdiction du travail précaire dans toute l'Europe »

En 1984, M. Marc Ganquelin conduisait la liste trotskiste intitulée « Pour un parti des travailleurs » présentée par le Parti communiste internationaliste (PCI). Il était membre du comité central de cette organisation. Il avait obtenu 0,9 %. Membre du bureau politique du PCI, M. Ganquelin conduira, le 18 juin, une liste dissidente « Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie » soutenue par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), dont le PCI est l'unique composante organisée. Des listes portant le même titre se présentent dans quatre autres pays : la RFA, la Belgique, l'Espagne et le Portugal. Placant au centre de ses exigences « l'interdiction du travail précaire dans toute l'Europe », le MPPT précise : « Nous n'attendons rien d'un Parlement européen qui n'est qu'un simulacre de représentation démocratique ».

Voici la composition de la liste du MPPT :

1. Marc Ganquelin; 2. Yvanick Guilou; 3. Roland Henry; 4. Georges Hoffmann; 5. Anne-Marie Péri; 6. Jean-Pierre Druart; 7. Daniel Gluckstein; 8. Jean-Claude Morice, premier adjoint au maire de Beuren-lès-Forbach (Moselle); 9. Edith Giroux; 10. Camille Corono, maire de Margny-sur-Matz (Oise); 11. Martine Debat; 12. Madjid Benround; 13. Philippe Lacroix; 14. Paul Robel; 15. Jean-Louis Belier; 16. Albert Lori, adjoint au maire de Donchery (Mayenne); 17. Yves Serre; 18. Alain Demis; 19. Daniel Rogeon; 20. Bernard Nasta-

sio; 21. Emilienne Gury, conseiller municipal de Liverdun (Meurthe-et-Moselle); 22. Chantal Faugier; 23. Yves Allain, maire de Saint-Michel-de-Pélan (Oise-du-Nord); 24. Serge Labiale; 25. Gilbert Freiburgher, adjoint au maire de Beuren-lès-Forbach; 26. Jacques Martinot; 27. Rocco Chaves, maire de Cézais (Jura); 28. Christophe Masse; 29. Roger Thomas; 30. Dominique Delevoye; 31. Christine Cordier; 32. Joël Gagne; 33. Gilbert Petitgirard; 34. Philippe Million-Rousseau; 35. Michel Landron; 36. Hervé Brisard; 37. Jacques Ruyrobbelot; 38. Michèle Marion-Comet; 39. Guy Berthier; 40. Didier Brumaud, conseiller municipal de Mers-Église (Maine-et-Loire); 41. Patrick Patissier; 42. Marie-Claude Williams; 43. Christophe Corbille; 44. Alain Audebert; 45. Colette Batisse; 46. Christian Moreau, maire de Dannemoine (Yonne); 47. Jean Dodelal; 48. Anne Constant; 49. François Vallot; 50. Jean-Louis Rodier; 51. Michel Villency; 52. Philippe Besson; 53. Joëlle Haas; 54. Charles Hestel; 55. Marie Segliani; 56. Jean-Baptiste Sautou; 57. Jean Delarue; 58. André Garry; 59. Régis Parayre; 60. Philippe Nèrou; 61. Maria Chambonnet; 62. Malik Bine; 63. Joël Jarry; 64. Dominique Maillot; 65. Jean-Charles Karmis; 66. Marie-Georges Lamour; 67. Jean-Pierre Doujon; 68. Jean-Michel Sange; 69. Claude Forissier; 70. René Barille; 71. Joëlle Bony; 72. Alain Poupart; 73. François Chabert; 74. Jean-Claude Pouzol; 75. Marie-Noëlle Clerville; 76. Jean-Louis Tolt; 77. Pierre Lux; 78. Patrick Lohsaut; 79. Alain Rogeon; 80. Daniel Gattier; 81. Pauline Malarre.

Le financement des partis

Le chantier de la moralité

(Suite de la première page.)

Il en résulte en mars 1988, après de savantes contorsions provoquées par les aléas tactiques de la cohabitation et l'embousillage souvent prudent et tourmenté des parlementaires, deux lois sur la transparence financière de la vie politique, qui ont plutôt révélé depuis leur imperfection et leurs lacunes que leur solidité ou leur efficacité.

M. Mitterrand revient donc à la charge. Une fois de plus, il aura à vaincre les réticences largement partagées au sein du personnel politique à la perspective d'une modification drastique de certaines pratiques. Il y a là une explication de son insistance

au moins aussi sérieuse que la tentation de la dénonciation incantatoire du gouvernement Chirac comme démolisseur d'intentions pures à laquelle le chef de l'Etat n'a pu, à Solothurn, résister. Ces réticences seront-elles tempérées par la promesse d'une épaisse salive — une amnistie ? — qui viendrait opportunément effacer quelques égarments en cours d'examen judiciaire ? On ne peut l'écarter.

Après l'élection présidentielle de mai 1988, le Conseil constitutionnel puis la Commission nationale de contrôle n'avaient pas manqué de formuler un certain nombre d'observations sur les aspects les plus divers

de la campagne (le Monde des 28 juillet et 16 novembre 1988). Plusieurs de ces remarques portaient sur l'application et la perfectibilité des dispositions relatives à la transparence financière.

Sous la responsabilité du secrétaire général du gouvernement, M. Renaud Denois de Saint-Me et de M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre chargé des relations avec le Parlement, une réunion interministérielle s'est précipitée, au mois d'avril des suites à donner à ces diverses observations.

An cours de cette étape de ce qui se voulait une réflexion au long cours jusqu'à l'intervention présidentielle, avaient été évoqués, entre autres, les points suivants :

« Dépenses du second tour : le ministre de l'intérieur et le ministre délégué chargé du budget sont tombés d'accord pour limiter l'inscription des dépenses accomplies entre les deux tours aux seuls comptes de campagne des candidats en lice au second tour. Prodigement, l'hôtel Matignon souhaite que les dépenses engagées au premier tour par un candidat qui révisait en vain de figurer au second puissent figurer au compte de campagne ».

« Biens réutilisables : la valeur résiduelle de biens acquis en vue d'une campagne présidentielle et qui peuvent être utilisés ensuite sans être désormais exclus des comptes de campagne ».

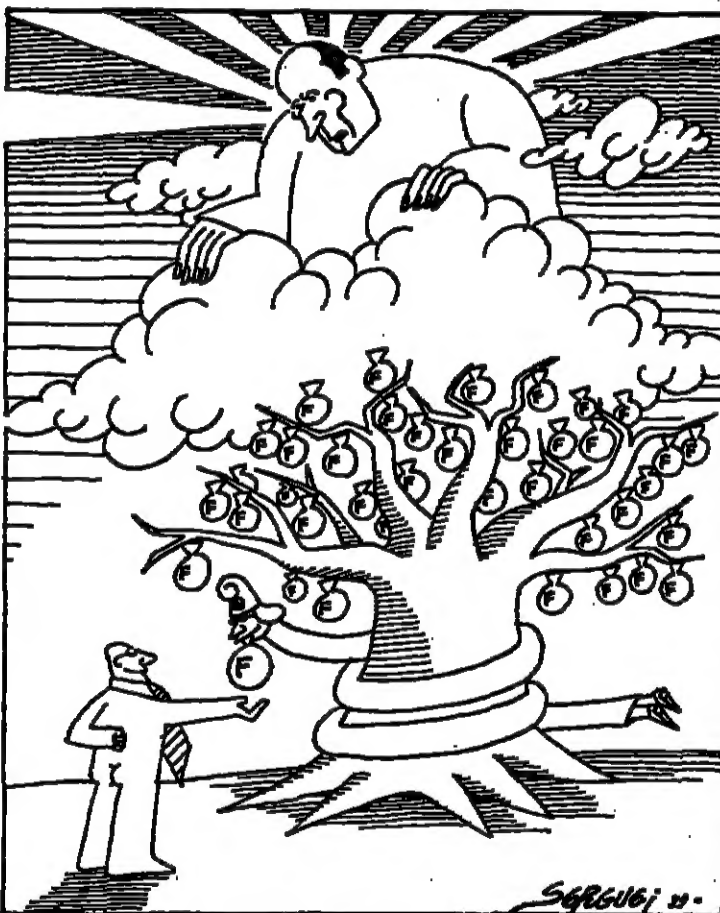
« Vérification des comptes : la présentation des comptes de campagne par un membre de l'Ordre des experts-comptables et comptables agréés est envisagée. Mais le ministre de l'intérieur n'est pas favorable à leur certification par un tel expert, dont la responsabilité se trouverait dès lors engagée ».

Sous des dehors austères et exclusivement techniques, ces projets ou réflexions doivent tous être rapportés à des constatations très précises faites à l'occasion de la dernière élection présidentielle et qui n'ont pas paru révéler un souci d'absolue transparence ou une conception extensive de ladite transparence.

Les amis

« Il y avait de quoi se sentir mal à force de rire », a dit M. Mitterrand en commentant la « comédie » de la publication des comptes de campagne. Il y avait à tout le moins de quoi sourire ou sursauter, par exemple en constatant (Journal officiel du 16 juillet 1988, page 9200) que le compte de campagne de M. Jean-Marie Le Pen a été présenté par M. Christian Bescoerrot, expert-comptable, ancien député du Front national et trésorier en titre de cette formation.

De même, on ne saurait croire que, selon la formule actuelle, « toute analogie avec des personnes vivantes ou ayant existé serait pure coïncidence » lorsque sont envisagés :



— L'extension à l'élection présidentielle de l'interdiction des aides financières provenant de l'étranger (déjà prévue pour les députés) ;

— L'intégration dans les comptes de campagne des dépenses effectuées au profit d'un candidat par les partis ou associations qui le soutiennent. Il est prévu de compléter l'article 163-1 du code électoral en ces termes : « Sont réputées constituer des dépenses de la campagne les frais de publicité exposés au profit d'un candidat et avec l'accord, même tacite, de celui-ci, par les personnes ou groupements qui lui apportent leur soutien ».

S'il y a beaucoup à faire pour tenter d'endiguer réellement le flot illimité des dépenses engendrées par les candidats (pour les élections présidentielle et pour les législatives), ce type de scrutin, en principe rare, n'est que le baobab qui cache la désolante forêt de financements occultes permanents.

Or les circuits de ces financements, utilisés par toutes les formations politiques, sont demeurés intacts, et rien, jusqu'à présent, n'est venu les menacer. En effet, les surfactures ou largement imaginaires de bureaux d'études « généraux » à l'égard des partis, voire de certains hommes publics qui se constituent ainsi des circuits personnels de financements, trafics de fausses factures, libéralités occultes propres à huiler les rouages de certains marchés publics : ainsi fon-

ctionnement en permanence les pompes à finances qui irriguent la vie publique.

La loi s'est déjà penchée sur les élections présidentielle et législatives. Mais qu'en est-il des autres échelons de la vie publique : régional, départemental et municipal ? C'est par ou en marge des conseils régionaux et généraux et des maires que transitent la majorité des financements. En « menaçant » de descendre jusqu'au niveau des communes pour éradiquer des habitudes aussi mauvaises que banales, M. Mitterrand ne peut donc recueillir, au mieux, qu'un assentiment quelque peu embarrassé ou hypocrite. Qui accepterait de gâcher de cœur un harcèlement financier par et simple ?

Solutions

Il va donc falloir, si la parole présidentielle est promptement suivie d'effets — comme M. Mitterrand l'a clairement donné à entendre, — trouver des substituts légaux à l'argent illégal... et des sanctions pour les infractions à une nouvelle règle du jeu. Les solutions ne sont pas innombrables, sauf à innover de façon spectaculaire.

« Les financements publics : ils existent déjà depuis les lois de 1988. Les partis ou groupements représentés au Parlement (sauf le PCF, qui a refusé) ont reçu au total un peu plus de 105 millions de francs. Aux partisans de l'amplification massive de ces financements, les

adversaires d'un tel procédé objectent :

— Que des financements publics ne pourront, en tout état de cause, couvrir l'énormité des besoins financiers des partis. En outre, leur légitimité, qui n'est pas toujours facile à faire admettre, serait remise en cause s'ils étaient remis en question.

— Que cette fausse solution recouvre en fait une vieille illusion. Bien loin de se substituer à des financements occultes, des financements visibles ne feraient bien souvent, faute d'autres dispositions, que se surajouter à « l'argent sale » de la vie publique.

« L'incitation à des financements privés plus importants que ce que prévoient déjà les lois de mars 1988 (extensions de l'article 238 bis du code général des impôts, qui prévoit et plafonne les dons déductibles du revenu ou des bénéfices imposables) ».

« Le renforcement des contrôles : ils ne peuvent viser les partis eux-mêmes, protégés par leur statut constitutionnel. En revanche, les abus commis par des particuliers ou des sociétés pourraient être réprimés ».

Plus loin

A l'autre bout de la chaîne, les dépenses des campagnes engagées pour l'ensemble des services, nationaux ou locaux pour les villes moyennes et grandes, pourraient être plafonnées. Des plafonnements vraisemblables associés à des sanctions dissuasives en cas de dépassement réfractairement progressivement les ardeurs somptuaires.

Il est cependant clair qu'une volonté sincère de moralisation de la vie publique ne saurait s'arrêter aux conditions de préparation et de déroulement des campagnes électorales.

En l'absence d'un statut de l'élu adapté aux différentes fonctions électives, aux nécessités de la vie professionnelle, un statut réaliste et protecteur des tentations ou des accommodements, comment la moralisation de la vie publique pourrait-elle être complète ? Ce n'est pas un secret : maires, conseillers généraux et régionaux ne sont pas toujours des modèles de transparence financière. Et la tendance à laisser glisser vers des systèmes clientélistes, par le biais de primes de représentation, ou d'avantages variés telle ou telle de ces instances n'est pas toujours pleinement maîtrisée.

Il faudrait même s'interroger sur les dangers que peut induire une professionnalisation accrue (qui a aussi pour d'autres raisons ses partisans) de la vie publique. Mais sans Jean Bouche d'Or lui-même n'alla pas aussi loin. Concluons-lui que tel qu'il l'a exposé, son programme de moralisation est déjà assez simple pour faire prospérer l'ardeur des esprits et jangler, là où elles existent, les faiblesses de la chair.

MICHEL KAMMAN.

Fraudes et exclusions

La moralisation de la vie politique en période électorale ne saurait s'accommoder de dispositions exclusivement financières. D'autres errements peuvent contribuer à fausser l'exercice démocratique de l'activité politique. La mission de réflexion conduite par l'hôtel Matignon a ainsi reconstruit le problème de la présidence des bureaux de vote, au second tour, lorsque des irrégularités ont été constatées au premier tour.

Pour l'élection présidentielle comme pour les élections législatives, un accord unanime s'est dégagé pour que dans ces cas, après constat du Conseil constitutionnel, la présidence des bureaux de vote soit assurée au second tour par des personnes désignées par le président du tribunal de grande instance.

M. K.

Etudes en SUISSE BACCALAUREAT (séries A, B, C, D)

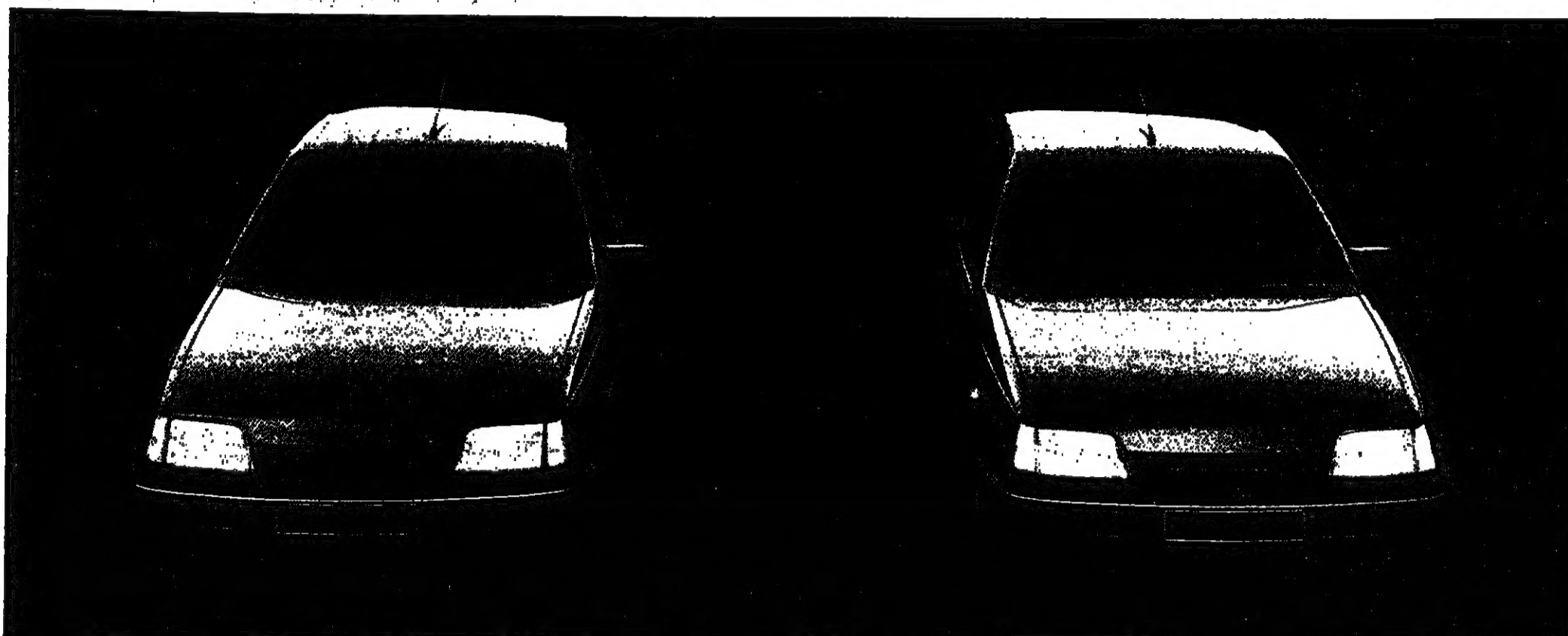
Statut officiel de Lycée français à l'étranger. Autres cours sur demande.

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats. Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908.

Ecole Lémania Lausanne

3, ch. de Préville 1001 Lausanne (Suisse). Tél. 021 20 75 01. Télex 430 600. E-mail: Lémania@laposte.ch

Sovac. A performance égale une de ces deux voitures est plus rapide à l'achat.



Déjà, en 1919, en créant Sovac, André Citroën avait compris que le financement et la vente des automobiles sont deux métiers différents et étroitement liés.

Soixante-dix ans après, dans des domaines aussi diversifiés que le financement de l'immobilier, de l'automobile, des entreprises et des particuliers, Sovac confirme avec succès l'intuition de son fondateur.

Plus le marché de l'automobile a le vent en poupe, plus il doit pouvoir compter sur un système de financement souple, fiable, moderne. C'est sur cette idée que Sovac a forgé sa vocation. Sa politique est simple : s'adapter, évoluer, anticiper, créer. L'innovation s'avère le maître mot de sa stratégie d'entreprise, et une des composantes majeures de son identité.

Sovac n'a eu de cesse d'imaginer des solutions nouvelles au financement automobile. Elle fut la première à introduire en 1968 le leasing (location avec option d'achat) tandis que, depuis deux ans, elle propose une formule originale : "le compte permanent automobile". Le fait qu'avec ses filiales, elle avait, fin 1988, plus de 700 000 clients acquéreurs d'automobiles et que, pour cette seule année, 290 000 nouveaux acquéreurs de voitures aient été financés ne doit donc rien au hasard.

En 1979, en association avec P.S.A., elle lance une filiale commune, Crédipar, pour financer l'acquisition de véhicules Peugeot et Citroën. Concrètement, plusieurs milliers de distributeurs de ces deux marques entretiennent des relations quotidiennes avec les 101 agences Sovac.

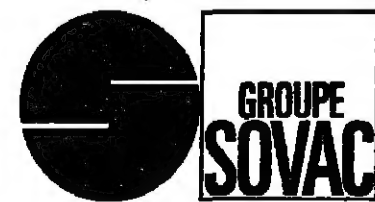
Equipés de "terminaux points de vente" électroniques, les concessionnaires ont ainsi accès à de nombreuses fonctions commerciales.

Par sa filiale Cavia, Sovac poursuit également ses relations avec les distributeurs des autres marques : 1 500 concessionnaires ont ainsi à portée de la main une gamme de plus en plus riche de financements et de services.

Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés dans le financement des particuliers et des entreprises. Les chiffres globaux du Groupe sont, à cet égard, éloquentes : 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions de clients, 2 700 collaborateurs.

Dans un monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité. Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de le manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement.

Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



SOVAC. NOTRE METIER: VOUS FINANCER.

Politique

A l'Assemblée nationale

Les députés adoptent le projet de loi sur la prévention du licenciement économique

M. Soisson a évité l'affrontement avec les élus socialistes

Les députés ont adopté en première lecture dans la nuit du jeudi 25 mai au vendredi 26 mai le projet de loi Soisson relatif à la prévention du licenciement économique et au droit à la conversion. Les députés socialistes ont voté pour ce texte, ainsi que deux députés RPR, MM. Philippe Séguin et Étienne Pinte. L'UDF, le RPR et l'UDC ont choisi l'abstention, estimant que, malgré quelques « dérapages », en direction du groupe socialiste, le

Il aura fallu, jeudi en milieu d'après-midi, une longue interruption de séance pour que le gouvernement et le groupe socialiste trouvent un terrain d'entente à propos du problème posé par le développement de l'emploi temporaire et des contrats à durée déterminée. Les députés socialistes de l'Essonne, Thierry Mandan ont, en effet, déposé un amendement interdisant aux entreprises de faire appel au travail temporaire durant un an pour remplacer les personnes licenciées. L'opposition, qui était globalement favorable au texte, avait fait de cet amendement un *casus belli* (le Monde du 26 mai). Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, un député de l'opposition, M. Jean-Paul Fuchs (UDC), convenait sans se faire violence que le projet Soisson était sans doute « meilleur » que le projet Séguin de 1986, mais qu'il ne fallait pas le « surcharger ».

L'incident gouvernement-groupe socialiste a donc finalement été écarté, personne ne souhaitant vraiment mettre à mal un texte considéré comme assez exemplaire d'une bonne préparation entre le ministre du travail et les députés. En séance de nuit, M. Soisson a concrétisé l'accord passé dans l'après-midi avec le groupe PS en déposant un amendement prévoyant que le gouvernement remettrait avant le 15 octobre « un rapport sur le recours au travail temporaire et à durée déterminée et ses conséquences sur le marché de l'emploi ». Des propositions

ministre du travail avait tenu son cap. Les élus de l'opposition se sont félicités du non-retour à l'autorisation administrative de licenciement. En revanche, le groupe communiste, qui y était favorable, même sous une forme révisée, a voté contre ce projet de loi. Le débat a été de qualité : la plupart des orateurs ont souligné la différence de climat par rapport à 1982 (loi Auroux) et 1986 (loi Séguin supprimant

M. Soisson a également annoncé qu'il engagerait une concertation avec les partenaires sociaux pour trouver des remèdes à cette situation tout en améliorant la protection des salariés infirmes contre les risques professionnels. De son côté, le président du groupe PS, M. Louis Mermaz, a décidé de constituer un groupe pour travailler sur le même sujet. Compte tenu de l'amendement gouvernemental, M. Mandan a accepté, plutôt mal gré que bon gré, de retirer son amendement. Il ne cachait pas, dans les couloirs, son insatisfaction, estimant qu'il faudrait un jour ou l'autre revenir sur ce texte « pour aller plus loin » sur cette question du travail précaire.

Autre point fort du projet, contesté par l'opposition de droite : la possibilité offerte au salarié qui va être licencié, alors qu'il appartient à une entreprise où il n'y a pas de représentants du personnel (c'est le cas des nombreuses PME), de se faire assister au cours de l'entretien préalable par une personne de son choix (un conseiller, même si le terme a été avancé du bout des lèvres) inscrite sur une liste établie par le pré-

fet du département après consultation des organisations syndicales et patronales représentatives. M. Soisson ne s'est finalement rallié à cette disposition, pour laquelle il n'a pas manifesté un enthousiasme débordant, qu'à la condition que le caractère paritaire (syndicat-patronat) des organes consultés soit bien inscrit dans la loi de façon à ne pas rendre suspect, par avance, ce « conseiller ». Les députés UDF, UDC et RPR se sont opposés à cette mesure en rappelant au passage que les syndicats y étaient hostiles. Ils ont reconnu l'ampleur du problème et la nécessité d'y remédier, mais ils ont contesté le fait de recourir à un « pis-aller » qui risquerait de provoquer un mouvement de rejet dans la PME. Le groupe communiste s'est, quant à lui, rallié à la position du groupe socialiste : son vote a été déterminant pour permettre l'adoption de cet amendement, puisque les groupes UDF, UDC et RPR ont voté contre.

M. Jean-Pierre Delalande (RPR-Vai-d'Océ) s'est fait le porte-parole de ces groupes pour dénoncer l'amendement socialiste visant à élargir le droit d'ester en justice des organisations syndicales en faveur d'un salarié licencié pour un motif économique sans avoir à justifier d'un mandat de l'assemblée d'entreprise. C'est une mesure qui ne tardera pas à devenir ordinaire, et dans la mesure où le droit ne s'y est pas expressément opposé. Le député RPR a estimé que c'était une forme de « négritis » pour le salarié, suspect d'être incapable de s'inquiéter suffi-

samment par lui-même de son propre sort pour se défendre. D'autre part, l'opposition de droite a également tenté en vain de rejeter l'article 18 du projet, relatif au bénéfice du doute attribué aux salariés. Dans son rapport, M. Michel Cuffin (PS) rappelle que la jurisprudence de la Cour de cassation dite « des motifs en apparence réels et sérieux » aboutit en pratique à faire bénéficier l'employeur des doutes éventuels du juge sur le caractère économique du licenciement. La solution retenue ne consiste pas à renvoyer la charge de la preuve, mais à faire profiter le salarié du doute du juge qui n'est pas en mesure de se forger une conviction intime au vu des informations présentes.

De nombreux amendements ont été adoptés au cours de la discussion : ils précisaient les contours du projet Soisson. C'est ainsi qu'un amendement crée une incitation financière pour les entreprises qui adhèrent à un groupe de prévention agréé, afin de renforcer le volet économique du projet de loi consacré au traitement préventif des difficultés des entreprises. Les entreprises en difficultés peuvent conclure avec l'Etat des conventions leur permettant de faire procéder à un audit de leur santé économique. Enfin, M. Yves Roudy (PS) a fait adopter deux amendements renforçant l'égalité professionnelle entre hommes et les femmes.

P. S.

M. Rocard, rénovateur ou timoré ?

EN dépit du bilan globalement positif de ses douze premiers mois à l'hôtel Matignon, M. Michel Rocard ne fait toujours pas l'unanimité dans les rangs socialistes. Le premier ministre est dans la situation paradoxale d'un chef de gouvernement conforté par des sondages d'opinion exceptionnellement bons, qui ne semble pas pâtir des mécontentements localisés qui s'expriment, comme en ce moment à la SNCF, mais dont l'action suscite un certain vague à l'âme dans son propre parti.

Avec le début de la discussion au Parlement de deux textes importants (le projet Soisson sur le droit de licenciement), le premier ministre a retrouvé, comme à la session précédente, des députés socialistes qui s'emploient consciencieusement à « gauchir » les dispositions souhaitées par le gouvernement, quitte à remettre en cause des équilibres soigneusement mis au point.

Deux interprétations

En dépit de la visite coup de champagne à l'hôtel Matignon, le 9 mai, confidences et échos de presse continuant d'être distillés sur le personnage de M. François Mitterrand de son premier ministre. Bien que aucune certitude ne puisse régner dans ce domaine, il semble bien, à écouter certains de ses interlocuteurs socialistes ou de ses ministres, que l'attitude du président à l'égard de son premier ministre, au-delà du soutien apporté à son action, soit la suivante : un intérêt un peu étonné — voire teinté d'une vague admiration — face à la conviction de M. Rocard mêlée à la conviction d'être « plus à gauche » que son premier ministre, selon la formule d'un des membres du gouvernement. Les détracteurs de M. Rocard au sein du PS ne manquent pas, d'ailleurs, d'observer que, après la visite du 9 mai, M. Mitterrand, en deux occasions successives, à Limoges puis à Solutré, a insisté lourdement sur le thème du « partage », ce qu'ils interprètent comme un message et une incitation clairs sur l'action du gouvernement.

Certes, comme chaque fois qu'il est question d'un débat interne au PS, il faut faire la part des positionnements personnels tactiques. Comme chaque fois qu'il est question de M. Mitterrand, il faut faire la part de sa propension à garder deux

fers au feu, de son goût pour les admonestations adressées aux ministres et dirigeants issus de son ancien parti.

Néanmoins, c'est toujours le même débat qui resurgit autour de l'action du premier ministre. Une action dont — schématiquement — il affirme qu'elle vise à réformer le fondement, dans la durée, la société, mais qui est surtout perçue comme une action à dominante gestionnaire. Deux interprétations s'opposent, à ce propos, et celle qui s'imposera pourrait signer de façon durable — comme dirait M. Fabius — le succès ou l'échec de M. Rocard.

Première interprétation : la gestion prudente, apaisée, par M. Rocard, des problèmes de la société française est conforme aux vœux des Français, lassés de la guerre civile verbale et des affrontements politiques stériles. Dans ce cas — sous réserve, bien entendu, d'événements venant modifier les données du problème, — M. Rocard aura été, comme il le souhaite depuis longtemps, la véritable rénovateur — avec l'appui de M. Mitterrand — de la vie politique française. Il s'ouvre alors un « boulevard » pour la candidature à l'élection présidentielle et M. Fabius, qui lui a promis son soutien, a toutes chances de devoir s'exécuter.

Seconde interprétation, exactement inverse : une gestion timorée, manquant d'audace, dépolitisée, et qui donne aux salariés l'impression que ceux qu'ils ont élus ne prennent pas en compte leurs aspirations, ne que d'effriter — effrite déjà — la base socialiste. Cette gestion a le résultat contraire de ce qu'affirme souhaiter M. Rocard : elle élargit la fossé entre la société politique et la société civile. La sanction est, au quotidien, un désintérêt pour la vie publique et l'engagement militant, et, au moment des échéances électorales, une attitude de refuge dans l'abstention ou les votes de type protestataire ou marginal, écologiste au mieux. Le Pen au pis.

Aujourd'hui, ces deux visions de l'avenir de M. Rocard ne sont pas théoriques. Elles coexistent, par exemple, au sein du PS, où certains, comme les amis de M. Jean Popereau — aussi bien que d'autres responsables socialistes, — ont le sentiment que c'est le mauvais scénario qui est en route à moyen terme. Même si, à court terme, tous reconnaissent le succès de M. Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

DÉPOURVUE de querelles, autrement dit d'enjeux (au point que le litige sur les 45 milliards d'économies pour la défense suscite à peu près autant d'intérêt qu'une mauvaise élection cantonale), la vie politique française se cherche du soi et du poivre dans les vacheries. Mais même celles-ci tombent à plat.

A Solutré, M. Mitterrand fourre dans le même sac (de voyage) M. Chirac et M. Fabius pour leur dérobade lors de la visite de M. Arfat. Il y avait de quoi — pour l'un comme pour l'autre, et surtout pour le second — se réfugier chez les châtreaux. Non point. Ni honte pour le socialiste ni réplique de la part du RPR ; rien ne compte, rien ne pèse.

A peine quelques jours sont-ils passés que M. Fabius expédie à M. Rocard un de ces compliments en forme de soufflet qui donneraient envie, pour qui en est le destinataire, de se couvrir la tête de cendre ou de provoquer en duel cet acéré louangeur. Nullement. Chacun se félicite que M. Fabius annonce son soutien futur à M. Rocard pour l'élection présidentielle, aussi lointaine qu'elle soit.

Mais tout le monde passe à la trappe la condition dont ce soutien est assorti : que le premier ministre actuel gouverne « bien et durablement ». Ça revient à dire que rien n'est moins sûr et que, si cela se produisait, le miracle réitérerait la promesse de Jésus sur le lac de Tibériade. On n'est pas plus aimable. Mais, après tout, si tout le monde est content, il n'y a pas de raison d'être plus royaliste que le roi. Peut-être est-ce aussi une politique que celle du dos rond et de l'échine souple.

ENCORE que décrire la société française comme sans querelles ne soit pas très juste. Une au moins justifierait l'enthousiasme populaire : la fascinante controverse qui oppose les têtes de liste aux élections européennes pour savoir si, à la télévision (le reste n'étant que pipi de chat), ils débattent à deux, trois, quatre ou six (la configuration à cinq n'étant pas envisagée). On dirait des compères salacés en train de se concocter une partouze. Ces gesticulations sont d'un érotisme atoutsomment torride. Si avec cela les électeurs ne se bousculent pas autour des urnes, c'est à désespérer de l'esprit civique.

Rien, rigoureusement rien, ne paraît susceptible de passionner tant soit peu l'opinion. Tout peut être fait — ou pas — et cela revient au même. Le permis à points avait donné l'espoir que l'on tenait une querelle de portée nationale, mais elle semble faire long feu.

La société française va être encore un peu plus soumise à l'uniforme, mais puisque c'est pour le bien commun il serait inconvenant de douter. Si elle n'était pas plus répressive qu'éducative la gauche ne craindrait-elle pas de passer pour irresponsable ? Et pour ne pas encourir un tel reproche, la gauche n'a-t-elle pas un modèle à droite ?

Du temps où la droite occupait Matignon, des attentats terroristes ont conduit, non sans raison, à multiplier les forces de l'ordre dans les endroits dits stratégiques ou sensibles.

La menace terroriste, même compte tenu des déclarations de M. Rafsanjani, plus ou moins démenties par lui-même, paraît s'être éloignée à présent. Mais les dispositifs policiers demeurent et s'ajoutent. C'est une pratique connue. Les circonstances exceptionnelles amènent des mesures exceptionnelles qui ne tardent pas à devenir ordinaires. C'est aussi une victoire du terrorisme que de renforcer le « polissage » des sociétés qu'il menace.

Uniforme

Pour ne citer que lui, le palais de justice de Paris continue de ressembler à un bunker, mais personne ne s'en choque. Le touriste de Dordogne ou de Rhénanie qui veut visiter la Sainte-Chapelle et la Conciergerie ne doit pas montrer son extrait de naissance et une quittance de loyer, mais c'est tout comme. Que ne dit-on pas lorsque des pays réputés autoritaires obligent aux mêmes contrôles, aux mêmes soupçons ?

SANS qu'on sache si c'est un indice de la fonction ou si la France a été secrètement déclarée en état de siège, un ministre croit devoir se faire la porte de son immeuble n'était pas ornée de deux pandores prêts à repousser des assaillants qui tardent à se montrer.

Au point que M. Maurice Faure, qui a quitté ses périlleuses fonctions de ministre d'Etat chargé de l'équipement pour la charge plus reposante de membre du Conseil constitutionnel, bénéficie toujours, sauf erreur, de la protection de deux gardiens de la paix. Si on allait en vouloir à ses omelettes aux truffes !

C'est d'autant plus étrange que le Conseil constitutionnel est l'une des très rares institutions de la République à s'être... gardée du snobisme et de la vanité, laissant à un simple huissier le soin de refouler les importuns. C'est trop de modestie. N'est-ce pas, aussi, courir le risque de déplaire à celui qui en dispose que de faire fi de la force armée ?

La Mission du bicentenaire de la Révolution est en revanche plus sérieuse. Elle a, comme une grande, des policiers en faction, et ils ne sont pas occupés à ne rien faire. Ils ont le plus tranquillement du monde pris pos-

session du domaine public pour en faire un parking privé et ils distraient leur ennui en enfilant les riverains pour des infractions en forme de queues de cerise. Affaire ! Il ne faut pas plaisanter avec ces choses-là. Des fois que M. de Villiers débiterait avec un commando de Vendeurs !

Et, comme si cela ne suffisait pas, voilà que des policiers vont être nommés contrôleurs à la SNCF. Un syndicaliste le disait (et, Bon Dieu ! le-t-il tort ?) : il y a vingt ans que le régime du personnel, mais c'est la première fois qu'on me donne satisfaction en me proposant des policiers.

Si demain l'ordre paraît par trop troublé dans les lycées et collèges, va-t-on affecter des policiers à la surveillance des cours de récréation ? C'est Napoléon qui serait content, lui qui avait réglé la discipline des établissements sur le modèle militaire.

Voilà où a mené la politique de désertification des services publics. D'autant qu'elle est suivie de longue main. Il y a beau temps que la précédente majorité, celle d'avant 1981, s'y était lancée en limogeant le poinçonneur des Lilles. Il a d'ailleurs bien vite fallu se rendre compte que c'était une colossale bêtise. Mais que la gauche l'ait reprise à son compte sur d'autres terrains et croie qu'on fait une société avec des tourniquets et des machines automatiques, il faut le voir pour le croire. Que sous la gauche prospère une philosophie pour qui la vie consiste à aller de personne à rien et de rien à personne, il fallait que ce fût en 1989 pour que la farce soit achevée.

..

BIEN sûr que ces grognements sont dérisoires et d'un strabisme. Bien sûr qu'au regard des soubresauts chinois ou soviétiques, face à l'immensité de ceux qui ne se nourrissent que de leur fait et ne s'efforcent que de leur soit, gémir qu'il y a trop de policiers là où il ne faut pas, que la gauche se vautre dans sa police comme la droite dans son tric, est dérisoirement ridicule. Mais on ne peut tout de même pas trouver cela réjouissant, ni même rassurant.

..

P.S. 1. — Recu de M. Patrick Brasart un très important courrier sur l'histoire de l'indemnité parlementaire, dont il était incidemment question la semaine dernière (« Chances »). Un peu de temps est nécessaire pour en prendre connaissance : on y reviendra donc la semaine prochaine, ainsi que sur son ouvrage récemment paru : *Paroles de la Révolution, les Assemblées parlementaires, 1789-1794* (Editions Minerve).

P.S. 2. — Dans un océan de médiocrités (sujet de colère pour une autre fois), la fantaisie évocation de l'Espagne depuis le début du siècle par Frédéric Mitterrand sur A2 dimanche 21 mai. Quel sérieux ! Quel talent ! Ça, c'est de la pédagogie, la vraie, celle qui enseigne sans ennuyer.

Polémique sur la genèse du malaise hospitalier

Alors que quelques dizaines de cadres et d'élèves infirmières manifestaient jeudi 25 mai devant les portes du deuxième Salon des infirmiers européens à Paris, pour demander une amélioration de leurs salaires et de leurs carrières, la majorité et l'opposition s'apostrophaient à l'Assemblée nationale sur la genèse du malaise hospitalier. Quinze ans, deux ans, quelques mois ? Chacun, selon qu'il se trouvait à un bout ou à l'autre de l'hémicycle ou, comme M. Claude Evia, au banc des ministres, avait sa réponse.

Accusé par M. Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique) d'avoir « trompé » les infirmières, « qui attendent toujours la revalorisation de leur fonction », le ministre de la Santé et de la Solidarité lui répondit : « On dirait qu'avant d'être dans l'opposition, vous n'avez jamais de sens de gouvernement. En 1985, l'Assemblée a adopté le titre IV du statut de la fonction hospitalière, mais les années 1986-1987 n'ont vu paraître aucun décret d'application, et il n'y a pas eu de revalorisation, ce qui a produit une tension extrême. Le problème des infirmières ne date pas de ma prise de fonctions en mai 1988. Si l'a provoqué en septembre les mouvements que l'on sait, c'est qu'il existait depuis bien longtemps, depuis quinze ans, et qu'il n'avait pas été traité ».

Estimant que le statut des personnels infirmiers se posait dans l'ensemble des pays d'Europe,

M. Evia poursuivait : « Il nous faut chercher des réponses, mais, malheureusement, je ne les ai pas trouvées déjà prêtes lorsque je suis arrivé au ministère ».

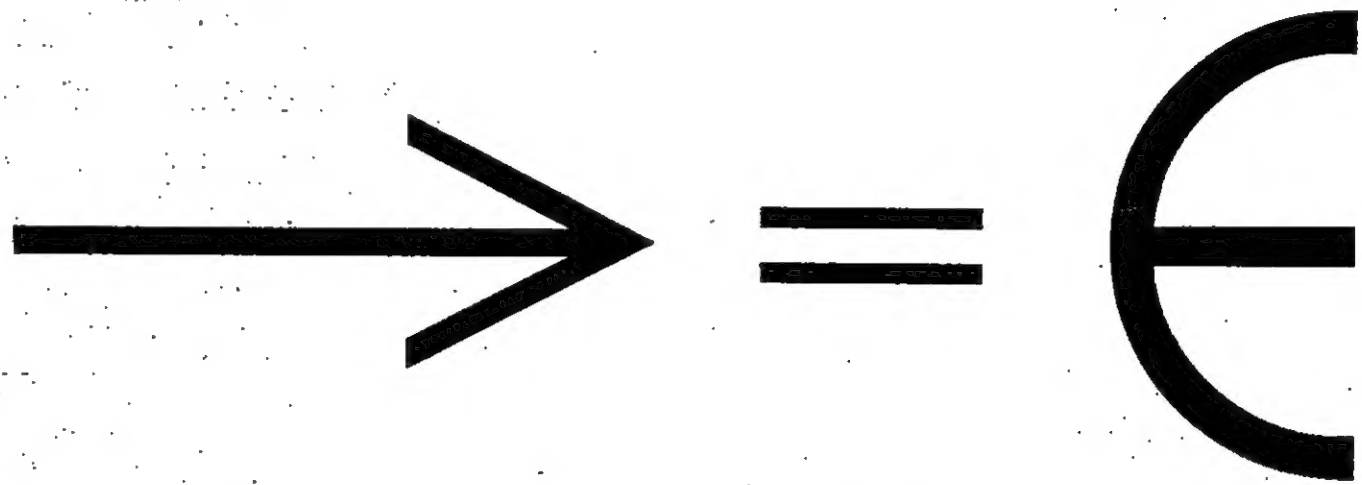
Répondant à une question sur le même sujet de M. Guy Bache (PS, Doubs), M. Evia précisa que le décret du 30 novembre 1988 sur la revalorisation du salaire des infirmières était actuellement devant le Conseil d'Etat et serait publié « prochainement ».

● L'entrée et le séjour des étrangers en France. — La Commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 25 mai, sur un rapport de M. Michel Suchaut (PS, Dordogne) le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France, abrogeant certaines dispositions de la « loi Pasqua » de septembre 1986. Ce projet sera examiné en séance publique par les députés, du lundi 29 au mercredi 31 mai. Les députés ont réjeté un amendement communiste tendant à l'abrogation complète de la « loi Pasqua ». Le groupe socialiste, qui a obtenu un accord avec M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, sur l'ensemble du texte, ne déposera aucun amendement de fond en séance. En revanche, la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a rejeté le même jour, faute d'un nombre suffisant de députés socialistes présents en commission, le rapport pour avis présenté par M. Julien Dray (PS, Essonne).

ODOUL AGENT DE J. demeco
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

مكتبة الأنجلو

(Publicité)



olivetti

card.
ateur ou timoré?

MOUL
arde-mé

Politique

Arrêt de travail des agents de l'Assemblée nationale

Révolutionnaire !... Pour la première fois depuis les débuts de la V^e République un arrêt de travail a été suivi par les agents de l'Assemblée nationale à l'appel de leur syndicat autonome. Plus de la moitié des cinq cent soixante-neuf agents de l'Assemblée nationale se sont arrêtés de travailler jeudi 25 mai entre 14 h 30 et 15 h 30. Une réunion s'était tenue auparavant à l'initiative de ce syndicat et en présence des députés CGT. Environ deux cent quatre-vingts personnes étaient présentes et l'arrêt de travail a été voté à la quasi-unanimité. Les responsables de ce syndicat ont avoué avoir été « surpris » eux-mêmes par « l'ampleur et la détermination » des agents.

Ils demandent que soit prise en compte la surcharge de travail occasionnée par les différentes manifestations qui se déroulent dans l'enceinte du Palais-Bourbon à partir du début juillet pour la célébration du bicentenaire de la Révolution. Ce syndicat revendique également une harmonisation de l'allocation logement qui est d'un niveau différent pour les agents et pour les administrateurs de l'Assemblée nationale ainsi qu'une révision du déroulement des carrières. Enfin, il proteste contre « l'insécurité » dont ferait preuve l'administration face à son mouvement revendicatif. Il estime, en outre, que l'administration crée des difficultés pour l'exercice du droit syndical.

Des réactions très vives ont accueilli cet arrêt de travail qui pourrait être suivi d'un autre, en juin, si les choses n'évoluent pas. Les couloirs de l'Assemblée nationale résonnaient du mot de « nantis » qu'aurait prononcé le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, à propos des « grévistes ». Le secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence, M. Michel Ameller, la plus haute autorité administrative de la maison, ne mâchait pas ses mots : « C'est inconcevable ! C'est inconcevable ! Nous sommes tous là, du premier au dernier, pour assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics. C'est indécent. C'est à croire qu'ils ont des dettes et qu'ils voudraient gagner plus d'argent. »

Un véritable malaise

« Nous ne sommes pas des nantis, proteste un agent. Les administrateurs le sont peut-être, pas nous. Nous ne sommes pas traités comme auparavant. Nous souffrons également de l'effritement général de la fonction publique. »

Au-delà des revendications catégorielles affichées, l'arrêt de travail de jeudi témoigne d'un véritable malaise dont un des aspects tient au mode de rémunération complexe autant qu'arabesque de tous les fonctionnaires de l'Assemblée nationale. Le maquis des primes (de nuit, de chauffage, de logement, d'intercession, etc.) crée un maillage complexe qui rend très difficile l'approche exacte des revenus des uns et des autres en fonction des périodes de haute activité (session) et de basse activité (inter-session). Ce système de primes se justifie notamment par les contraintes horaires, souvent très lourdes, qui pèsent sur le personnel de l'Assemblée.

Les primes de nuit constituent à elles seules un des fleurons de ce système : de 900 francs à 3 600 francs selon l'indice de rémunération pour une séance de nuit complète c'est-à-dire de 19 h 05 à 4 h 05 (une première prime correspondant au tiers du chiffre précité tombe à 19 h 05, une seconde à 0 h 05 et enfin la troisième à 4 h 05 du matin). Le Sénat bénéficie également d'un système de primes de nuit mais elles sont plus élevées qu'à l'Assemblée, ce qui suscite la convoitise. Les primes de nuit sont versées à tous les fonctionnaires de l'Assemblée qu'ils soient au travail ou au repos. Une autre prime est liée au versement en liquide d'un certain nombre de séances de nuit. En 1981, il restait encore cent vingt séances de nuit par an payées de la main à la main.

Le président de l'Assemblée nationale de l'époque, M. Louis Mermaz, avait mis en place un plan de fiscalisation progressif de

ces primes afin de moraliser cette étrange pratique. Le processus fut stoppé en 1986 à l'initiative de M. Jacques Chaban-Delmas. Il restait alors trente-six primes annuelles versées dans ces conditions. En 1988, le plan de fiscalisation fut repris : vingt-quatre primes de ce type existent encore aujourd'hui, mais sont en voie de disparition. Pour compenser la perte de revenu liée à cette fiscalisation, les questeurs de l'Assemblée nationale ont décidé d'augmenter l'indemnité de législature des fonctionnaires. Mais la disparition de cette manne en liquide échappant à tout contrôle (y compris celui du conjoint), provoque quelques aigreurs. Aigreurs renforcées par le fait que, depuis le début de cette session, le nombre des séances de nuit a diminué, entraînant du même coup une baisse de revenu évidemment très sensible pour les salaires les plus faibles.

Hausse du niveau de recrutement

Le problème n'est pas seulement financier. Depuis la création, il y a quelques années, d'un concours pour le recrutement des agents (les questeurs le faisaient eux-mêmes auparavant en puisant discrétionnairement dans leurs circonscriptions), le niveau moyen s'est élevé et nombre d'agents se trouvent confrontés à un travail (surveillance, distribution, etc.) qui n'est pas toujours exaltant, ni à la hauteur de leur formation. D'autres, plus anciens, ont parfois le sentiment de s'investir en pure perte. Le fait de s'entendre dire : « Tais-toi et regarde ta feuille de salaire » ne semble plus suffire à régler les états d'âme.

Plus globalement, les agents de l'Assemblée nationale, dont la charge de travail est très inégale, ont le sentiment d'être peu ou pas considérés par leur hiérarchie. Ils n'échappent pas — du moins ceux qui ne sont pas endormis par le système — au phénomène que l'on a pu constater ces derniers temps dans d'autres corps de la fonction publique : besoin de reconnaissance et de participation. Des projets ont été préparés dans ce sens : pour apprendre, par exemple, des langues aux agents chargés de l'accueil des visiteurs. Mais la liste des candidats a été établie d'autorité sans prendre en compte le volontariat, ce qui n'augure pas du succès de l'entreprise. Bref, le malaise persiste et, une nouvelle fois, derrière l'arbre de la revendication financière se cache la forêt du besoin d'exister, d'être valorisé et reconnu.

PIERRE SERVENT.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Le Pensec s'entretiendra à Nouméa avec M. Burck

M. Louis Le Pensec est un habitué de la liaison aérienne Paris-Nouméa. Il est parti pour la Nouvelle-Calédonie, immédiatement après l'annonce de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou ; il y retournera à la mi-juillet pour installer les nouvelles institutions territoriales, fruits des élections provinciales du 11 juin ; il y accompagnera le premier ministre dans le courant du mois d'août ; et sans attendre, il va aller trois jours à la fin de la semaine prochaine. Manifestement, le ministre des DOM-TOM a, comme tout le monde, été surpris par l'élection de M. François Burck à la tête de l'Union calédonienne, et il tient à prendre un contact approfondi avec le responsable de la principale force indépendantiste du Caillou. Rendez-vous à donc été pris.

Les rapports avec M. Burck seront-ils aussi faciles qu'avec son prédécesseur ? Au ministère, on reconnaît que la tâche du nouveau président de l'UC sera difficile. Jean-Marie Tjibaou avait la capacité d'entraîner l'ensemble de ses mandataires. M. Burck devra veiller à avoir leur soutien. L'inquiétude

porte surtout sur la qualité de son dialogue avec M. Lafleur, d'autant que M. Le Pensec reconnaît que c'est la participation commune de l'ancien président du FLNKS et de celui du RPCR au Comité national, au suivi des accords de Matignon et au comité consultatif auprès du haut commissaire, qui avait facilité les échanges entre les deux hommes. Or à la demande du FLNKS, le gouvernement a nommé M. Léopold Jorédié pour le dossier du suivi et, après les élections, le comité consultatif sera composé des présidents de province. M. Burck ne devrait pas en faire partie.

Le voyage de M. Le Pensec à Nouméa a, aussi, pour objet de lui permettre de développer des contacts avec toutes les forces calédoniennes. Certes, le gouvernement n'entend pas plus que le RPCR et le FLNKS, renégocier les accords de Matignon. Le ministre fait remarquer que les principales modalités de ces accords ont été approuvées par le référendum, et ne peuvent donc être modifiées. En revanche, pour lui, un élargissement est possi-

ble dans leur application. « en prenant en compte le plus grand nombre de partenaires possible, selon des formes à déterminer » pour régler « une foule de questions pratiques sur les modalités et sur les rythmes » de mise en œuvre des mesures prévues, à condition que ces nouveaux partenaires « se rallient à l'esprit » des accords. Le gouvernement ne veut donc pas avoir des contacts exclusifs avec l'Union calédonienne, mais il tient compte des résultats électoraux.

Le ministre se préoccupera aussi, certainement, des mesures prises pour assurer le bon déroulement des élections du 11 juin, malgré les appels au boycottage du FLNKS. Si prend ces menaces au sérieux, il n'entend pas faire de ces ultimes martyrs. Il entend que soit respecté l'état de droit, il constate que les extrémistes, pour l'instant, en sont restés au niveau des menaces verbales. Enfin, il réaffirmera sa position sur une nouvelle amnistie : « Le moment n'est pas venu. »

Th. B.

A l'occasion d'un colloque organisé par M. Stirn

M. Mitterrand estime que le « camp du progrès » doit « clarifier ses objectifs »

L'association Dialogues 2000, que préside M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme, organise vendredi 26 mai, à la Sorbonne, un colloque sur « le citoyen face aux pouvoirs ».

Placé sous le patronage de M. François Mitterrand, ce colloque, dont la conclusion doit être donnée par M. Michel Rocard, a pour objet de réfléchir sur les « nouveaux pouvoirs » que sont, par rapport à la définition de Montesquieu, le pouvoir économique, la technocratie, les médias et les partis et syndicats. Dialogues 2000 annonce, à côté de celle des responsables socialistes, la participation de ministres d'« ouverture », de chefs d'entreprise, de syndicalistes et de spécialistes des divers domaines concernés.

Dans un message adressé au colloque, M. Mitterrand écrit que « ce qu'Olivier Stirn appelle le « camp du progrès » doit « clarifier ses objectifs et ses priorités ». « Investir de la confiance des Français et confirmé dans sa mission par un rassemblement qui ne cesse de grandir », écrit le président de la République, « le camp du progrès se doit d'avoir un projet à la mesure de ses responsabilités ; il doit se construire un ensemble cohérent d'idées qui lui serviront de référence dans l'action et les choix qu'elle implique. »

M. Mitterrand précise qu'« il ne s'agit pas de renier la tradition deux fois séculaire du parti du mouvement (...), mais de la conti-

nuer en la renouvelant, en la soumettant à l'épreuve d'un débat démocratique plus que jamais nécessaire ».

Pour M. Stirn, ancien membre du RPR ayant appartenu au gouvernement pendant le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, entré au PS en 1985, Dialogues 2000 doit réunir des personnes qui souhaitent participer au débat d'idées autour du Parti socialiste, sans pour autant s'engager dans une activité politique. Son entreprise, explique-t-il, se différencie ainsi de celle de l'Association des démocrates, qui, elle, tend à regrouper des militants politiques dans un parti distinct du PS.

Le ministre délégué au tourisme et président de la communauté

urbaine de Cherbourg, qui se propose de déposer le moment venu une contribution en vue du congrès socialiste, estime que le PS doit se fixer pour objectif de rassembler 40 % des électeurs et, pour y parvenir, se réformer.

Jugeant la « synthèse » entre tous les courants du parti nécessaire lors du congrès, M. Stirn, qui se classe parmi les fabiusiens, souhaite que ce congrès fasse émerger un « ticket Fabius-Rocard ». « Ce sont ces deux hommes, explique-t-il, qui aujourd'hui apparaissent comme capables de rassembler les diverses sensibilités dont le PS est porteur. »

P. J.

M. Rausch réélu président de l'Association des maires de grandes villes

M. Jean-Marie Rausch, maire de Metz et ministre du commerce extérieur, a été réélu, jeudi 25 mai, président de l'Association des maires de grandes villes (AMGV) par 35 voix contre 1 à M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, et 5 bulletins blancs. Elu pour la première fois en 1983 alors que l'actuelle opposition détenait la majorité des maires des cinquante-quatre communes de plus de cent mille habitants, des communautés urbaines et districts que

regroupe l'AMGV, M. Rausch, aujourd'hui membre d'un gouvernement socialiste, avait la soutien du PS. Depuis les municipales de mars, la gauche est majoritaire au sein de l'Association avec vingt-neuf représentants, ce qui se traduit dans la composition du nouveau bureau. Sept des seize membres du bureau appartiennent à la majorité présidentielle, un au PCF, quatre à l'UDF, trois au RPR et un aux divers droites.

Les enfants du général de Gaulle veulent faire interdire la pièce « Villa Luco »

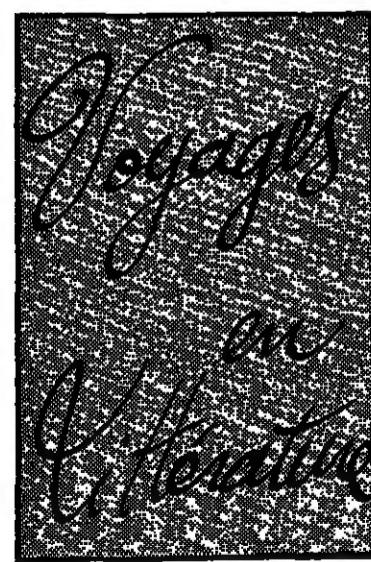
Les enfants du général de Gaulle ont cité en référé le Tribunal national de Strasbourg (TNS) devant le tribunal de la ville de Metz, le 25 mai. Ils demandent l'arrêt des représentations de Villa Luco.

Cette pièce de Jean-Marie Besnot, mise en scène par Jacques Lassalle, retrace une rencontre, fictive, à l'île d'Yeu, entre le général de Gaulle et le maréchal Pétain le 22 novembre 1945. Selon eux, l'interprétation physique du général, incarné par Maurice Garrel, porte atteinte à l'honneur de leur père.

Le tribunal de grande instance de Strasbourg rendra son jugement dans une semaine.

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques
Le Monde
Europe

Affaires posthumes

Question 9 :

Epitaphe.

Savez-vous qui fit graver sur sa tombe l'épithaphe que voici ?

« Passant, ne fais pas de bruit, Garde que ton pas ne l'éveille Car voici la première nuit Que le pauvre XXX sommeille. »

- ☐ Boileau
☐ Musset
☐ Regnard
☐ Rotrou
☐ Scarron

Question 10 :

Ci-git... qui ?

Savez-vous quel écrivain est enterré dans les endroits que voici ?

- a - Prieuré de Saint-Côme, La Roche.
b - Samoreau.
c - Brèves.

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (date dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.



En raison des perturbations récentes de la distribution, le Monde publiera à nouveau l'extrait du règlement et les deux premières questions du concours « Voyages en Littérature » dans son édition du samedi 27 mai 1989 daté 26-29 mai.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 42-47-87-27

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 286 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-81

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 090 F	1 189 F	1 484 F	2 040 F
1 an	1 390 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

réglement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitive ou provisoire : nos abonnés sont invités à for-

muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سكينة الحظ

(Publicité)

Notre force est votre énergie

Olivetti est l'un des leaders mondiaux et le Numéro Un européen en informatique.

Les décisions d'avant-garde prises dans les années 70 et 80 expliquent l'avance technologique d'Olivetti et sa croissance exceptionnelle dans les technologies de pointe.

Mais être la référence ne suffit pas.

Olivetti ne se contente pas de travailler au développement des technologies de l'information pour répondre à la demande du marché. Ce sont les exigences jus-

tifiées de ses clients qui sont à l'origine de la gamme très diversifiée de systèmes et de services.

Notre mission est de développer les applications et les systèmes, compatibles et évolutifs, les mieux adaptés aux exigences de rentabilité de nos clients - celles d'aujourd'hui et celles de demain.

Cette vision fait notre succès. Et c'est elle qui nous a conduit, en toute logique, à nous décentraliser en sociétés autonomes par marché et par services rendus à nos clients.

Olivetti est désormais le

holding de trois réseaux d'entreprises dotées chacune de tous les moyens nécessaires pour la recherche-développement, la production et la commercialisation. S'y ajoute le groupe Activités Technologiques qui, outre ses activités dans les composants et les périphériques pour hardware, développe et gère des grands projets industriels à travers le monde.

Cette nouvelle structure ouvre à Olivetti un potentiel sans limites dans tous les domaines de l'informatique. Les trois nouvelles entités sont déjà opérationnel-

les, loin devant leurs concurrents, pour apporter les réponses gagnantes aux multiples questions qui se posent à leurs clients.

Chaque entité travaille en parfaite harmonie et partenariat avec les forces industrielles et les réseaux de distribution pour atteindre ses propres objectifs, et peut ainsi concentrer toutes ses énergies à cet objectif simple : mieux servir chaque client.

La nouvelle organisation d'Olivetti est aussi le reflet de sa culture d'entreprise.

Pour chaque produit et dans chaque domaine, Olivetti n'a

qu'un seul but : faire bénéficier ses utilisateurs de toute la puissance et des potentiels des technologies de pointe.

Plus que tout autre groupe, Olivetti rend l'innovation plus accessible à plus d'utilisateurs pour plus d'applications.

Cela implique une relation directe et réelle avec vous, l'utilisateur. Un lien qui est au cœur de nos rapports de confiance mutuels.

C'est vous qui inspirez nos meilleures solutions. Tout ce que nous faisons, c'est pour vous.

Notre force est votre énergie.

olivetti

Société

Le procès de Paul Touvier n'aura pas lieu avant deux ans

Avec l'arrestation de Paul Touvier, la justice va pouvoir commencer l'instruction contradictoire du dossier ouvert depuis 1973 contre l'ancien chef du 2^e service de la Milice, à Chambéry puis à Lyon. Dès le vendredi 26 mai Touvier devait d'ailleurs revenir au palais de justice de Paris, la procédure pénale exigeant que M. Jean-Pierre Gotti, juge d'instruction chargé du dossier,

ouvre à son sujet un débat contradictoire au terme duquel il devrait statuer sur le maintien en détention provisoire de l'inculpé. Ultérieurement le magistrat abordera avec Paul Touvier le fond de l'affaire. D'ores et déjà, on peut sans risque affirmer que l'information judiciaire sera longue, et que l'ouverture du procès public ne peut être envisagée avant 1991 au mieux. Ce débat, le

gardé des secrets, M. Pierre Arpaillange, l'a confirmé jeudi 25 mai au Sénat, aura lieu devant la cour d'assises de Paris. Cette précision a été apportée en raison d'un propos du bâtonnier de Lyon, M. Jean Bonnard, pour qui l'affaire Touvier devrait être jugée à Lyon, s'agissant d'un ancien milicien qui opéra dans cette ville. La compétence de la cour d'assises de Paris résulte du fait qu'en 1973 les premières plaintes dépo-

sées à Lyon et à Chambéry contre Touvier n'avaient pas eu de suite, les chambres d'accusation de ces deux villes les ayant d'emblée déclarées irrecevables en soutenant que les faits visés étaient prescrits. La Cour de cassation sanctionna ces deux arrêts et décida alors que l'instruction serait confiée à la chambre d'accusation de Paris.

De monastères en priures

Quarante ans de clandestinité en famille

Ce n'est pas un homme seul mais un père de famille entouré des siens que les gendarmes ont arrêté au prieuré Saint-François de Nice. Paul Touvier, l'ancien chef milicien recherché par la justice des hommes, a vécu non pas cette errance solitaire de maudit que l'on pourrait imaginer mais une clandestinité familiale, de monastère en prieuré depuis quarante ans.

Mardi 24 mai, alors qu'il dormait encore, les enquêteurs de la section de recherches de Paris ont fait irruption dans l'appartement où il se trouvait, en compagnie de son épouse Monique et de ses deux enfants — un fils de quarante ans et une fille de trente-sept ans. Ainsi, dans les passes les plus difficiles d'une cavale sans fin et sans espoir, le noyau familial de Paul Touvier ne s'est jamais désagrégé, offrant le spectacle irréel de parents et d'enfants proscrits, soudés et dépendants les uns des autres.

Depuis son mariage en 1947 avec Monique Berthet, employée d'une maison religieuse, et la naissance de ses enfants, Paul Touvier leur faisait donc partager ses rêves et ses cauchemars. « Ce ne sont que poursuites, arrestations, évasions », précisait-il à un ami, en octobre 1949. Une hantise avec laquelle il va vivre jusqu'à aujourd'hui, sans jamais envisager sa reddition, parlant avec une certaine affectation de ses quarante-cinq années de « drames, d'angoisses et de misère ».

Un milicien dévot

En réalité, s'il est seul juge de ses angoisses, sa misère est relative. Le réseau de soutien organisé en sa faveur, notamment ces dernières années, a été considérable tant par les moyens mis en œuvre que par son cloisonnement rigoureux, digne d'une clandestinité militairement réfléchie. De combien de « planques » disposait-il, et dans combien d'établissements religieux ? Si jamais une instruction judiciaire devait concerner les complications actives et passives dont Paul Touvier a bénéficié, elle confirmerait, à coup sûr, que plusieurs appartements pourvus

du confort indispensable lui étaient, en quelque sorte, réservés sur sa demande pour des périodes plus ou moins longues. Au moment de son arrestation, Paul Touvier résidait depuis une quinzaine de jours au prieuré Saint-François, ce séjour n'étant pas le premier. Son avant-dernière « étape » l'avait conduit, en avril, à résider avec sa famille dans l'Indre, parmi les carmélites intégristes du monastère de Mézières-en-Brenne. Mais, depuis 1944, sa longue errance a été de bien d'autres hospitalités religieuses au risque de pouvoir être parfois confondue avec une tournée des prieurés, abbayes et monastères français.

Pas moins de cinquante établissements religieux l'accueillirent ainsi sous ses divers noms d'emprunt (Paul Berthet, Paul Lacroix...), qu'il s'agisse des abbayes de Solesmes, de Saint-Wandrille, du monastère de la Grande-Chartreuse et de tant de maisons religieuses parisiennes, à la fin des années 40, puis dans cette région Rhône-Alpes dont il est natif. Mais la force du réseau soutenant Touvier résidait surtout dans son étanchéité, dans le petit nombre des religieux au courant de la véritable identité de cet ancien milicien devenu apparemment dévot.

Mais, si l'extraordinaire cloisonnement du réseau de soutien à Paul Touvier l'a assurément protégé durant de très longues années, il l'a aussi perdu quelques jours. Cet ancien spécialiste du renseignement savait naturellement que le moindre accrochage pouvait désintégrer son dispositif. C'est apparemment ce qui s'est passé en début de semaine. En quarante-huit heures, les enquêteurs de la section de recherches de Paris ont, en effet, acquis la certitude que Touvier résidait à Nice au prieuré Saint-François. Tout à fait au courant de ses connaissances en matière d'organisation de réseaux, les gendarmes ont alors « isolé » le prieuré de façon que personne ne puisse alerter l'hôte des intégristes d'un quelconque danger.

L'histoire de la clandestinité de Touvier reste encore à écrire, mais l'appui et la sollicitude de certains religieux ne sont jamais démentis. Parallèlement aux attentions d'une poignée de Chevaliers de Notre-Dame pour l'ancien maréchaliste

convaincu et obsédé d'anticommunisme, un homme comme Mgr Charles Duquaire, secrétaire particulier du cardinal Gerlier — archevêque de Lyon de 1937 à 1965 — a plaidé avec constance depuis 1957 en faveur de Touvier. S'exprimant sur la demande de grâce qu'il a présentée dès 1964 au général de Gaulle, Mgr Duquaire écrivait au début des années 70 : « C'est sur moi initiative et sous ma propre responsabilité que je l'ai fait, estimant en conscience que même s'il y avait eu des erreurs graves dans un passé déjà lointain, on devait tenir compte des efforts qu'il avait faits et des enfants sans responsabilité dont il fallait assurer toute l'éducation ».

« Mes crimes contre l'humanité »

Une fois gréifié, Touvier trouve alors logiquement appui auprès du pape, du général de Gaulle, du général de Mitterrand. C'est (...) avec une grande peine que je l'ai vu soudain devenir « l'homme à abattre », écrit en 1974 le Père général des Chartreux. Mais ces protections ont-elles disparu au moment où Touvier, à nouveau poursuivi en 1973, redevenait un hors-la-loi ? L'hospitalité à celle retirée à cet homme apparemment entré en religion ? A peine à la maison d'arrêt de Fresnes, son premier geste ne fut-il pas de demander l'humiliation pour s'extorquer avec lui ? Ne s'est-il pas fait longuement berner par un moine du prieuré Saint-François avant de quitter ces lieux encadrés par les gendarmes ?

D'autres soutiens ne manquèrent pas à Paul Touvier. Comme il le rapportait lui-même dans une plaquette éditée en 1979 — et tout simplement intitulée *Mes crimes contre l'humanité* — Jacques Brel, qui l'avait connu sous le nom de Berthet à l'origine, en 1959, l'avait aidé en lui fournissant la surveillance des travaux de rénovation d'un chalet dans les Alpes. Paul Touvier et en l'introduisant « dans les milieux de l'édition de disques » Touvier pouvait ainsi édicter chez Philippe un disque sur l'éducation sexuelle, *l'Amour et la vie*, et préparer des documentaires sur Van Gogh, saint Bruno, la Corse, la Grande-Chartreuse, etc.

Pourchassé, traqué, Paul Touvier affirmait qu'il était devenu l'ami d'un Pierre Fraissin, d'un Michel Simon et d'un Edmond Michelet.

LAURENT GRELSAMER.

Les étranges amitiés ecclésiastiques de l'ancien milicien

Le bon abbé Duquaire et les chevaliers de Notre-Dame

L'examen des responsabilités de l'Eglise catholique dans la protection de Paul Touvier pendant quarante-trois ans est indissociable du rôle joué par Charles Duquaire, fils d'un bâtonnier lyonnais, prêtre que l'archevêque de la ville, le cardinal Gerlier, avait pris à son service, place du Fourvière. Les prêtres des Chartres s'étaient alors une solide réputation d'inconditionnel de Vichy par sa fameuse proclamation de novembre 1940 : « Pétain c'est la France, la France c'est Pétain », que devaient, cependant, plus ou moins corriger, à la fin de la guerre, ses actions d'assistance à des résistants et à des enfants juifs.

Il est dramatisé par la répression exercée par la Milice à Saint-Genis-Laval, lieu d'un des plus grands massacres de cette période. « On s'en va », demande un jour le cardinal à son secrétaire en parlant des otages promis au peloton d'exécution pour punir des actions de Résistance. « Je suis sainte-Hélène, dans la cave du collège Saint-Joseph réquisitionné par la Milice », entend-il répondre. C'est alors qu'il promet sa protection à tout homme qui, quels qu'aient pu être ses crimes antérieurs, libérerait les derniers otages.

A ce moment entre en scène l'abbé Stéphane Vanthier, ami d'un lycée de Lyon, mais surtout fondateur des Chevaliers de Notre-Dame, montée de Gourgillon, sur les pentes de la colline de Fourvière ; il est proche de la Milice. C'est une sorte d'« illuminé », habité par un esprit de croisade anticonformiste. « Je ne vous ai pas nommé évêque de la Milice, lui dit le cardinal. Vous vous êtes nommé tout seul. Mais c'est le moment où vous servir de vos relations ».

L'abbé Vanthier joint alors Touvier, chef du deuxième service de la Milice, qui est en pleine disgrâce. On lui reproche certaines de ses méthodes. « Ce type n'a pas d'âme », dira de lui Joseph Locant, son supérieur hiérarchique, chef du commando qui devait assommer Victor Busch. Touvier redoute ainsi autant les siens que les résistants. C'est le moment pour lui de fuir. Il ouvre les portes de la cave du collège Saint-Joseph, rue Sainte-Hélène, et libère une quarantaine d'otages.

Il trouve refuge monté de Gourgillon, dans le local des Chevaliers de Notre-Dame, puis aux Déserts

(Servais), encore chez les Chevaliers de l'abbé Vanthier. Mais il entend que la protection se prolonge. Fort de la promesse du cardinal, il va alors véritablement « s'incruster » à l'archevêché de Lyon. Il y conduit une entreprise de séduction qui, pendant toute sa vie, poursuivra l'abbé Duquaire. « Du bien on avait de la haine pour Touvier, dit aujourd'hui un médecin lyonnais qui a bien connu les acteurs du drame, ou bien on était sous le charme, quand il vous parlait de Dieu, de la souffrance, du Golgotha, de la Rédemption, voire de sa propre conversion ».

Touvier est le fils d'une famille nombreuse, chrétienne et traditionnelle de Chambéry. Son père avait appartenu à la Légion des combattants créée en 1940 par Vichy. Dernier né, enfant gâté, Paul ne réussit rien à l'école. Il court les filles, trie les colis à la gare de Chambéry, avant d'être envoyé à la Milice de la ville par son père, dans l'espoir d'une réhabilitation, ou tout au moins, d'un reclassement social.

L'abbé Duquaire va s'efforcer de ce fils perdu de l'Eglise, collaborateur recherché par la police. Il lui assure des sauf-conduits, ainsi qu'une boîte aux lettres à l'archevêché même. A la mort du cardinal Gerlier, le 17 janvier 1965, l'abbé Duquaire reste au service du successeur, Mgr Jean Villot, qui, en 1969, l'emmène à Rome, où le nouvel archevêque de Lyon vient d'être nommé par le pape Paul VI, secrétaire d'Etat, c'est-à-dire le numéro deux dans la hiérarchie vaticane.

Jacques Vanthier

Charles Duquaire est le factotum du cardinal Villot. Il ne joue aucun rôle dans la secrétairerie d'Etat, mais c'est lui qui tient l'agenda, veille sur la vie privée et les appartements de l'ancien archevêque de Lyon, à qui il sert également de chauffeur à l'étranger. Il sera présent au Vatican de septembre 1969 à mars 1979 quand meurt Mgr Villot, qui aura servi comme secrétaire d'Etat trois papes : Paul VI, Jean-Paul I^{er} et Jean-Paul II. « Il n'avait aucun bien ni aucune ambition. C'était un pauvre et même un saint prêtre, dit le Père Wenger (1), une sorte de curé d'Ars, engagé toute sa vie à l'égard de Touvier comme

dans une véritable mission de charité ».

Que ce saint prêtre, devenu entre-temps prêtre d'honneur de Sa Sainteté (avec le titre de Monseigneur), ait joué de ses relations au Vatican auprès du président Pompidou la grâce de Paul Touvier apparaît aujourd'hui une hypothèse plus que probable. Mais M. René Broutillet, alors ambassadeur près le Saint-Siège, nie formellement toute intervention directe de ses services et de la secrétairerie d'Etat du Vatican dans le « règlement » de l'affaire Touvier, c'est-à-dire les mesures de grâce prises par Georges Pompidou. Parmi la vingtaine de personnes qui se sont prononcées publiquement en faveur de la grâce de Touvier en 1971, on trouve les noms, naturellement, de Charles Duquaire mais aussi de Julien Gouet, secrétaire général de l'épiscopat, Edmond Michelet et... du colonel Rémy.

Danger d'extrapolation

La plupart des historiens et des spécialistes de l'affaire Touvier s'accordent sur ce rôle central rempli par Mgr Duquaire, décédé le 9 juin 1987. Est-il possible aujourd'hui d'extrapoler et de généraliser à partir de son cas, jusqu'à parler d'une compromission plus large de l'Eglise, dans sa hiérarchie, en raison notamment des multiples fréquentations par le fugitif recherché des convents et des monastères de la région lyonnaise ?

On entre ici dans le domaine de l'interprétation. « Que Mgr Duquaire ait pu en appeler à la sollicitude de tel ou tel prêtre ou Père abbé de monastère est évident, nous a dit M. René Broutillet. Mais il serait contraire à la plus élémentaire vérité de penser qu'il existe une attitude globale et concertée de l'Eglise et de sa hiérarchie à propos de l'affaire Touvier. » Je ne suis rien sur Touvier, a répondu pour sa part le cardinal Decourtray, l'ancien archevêque de Lyon, au juge Claude Grellier, alors chargé du dossier et venu l'interroger il y a quelques mois à la Maison Saint-Joseph de Francheville (Rhône).

Mgr Decourtray a également déclaré à plusieurs reprises que, « dans la mesure où Paul Touvier fait état de son appartenance à l'Eglise, c'est à lui qu'il appartient, comme chrétien, de rendre compte à la justice et à l'opinion de ses actes ». Les archives de l'archevêché de Lyon sont restées fermées à l'enquête de la gendarmerie. Par peur de certaines révélations ou par respect d'une tradition forte dans l'Eglise de respect du secret de la confession et des consciences ?

C'est dans des établissements intégristes que Paul Touvier a trouvé ses dernières « planques », à Mézières-en-Brenne (Indre) et à Nice. Pendant la guerre et immédiatement après, à Lyon, il avait bénéficié de la complicité des chevaliers de Notre-Dame de l'abbé Vanthier, sur la tombe duquel, à Saint-Sorlin, dans le Rhône (où « l'assassin de la milice » a fini ses jours comme curé, après sept années de prison et une amnistie), des visiteurs se rendent parfois pour faire le salut fasciste. Même s'il réclame aujourd'hui toute responsabilité directe dans l'affaire Touvier en invoquant une homonymie, l'ordre des chevaliers de Notre-Dame, créé à la Libération par un moine, dom Gérard Lefont, a participé aussi, par certains de ses membres, aux réseaux protecteurs du criminel de guerre.

Jusque dans la façon dont Touvier avait de compromettre son entourage, notamment des personnalités religieuses (comme en 1972 chez les jésuites du Châtillard où il avait réussi à s'introduire), il y a là trop d'indices concordants pour qu'on ne puisse pas reconnaître, dans ces complications, la marque d'un catholisme qui n'a pas tout à fait évacué les réflexes vichystes et le vieux fond d'antisémitisme étrangers au catholicisme du cardinal Decourtray et à celui qui domine aujourd'hui dans l'Eglise de France.

HENRI TINGO.

Les médaillés de Yad Vashem honorés à Paris

Ceux qui sauvaient des juifs

Le maire de Paris remettra le lundi 29 mai, la médaille des « Justes parmi les nations » à quinze personnes (dont plusieurs à titre posthume), non juives et de nationalité française, qui ont, sous l'Occupation, sauvé des juifs au péril de leur vie.

Cette distinction est décernée, depuis une dizaine d'années, en Europe, par le Yad Vashem (1), institut de l'Etat d'Israël « pour le souvenir de la Shoah » (holocauste), situé à Jérusalem : elle est attribuée, indique M. Edouard Simon, représentant de Yad Vashem pour la France, « au terme d'une longue et minutieuse instruction, fondée sur les témoignages des personnes sauvées ».

En France, quelque quatre cent cinquante individualités ont été ainsi décorées à ce jour, et une centaine de dossiers sont à l'étude (2). Des gens d'une rare moralité : il a fallu insister pour que M. Raymond Thomas, d'une part, et M. Jean Bourdelle, d'autre part, habitant tous les deux à Paris, acceptent de revivre leurs souvenirs.

Chevelure de neige, expression et mobilité étonnamment vives à quatre-vingt-cinq ans passés, Yvan — qui ne souhaite pas que son nom soit cité associé à l'entretien, pour seconde la mémoire de son épouse, M. Raymond Thomas (nom de jeune fille), « Sans elle, dit-il, j'aurais connu le sort de deux de mes frères, déportés et morts à Auschwitz ».

Yvan est chef du service des ventes à la Loterie nationale, à Paris, quand la guerre éclate. Raymond Thomas est l'un des dix-sept caissiers qu'il emploie. Ils ont sympathisé. Parce qu'il est juif, Yvan est rapidement inquiété. Il lui faut fuir la capitale. L'année de 1940 : parce qu'elle éprouve pour lui « de l'amitié et même un peu plus », Raymond Thomas quitte son travail et conduit son supérieur hiérarchique chez des cousins, au Blanc, dans l'Indre.

Là, Yvan trouve à être réemployé par la Loterie nationale, mais l'accueil mitigé qu'il reçoit dans la famille de Raymond Thomas le décide à partir de nouveau. Faux papiers et tribulations l'amènent à Villefranche-sur-Saône (Rhône), où il est embauché dans une société viticole.

Cinq mois dans les bois

Retour au Blanc, après d'autres périodes. Yvan y a été repéré pour être dénoncé : un jour de mars 1944, à 7 heures du matin, la police de Vichy vient pour l'arrêter. Il s'échappe par une fenêtre de la maison, tandis que Raymond Thomas est retenu pendant de longues heures à la mairie du Blanc. La jeune femme gagne ensuite Tournon-Saint-Martin, à 16 kilomètres de là, où une de ses tantes possède une ferme. Yvan s'est réfugié dans les bois environnants. Il y restera caché durant cinq mois, jusqu'à l'arrivée des Alliés. « J'ai cru devenir fou, dit-il, des journées interminables. Sans Raymond... » Celle-ci le ravitaillait,

pratiquement chaque jour, à bicyclette. « Je me suis souvent sentie surveillée, suivie. Quand on m'arrêtait, sur la route, je faisais l'idiot... » Une histoire de courage et d'amour. Ils se marieront dès février 1945.

Une affaire de chance aussi, comme pour Jean Bourdelle. Si Raymond Thomas a sauvé son « patron », il s'a, lui, sauvé, entre autres, la dizaine d'employés israéliens — M. Bourdelle n'aime pas le mot « juif », « parce que ce mot a trop peu une connotation négative » — qui travaillaient dans ses quatre magasins de lingerie et de tissus à Paris.

Chemise rayée vert et noir, noué papillon assorti, Jean Bourdelle, quatre-vingt-deux ans, culture physique régulière, a un leitmotiv : « Il faut vouloir ». De la volonté, il en a eu à toutes les étapes de sa vie. Et la volonté de « respecter la liberté de penser des autres », lui, l'incroyant — « Je suis sans relation avec l'idée de Dieu » — l'attribue à son éducation, avec un grand-père paternel professeur de lettres et un père professeur au Muséum national d'histoire naturelle. C'est au nom de cette tolérance, du refus de tout esprit de discrimination, notion « injuste et insupportable », que Jean Bourdelle, dont la propre femme était juive, a agi ainsi sous l'Occupation.

Licencié en lettres, docteur en droit, il est alors — depuis 1934 — sous-chef du service juridique de la Thompson-Houston, boulevard Haussmann à Paris. Dans le même

temps, il a monté, dans la capitale, plusieurs affaires commerciales, qu'il transforme, lors de l'invasion allemande et grâce à ses compétences de juriste, en fausses sociétés aryennes, avec de faux associés... Il continue, bien entendu, d'employer son personnel (témoin israélien), mais à des postes où ces salariés ne sont plus en contact avec le public.

Dès le début de l'Occupation, Jean Bourdelle a une activité de résistant, sans faire partie d'un réseau. En liaison avec « des amis formidables », qui habitent Vieux, au bord de la ligne de démarcation, il conduit dans la petite ville du Cher des juifs et des non-juifs — des évadés de prison.

Jean Bourdelle connaît de chaudes alertes, mais il ne sera jamais arrêté. Le Gestapo ne persécutera pas non plus dans le magasin de l'avenue de l'Opéra, où dormaient, à la moindre rumeur de rufle, ses employés israéliens. C'est que, à chaque descente (d'ailleurs de la Gestapo, les autres vendeuses faisaient un moment barrage, « en criant plus fort que les Allemands », et que lui-même, s'arrêtant par téléphone, avait juste le temps d'accourir pour mettre à l'abri les personnes en danger.

C'est, d'autre part, qu'il a, à chaque fois, soudoyé les policiers nazis : « Je leur donnais, se rappelle-t-il, 30 000 F pour que mon « dossier » soit mis en dossier de la pite ». Toutes les vendeuses n'étaient pas « admirables » : c'est à l'une d'elles, antisémite et vénales, qu'il a « dénoncé les interruptions gestapistes. « Elle m'a bien dénoncé six ou sept fois,

assure-t-il. Les Allemands payaient chaque dénonciation 5 000 F : c'était le prix d'un kilo de beurre au marché noir... »

Les employés israéliens ne voulaient pas ou ne pouvaient pas, alors, quitter leur travail, souvent faute d'argent pour aller se cacher et vivre ailleurs. « Mais elles s'en sont toutes tirées », dit avec tendresse Jean Bourdelle, qui ajoute en parlant de son action : « Vous voyez, ce ne sont pas là des hauts faits de la Résistance. »

Comme Raymond Thomas et les autres survivants distingués par le Yad Vashem, Jean Bourdelle estime que sa modestie est aujourd'hui soumise à rude épreuve et que ses amis juifs qui ont témoigné auprès de l'institut israélien ont sans doute « exagéré » son rôle. Courage et modestie...

MICHEL CASTAING.

(1) Créé en 1953 par l'Etat d'Israël, le Yad Vashem comprend notamment une « crypte du souvenir » à la mémoire des six millions de victimes juives, un centre pour l'enseignement de l'holocauste, la salle des Noms (des victimes), l'allée des Justes, où sont plantés des arbres portant leurs noms, un musée de documentation sur l'holocauste, le Val des Communautés, où figurent les noms de celles qui ont péri (plus de cinq mille) et un « département des Justes » pour l'examen et la conservation des témoignages.

(2) A l'occasion de la cérémonie du 29 mai, M. Edouard Simon lance cet appel : « Cinquante ans ont passé. Pendant qu'il est encore temps, les témoignages peuvent être adressés à mon nom », à Laverrière, 60 740, Saint-Maximin. Tél. : (16) 44-25-03-29.

(1) Le Père Antoine Wenger a été conseiller ecclésiastique à l'ambassade de France près le Saint-Siège. Il vient d'écrire un livre de souvenirs, « Le cardinal Villot (1905-1979) », avec une préface de René Rémond. Décès de Braver, 302 pages, 148 F.

(Publicité)

Notre ouverture est votre liberté

Olivetti Systems & Networks est le premier constructeur européen et l'un des dix premiers mondiaux dans le domaine de l'informatique distribuée.



Nos systèmes sont ouverts et flexibles parce qu'ils s'appuient sur les grands standards industriels du marché, et nos solutions spécifiques apportent une grande valeur ajoutée dans les secteurs de marché auxquels elles s'adressent.

Notre réseau de services est l'un des plus qualifiés sur le marché informatique.

Mondialement réputées, les solutions développées par nos laboratoires de recherche et développement, s'appuient sur une large expérience acquise auprès des utilisateurs.

Des solutions qui vous aident à faire communiquer des systèmes jusqu'à présent incompatibles.

Notre engagement à vous fournir ces nouvelles solutions vous donne la liberté de prévoir, de construire et de grandir sans barrières ni frontières.

Notre ouverture est votre liberté.

OLIVETTI SYSTEMS & NETWORKS

Notre expérience est votre quotidien

Olivetti Office est le Numéro Un européen et l'un des dix premiers mondiaux de la bureautique.

Systèmes d'écriture, traitement de données ou d'images, notre expérience dans ces domaines est sans équivalent.

Notre vocation est de fournir des solutions bureautiques qui couvrent tous les besoins avec des équipements

toujours compatibles et prévus pour suivre la croissance des entreprises.

Notre présence et notre assistance, réputées à travers toute l'Europe, vous garantissent d'être à la pointe du progrès quels que soient vos besoins bureautiques.

Notre expérience est votre quotidien.

OLIVETTI OFFICE

Notre savoir-faire est votre réussite

Olivetti Information Services est le premier groupe privé italien dans le secteur des services informatiques.

Le seul groupe qui offre à la fois talent et ressources dans les domaines les plus variés, des services professionnels aux logiciels, des systèmes intégrés aux réseaux à valeur ajoutée, depuis le "facility management" jusqu'à la formation.

Bénéficiant de l'expérience de plusieurs sociétés spécialisées par technologies et segments de marché, nous offrons à la fois savoir-faire, garanties et compétences d'un grand groupe.

Nous avons les moyens et l'expérience du management de grands projets, et notre éthique professionnelle fait de la satisfaction des besoins de nos clients la priorité absolue, dans le respect de son environnement opérationnel et de sa culture d'entreprise.

Olivetti Information Services a le savoir-faire et l'expérience indispensables pour assurer la pérennité de votre investissement et garantir votre croissance.

C'est en cela que notre savoir-faire est votre réussite.

OLIVETTI INFORMATION SERVICES

Notre force est votre énergie

olivetti

Société

JUSTICE

L'affaire Pechiney

Deux enquêteurs de la SEC à Paris en juin

Gendarme de Wall Street, la Securities and Exchange Commission (SEC) souhaite entendre en France certains des acteurs de l'affaire Pechiney. Deux enquêteurs de la SEC, Ellen Ross et Gary Kaminsky, ont annoncé leur intention de séjourner à Paris durant deux semaines, à partir du 12 juin, après avoir passé une semaine à Londres.

Le juge d'instruction français, M^{re} Edith Boizette, qui s'est elle-même rendue à New-York, ne verrait aucun inconvénient à cette réciproque qui permettrait à la SEC de recueillir, notamment, les témoignages des responsables de Pechiney ayant participé, autour de Jean Gaudin, aux négociations avec les dirigeants de Triangle Industries. Il semble cependant que les intéressés peuvent, en droit, refuser des audi-

tions faites directement par les enquêteurs américains et exiger qu'elles soient faites par des officiers de police judiciaire français que les Américains assisteraient en simples auditeurs. Dans tous les cas, cette « visite » de la SEC suppose l'accord du ministère de la Justice française.

Quant aux achats effectués à New-York après l'annonce, le 21 novembre 1988, de l'OPA amicale de Pechiney (le 25 mai), ils furent effectués par seulement deux groupes français : la Banque Pallas et une grande compagnie d'assurance, pour un total de 418 000 titres. Très particulière, la technique utilisée, dénommée « arbitrage sur OPA », est très développée aux États-Unis.

E. P.

Deux « arbitrageurs » français

L'arbitrage sur OPA (risk arbitrage) spécifiquement américain, né aux États-Unis en 1967, lorsque la Banque Lazard lança sa première OPA sur la société Franco-Wyoming, il repose sur le constat suivant : lorsqu'une OPA est officiellement lancée sur une société à un cours donné, avec paiement des actions sous un mois — délai légal —, dans l'intervalle, le cours en Bourse de ces actions ne correspond jamais au cours d'OPA. Il fut est inférieur lorsque le marché n'est pas sûr que l'OPA sera effectuée (9 % d'échec). Il peut lui être supérieur si la société frappée d'OPA espère voir un « chevalier blanc » voler à son secours ou si des surchasses se profilent à l'horizon, ce qui est fréquent.

Dans cet intervalle, les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, caisses de retraite, etc.), qui détiennent 70 % à 80 % des actions aux États-Unis, cherchent à vendre tout de suite pour concrétiser leurs plus-values, et c'est là qu'interviennent les « arbitrageurs » : courtiers prenant le risque de voir l'OPA échouer, mais réalisant un bénéfice si elle réussit ou si le cours de l'action

monte au-dessus du cours de l'OPA. Ce métier, tout à fait légal, est une nécessité absolue aux États-Unis, car il permet d'assurer une contrepartie aux ventes.

Dans l'affaire Triangle, après l'annonce officielle de l'OPA lancée à 55 dollars le 21 novembre avec paiement le 29 décembre, personne, à New-York, ne voulait acheter en raison de la réputation médiocre des vendeurs, MM. Peltz et May, et la cotation avait dégringolé à 43-45 dollars, contre 10,75 dollars la veille, pour monter à 50-51 dollars. Il n'y eut donc que deux groupes, français à se porter acquéreurs : la Banque Pallas, pour le compte d'une trentaine d'investisseurs institutionnels, et une grande compagnie d'assurances.

Ces derniers achetèrent 418 000 titres du 23 novembre au 6 décembre, à des cours échelonnés entre 50 et 53,50 dollars, avec un bénéfice d'environ 5 % après paiement, le 29 décembre, à 58 dollars, par Pechiney, initiateur de l'OPA. La Banque Pallas a créé en janvier dernier une SCAP spécialisée dans cette activité.

F. R.

DÉFENSE

Nouveaux achats d'armements français par l'Arabie saoudite

La visite officielle, du 5 et 8 juin à Paris, du prince Sultan Ibn Abdel Aziz, le ministre saoudien de la défense, pourrait se conclure par la signature d'un accord-cadre avec la France portant sur de nouveaux achats d'armements français par Ryad. Des sources arabes font état, en effet, de cette perspective que ne démentent, ni ne confirment des sources françaises au ministère de la défense. Le prince doit être longuement reçu, les 6 et 8 juin, par M. Jean-Pierre Chevènement et rendre visite ensuite à des industriels français de l'armement avant l'ouverture du 38^e Salon aéronautique du Bourget et l'exposition d'armements terrestres à Satory.

Un premier contrat se rapporte à l'achat par les Saoudiens de trois mille missiles de défense anti-aérienne Mistral. Ces missiles portatifs est l'équivalent du missile américain Stinger dont se servaient les Afghans contre les forces soviétiques. Le second contrat porte sur la livraison de deux frégates avec un hélicoptère embarqué du modèle Dauphin.

Selon le journal libanais *Al Hayat*, ces deux accords représenteraient une somme de 18 milliards de francs. Cette estimation n'est pas confirmée à Paris. Une partie de la transaction devra être réunie, localement, en Arabie saoudite, pour d'autres projets avec la France.

MÉDECINE

● Un trou de 40 millions de francs au CHU de Montpellier. — Selon un rapport de la chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon un trou de 40 millions de francs aurait été découvert dans la gestion de la pharmacie centrale du CHU de Montpellier. Une plainte contre X... a été déposée jeudi 25 mai par le directeur de cet établissement hospitalier. Des disparitions de médicaments auraient également été constatées. La section financière du SRPJ de Montpellier sera chargée de l'enquête.

ÉDUCATION

La FEN signe avec M. Jospin l'accord sur les salaires des enseignants

M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, a signé, jeudi 25 mai, aux côtés de M. Jospin, le relevé de conclusions gouvernementales sur la revalorisation des rémunérations des enseignants. Tous les syndicats d'enseignants de la FEN ont déjà fait de même, en ordre dispersé. Le SNESup avait signé le premier, le 16 mars, un accord séparé sur le supérieur, suivi le 29 mars par le SNETAA (enseignement technique). Mais les deux principales organisations de la FEN, le SNI-PEGC (instituteurs et professeurs de collège) et le SNES

(second degré) ont attendu d'avoir consulté leur base pour signer « avec réserves » le 3 mai.

Le paragraphe de la FEN constitue une victoire pour M. Jospin, confronté à la grève des enseignants. Seuls quatre syndicats minoritaires ont refusé de signer : le SOEN-CRDT, le SNC (collèges), FO et le SNALC, qui doit annoncer le 1^{er} juin s'il maintient ses préavis de grève pour le 7 juin, premier jour des épreuves écrites de la session 1989 du baccalauréat.



La commission Justice et Paix redoute une Europe fondée sur le seul profit

Dans un document rendu public jeudi 25 mai, la commission Justice et Paix de l'épiscopat français, présidée par Mgr Jacques Delaporte, archevêque de Cambrai, publie un certain nombre de recommandations avant les élections européennes.

« L'Europe du grand marché ne peut pas être faite seulement pour le projet des entreprises et des détenteurs de capitaux », affirme ce texte, mettant en garde contre les « risques » d'une harmonisation fiscale pour les revenus du travail, et d'une réforme de la TVA « pouvant conduire à une diminution des crédits publics affectables à la solidarité, à l'éducation, au logement social, à l'environnement ».

● Conférence pour les spécialistes de l'information en matière de santé, sécurité et hygiène. — La Commission européenne et le Health and Safety Executive (HSE) britannique organisent, du 28 au 29 juin, à Luxembourg, une conférence internationale destinée aux spécialistes de l'information en matière de santé, sécurité et hygiène. Renseignements à la Commission européenne, à Luxembourg. Tél. : (19-352) 4301-2734.



La commission Justice et Paix redoute une Europe fondée sur le seul profit

« La compétition économique accrue et la primauté accordée à l'efficacité pourraient accroître encore le nombre des exclus, des chômeurs. L'Europe des hommes et de l'Europe des activités risquent de diverger encore plus demain », souligne la commission Justice et Paix, qui insiste particulièrement sur la responsabilité de l'Europe à l'égard des immigrés : « Elle ne peut pas s'édifier solidement sur le mépris et le rejet de l'étranger (...) Elle ne saurait être pusillanime sur les questions de démocratie et de droits de l'homme, même pour sauvegarder certains marchés commerciaux ».

« Pour être fidèle à ses valeurs », conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

Une surcharge de 200 kilos pour le vol inaugural

Ariane, version lourde

Pour son vol inaugural prévu entre 0 h 36 et 1 h 48, dans la nuit de vendredi 26 au samedi 27 mai, la version « lourde » de la fusée européenne Ariane-4 (Ariane-44 L) devrait décoller du centre spatial de Kourou, en Guyane, avec une surcharge de plus de 200 kilos. Une performance qui démontre la confiance des ingénieurs dans leur lanceur et, surtout, leur volonté de coller le plus possible au désir du client.

Dotée pour la première fois de quatre propulseurs d'appoint à carburant liquide, le lanceur ainsi « dopé » est prévu pour emmener, normalement, une charge de 4 200 kilos. Or, ses passagers, deux satellites de télécommunications — le japonais Superbird A et l'allemand de l'ouest DFS Koppernikus 1 — pèsent au total 4 418 kilos.

Des perfectionnements de dernière heure ont été nécessaires. Ainsi les pièces servant à fixer les satellites ont été surbaisées, ce qui a permis de raccourcir la coiffe et d'améliorer ainsi l'aérodynamisme de l'ensemble. Les réservoirs ont été remplis au maximum, avec des ergols refroidis (donc très légèrement moins volumineux à quantité égale), et le compte à rebours devait être stoppé six minutes avant le départ pour rectifier le plein d'hydrogène liquide, le plus volatil des carburants de la fusée.

Enfin, la trajectoire a été optimisée, « tendue » au maximum afin d'obtenir la distance la plus courte possible entre le pas de tir guyanais et le point où les satellites doivent être déposés. Résultat : un travail au cordeau que les ingénieurs espèrent pouvoir encore améliorer à l'avenir. « Nous visons les 4,7 tonnes de charge utile avec cette version », affirme François Calaque, directeur des lanceurs à la société Aérospatiale, l'architecte industriel d'Ariane. C'est une évolution inéluctable.

Les nouveaux satellites s'alourdissent un peu plus vite que nous l'avions prévu quand nous avons mis le lanceur au point. Cette tendance est déjà prise en compte dans les études d'Ariane 5.

Face à une concurrence américaine qui résulte après une période noire, les promoteurs d'Ariane ont voulu mettre toutes les chances de leur côté. Les quatre propulseurs d'appoint accolés au premier des trois étages de la fusée accroissent évidemment le bruit, donc les vibrations au décollage (140 décibels sous la coiffe). Cette version étant un peu « limite » par rapport aux spécifications, le vol a été retardé d'un mois pour une vérification générale.

Tous les points critiques ont été passés en revue, leur comportement lors des vols précédents éprouvé soigneusement, et quand il y avait un doute, les composants ont été testés en chambre acoustique. Une soupape et une vanne n'ont pas tenu : elles ont été modifiées. La centrale inertielle (servant à maintenir l'engin sur la bonne trajectoire) a montré des signes de défaillance au fin de vol (simulé) : elle a été remplacée par un modèle plus résistant.

Des vibrations géantes

Le constructeur était rassuré. Restait à calmer les dernières inquiétudes des clients, en particulier les Japonais, qui ont déjà eu des difficultés d'ouverture des panneaux solaires de l'un de leurs satellites lors d'un vol précédent et soupçonnent un excès de vibrations. Un nouveau report, de vingt-quatre heures, a donc été décidé. Le temps d'installer les capteurs sous la coiffe (10 kilos d'équipement au total) qui permettront d'effectuer des mesures précises des niveaux de vibrations pouvant affecter les satellites. Une démonstration à caractère purement commercial qui vise à conforter l'annonce d'Ariane par rapport à ses concurrents américains.

« Les satellites sont de plus en plus délicats, et les clients nous demandent souvent des dérogations par rapport à notre cahier des charges », explique François Calaque. Les lanceurs Titan sont très bruyants, et Ariane, qui est beaucoup moins, a déjà réprouvé des clients pour cette raison. Un tel avantage démontre prouvé et chiffré constituera un atout de poids.

C'est le trente et unième vol de la fusée européenne. Avec ses douze contrats et un carnet de commandes de 15,1 milliards de francs, Ariane est la plus que jamais le vent en poupe. Mais chaque tir est un peu un pari. Mercredi 24 mai, les Américains ont pu le constater en enregistrant leur second échec consécutif avec une fusée Delta pourtant bien plus « rodée » qu'Ariane.

JEAN-PAUL DUFOUR

MÉTÉOROLOGIE

Études de mai

La France a transpiré jusqu'en 26 mai au matin. Les nuages et le brouillard qui avaient envahi le nord-ouest de la France devaient se déplacer vers le nord-est au cours de la journée et de la nuit. Le soleil reviendra dès le 27 et les températures remontent mais un peu moins haut que les jours derniers. Mais il est trop tôt pour dire si on devra payer, comme en 1976, un impôt sécheresse.

Le déficit des pluies a été marqué depuis novembre, sauf en février et mars et surtout en avril, mois pendant lequel il est tombé sur l'Hexagone 230 % des pluies « normales ». De novembre 1975 à mai 1976, sans en novembre où les pluies étaient exorbitantes, les précipitations étaient déficitaires pour chaque mois. Et cela pour toutes les régions. Les précipitations tombées en moyenne sur la France de novembre 1988 à mai 1989 ont donc une répartition différente de celles de la période novembre 1975 à mai 1976 (voir le graphique).

Corollaire du déficit des pluies, l'insolation battra probablement les records connus pour le mois de mai. A Paris, le soleil a brillé 120 heures du 1^{er} au 10 mai et 90 heures du 10 au 20 mai, alors que les « normales » sont respectivement de 65,3 heures pour la première décennie et 72 heures pour la deuxième. Les Parisiens qui se lasseraient de ce soleil persistant peuvent penser avec nostalgie à la première décennie de mai 1985 (26 heures d'insolation) ou à la deuxième décennie de mai 1986 (19 heures d'insolation). Si le mois de mai actuel s'achève comme

il a commencé, les Parisiens devraient bénéficier de plus de 300 heures de soleil, ce qui dépasserait largement le record de 288,4 heures de mai 1944.

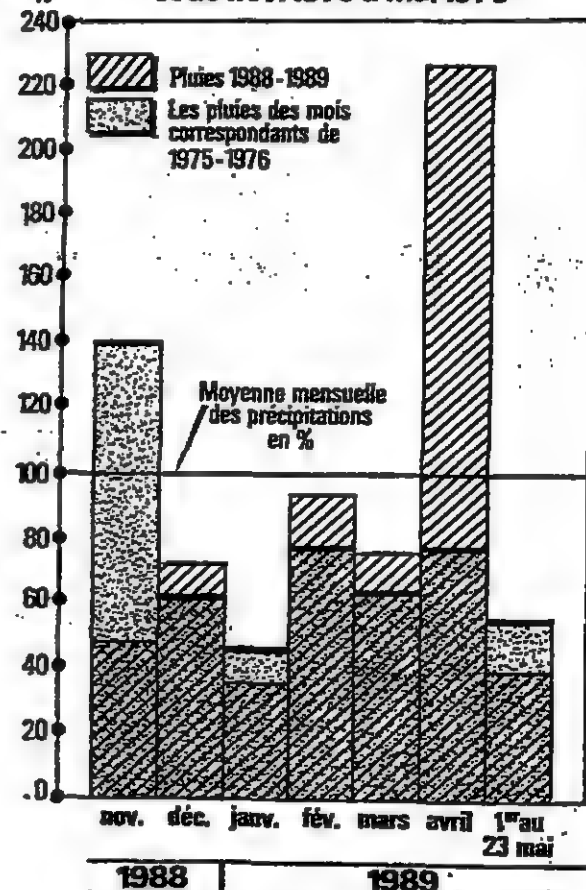
Ce soleil extraordinaire est, bien évidemment, accompagné de températures inaccoutumées. Du 1^{er} au 23 mai, les moyennes des régions météorologiques sont au-dessus des températures « normales ». Dans l'Ouest : 15,3 °C (normale 12,5 °C) ; dans le Nord (où la météorologie nationale inclut la région parisienne) : 14,8 °C (12,5 °C) ; dans le Nord-Est : 14,5 °C (13 °C) ; dans le Sud-Ouest : 16,7 °C (13 °C) ; dans le Centre-Est : 14,9 °C (14 °C) ; dans le Sud-Est : 16,9 °C (16 °C).

Les 5, 6 et 20 mai, la lecture des thermomètres a permis de calculer des moyennes journalières tout à fait inhabituelles. Le 5 mai, dans l'Ouest : 19,1 °C (« normale » 11,5 °C), dans le Nord : 17,5 °C (11,5 °C). Le 6 mai, dans le Sud-Ouest : 19,8 °C (12,5 °C), dans le Sud-Est : 19,3 °C (15 °C). Même encore, le 20 mai, la température moyenne journalière dans la région Ouest était supérieure de 9 °C à la « normale ». Du 20 mai au 25 mai le thermomètre s'est maintenu, aussi bien pour les maxima diurnes que pour les minima nocturnes, à des hauteurs vertigineuses.

En province aussi, les températures ont été exceptionnellement élevées : 27,9 °C à Metz et 27,8 °C à Chartres le 20 mai ; 29,1 °C à Dinard le 21 mai. Pour ne citer que quelques exemples.

YVONNE REBEYROL

LES PLUIES EN FRANCE de nov. 1988 à mai 1989 et de nov. 1975 à mai 1976



Europe 1993

La commission Justice et Paix redoute une Europe fondée sur le seul profit

Dans un document rendu public jeudi 25 mai, la commission Justice et Paix de l'épiscopat français, présidée par Mgr Jacques Delaporte, archevêque de Cambrai, publie un certain nombre de recommandations avant les élections européennes.

« L'Europe du grand marché ne peut pas être faite seulement pour le projet des entreprises et des détenteurs de capitaux », affirme ce texte, mettant en garde contre les « risques » d'une harmonisation fiscale pour les revenus du travail, et d'une réforme de la TVA « pouvant conduire à une diminution des crédits publics affectables à la solidarité, à l'éducation, au logement social, à l'environnement ».

● Conférence pour les spécialistes de l'information en matière de santé, sécurité et hygiène. — La Commission européenne et le Health and Safety Executive (HSE) britannique organisent, du 28 au 29 juin, à Luxembourg, une conférence internationale destinée aux spécialistes de l'information en matière de santé, sécurité et hygiène. Renseignements à la Commission européenne, à Luxembourg. Tél. : (19-352) 4301-2734.

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

La coopération technologique

Une soixantaine de nouveaux projets dans le programme Euréka

Lors de la prochaine réunion à Vienne, les 18 et 19 juin, des ministres des dix-neuf pays européens concernés par le programme Euréka, 60 à 65 projets de recherches scientifiques et industrielles — dont une vingtaine à participation française — devraient entrer dans le club. Ils viendraient ainsi s'ajouter aux 209 projets déjà recensés au titre d'Euréka (dont 102 impliquant la France), qui mobilisent aujourd'hui plus de 800 entreprises et centres de recherche européens — financés par un investissement global — de 33 milliards de francs.

M. Henri Guillaume, coordinateur pour la France des projets Euréka, a présenté, jeudi 25 mai, les grandes orientations de son secrétariat. Analysant la situation générale du projet Euréka, il a souligné que si l'ensemble des grands domaines technologiques est à peu près couvert par les 209 projets actuellement labellisés, certains secteurs sont nettement privilégiés : la robotique et la production (33) ou encore les biotechnologies ou le secteur médical (41). D'autres, en revanche, souffrent d'une représentation quasi inexistante, tels « les transports ferroviaires, les technologies hospitalières, la construction et le génie

civil ». A noter enfin une relative faiblesse de la France en matière de biotechnologie et d'informatique, deux secteurs au sein desquels l'activité nationale en nombre de projets est proportionnellement moindre que celle de ses homologues européens.

Autre préoccupation : la répartition géographique des projets, très inégale sur le territoire. Mis à part l'Île-de-France (impliquée pratiquement dans tous les projets), la Bretagne, Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur, la plupart des régions ne sont encore que peu représentées. Voir par du tout, dans le cas du Limousin, de la Bourgogne ou du Poitou-Charentes.

M. Guillaume a également insisté sur la nécessité d'aider les entreprises dans leur effort de participation. Actuellement de 9,6 milliards de francs, l'investissement français provient en effet pour environ 30 % de fonds publics (1), et revient donc, en moyenne, à 70 % à la charge des entreprises privées. Or, les projets comprennent tous une phase de recherche et développement, les industriels sont dans l'obligation de couvrir un risque financier non négligeable, peu propice à inciter les PME et PMI à se lancer dans l'aventure. C'est la raison pour laquelle le secrétariat français

d'Euréka a pris l'initiative d'étudier une assurance « permettant de diminuer le risque financier à la charge des industriels ». L'objectif est de couvrir la moitié de la prise de risque des industriels, réduisant cette dernière à 35 % de l'investissement total nécessaire au projet.

Ca. V.

(1) De 650 millions de francs en 1988, les crédits publics, provenant pour l'essentiel de la direction générale de l'industrie (58 %), et les fonds de la recherche et de la technologie (32 %) s'élèveront en 1989 à environ 800 millions de francs, pour atteindre, à partir de 1990-1991, l'objectif initialement visé de 900 millions de francs.

● Le Parlement européen favorable à un taux maximum d'alcoolémie de 0,5 gramme. — Le Parlement européen s'est prononcé, mardi 23 mai à Strasbourg, en faveur d'un taux d'alcoolémie maximum chez les conducteurs de la CEE de 0,5 g par litre de sang, dès le 1^{er} janvier 1991. Ce vote anticipe de deux ans la date d'application de cette mesure qui était prévue pour le 1^{er} janvier 1993. Actuellement, seuls les Pays-Bas et le Portugal pratiquent le taux de 0,5 g, les dix autres États ayant pratiqué celui de 0,8 g.

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

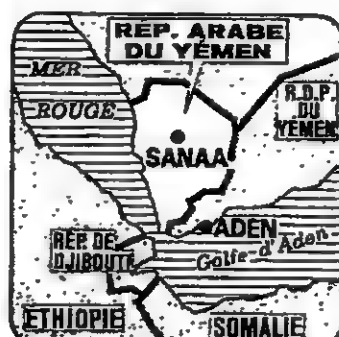
● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

● Pour être fidèle à ses valeurs, conclut le document, l'Europe a besoin des instruments politiques et des moyens financiers nécessaires (...) L'Europe politique qui s'avèrera de plus en plus nécessaire, ne pourra longtemps se réduire, comme l'actuelle communauté, à une démocratie au second degré, exercée simplement à travers les gouvernements nationaux, sans contrôle direct des citoyens. Le Parlement européen constitue un premier pas, n'en faudrait-il pas d'autres ? »

Le Monde SANS VISA

Deux Français du Yémen

Portrait d'un Yémen profond
à travers les témoignages
— à une génération d'écart —
de deux Français
qui connaissent bien
mais surtout aiment ce pays.



Leurs vieilles demeures à des coins
tristement pauvres.

Les maisons du vieux Sanaa sont
grandes et belles, et répondent à des
critères sociaux bien précis. Hautes
de six ou sept étages, elles compor-
tent facilement une quinzaine de
pièces. Vient-elles de Babylone
comme on le suggère parfois ? Clau-
die Fayein évoque Venise lorsqu'elle
parle de Sanaa. « Une Venise arabe
où vous voyez des passerelles
construites entre les maisons pour
relier les familles. Un genre de Pont
des soupirs... »

L'intérieur des maisons de Sanaa
est organisé en différentes pièces
dont chacune a sa fonction. Selon les
Sanaas, traditionnellement la cui-
sine était placée au sommet, sur les
terrasses, afin de préserver les autres
pièces des fumées et des odeurs.
Mais avec l'apparition des appareils
ménagers, les traditions ont été bou-
leversées là aussi. Quant au *mufrej*,
situé au dernier étage, il est la pièce
prestigieuse de toute maison yéme-
nite, à Sanaa ou ailleurs.

L'un des plus beaux se trouve pré-
cisément dans le Bureau exécutif où
nous a reçu M. Al-Haddad. C'est
dans le *mufrej* que les vitraux sont
le plus richement décorés et
colorés, que les stucs sont les mieux
travaillés, et que les coussins in-
stallés à même le sol sont les plus
riches et le plus confortablement
agencés.

L'arbre à euphorie

Le stuc en question est en fait un
matériau spécifique à la région de
Sanaa. Il s'agit d'une pierre spé-
ciale, qui, chauffée dans des fours,
donne un caudat blanc. On l'appelle
gors ou *gurs*. Les architectes
sanaas s'en servent non seulement
pour embellir les verres multico-
lores qui composent les vitraux, mais
aussi pour souligner le contour des
fenêtres, rehaussant de frises blan-
ches la couleur de la brique ou de la
pierre des façades. Avant d'utiliser
le verre — une pratique qui date du
siècle dernier — les architectes
confectionnaient les vitraux grâce à
des plaques d'albâtre ouvragées d'une
finesse transcendante.

Point n'est besoin de dire la qua-
lité et la douceur de la lumière qui
filtre à l'intérieur du *mufrej* au tra-
vers de ces vitraux. Et la nuit, ce
sont les habitations illuminées de
l'intérieur qui attirent le regard du
promeneur. C'est un bon côté du
ramadan : les familles se réunissent
dans les pièces éclairées toute la
nuit. Le reste de l'année, les veillées
sont plutôt courtes.

C'est dans le *mufrej* que se dérou-
lent les fameuses réunions de *qat*.
« Le *qat* joue un rôle social au
Yémen depuis le dix-septième siè-
cle, mais, à l'époque, seuls les
riches possédaient des arbres à
qat », raconte Christian Robin,
directeur de recherches au CNRS,
l'un des rares spécialistes de l'épi-
graphie arabe. « Depuis dix ans,
poursuit-il, la culture et la consom-
mation se sont beaucoup dévelop-
pées. Dans le Jafif (région située au
nord de Sanaa, en bordure du désert
de Rub El-Khali), on ne « *qat* »

pas il y a dix ans, et la plante n'y est
pas de bonne qualité. » Sans doute
l'apparition des routes et la plus
grande facilité de transport ont-elles
contribué à l'extension du *qat* dans
tout le pays.

On dit que l'arbre vient d'Ethio-
pie. Il aurait été découvert, comme
le café, par un berger qui aurait
remarqué le comportement eupho-
rique de ses chèvres lorsqu'elles bron-
taient certaines feuilles. Rien ne
prouve la véracité de cette légende,
ni pour le *qat* ni d'ailleurs pour le
café, dont la culture a reculé sensibi-
lement au Yémen depuis plusieurs
années au profit du *qat*. Ce n'est pas
seulement en raison de caprices de
« drogués ». Le *qat* demande sim-
plement moins d'entretien que le
café. Les avis sont partagés sur
les effets primaires et secondaires de
sa consommation.

Pour Claudie Fayein, qui est
médecin, rappelons-le, le *qat* ne pré-
sente aucun risque d'accoutumance.
Pour elle, le seul point négatif du *qat*
est qu'il grève sévèrement le budget
familial. Elle raconte comment, un
jour, elle a vu arriver à l'hôpital une
jeune piteusement et tenant dans ses
bras un enfant malade et atteint de
malnutrition. Tout l'argent du
ménage passait dans la consumma-
tion de son époux.

« Sinon, dit-elle, les risques sont
mineurs : constipation, anorexie. Je
ne crois pas tellement aux cancers
de l'estomac provoqués par le
qat ». Quant à l'aspect drogue,
même si le *qat* agit comme une sorte
d'amphétamine, tout le monde
s'accorde à dire que les hippies ne
s'y sont pas trompés. Ils ont fait
quelques incursions au Yémen dans
les années 70, mais ont sans doute
été découragés par le rapport entre
l'effort que demande le masticage
pendant des heures et l'effet somme-
toute très faible qui en résulte.

En revanche, le *qat* joue une fonc-
tion sociale positive. D'abord, il abo-
lit les barrières sociales. Non pas
que riches et pauvres « *qat* » tou-
jours ensemble dans le même *mufrej*

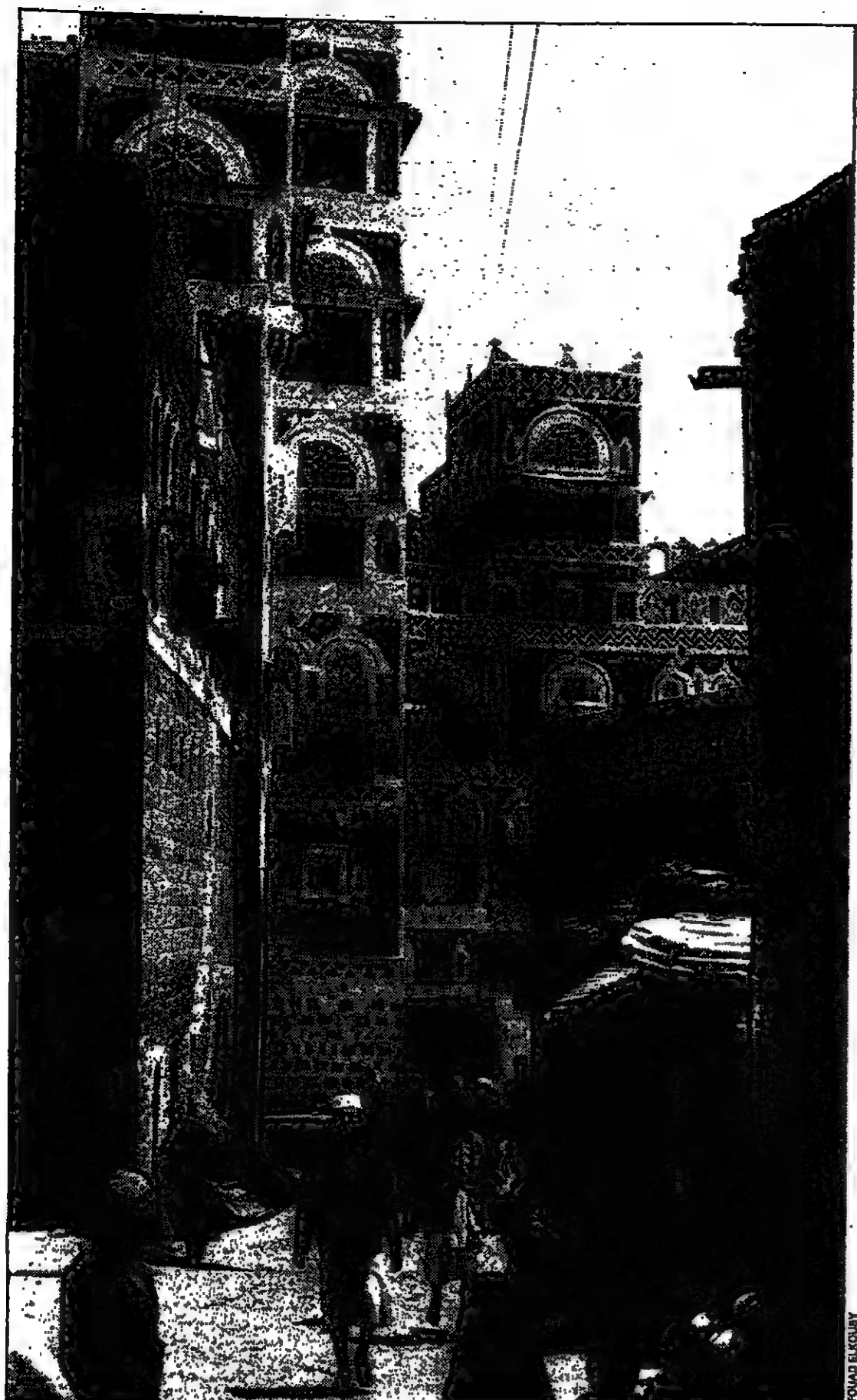
— Il existe même des parties de *qat*
très luxueuses avec musiciens, et
d'autres plus populaires dans les
échoppes des souks — mais un
employé ira plus facilement trouver
son patron au moment de la partie
de *qat* s'il a quelque chose à lui
demander. Il est presque sûr d'obte-
nir satisfaction.

Des affaires importantes se
concluent lors des séances de *qat*.
Des séances qui durent plusieurs
heures. Il faut en effet « commaga-
ner » les feuilles de *qat* dans la bou-
che en les coquant à l'intérieur de la
joue, ce qui donne vite un « *qateur* »
l'air d'être affligé d'une rage de
dents. Le suc des feuilles coule len-
tement dans la gorge. Comme le *qat*
donne soit, on boit du thé ou de l'eau
fraîche, et l'on fait circuler le nar-
guilé. Depuis quelques années, les
femmes « *qat* » aussi, entre elles,
mais, selon Claudie Fayein, ce sont
surtout les femmes âgées : les plus
jeunes trouvent la joue rebondie par
trop inesthétique.

Front uni des femmes

Les femmes yéménites intriguent
beaucoup le touriste. A Sanaa, elles
circulent dans les rues vêtues de noir
des pieds à la tête et voilées. Dans
les campagnes, elles ont l'air plus
libres, de même qu'elles sont moins
souvent voilées dans une ville
comme Ta'ez, où se fait sentir
l'influence de la République démocra-
tique et populaire du Yémen et
de sa capitale Aden. A la campagne,
les femmes partagent davantage la
vie des hommes et les obtiennent,
notamment lors des travaux des
champs. A Sanaa, en revanche,
hommes et femmes mènent une vie
rigoureusement parallèle. Encore
que, comme le souligne Claudie
Fayein, « aujourd'hui, dans nombre
de foyers, les femmes mangent avec
les hommes. Autrefois, elle les ser-
vaient et se nourrissaient des restes. »

(Lire la suite page 17.)



par Marie-France
Calle

« J'ai appris l'arabe, l'eth-
nologie ; j'ai passé mon
diplôme de médecine
tropicale... et j'ai appris
à monter à cheval. »
Lorsque Claudie Fayein — qui nous
reçoit à Paris — se rend au Yémen
pour la première fois en 1951, il
n'existe ni routes carrossables, ni
électricité, ni canalisations. Cette
femme médecin qui voulait partir
loin de Paris « pour un an, par
plus » s'est retrouvée au Yémen par
hasard. « C'était le seul pays qui
acceptait de me donner un contrat
d'un an. Peut-être encore par
méfiance envers tout ce qui était
étranger, les Yéménites n'en accor-
daient pas de plus long. Eh ! bien
pourtant, au-delà de cette période,
ils ne voulaient plus me laisser par-
tir. » Claudie Fayein leur était deve-
nue indispensable.

A l'époque, elle était le seul mé-
decin occidental, à l'exception d'un
vieux Italien. Le chirurgien français
avec lequel elle devait fonder la Mis-
sion médicale française au Yémen
du Nord était mort des suites d'une
maladie à Aden. Il n'y eût donc pas
de Mission médicale — elle s'instal-
lèrent plus tard à Ta'ez — mais Clau-
die Fayein resta au Yémen.

Sa rencontre avec ce pays,
d'abord fruit du hasard, devient vite
une histoire d'amour. Il faut dire
qu'elle ne ménage pas sa peine.
Fonctionnaire en Arabie du Sud, elle
parcourt inlassablement le pays à
cheval. Elle soigne, conseille, et, sur-
tout, elle se met à l'écoute de cette
région qui s'ouvre à peine au reste
du monde.

Dans un village situé non loin de
Beit-el-Faqih, à l'orée de la Tehama,
la plaine côtière qui longe la mer
Rouge, elle rencontre un devin, un
grand sorcier dont la réputation est
connue dans tout le Yémen. Il lui
dit : « Vous aimez le Yémen autant
que votre propre pays... » Elle dit
que c'est vrai. L'écouter raconter ses
expériences en Arabie heureuse est
un enchantement.

Elle se souvient entre autres de la
ville de Sanaa telle que nous ne la
connaissons jamais, où le promeneur

ne butait pas sur les déchets en plas-
tique, où les ruelles n'étaient pas
malodorantes. « A l'époque, dit-elle,
on flânait dans Sanaa parmi des
allées de sable fin et les jardins
étaient pleins de fleurs. Bien sûr,
nous nous éclairions à la lampe à
pétrole et il n'y avait pas le tout-à-
l'égout. »

Mis à part l'allusion à l'électricité
et au tout-à-l'égout, c'est à quelque
chose près la description que fit de
son arrivée à Sanaa le Danois Car-
sten Niebuhr, qui avait entrepris en
1761 une expédition en Arabie du
Sud sur l'ordre de l'Académie des
sciences de Copenhague : « La mai-
son, composée seulement de belles
pièces, était placée au milieu d'un
verger rempli de toutes sortes
d'arbres fruitiers qui semblaient
sauvages. C'était un jardin de style
arabe, avec des jets d'eau et des bas-
sins, et où l'on recherchait l'ombre et
non les promenades... »

Cadeau empoisonné

L'arrivée de l'eau dans le vieux
Sanaa a eu l'effet d'un cadeau
empoisonné. « Les premières cana-
lisations étaient en matière plastique.
Installées à 30 centimètres de pro-
fondeur, elles n'ont pas résisté aux
chocs de la circulation automo-
bile », explique Abd-Ar-Rahman
Al-Haddad, qui dirige le Bureau
exécutif pour la sauvegarde de la
vieux ville de Sanaa. « Il faut dire,
ajoute-t-il, que le vieux Sanaa avait
été construit pour le transport par
animaux, et que l'infrastructure en
général n'était pas préparée à l'arri-
vée des techniques nouvelles. »

Résultat : les premières cana-
lisations ont éclaté ; il y a eu des infil-
trations ; et des maisons se sont
effondrées. Aujourd'hui encore,
M. Al-Haddad estime que dix-huit
ou dix-neuf maisons datant du
Moyen Age sont en danger.

Pourtant, le progrès est irréversi-
ble, et personne ne songe à vivre
sans eau courante, sans électricité,
voire sans téléphone, dans le vieux
Sanaa. D'où la délicate mission du
Bureau pour la sauvegarde de la
vieux ville, qui consiste à allier
modernité et tradition. « Autrefois,

les gens avaient des puits. En quel-
ques années, la consommation d'eau
a été multipliée par cinq. Cela pose
un véritable problème », raconte
M. Al-Haddad. La nappe phréati-
que est de plus en plus difficile à
atteindre et il n'est plus question
d'arroser les jardins ni d'alimenter
des jets d'eau. La réfection du sys-
tème d'égouts a coûté 9 millions de
dollars, et elle est pratiquement ter-
minée. Selon M. Al-Haddad, 80 %
des habitations du vieux Sanaa sont
actuellement reliées au tout-à-
l'égout.

Les travaux ont été confiés à des
Coréens et le financement a été
assuré en partie par le gouverne-
ment de Sanaa, en partie par l'aide
extérieure. Aujourd'hui, Sanaa fait
partie, au même titre que Venise et
Fès, du patrimoine culturel mondial
placé sous la protection de
l'UNESCO. A défaut de revenir
aux structures médiévales, on peut
donc espérer sauver Sanaa du désas-
tre total.

Lorsque Claudie Fayein se sou-
vient de son premier séjour à Sanaa,
en 1951 donc, il lui revient des
images « de luxe et de beauté ». « Lors-
que l'on revenait des villages
où régnait une véritable pauvreté, le
retour à Sanaa, c'était le retour vers
la beauté. » Et elle regrette que,
aujourd'hui, les Sanaas les plus for-
tunés aillent construire des maisons
en « béton international », comme
elle dit, dans la banlieue de Sanaa.

« C'est vrai, confirme Abd-Ar-
Rahman Al-Haddad, ce sont les
familles les plus pauvres qui habi-
tent la vieille ville. Nous faisons
cependant porter tous nos efforts
sur une revalorisation du vieux
Sanaa, notamment en restaurant
des caravansérails. L'un d'entre eux
a été entièrement rénové, et nous y
avons installé un centre de promo-
tion de l'artisanat ». Les travaux de
restauration ont débuts il y a trois
ans. Peut-être un jour les riches
Sanaas redécouvriront-ils le
charme de leur vieille ville. « De
toute façon, raconte Claudie Fayein,
les maisons appartiennent encore à
ces familles riches qui se sont ins-
tallées dans les banlieues. Au
Yémen, on ne vend pas sa maison.
Les plus fortunés ont prêté ou loué

Club Aventure

EXPEDITIONS · RANDONNEES

30 pays 63 destinations

D'authentiques voyages d'Aventure
à vivre en pleine action.

Club Aventure

CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE

122 RUE D'ASSAS · 75008 PARIS (1) 46.34.22.60

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

LA TABLE

Sur champ d'azur, les nouveautés de la Côte

LES estivants auront, cet été, du neuf à se mettre sous la fourchette. Suivez le guide !

A Monte-Carlo : le *Café de Paris* (place du Casino, tél. 93.50.57.75), dans son nouveau décor, fait fureur (et éclipsait presque le ruineux *Louis XV*) avec ses menus et sa carte « soupe ».

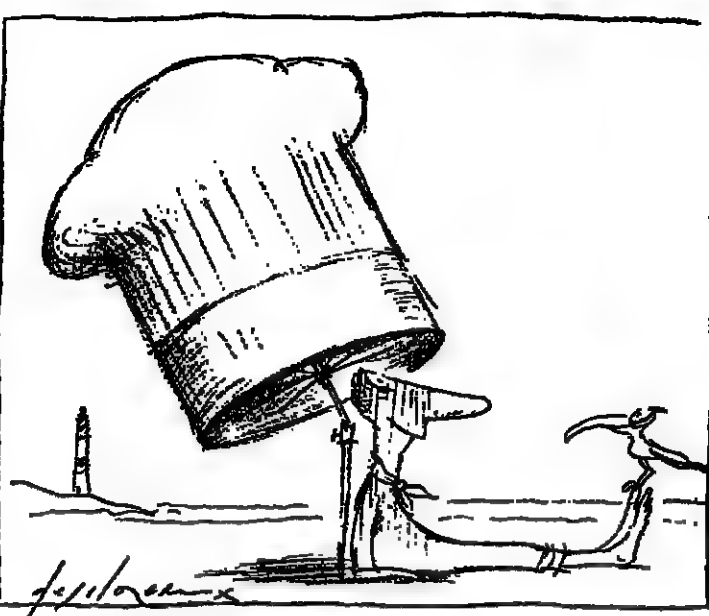
A Roquebrune-Cap-Martin : le *Vistaro* (perché sur la Grande Corniche, tél. 93.50.65.80). Restaurant du Vista Palace, il vient de s'attacher les services du jeune chef Philippe Marc (il débuta chez *Laurent*, à Paris). Menus 230 F et « gourmet » à 420 F et carte. Filets de rougets aux copeaux d'olives, loup rôti à la badiane, agneau de Sisteron au céleri et artichauts braisés, etc.

A Eze-Village, où la disparition du cher Bruno Ingold laisse sa *Chèvre d'Or* un peu désemparée, le *Château Eze* (tél. 93.41.12.24) a trouvé un nouveau chef en Bruno Cirino (revenu bien déçu de deux saisons à Saint-Jean-de-Luz). Souhaitons que ce « tout bon » y trouve la stabilité.

A Beaulieu-sur-Mer, outre les deux incontournables : la *Réserve*

et le *Métropole* (et à ce dernier, pour remplacer Alex, le barman à la retraite, Jean-Pierre Contant, se révèle excellent, à recommander : son « cottage », cocktail au malt whisky), à Beaulieu donc, où Jean-Paul Potier (nom illustre dans la profession) anime l'Hôtel Carlton et où la *Chicorée* propose un menu à 55 F boisson et café compris, il faut signaler sur le port de plaisance un nouveau : le *Fidji* (tél. 93.01.41.41), au calme et clair décor, à la carte originale (le jeune chef travailla avec l'illustre Denis, rue Rennequin). Menus à 80 et 120 F et carte : damier de poivrons doux au four, tarte de merlu, tagliatelles à la langoustine, canard à l'indienne, etc.

A Saint-Jean-Cap-Ferrat, où l'on ne verra plus la bonne Marie Venturino aux fourneaux éteints des *Hivondelles*, où le *Provencal* et le *Triomphe* seraient à vendre, où triomphent toujours la *Voile d'Or*, sur le port, et le *Grand Hôtel* (avec une nouvelle direction mais toujours Jean-Claude Guillon au « piano »), un très bon petit bistrot, le *Capitaine Cook* (11, avenue Jean-Mermoz, tél. 93.76.02.66), voué aux pois-



sons et de prix honnêtes. Et enfin, l'événement : l'ancienne résidence *Bedford*, transformée, est devenue le *Royal Riviera* (3, avenue Jean-Monnet, tél. 93.01.23.07). Très élégant 4 étoiles luxueuses de 64 chambres.

A Villefranche-sur-Mer, le *Massary* (avenue Léopold-II, tél. 93.01.03.66), avec sa vue admirable sur la rade et qui, mal dirigé, était en perdition, vient d'être repris par Jean-Max Haussy (ex-Négresco) et un chef, ancien de l'*Esquadrone*. C'est une résurrection. Menu des déjeuners de semaine à 190 F et de 295 F à 400 F et la carte. J'en reparlerai.

A Juan-les-Pins, si le casino n'est pas près d'ouvrir, l'établissement hôtelier qui l'habite, énorme construction moderne, devrait, lui, ouvrir dès le 15 juin.

A Nice, enfin, vous redécouvrirez, avec plaisir le *Don Camillo* (5, rue des Ponchettes -

tél. 93.85.67.95), repris par Franck Cerutti, jeune cuisinier de talent, assisté de sa jeune femme en salle. C'est peut-être ici, si l'on excepte le *Négresco* dont je parle ci-dessous, l'événement de l'année, la carte très « nissarde » (ravioli de daube, morue au ragoût, lapereau « porchetta », chaud-froid de citron et mandarine) mâtinée d'italianisme (osobuco aux gnocchis, tagliarini à l'encore de sèche, tiramisù florentin), avec des vins du pays et d'Italie, des prix doux (menu 135 F). Fermé dimanche et lundi matin.

LA REYNÈRE.

P.S. — Mais la pérennité demeure, et vous irez faire vos emplettes : huile d'olive remarquable, entre autres chez *Alzari* (14, rue François-de-Paule) et vos fruits confits et chocolats à la centenaire maison *Auer* (7, rue François-de-Paule), dans le Vieux Nice.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE
HOSTELLERIE MUNSCH***
« Aux ducs de Lorraine »
Pied de l'Eau-Koenigsbourg,
séjour agréable, promenade, 1/2 pension.
Tél. 89-73-80-00.

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Belle vue sur la mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-62-26 - Tél. 478-10.
Télécopie 93-16-17-93.

HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-53-30-00
Plein centre-ville, calme,
Petit parking, grand jardin,
chambres, TV couleur,
téléphone direct, minibar.

Languedoc

VACANCES AU SOLEIL EN PROVENCE
Vallée de la CEZE (Gard)
M. Maurice COSTE (3^e génération)
et l'HOTEL DU COMMERCE**
30630 GOUDEARGUES
Vous proposons leur prix de pension com-
plète, vin de pays et taxes compris, 1^{er}/5
au 5/1, de 165 F à 190 F (suppl. ch.
ind.), 6/7 au 24/8, de 185 F à 215 F
(suppl. ch. ind.), 24/8 au 24/10, de
165 F à 190 F (suppl. ch. ind.).
Réduction de 5 % pour 15 jours pleins
(sauf du 6 juillet au 24 août).
Accueil, confort, ambiance familiale,
nombreux loisirs tels que baignade,
tennis, mini-golf, location de vélos, ran-
domnées pédestres et excursions en car de
l'hôtel plusieurs fois par semaine.
Régimes assurés.
Doc. rapide sur demande au
66-52-30-65.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Village XVIII^e s.
Plus haute comm. d'Europe, 2040 m.
Randon. pédestre.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard. Chambres, studios gd
luxe de 55 F à 160 F par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo
en sept. Piscine, tennis, billard.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur,
téléphone direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

DRÔME PROVENÇALE
4 heures PARIS TGV. Site except.
Randonnée. Sauna, piscine, etc. Cuisine à
votre goût. On ne fume pas à table.
Bibliothèque, gd conf. TV. Tél.
dir. Mireille COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE
D'AUBRESS.
36116 NYONS - Tél. 75-26-12-85.

Sud-Ouest

PÉRIGORD
AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS***
PISCINE
1/2 pension à partir de 180 F.
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. 53-29-95-94.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE,
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-378-6111. Tél. 916-228.
Télécopie 19-44-1-378-6578.
Hôtel moderne et accueillant.
Prix de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, métro.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES***
Saint-Marc 1936
Réservation : 19-39-41/52-32-333
Fax : 1939-41/52-03-721.
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

Vérone

NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 19-39-41/52-32-333
Fax : 1939-41/52-03-721.
Atmosphère intime, tout confort.

Suisse

CH-3862 Crans-Montana
Mes vacances d'été, je les passe au pays
du soleil, des promenades et des sports !
HOTEL ELIDORADO
dote de tout le confort moderne.
Fam. F. BONVIN
Tél. : 19-41/27/41-13-33

LEYSIN 1400 m. Alpes Vaudoises
HOTEL SYLVANA***
Vos vacances à montagne.
Tennis, randonnées pédestres. Splendide
panorama. Chambre tout confort.
Mai-juin : demi-pens. 62 FS
(env. 240 FF). Réduction 3^e âge : 8 %.
Fam. BONELLI
Tél. : 19-41/23/34-11-36

TOURISME
GRÈCE

CROISIÈRES SUR VOILIER 13
Location cabine ou bateau entier.
Prix très intéressants.
Tél. (1) 39-41-13-08.

ÉTÉ 1989
SÉJOURS ENFANTS
A LA MONTAGNE

(agréé Jeunesse et Sports)
Haut-Doubs. Alt. 900 M.
TGV 3 heures de PARIS
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5
à 14 ans) dans ambiance très familiale
dans ancienne ferme XVII^e siècle, confort-
ablement restaurée, au milieu des platé-
rages et des forêts. Accueil limité à
15 enfants. Activités proposées : tennis,
poney, jeux collectifs, découverte des
lieux, milieu rural, peinture sur bois,
fabrication du pain.
Prix : 1450 F par semaine/enfant.
Tél. (16) 51-39-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

Le Chantecler
(Hôtel Négresco)
à Nice

La salle, d'abord. Complète-
ment transformée, ornée de boi-
series anciennes et richement
décorée, avec l'accueil gracieux
de Danielle Le Stanc, un person-
nel stylé dirigé par Alan Hanna
et, enfin, la cuisine de Dominique
Le Stanc, ce Breton venu d'Alsace
à la conquête du Sud, moderne et
généreux, consciencieux et imagi-
natif, la tête solide (ce qui ne veut
pas dire « grosse » !). Ainsi le
départ de Jacques Mœdlin ne
sera pas une perte pour le
Négresco, puisqu'il est remplacé
par... le maximum !

La carte, donc, bilingue, pro-
pose les « Impressions de Pro-
vence et d'Azur » (pied d'agneau
farci à la ratatouille, raviolis de
blettes, tripes et rougets à la
nicoise, stockfish de homard) ; le
« retour du marché » (asperges
aux morilles fraîches en feuilleté,
langoustes à la nage de basilic,
agneau de lait rôti aux herbes) ; la
carte des classiques Le Stanc
(salade de pigeon fumé aux len-
tilles, dorade royale grillée au
thym, blanc de volaille en
cocotte, steak haché au coulis de
tomates, olives noires et cébistes
confites) avant les somptueux
desserts. Belle cave, en l'imagine.
Menus à 390 F et 500 F, et carte.

● LE CHANTECLER,
37, promenade des Anglais,
06000 Nice.
Tél. : 93-88-39-51.
A.E.-D.C.-C.B.

Le Cadre noir
à Paris

La façade (noire, bien sûr),
cache une petite salle claire et

fraîche avec une carte où l'on
peut choisir un seul plat (sur une
dizaine) pour 58 F, une entrée et
un plat (pour 78 F). Les fromages
s'ajoutent (32 F) et les desserts
(32 F à 40 F).

Avec le vin, cela donne des
additions diverses mais honnêtes
pour une cuisine sagement variée
(du tarama et ses blinis à la
salade de foies de volaille aux rai-
sins, des filets de pis à l'ail doux
à la fricassée de pétoncles, du
filet de bœuf au vin de Loire au
magret aux fruits).

● LE CADRE NOIR,
4, rue Gounod,
75017 Paris.
Tél. : 40-54-02-29.
Fermé samedi midi
et dimanche.
Carte bleue.

Cazaudehore
à Saint-Germain

Ce « Relais et châteaux » vient
de perdre son étoile au *Michelin*
89. Excellente occasion pour y
aller contrôler l'absurdité de ce
jugement. En ces jours de beau
temps, quel plaisir de déjeuner ou
dîner dans ce cadre de verdure !

La carte a évolué en gardant
« l'esprit » béarnais familial : coufs
à la pipérade, chivet de lamproie,
tripes à la polcaise, filet de porc en
confit pommes landaises, filets de
canard gras à l'émulsion de mou-
tarde, etc.

Mais aussi, échappant au défilé
des foies gras (c'est ou canard) et
son verre de Sauternes, décou-
vrez l'aileron de raie au vinaigre
de grognet, le homard à la nage
beurre blanc, le fromage blanc de
campagne à la crème, le bûche
glacé au nougat de Poissy, liqueur
régionale. Très belle cave. Com-
pter 400 F. Menu à 120 F pour
moins de huit ans.

● LA RENAISSANCE,
58470-Magny-Cours
Tél. : 85-68-10-40.
A.E.-D.C.-C.B.

tar 400 F. Menu à 120 F pour
moins de huit ans.

● CAZAUDEHORE
2, avenue Kennedy,
72100 Saint-Germain.
Tél. : 34-51-93-80.

La Renaissance
à Magny-Cours

La fortune sourit aux aude-
ceux ! Il en fallait de l'audace à
Jean-Claude Dray pour s'installer
ici, alors que l'autoroute espère les
familiers de la Nationale 7. Mais
voilà que le circuit automobile
annoncé, non seulement fera vivre
les quelques chambres de cette
jolie maison de village, mais com-
plètera le contingent d'amateurs
d'une cuisine solide, teintée de
régionalisme.

On trouvera jambon cuit à l'os
à la maison, jume et pied de porc
crème de haricots blancs, tapi-
naude morvandelle, mais aussi
turbot au gingembre, granouilles
sautees sur coulis de lentilles
vertes, ris de veau « entier » en
cocotte, et encore le rognon aux
échalotes confites, les fromages
servis avec une salade aux noix et
une carte des desserts venue tout
droit du pays de Dame Tardine.
Belle cave, notamment de vins de
la région (il pousse l'indulgence). Menus
à 180 F, 280 F, 320 F et 420 F
— et carte.

● LA RENAISSANCE,
58470-Magny-Cours
Tél. : 85-68-10-40.
A.E.-D.C.-C.B.

La Tour du roy
à Vervins

La Thiérache est abandonnée
des touristes, et c'est sans doute
un tort. Et, alentour de Vervins,
les églises fortifiées de Plomion,
Prisces et Hary sont, avec la val-
lée de la Serre, à connaître. Avec

pour point de chute ce manoir du
XV^e siècle sur les remparts de Ver-
vins (15 chambres) et, dans le
restaurant, la cuisine d'Annie
Desvignes, une Dame d'A.R.C. de
qualité, attachée à « sa » cuisine
régionale.

Ici les escargots sont en char-
trasse et complétés de granouilles
en verdure, le porclet « en mar-
cassin », la salade du roi « Grad-
lon » au homard, la rosage
d'agneau de lait aux deux lingots,
et les desserts à la crème fraîche
de Thérache, avec la tarte ver-
noise. Menus à 150 F, 220 F,
260 F et 320 F. Week-end gour-
mand à 700 F.

● LA TOUR DU ROY,
45, rue du Général-Leclerc,
02140 Vervins
Tél. 23-89-00-11.
A.E.-D.C.-C.B.

Le Relais
à Mougins

Juste quelques lignes pour rap-
peler ce bon relais *Relais Gour-
mand*, sur la place de la Mairie du
vieux village. Les menus d'André
Surnain et Roger Heyd : « Gour-
mand » pour 225 F, et « Décou-
verte » pour 340 F, tous deux de
la région (il pousse l'indulgence).
A la carte, des trouvailles comme la fricassée
froide et bouquets et homards ou
le sauté de gambas au fenouil, le
homard en 3 services et la salle
d'agneau de Sisteron au sabayon
d'ail doux et jus de basilic. A la
carte, compter 500 F.

● LE RELAIS
Place de la Mairie,
06250 Mougins.
Tél. : 93-90-03-47.
Carte bleue.
Chiens acceptés.

L. R.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de pty, élevé en
foudre de chêne, aromatisé, pour vous.
AMATEURS, profitez de nos carnes spé-
ciales : RÉDEMPTEUR 1981 millésime 1983
et blanc de blancs. Tarif sur demande à
R.M. DUBOIS P. & F. (3), « Les Alambics »
VENTEUSE, 51200 ÉPERNAY. 26-52-03-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime en sec et moelleux.
L. LABAT-LABONNETTE, 6410 JURANÇON.
Tarif sur demande.

SUISSE
LA BONNE ADRESSE

100 lits et confort, tranquillité, etc. privilégiée à
200 m de la gare et du centre des affaires.
Chambres avec radio, TV, ligne téléph. direct. Service
24 h sur 24. Bar, et salles de conf. de 10 à 60 places.
48, av. de la Gare - Tél. 1941/21-20-57-71 - Tél. 400-044.
Fax 1941/21-205-774.

LAC DE GENÈVE - MORGES
Hôtel du Mont-Blanc au Lac
Bord du lac, des 65 FS (env. 260 FF) av. petit déjeuner en chambre double. Arrang. fam.
Tél. : 19-41/21/802-3072. Télécopie : 19-41/21/801-51-22

GASTRONOMIE

LE CHALET des ILES
AU BOIS de BOULOGNE
Traversée en bateau
Table de qualité
Cadre de charme
et prix sages
DEL - DINERS TS LES JRS
Réservations 42.88.04.69

HADAMOND
Ses spécialités TRIPES - POISSONS
SALONS POUR REPAS D'AFFAIRES
24, rue de la Grande-Truanderie
LES HALLES
PARIS-1^{er}
Fermé dimanche et lundi midi
OUVERT EN AOUT
Tél. : 42-39-06-72

RÉSIDENCES CAMPAGNE
MER MONTAGNE

VENISE
A LOUER
Luxe mini-appartements entièrement
aménagés. Quartier Saint-Marc centre.
3/5 personnes.
Séjour minimum : une semaine.
Appartement luxueusement aménagé.
Vue sur le grand canal.
Séjour minimum : une semaine.
Tél. 193941/5228933.
Tél. 193941/5203721.

LOUE
à FRÉJUS (Var)
Dans VILLA avec jardin.
APPARTEMENT pour 4 personnes.
Juin, juillet, août, septembre.
Tél. : (16) 94-51-02-02

مكتبة الشامل

DECOUVERTE

Le Monde sans visa • Samedi 27 mai 1989 17

Deux Français au Yémen

(Suite de la page 15.)

Il ne faut pas croire pour autant que les femmes soient systématiquement malheureuses derrière leurs voiles. Les féministes s'abstiennent : le port du voile peut être une protection extraordinaire. Et tous ceux qui s'opposent devant les petites filles — dès l'âge de dix ans elles touchent leur superbe frimousse derrière un voile noir — devraient savoir que nombre de ces fillettes sont fières le jour où elles ont le droit de sortir ainsi, affichant, comme le dit Claude Faycin, leur « toute jeune féminité ». Notre interlocutrice déteste une foule d'anecdotes sur la vie de ces femmes yéménites qu'elle a côtoyées, dont elle a partagé les confidences... et parfois le harcèlement pour une nuit d'épave dans un village.

« La plupart ne m'invitent pas, dit-elle. Une fois, une femme m'a fait remarquer, avec un apitôvement sincère, que mes pieds étaient abîmés. J'avais les pieds d'une femme qui travaille dur... » Bien sûr, il y a les mariages en très bas âge, lorsque la fillette n'est pas encore nubile. Il y a le manque d'instruction dont souffrent encore beaucoup de femmes. Mais, là aussi, les choses évoluent. De plus en plus de jeunes filles fréquentent l'université (cinq mille filles sur quinze mille étudiants à Sanaa), et, même dans les villages, les écoles désignent un tiers de filles autorisées à fréquenter l'école. Lors des dernières élections, quinze mille femmes ont voté.

Claude Faycin raconte aussi que les femmes forment un front uni contre les hommes et qu'elles adorent leur jouer des tours, s'amusant beaucoup, par exemple, lorsque leur propre mari ne les reconnaît pas dans la rue, empaquetées qu'elles sont dans leurs voiles noirs, à une heure où il les croit à la maison. « A table, elles utilisent même un langage entre elles que les hommes ne comprennent pas », explique-t-elle.

Cela dit, le vêtement féminin yéménite et la tradition de guérison représentent un côté très négatif : les entraineurs chez de nombreuses femmes un rattachement grave qui peut finir par la santé des enfants qu'elles mettent au monde. Claude Faycin a interviewé une

centaine de femmes lors de son deuxième séjour au Yémen — à la fin des années 70 — dans les villes et dans les campagnes. « J'ai retenu quarante cas. Il y en a de tragiques, il y en a de sérieux, comme par exemple, l'espérance que le livre que Claude Faycin consacre à ces quarante femmes yéménites sera bientôt en librairie.

Le Yémen s'ouvre au monde extérieur. Et, en s'ouvrant, il se découvre dans toute l'étendue de son histoire, autrement dit jusque dans ses racines préislamiques (ce qui pose toujours un problème dans un pays arabe : il y est décrié en axiome que tout ce qui a précédé l'islam n'était qu'obscurantisme). Toujours est-il que pendant des siècles le pays est resté inexploité par les archéologues, et qu'aujourd'hui encore les fouilles ne font que commencer. Raison essentielle : la situation politique à l'intérieur du Yémen.

Monnaie d'échange

Christian Robin, qui a commencé à faire des repérages en 1972, explique pourquoi une première mission archéologique a échoué en 1972 : « Les archéologues américains avaient reçu l'autorisation de l'imam Ahmed pour commencer des fouilles à Mareb. Mais cela reposait sur un malentendu politique. L'imam Ahmed avait eu besoin du soutien des tribus de la région de Mareb pour récupérer son trône à la mort de son père, assassiné en 1948. Il pensait qu'il était bon de pouvoir compter également sur le soutien des Américains. Il leur donna donc l'autorisation d'entreprendre des fouilles. Lorsque la mission se rendit sur place, fin 1971, l'imam avait consolidé son pouvoir et il n'avait plus du tout envie d'avoir des Américains au Yémen. Il a donc montré les tribus contre les archéologues. » Cela étant, d'une part les archéologues sont partis sans avoir de grands dommages, d'autre part, ils avaient commis quelques erreurs psychologiques. Ils n'avaient pas de thalers pour payer les ouvriers yéménites. Grave erreur dans un pays où la pièce d'argent à l'effigie de Marie-Thérèse d'Autriche servait de monnaie jusqu'en 1962, resta de la campagne d'Égypte de Napoléon ! Et

puis ils étaient armés, ce qui est toujours mal vu dans les tribus : les hommes des tribus se promènent généralement avec la jambia (le poignard traditionnel) à la ceinture et la kalschiklov en bandoulière, mais c'est une privauté que les étrangers ne doivent pas partager. Toujours est-il qu'il fallut attendre le milieu des années 80 pour que reprennent des fouilles timides.

Actuellement, le gouvernement central contrôle assez bien les tribus en voie de sédentarisation qui vivent en bordure du désert de Rob-el-Khali, même s'il faut savoir que les incidents ne sont pas rares. Ainsi arrive-t-il à des touristes imprudents soit de faire les frais d'un règlement de comptes entre tribus rivales, soit de servir de monnaie d'échange contre une école. D'ordinaire, les choses se terminent bien. Comme l'histoire de ce journaliste américain qui, à Noël dernier, fut pris en otage avec sa famille. Il se trouva si insupportable, causant tout dans la cabane où il était retenu, que ses ravisseurs décidèrent de le relâcher, écumés par tant d'agitation.

Les archéologues français, quant à eux, sont contents : la Direction des antiquités leur a accordé l'an dernier le droit de fouilles dans le Jawf, la région considérée comme étant la plus riche du point de vue archéologique. Le 14 avril dernier, Christian Robin faisait une communication à Paris, résumant qu'il avait découvert avec une mission italienne des inscriptions indiquant que les sites les plus anciens remontaient à l'an 800 avant J.-C. et non à 500 comme on le croyait jusqu'alors.

A droite de la Mecque

Et puis il y a Baraqish. On ne peut pas imaginer que Dino Buzzati ait conçu ailleurs le *Désert des Tartares*. Et pourtant, ce site a été ouvert aux visiteurs il y a fort peu de temps. Il est encore intact, les archéologues italiens chargés des fouilles n'ayant pas encore commencé leurs travaux. On y voit les restes d'une cité caravanière musulmane en forme de croissant (300 m sur 200, environ). De hautes murailles, une pierre calcaire de grande qualité. Le tout domine la plaine. Les trois cent cinquante inscriptions dénombrées sur les murs de Baraqish permettent de retracer l'histoire de la ville. On se contentera de dire ici que Baraqish était l'une des cités les plus proches de la route des aromates vers la fin de l'ère antique avant notre ère.



MARCEAU

Reste la question que tout le monde finit par se poser : le Yémen est-il l'Arabie heureuse ? Pourquoi ce nom qui lui est resté, *Arabia felix* ? Certes, il y a les paysages verts et riants des cultures en terrasse qui dégringolent le long des montagnes impressionnantes (à observer depuis des cols qui se trouvent à 3 000 mètres d'altitude environ). Mais lorsque Carsten Niebuhr revient de son expédition en novembre 1767, seul survivant parce que ses quatre compagnons ont succombé à la malaria, il se demande bien pourquoi on dit que le Yémen est l'Arabie heureuse.

Thorild Hansen, retraçant l'expédition de Carsten Niebuhr dans son livre *La Mort en Arabie* (1), fournit l'ultime explication, celle que tout le monde connaît aujourd'hui : « Tout cela repose sur un malentendu, parce que le nom d'Arabie heureuse est une erreur de traduction. (...) En arabe, *Yemen* signifie à l'origine la main droite ou le côté droit. Lorsque les Arabes veulent désigner les points cardinaux, ils se tournent depuis l'aurore

des millénaires vers l'est, tout comme nous trouvons naturel en Europe de regarder le nord. (...) Le Yémen est donc tout simplement le pays qui est à droite (de La Mecque), le pays vers le sud. Or, disent les Arabes, la main droite est quelque chose de beaucoup plus distingué que la main gauche (...), et le mot « droite » ou « émen », en est

venu à signifier heureux, qui porte bonheur. » Et il ajoute : « En réalité ce mot signifie seulement l'Arabie du Sud. Carsten Niebuhr ne le saura jamais... »

MARIE-FRANCE CALLE

(1) Thorild Hansen : *La Mort en Arabie*, Actes Sud, Collection « Terras d'aventure ».

Carnet de route

● **YALLER**
Le Tourisme français (98, rue de la Victoire, 75429 Paris cedex 09, tél. : 42.80.67.80) propose un circuit avec guide-accompagnateur : Yémen, mer Rouge et Arabie heureuse. Durée : neuf jours de Paris à Paris. Prix par personne : 14 550 F. Hébergement dans des hôtels de luxe à Sanaa et trajets en Toyota 4 x 4 à partir de la capitale. Départs : 6 juin, 4 juillet, 8 août, 5 septembre, 3 et 31 octobre.

Vous pouvez également vous rendre seule au Yémen (vol Air France direct une fois par semaine le mardi). Sur place, il faut immédiatement se faire enregistrer à l'office du tourisme qui délivrera un laissez-passer qu'il faudra montrer lors de contrôles (check-points) à plusieurs reprises, notamment si vous vous rendez dans le Nord, en bordure des régions désertiques. Vous pourrez louer une voiture avec chauffeur... ou faire de la randonnée à pied. Sur place, vous pouvez également contacter l'Agence YATA (Yemen Arab Tourism Agency, Airport Road St. 8 Sanaa).

● **A LIRE**
Si vous voulez vous informer sur le Yémen avant de partir, la librairie itinéraires (80, rue Saint-Honoré,

75001 Paris, tél. : 42.36.12.63) propose une sélection bibliographique complète sur ordinateur. On peut recevoir chez soi la liste complète des ouvrages consacrés au Yémen avec indication des prix et en passer la commande. Signalez notamment :

La petite Pléiade (éditions du Seuil) dont l'auteur est Claude Faycin.

— José-Marie Bel : *Architecture et peuple du Yémen*. Édité par le conseil international de la langue française (103, rue de Lille, 75007 Paris). Étude de l'architecture du pays et plus particulièrement, analyse complète d'une ville, Tawilah, ses constructions, ses coutumes, son mode de vie.

— Suzanne et Max Hirschi : *l'Architecture au Yémen du Nord*. Berger-Levrault. Analyse fondée sur l'étude détaillée de l'habitat et illustrée de nombreux plans et croquis.

— Pascal et Marie Maréchal : *Yémen d'Arabie — Un jour, un an, des siècles, le Yémen*, éditions Agap-Vio. Très bel ouvrage signé par deux architectes-photographes (cent vingt-trois clichés couleur) et accompagné par un texte de Dominique Champault.

PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS.

FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER

11980^F
18 JOURS
CIRCUIT INDE

SEJOURS ET CIRCUITS
NEW YORK : séjour en Waldorf Astoria, 8 jours (dép.). 5380 F
A LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA : Hâtes de l'été 1/2 pension. Accomp. français. 12875 F
A LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours (Hâtes de l'été) 1/2 pension. Accomp. français. 13985 F
MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour, 16 jours. 9450 F

• Séjours circuits au départ de Paris, à deux fins, à partir de 1000 F par personne.
• Séjour circuit individuel au départ de Paris, à deux fins, 18 jours (Grand tour), prix à partir de 1000 F.

A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.89.87.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 45.74.39.38 / Line Casse (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61 / 75000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minitel 3615 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le bon plaisir.

☐ Forum-Vols discount. ☐ Forum USA, Canada, Mexique.
☐ Forum Auto. ☐ Forum Bains méditerranéens, Afrique.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Ville : _____

*Cocher la case de la brochure à vous faire parvenir.

FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER

OBJECTIF : MONTAGNES & DESERTS

à pied, en 4x4 sous les étoiles

Sanara Kenya Népal Maroc, Mex, Tunisie, etc.

NOMADE

1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-2582-2583-2584-2585-2586-2587-2588-2589-2590-2591-2592-2593-2594-2595-2596-2597-2598-2599-2600-2601-2602-2603-2604-2605-2606-2607-2608-2609-2610-2611-2612-2613-2614-2615-2616-2617-2618-2619-2620-2621-2622-2623-2624-2625-2626-2627-2628-2629-2630-2631-2632-2633-2634-2635-2636-2637-2638-2639-2640-2641-2642-2643-2644-2645-2646-2647-2648-2649-2650-2651-2652-2653-2654-2655-2656-2657-2658-2659-2660-2661-2662-2663-2664-2665-2666-2667-2668-2669-2670-2671-2672-2673-2674-2675-2676-2677-2678-2679-2680-2681-2682-2683-2684-2685-2686-2687-2688-2689-2690-2691-2692-2693-2694-2695-2696-2697-2698-2699-2700-2701-2702-2703-2704-2705-2706-2707-2708-2709-2710-2711-2712-2713-2714-2715-2716-2717-2718-2719-2720-2721-2722-2723-2724-2725-2726-2727-2728-2729-2730-2731-2732-2733-2734-2735-2736-2737-2738-2739-2740-2741-2742-2743-2744-2745-2746-2747-2748-2749-2750-2751-2752-2753-2754-2755-2756-2757-2758-2759-2760-2761-2762-2763-2764-2765-2766-2767-2768-2769-2770-2771-2772-2773-2774-2775-2776-2777-2778-2779-2780-2781-2782-2783-2784-2785-2786-2787-2788-2789-2790-2791-2792-2793-2794-2795-2796-2797-2798-2799-2800-2801-2802-2803-2804-2805-2806-2807-2808-2809-2810-2811-2812-2813-2814-2815-2816-2817-2818-2819-2820-2821-2822-2823-2824-2825-2826-2827-2828-2829-2830-2831-2832-2833-2834-2835-2836-2837-2838-2839-2840-2841-2842-2843-2844-2845-2846-2847-2848-2849-2850-2851-2852-2853-2854-2855-2856-2857-2858-2859-2860-2861-2862-2863-2864-2865-2866-2867-2868-2869-2870-2871-2872-2873-2874-2875-2876-2877-2878-2879-2880-2881-2882-2883-2884-2885-2886-2887-2888-2889-2890-2891-2892-2893-2894-2895-2896-2897-2898-2899-2900-2901-2902-2903-2904-2905-2906-2907-2908-2909-2910-2911-2912-2913-2914-2915-2916-2917-2918-2919-2920-2921-2922-2923-2924-2925-2926-2927-2928-2929-2930-2931-2932-2933-2934-2935-2936-2937-2938-2939-2940-2941-2942-2943-2944-2945-2946-2947-2948-2949-2950-2951-2952-2953-2954-2955-2956-2957-2958-2959-2960-2961-2962-2963-2964-2965-2966-2967-2968-2969-2970-2971-2972-2973-2974-2975-2976-2977-2978-2979-2980-2981-2982-2983-2984-2985-2986-2987-2988-2989-2990-2991-2992-2993-2994-2995-2996-2997-2998-2999-3000-3001-3002-3003-3004-3005-3006-3007-3008-3009-3010-3011-3012-3013-3014-3015-3016-3017-3018-3019-3020-3021-3022-3023-3024-3025-3026-3027-3028-3029-3030-3031-3032-3033-3034-3035-3036-3037-3038-3039-3040-3041-3042-3043-3044-3045-3046-3047-3048-3049-3050-3051-3052-3053-3054-3055-3056-3057-3058-3059-3060-3061-3062-3063-3064-3065-3066-3067-3068-3069-3070-3071-3072-3073-3074-3075-3076-3077-3078-3079-3080-3081-3082-3083-3084-3085-3086-3087-3088-3089-3090-3091-3092-3093-3094-3095-3096-3097-3098-3099-3100-3101-3102-3103-3104-3105-3106-3107-3108-3109-3110-3111-3112-3113-3114-3115-3116-3117-3118-3119-3120-3121-3122-3123-3124-3125-3126-3127-3128-3129-3130-3131-3132-3133-3134-3135-3136-3137-3138-3139-3140-3141-3142-3143-3144-3145-3146-3147-3148-3149-3150-3151-3152-3153-3154-3155-3156-3157-3158-3159-3160-3161-3162-3163-3164-3165-3166-3167-3168-3169-3170-3171-3172-3173-3174-3175-3176-3177-3178-3179-3180-3181-3182-3183-3184-3185-3186-3187-3188-3189-3190-3191-3192-3193-3194-3195-3196-3197-3198-3199-3200-3201-3202-3203-3204-3205-3206-3207-3208-3209-3210-3211-3212-3213-3214-3215-3216-3217-3218-3219-3220-3221-3222-3223-3224-3225-3226-3227-3228-3229-3230-3231-3232-3233-3234-3235-3236-3237-3238-3239-3240-3241-3242-3243-3244-3245-3246-3247-3248-3249-3250-3251-3252-3253-3254-3255-3256-3257-3258-3259-3260-3261-3262-3263-3264-3265-3266-3267-3268-3269-3270-3271-3272-3273-3274-3275-3276-3277-3278-3279-3280-3281-3282-3283-3284-3285-3286-3287-3288-3289-3290-3291-3292-3293-3294-3295-3296-3297-3298-3299-3300-3301-3302-3303-3304-3305-3306-3307-3308-3309-3310-3311-3312-3313-3314-3315-3316-3317-3318-3319-3320-3321-3322-3323-3324-3325-3326-3327-3328-3329-3330-3331-3332-3333-3334-3335-3336-3337-3338-3339-3340-3341-3342-3343-3344-3345-3346-3347-3348-3349-3350-3351-3352-3353-3354-3355-3356-3357-3358-3359-3360-3361-3362-3363-3364-3365-3366-3367-3368-3369-3370-3371-3372-3373-3374-3375-3376-3377-3378-3379-3380-3381-3382-3383-3384-3385-3386-3387-3388-3389-3390-3391-3392-3393-3394-3395-3396-3397-3398-3399-3400-3401-3402-3403-3404-3405-3406-3407-3408-3409-3410-3411-3412-3413-3414-3415-3416-3417-3418-3419-3420-3421-3422-3423-3424-3425-3426-3427-3428-3429-3430-3431-3432-3433-3434-3435-3436-3437-3438-3439-3440-3441-3442-3443-3444-3445-3446-3447-3448-3449-3450-3451-3452-3453-3454-3455-3456-3457-3458-3459-3460-3461-3462-3463-3464-3465-3466-3467-3468-3469-3470-3471-3472-3473-3

JEUX

échecs

N° 1334

BLOCUS

(Tournoi Mephisto de Munich, 1989)

Blancs : PRIET (Hollande)
Noirs : SCHLOSSER (République
démocratique allemande)
Gambit-D.

1. d4 d5 2. f3 c6 3. c3 e6 4. g3 f6 5. e4 e5 6. f4 d6 7. e5 c5 8. f6 d7 9. g7 e8 10. f8 d8 11. e9 d9 12. f10 e10 13. g11 f11 14. h12 g12 15. i13 h13 16. j14 i14 17. k15 j15 18. l16 k16 19. m17 l17 20. n18 m18 21. o19 n19 22. p20 o20 23. q21 p21 24. r22 q22 25. s23 r23 26. t24 s24 27. u25 t25 28. v26 u26 29. w27 v27 30. x28 w28 31. y29 x29 32. z30 y30 33. a31 z31 34. b32 a32 35. c33 b33 36. d34 c34 37. e35 d35 38. f36 e36 39. g37 f37 40. h38 g38 41. i39 h39 42. j40 i40 43. k41 j41 44. l42 k42 45. m43 l43 46. n44 m44 47. o45 n45 48. p46 o46 49. q47 p47 50. r48 q48 51. s49 r49 52. t50 s50 53. u51 t51 54. v52 u52 55. w53 v53 56. x54 w54 57. y55 x55 58. z56 y56 59. a57 z57 60. b58 a58 61. c59 b59 62. d60 c60 63. e61 d61 64. f62 e62 65. g63 f63 66. h64 g64 67. i65 h65 68. j66 i66 69. k67 j67 70. l68 k68 71. m69 l69 72. n70 m70 73. o71 n71 74. p72 o72 75. q73 p73 76. r74 q74 77. s75 r75 78. t76 s76 79. u77 t77 80. v78 u78 81. w79 v79 82. x80 w80 83. y81 x81 84. z82 y82 85. a83 z83 86. b84 a84 87. c85 b85 88. d86 c86 89. e87 d87 90. f88 e88 91. g89 f89 92. h90 g90 93. i91 h91 94. j92 i92 95. k93 j93 96. l94 k94 97. m95 l95 98. n96 m96 99. o97 n97 100. p98 o98 101. q99 p99 102. r100 q100 103. s101 r101 104. t102 s102 105. u103 t103 106. v104 u104 107. w105 v105 108. x106 w106 109. y107 x107 110. z108 y108 111. a109 z109 112. b110 a110 113. c111 b111 114. d112 c112 115. e113 d113 116. f114 e114 117. g115 f115 118. h116 g116 119. i117 h117 120. j118 i118 121. k119 j119 122. l120 k120 123. m121 l121 124. n122 m122 125. o123 n123 126. p124 o124 127. q125 p125 128. r126 q126 129. s127 r127 130. t128 s128 131. u129 t129 132. v130 u130 133. w131 v131 134. x132 w132 135. y133 x133 136. z134 y134 137. a135 z135 138. b136 a136 139. c137 b137 140. d138 c138 141. e139 d139 142. f140 e140 143. g141 f141 144. h142 g142 145. i143 h143 146. j144 i144 147. k145 j145 148. l146 k146 149. m147 l147 150. n148 m148 151. o149 n149 152. p150 o150 153. q151 p151 154. r152 q152 155. s153 r153 156. t154 s154 157. u155 t155 158. v156 u156 159. w157 v157 160. x158 w158 161. y159 x159 162. z160 y160 163. a161 z161 164. b162 a162 165. c163 b163 166. d164 c164 167. e165 d165 168. f166 e166 169. g167 f167 170. h168 g168 171. i169 h169 172. j170 i170 173. k171 j171 174. l172 k172 175. m173 l173 176. n174 m174 177. o175 n175 178. p176 o176 179. q177 p177 180. r178 q178 181. s179 r179 182. t180 s180 183. u181 t181 184. v182 u182 185. w183 v183 186. x184 w184 187. y185 x185 188. z186 y186 189. a187 z187 190. b188 a188 191. c189 b189 192. d190 c190 193. e191 d191 194. f192 e192 195. g193 f193 196. h194 g194 197. i195 h195 198. j196 i196 199. k197 j197 200. l198 k198 201. m199 l199 202. n200 m200 203. o201 n201 204. p202 o202 205. q203 p203 206. r204 q204 207. s205 r205 208. t206 s206 209. u207 t207 210. v208 u208 211. w209 v209 212. x210 w210 213. y211 x211 214. z212 y212 215. a213 z213 216. b214 a214 217. c215 b215 218. d216 c216 219. e217 d217 220. f218 e218 221. g219 f219 222. h220 g220 223. i221 h221 224. j222 i222 225. k223 j223 226. l224 k224 227. m225 l225 228. n226 m226 229. o227 n227 230. p228 o228 231. q229 p229 232. r230 q230 233. s231 r231 234. t232 s232 235. u233 t233 236. v234 u234 237. w235 v235 238. x236 w236 239. y237 x237 240. z238 y238 241. a239 z239 242. b240 a240 243. c241 b241 244. d242 c242 245. e243 d243 246. f244 e244 247. g245 f245 248. h246 g246 249. i247 h247 250. j248 i248 251. k249 j249 252. l250 k250 253. m251 l251 254. n252 m252 255. o253 n253 256. p254 o254 257. q255 p255 258. r256 q256 259. s257 r257 260. t258 s258 261. u259 t259 262. v260 u260 263. w261 v261 264. x262 w262 265. y263 x263 266. z264 y264 267. a265 z265 268. b266 a266 269. c267 b267 270. d268 c268 271. e269 d269 272. f270 e270 273. g271 f271 274. h272 g272 275. i273 h273 276. j274 i274 277. k275 j275 278. l276 k276 279. m277 l277 280. n278 m278 281. o279 n279 282. p280 o280 283. q281 p281 284. r282 q282 285. s283 r283 286. t284 s284 287. u285 t285 288. v286 u286 289. w287 v287 290. x288 w288 291. y289 x289 292. z290 y290 293. a291 z291 294. b292 a292 295. c293 b293 296. d294 c294 297. e295 d295 298. f296 e296 299. g297 f297 300. h298 g298 301. i299 h299 302. j300 i300 303. k301 j301 304. l302 k302 305. m303 l303 306. n304 m304 307. o305 n305 308. p306 o306 309. q307 p307 310. r308 q308 311. s309 r309 312. t310 s310 313. u311 t311 314. v312 u312 315. w313 v313 316. x314 w314 317. y315 x315 318. z316 y316 319. a317 z317 320. b318 a318 321. c319 b319 322. d320 c320 323. e321 d321 324. f322 e322 325. g323 f323 326. h324 g324 327. i325 h325 328. j326 i326 329. k327 j327 330. l328 k328 331. m329 l329 332. n330 m330 333. o331 n331 334. p332 o332 335. q333 p333 336. r334 q334 337. s335 r335 338. t336 s336 339. u337 t337 340. v338 u338 341. w339 v339 342. x340 w340 343. y341 x341 344. z342 y342 345. a343 z343 346. b344 a344 347. c345 b345 348. d346 c346 349. e347 d347 350. f348 e348 351. g349 f349 352. h350 g350 353. i351 h351 354. j352 i352 355. k353 j353 356. l354 k354 357. m355 l355 358. n356 m356 359. o357 n357 360. p358 o358 361. q359 p359 362. r360 q360 363. s361 r361 364. t362 s362 365. u363 t363 366. v364 u364 367. w365 v365 368. x366 w366 369. y367 x367 370. z368 y368 371. a369 z369 372. b370 a370 373. c371 b371 374. d372 c372 375. e373 d373 376. f374 e374 377. g375 f375 378. h376 g376 379. i377 h377 380. j378 i378 381. k379 j379 382. l380 k380 383. m381 l381 384. n382 m382 385. o383 n383 386. p384 o384 387. q385 p385 388. r386 q386 389. s387 r387 390. t388 s388 391. u389 t389 392. v390 u390 393. w391 v391 394. x392 w392 395. y393 x393 396. z394 y394 397. a395 z395 398. b396 a396 399. c397 b397 400. d398 c398 401. e399 d399 402. f400 e400 403. g401 f401 404. h402 g402 405. i403 h403 406. j404 i404 407. k405 j405 408. l406 k406 409. m407 l407 410. n408 m408 411. o409 n409 412. p410 o410 413. q411 p411 414. r412 q412 415. s413 r413 416. t414 s414 417. u415 t415 418. v416 u416 419. w417 v417 420. x418 w418 421. y419 x419 422. z420 y420 423. a421 z421 424. b422 a422 425. c423 b423 426. d424 c424 427. e425 d425 428. f426 e426 429. g427 f427 430. h428 g428 431. i429 h429 432. j430 i430 433. k431 j431 434. l432 k432 435. m433 l433 436. n434 m434 437. o435 n435 438. p436 o436 439. q437 p437 440. r438 q438 441. s439 r439 442. t440 s440 443. u441 t441 444. v442 u442 445. w443 v443 446. x444 w444 447. y445 x445 448. z446 y446 449. a447 z447 450. b448 a448 451. c449 b449 452. d450 c450 453. e451 d451 454. f452 e452 455. g453 f453 456. h454 g454 457. i455 h455 458. j456 i456 459. k457 j457 460. l458 k458 461. m459 l459 462. n460 m460 463. o461 n461 464. p462 o462 465. q463 p463 466. r464 q464 467. s465 r465 468. t466 s466 469. u467 t467 470. v468 u468 471. w469 v469 472. x470 w470 473. y471 x471 474. z472 y472 475. a473 z473 476. b474 a474 477. c475 b475 478. d476 c476 479. e477 d477 480. f478 e478 481. g479 f479 482. h480 g480 483. i481 h481 484. j482 i482 485. k483 j483 486. l484 k484 487. m485 l485 488. n486 m486 489. o487 n487 490. p488 o488 491. q489 p489 492. r490 q490 493. s491 r491 494. t492 s492 495. u493 t493 496. v494 u494 497. w495 v495 498. x496 w496 499. y497 x497 500. z498 y498 501. a499 z499 502. b500 a500 503. c501 b501 504. d502 c502 505. e503 d503 506. f504 e504 507. g505 f505 508. h506 g506 509. i507 h507 510. j508 i508 511. k509 j509 512. l510 k510 513. m511 l511 514. n512 m512 515. o513 n513 516. p514 o514 517. q515 p515 518. r516 q516 519. s517 r517 520. t518 s518 521. u519 t519 522. v520 u520 523. w521 v521 524. x522 w522 525. y523 x523 526. z524 y524 527. a525 z525 528. b526 a526 529. c527 b527 530. d528 c528 531. e529 d529 532. f530 e530 533. g531 f531 534. h532 g532 535. i533 h533 536. j534 i534 537. k535 j535 538. l536 k536 539. m537 l537 540. n538 m538 541. o539 n539 542. p540 o540 543. q541 p541 544. r542 q542 545. s543 r543 546. t544 s544 547. u545 t545 548. v546 u546 549. w547 v547 550. x548 w548 551. y549 x549 552. z550 y550 553. a551 z551 554. b552 a552 555. c553 b553 556. d554 c554 557. e555 d555 558. f556 e556 559. g557 f557 560. h558 g558 561. i559 h559 562. j560 i560 563. k561 j561 564. l562 k562 565. m563 l563 566. n564 m564 567. o565 n565 568. p566 o566 569. q567 p567 570. r568 q568 571. s569 r569 572. t570 s570 573. u571 t571 574. v572 u572 575. w573 v573 576. x574 w574 577. y575 x575 578. z576 y576 579. a577 z577 580. b578 a578 581. c579 b579 582. d580 c580 583. e581 d581 584. f582 e582 585. g583 f583 586. h584 g584 587. i585 h585 588. j586 i586 589. k587 j587 590. l588 k588 591. m589 l589 592. n590 m590 593. o591 n591 594. p592 o592 595. q593 p593 596. r594 q594 597. s595 r595 598. t596 s596 599. u597 t597 600. v598 u598 601. w599 v599 602. x600 w600 603. y601 x601 604. z602 y602 605. a603 z603 606. b604 a604 607. c605 b605 608. d606 c606 609. e607 d607 610. f608 e608 611. g609 f609 612. h610 g610 613. i611 h611 614. j612 i612 615. k613 j613 616. l614 k614 617. m615 l615 618. n616 m616 619. o617 n617 620. p618 o618 621. q619 p619 622. r620 q620 623. s621 r621 624. t622 s622 625. u623 t623 626. v624 u624 627. w625 v625 628. x626 w626 629. y627 x627 630. z628 y628 631. a629 z629 632. b630 a630 633. c631 b631 634. d632 c632 635. e633 d633 636. f634 e634 637. g635 f635 638. h636 g636 639. i637 h637 640. j638 i638 641. k639 j639 642. l640 k640 643. m641 l641 644. n642 m642 645. o643 n643 646. p644 o644 647. q645 p645 648. r646 q646 649. s647 r647 650. t648 s648 651. u649 t649 652. v650 u650 653. w651 v651 654. x652 w652 655. y653 x653 656. z654 y654 657. a655 z655 658. b656 a656 659. c657 b657 660. d658 c658 661. e659 d659 662. f660 e660 663. g661 f661 664. h662 g662 665. i663 h663 666. j664 i664 667. k665 j665 668. l666 k666 669. m667 l667 670. n668 m668 671. o669 n669 672. p670 o670 673. q671 p671 674. r672 q672 675. s673 r673 676. t674 s674 677. u675 t675 678. v676 u676 679. w677 v677 680. x678 w678 681. y679 x679 682. z680 y680 683. a681 z681 684. b682 a682 685. c683 b683 686. d684 c684 687. e685 d685 688. f686 e686 689. g687 f687 690. h688 g688 691. i689 h689 692. j690 i690 693. k691 j691 694. l692 k692 695. m693 l693 696. n694 m694 697. o695 n695 698. p696 o696 699. q697 p697 700. r698 q698 701. s699 r699 702. t700 s700 703. u701 t701 704. v702 u702 705. w703 v703 706. x704 w704 707. y705 x705 708. z706 y706 709. a707 z707 710. b708 a708 711. c709 b709 712. d710 c710 713. e711 d711 714. f712 e712 715. g713 f713 716. h714 g714 717. i715 h715 718. j716 i716 719. k717 j717 720. l718 k718 721. m719 l719 722. n720 m720 723. o721 n721 724. p722 o722 725. q723 p723 726. r724 q724 727. s725 r725 728. t726 s726 729. u727 t727 730. v728 u728 731. w729 v729 732. x730 w730 733. y731 x731 734. z732 y732 735. a733 z733 736. b734 a734 737. c735 b735 738. d736 c736 739. e737 d737 740. f738 e738 741. g739 f739 742. h740 g740 743. i741 h741 744. j742 i742 745. k743 j743 746. l744 k744 747. m745 l745 748. n746 m746 749. o747 n747 750. p748 o748 751. q749 p749 752. r750 q750 753. s751 r751 754. t752 s752 755. u753 t753 756. v754 u754 757. w755 v755 758. x756 w756 759. y757 x757 760. z758 y758 761. a759 z759 762. b760 a760 763. c761 b761 764. d762 c762 765. e763 d763 766. f764 e764 767. g765 f765 768. h766 g766 769. i767 h767 770. j768 i768 771. k769 j769 772. l770 k770 773. m771 l771 774. n772 m772 775. o773 n773 776. p774 o774 777. q775 p775 778. r776 q776 779. s777 r777 780. t778 s778 781. u779 t779 782. v780 u780 783. w781 v781 784. x782 w782 785. y783 x783 786. z784 y784 787. a785 z785 788. b786 a786 789. c787 b787 790. d788 c788 791. e789 d789 792. f790 e790 793. g791 f791 794. h792 g792 795. i793 h793 796. j794 i794 797. k795 j795 798. l796 k796 799. m797 l797 800. n798 m798 801. o799 n799 802. p800 o800 803. q801 p801 804. r802 q802 805. s803 r803 806. t804 s804 807. u805 t805 808. v806 u806 809. w807 v807 810. x808 w808 811. y809 x809 812. z810 y810 813. a811 z811 814. b812 a812 815. c813 b813 816. d814 c814 817. e815 d815 818. f816 e816 819. g817 f817 820. h818 g818 821. i819 h819 822. j820 i820 823. k821 j821 824. l822 k822 825. m823 l823 826. n824 m824 827. o825 n825 828. p826 o826 829. q827 p827 830. r828 q828 831. s829 r829 832. t830 s830 833. u831 t831 834. v832 u832 835. w833 v833 836. x834 w834 837. y835 x835 838. z836 y836 839. a837 z837 840. b838 a838 841. c839 b839 842. d840 c840 843. e841 d841 844. f842 e842 845. g843 f843 846. h844 g844 847. i845 h845 848. j846 i846 849. k847 j847 850. l848 k848 851. m849 l849 852. n850 m850 853. o851 n851 854. p852 o852 855. q853 p853 856. r854 q854 857. s855 r855 858. t856 s856 859. u857 t857 860. v858 u858 861. w859 v859 862. x860 w860 863. y861 x861 864. z862 y862 865. a863 z863 866. b864 a864 867. c865 b865 868. d866 c866 869. e867 d867 870. f868 e868 871. g869 f869 872. h870 g870 873. i871 h871 874. j872 i872 875. k873 j873 876. l874 k874 877. m875 l875 878. n876 m876 879. o877 n877 880. p878 o878 881. q879 p879 882. r880 q880 883. s881 r881 884. t882 s882 885. u883 t883 886. v884 u884 887. w885 v885 888. x886 w886 889. y887 x887 890. z888 y888 891. a889 z889 892. b890 a890 893. c891 b891 894. d892 c892 895. e893 d893 896. f894 e894 897. g895 f895 898. h896 g896 899. i897 h897 900. j898 i898 901. k899 j899 902. l900 k900 903. m901 l901 904. n902 m902 905. o903 n903 906. p904 o904 907. q905 p905 908. r906 q906 909. s907 r907 910. t908 s908 911. u909 t909 912. v910 u910 913. w911 v911 914. x912 w912 915. y913 x913 916. z914 y914 917. a915 z915 918. b916 a916 919. c917 b917 920. d918 c918 921. e919 d919 922. f920 e920 923. g921 f921 924. h922 g922 925. i923 h923 926. j924 i924 927. k925 j925 928. l926 k926 929. m927 l927 930. n928 m928 931. o929 n929 932. p930 o930 933. q931 p931 934. r932 q932 935. s933 r933 936. t934 s934 937. u935 t935 938. v936 u936 939. w937 v937 940. x938 w938 941. y939 x939 942. z940 y940 943. a941 z941 944. b942 a942 945. c943 b943 946. d944 c944 947. e945 d945 948. f946 e946 949. g947 f947 950. h948 g948 951. i949 h949 952. j950 i950 953. k951 j9

Sports

... Le Monde • Samedi 27 mai 1989 19

TENNIS : un entretien avec Steffi Graf avant Roland-Garros

« La célébrité, c'est extrêmement déprimant »

Gagnante de Roland-Garros en 1988 d'une des finales les plus rapides de l'histoire, l'Allemande de l'Ouest Stefanie-Marie Graf, « Steffi », a, dans la foulée, réussi le cinquième grand chelem du tennis féminin. En compétition, elle ne craint rien, son équilibre est soumis à de rudes tensions en raison des passions qui se sont développées autour d'elle. Steffi Graf en a rendu compte dans un entretien avec le Monde, avant les Internationaux de France, qui commencent le 29 mai.

« Vous savez-vous de la dernière occasion où vous avez éprouvé une crainte quelconque avant une rencontre importante ? »

« C'est un sentiment que je n'ai jamais éprouvé. »

« Même toute petite ? »

« Jamais. Je n'ai jamais eu peur d'un match de tennis. Il n'y a d'ailleurs pas de raison d'en avoir. Quand vous pénétrez sur le court, ça marche ou ça ne marche pas. La trouille ne vous sidère sûrement pas. »

« Vous dormez toujours comme un bébé ? »

« Les seules occasions où je dors mal, c'est quand j'ai des préoccupations qui m'ont rien à voir avec le match que je m'apprete à jouer. »

« Vous rendez-vous compte à quel point cette attitude est rare ? »

« C'est inhabituel, je le sais bien. Mais, pour moi, c'est normal. J'éprouve un brin d'excitation, une

petite montée d'adrénaline, mais voilà tout ! »

« Parfois, les lieux font peur. Certains Européens, à commencer par Borg, ont été intimidés par Flushing Meadow, par exemple. »

« Moi, jamais. Mais il est certain qu'à Paris je me sens mieux, plus libre, plus détendue. Dès mes débuts ici, j'ai pris l'habitude de circuler dans le stade et de regarder d'autres matches. Je m'y sentais à l'aise. A Wimbledon, c'est bien différent. Pénétrer sur le court, fouler l'herbe, voilà le plaisir à Londres. Flushing Meadow est le stade le plus éprouvant de tous. On fait de longs aller-retour pour s'y rendre. On traîne là-bas, on est toujours en train. C'est fatigant. En revanche l'Australie est parfaite. Beau stade, gens sympas, accueil chaleureux. J'adore. »

« J'ai peur des dentistes »

« Côté métier, aucune appréhension dans. Et en dehors ? »

« Ah oui ! Les dentistes et les médecins. Si je dois donner un échec à mon sang et cela m'arrive deux fois par an lors de mes bilans de santé, j'ai vraiment peur. Je deviens silencieuse. Vous me verrez assise, toute recroquevillée dans mon coin. »

« Quelle est l'importance pour vous d'être la première Européenne à remporter l'Open ? Etes-vous consciente de représenter une

menace pour les intérêts américains ? »

« En effet, il y a eu un changement considérable en vingt ans. Le nombre de tournois européens sur les grands circuits s'accroît et s'accroît. Les satellites américains, les « Avon Futures », étaient les pépinières des jeunes du tennis pro. Le tennis féminin était, en effet, très important aux Etats-Unis. Le changement n'est pas venu de moi mais tout d'abord des Tobiaks et aussi de l'influence de la montée subdite dans le tennis masculin. »

« Est-ce que je suis pour autant une menace ? Four, certaines peuvent être. Je ne nommerai personne. Mais pas du tout pour le spectateur américain moyen. Pour lui, je suis déjà à peu près américaine. Il sait que je possède une maison en Floride. S'il me demande où je compte aller à la fin du tournoi et que je réponde « en Allemagne », il est déçu. Il m'interroge : « Alors ça signifie que vous n'habitez pas aux Etats-Unis ? » »

« Vous avez été, parait-il, étonnée en regardant récemment la vidéo de votre victoire à trois ans, à Amelia Island ? Pourquoi ? »

« Je n'en croyais pas mes yeux. Les longs échanges, la patience que je démontrais ! J'avais oublié que je jouais ainsi ! »

« Ne pensez-vous pas que c'est précisément la patience qui vous fait défaut actuellement ? »

« Je suis parfaitement d'accord. Surtout si j'analyse mon jeu actuel sur la terre battue. Mais, vous savez, si je n'arrivais pas à croire l'évidence de la vidéo, c'est bien parce qu'il ne s'agit nullement de mon jeu à moi. Je suis capable de jouer ainsi, mais de nature, je suis une joueuse agressive. J'ai constamment envie de créer l'ouverture et de marquer. Je suis sûr de moi. »

« Ce refus peut provoquer des défaites. »

« Bien sûr. Tous les témoins de ma dernière défaite contre Gabriela Sabatini le savent. J'ai perdu par impatience. Elle frapait en lift exagéré, avec un rebond terriblement haut et je ratais mes coups en essayant de conclure. Franchement, je n'aime pas le style « lift » à outrance. Pour moi, ce n'est pas du tennis. Je préfère chercher le coup gagnant. »

« Il vous faudra néanmoins modifier votre jeu ? »

« J'ai tiré la leçon de cette défaite. Même si c'est contre moi-même, je serai bien obligée de m'y plier, de m'assouplir à l'avenir. »

« Une année après la finale qui vous opposait à Roland-Garros à Zvereva, qu'en pensez-vous ? »

« C'était vraiment étrange. J'avais emporté le titre à Roland-Garros en 1987 par 6-6 au troisième

set et j'ai été folle de joie. L'année d'après, j'ai fait un excellent match et, en face, il n'y avait... rien. Zvereva avait la rouille, elle était fatiguée et elle n'était pas assez physiquement. Il n'y avait ni étincelles, ni échanges, ni ambiance dans le match et je ne ressentais pas la moitié de l'émotion de 1987. Décourageant, vraiment. »

« Parfois, on dit : « Graf est trop forte ». Sortant du central l'année dernière, cette pensée me venait-elle pas d'elle-même ? »

« J'ai remporté certains titres très rapidement. Je jouais bien et



mes adversaires mal. Souvent, pour deux matches rapides, j'en ai un autre concu, par exemple 6-3, 6-4. Ce sont les matches rapides qui marquent les esprits parce qu'ils confirment l'image de « celle qui gagne en un éclair ». Mais je constate seulement que mes adversaires sont de plus en plus forts physiquement, elles se préparent mieux et travaillent davantage qu'il y a deux ou trois ans. Le nombre de joueuses dangereuses ayant moins de vingt ans s'est accru. »

« Que pensez-vous des championnes qui sont très conscientes de l'image de femme, voire de séductrice, qu'elles projettent comme Chris Evert ou de façon exacerbée Florence Griffith ? »

« Je n'y pense pas beaucoup. C'est agréable bien sûr de savoir que

l'on plaît, que l'on est agréable à regarder. Mais Florence Griffith ? Est-ce que vous me voyez tenir ma raquette avec des ongles pareils ? »

« Il nous semble que vos relations avec la foule ne sont pas simples. »

« Si la foule m'est hostile, je n'ai aucun mal à l'ignorer mais j'adore jouer devant une grande foule et lui montrer ce que je sais faire. C'est très satisfaisant. Quand j'ai joué contre Martina Navratilova en demi-finale à Flushing Meadow en 1986 et que j'ai perdu 7-6 au troisième set, j'étais, bien sûr, dans une

plée. Une rencontre pareille est la jouissance suprême du sportif. »

« Allez-vous la célébrer ? »

« Non. Il y a tant d'aspects désagréables et pratiquement aucun ou très peu de positifs ; quand je sors, j'ai immédiatement envie de rentrer. Je ne pourrai jamais sortir le soir en « boîte » à cause des innombrables fans qui m'entourent en Allemagne sur moi-même et sur mon fiancé. Je ne peux même pas faire tranquillement quelques achats. J'avais envie, par exemple, de m'offrir des boucles d'oreilles en forme de cœur, mais je me suis retenue en pensant : « Qu'est-ce qu'ils diront encore quand ils les verront ? » Quand les choses deviennent aussi compliquées, c'est extrêmement déprimant. »

« Du sang sur le court »

« A l'époque où vous n'aviez pas de petit ami, on vous en faisait publiquement le reproche. »

« C'était précisément mon problème depuis deux ans. En novembre dernier, j'ai constaté une journée à une grande revue allemande. Séance de photos, entretien... Sous ma photo, en couverture, la semaine suivante on avait écrit : « 50 millions de deutschemarks et toujours sans un homme dans sa vie ! ». Incroyable non ! Et là, tout récemment, sur une période de dix jours, la presse allemande m'a fait passer par tous les stades de l'amour. Amour, fiançailles, mariage imminent, presque atteinte du premier enfant, puis la première crise du couple. On a du mal à en croire ses yeux car le tout se passait en dix jours ! Je me disais : « Tout ce qui me reste, c'est un divorce. » »

« Et je peux vous assurer que je m'attendais à ce que l'on en parle. De la folie pure ! »

« On sent chez vous une formidable sens de l'équilibre mais actuellement une fragilité certaine. »

« C'est vrai. J'ai été très secouée. Il m'arrive des choses impossibles. Des choses qu'un vit mais qu'on a du mal à croire. On voit un homme qui pousse sur un court d'entraînement, devant moi et il y a du sang qui coule de ses bras (1). On se dit que cela n'est qu'un cauchemar, que l'on se réveillera, que rien ne pourra être pire que cela... apparition. Après, on n'a qu'une seule envie, se mettre à l'abri dans un coin, se recroqueviller pour pleurer, loin de tout. »

« Propos recueillis par MARC BALLADE. »

« (1) Il y a quatre semaines, juste avant le tournoi de Hambourg, alors que Steffi Graf s'entraîne, un gars de vingt-cinq ans a pénétré sur le court en se taillant les bras. Ce déséquilibre avait déjà envoyé des pots de confiture empoisonnés à la championne. »

La prudence de M. Graf

Si l'on demande à Peter Graf, père, agent et confident de la championne, ce qui pourrait empêcher sa fille de rester numéro un mondial, il est catégorique :

« Ce qui lui est arrivé depuis quelques semaines en Allemagne. Comme par exemple l'incident terrible de l'homme avec les bras tatoués. Ce fut un choc pour Steffi. Elle vit soudainement une période noire. Ce ne sera pas facile pour elle de la traverser. Vous ne savez pas le moitié de ce qui lui arrive en Allemagne. La protection rapprochée de la championne a été renforcée. « A l'avenir », nous dit Peter Graf, nous serons, soyons sûrs, mieux armés pour répondre à ce genre d'incident. »

Ces perturbations dans la vie privée de Steffi Graf sont, selon son père, partiellement à l'origine de la faible majorité de son jeu, son manque de patience.

« Il est vrai, surtout sur surfaces lentes, que c'est son plus grand problème. Mais dans son esprit, elle n'est ni aussi tranquille ni aussi détendue qu'avant et c'est évident sans doute cela. Elle sera plus forte quand elle aura surmonté tout cela. Nous nous devons de l'entourer et de la soutenir pour l'aider au maximum. »

Le tempérament de sa fille, il l'avoue, joue aussi. « Il y a une foule de jeunes joueuses et ambitieuses qui arrivent. Steffi doit comprendre qu'elle a encore des choses à apprendre dans le tennis. Elle en a perdu un peu l'habitude. La garnie technique de ce sport est bien plus large que des coups francs pour marquer le point. Il lui faudra apprendre à réfléchir davantage. Elle en prend conscience. Il lui faudra également un jeu de relance. Elle veut toujours aller si vite. C'est son caractère, je le sais. »

M. B.

ATHLÉTISME : le dopage par les anabolisants

Ben Johnson accusé par son « dealer »

Le scandale provoqué par la disqualification pour dopage de Ben Johnson aux Jeux olympiques de Séoul n'en finit pas de rebondir. Après Charlie Francis, l'entraîneur du champion déchu (le Monde du 4 mars), c'est son médecin, Jamie Astaphan, qui a confirmé l'usage régulier d'anabolisants par « l'homme le plus rapide du monde » devant la commission d'enquête canadienne sur le dopage.

MONTREAL de notre correspondant

CURIEUX personnage ce docteur George Mario Astaphan, le médecin personnel de Ben Johnson, que la commission d'enquête sur le dopage des athlètes canadiens a réussi, non sans mal, à faire venir à la barre.

Réfugié sous le soleil de son palais de Saint-Christophe, dans les Caraïbes, depuis qu'il a vendu son cabinet de Toronto en 1986, le « gourou des stéroïdes », selon l'expression qui lui est désormais consacrée, avait d'abord clamé qu'il ne se présenterait jamais devant le juge Charles Dubin... avant de venir de Montréal à sa comparution. Il expliquait qu'on lui paye son billet d'avion et ses frais de séjour à Toronto. Il voulait aussi qu'on le dédommage pour les honoraires

qu'il ne toucherait pas dans sa clinique antillaise pendant qu'il donnerait sa version des faits.

Il a fallu que la commission montre sa détermination en engageant des procureurs devant la cour suprême de l'Ontario pour qu'il accepte de témoigner sans condition. Le suspens a néanmoins duré jusqu'à son bout : son associé affirmait fin avril que « Jamie », comme il est toujours surnommé, réserverait l'exactitude de ses confidences à un magazine anglo-allemand, avec lequel il négociait le versement de « dix millions 400 000 dollars américains ».

Lorsqu'il est finalement arrivé la semaine dernière à Toronto, à la veille de son quarante-troisième anniversaire, le docteur Astaphan avait perdu sa superbe. Habillé d'un pull aux couleurs du casino royal de Saint-Christophe, il a évoqué la rose du destin en regrettant les jours heureux qu'il aurait pu connaître à Saint-Christophe, au sein de l'entreprise familiale fondée par son grand-père émigré du Liban (un hôtel, un restaurant, des boutiques et des bateaux), si sa mère ne l'avait poussé à faire des études de médecine au Canada.

Sur défensive, il a affirmé qu'il n'avait au départ aucunement l'intention de se spécialiser dans la médecine du sport mais que les blessures qu'il s'était infligées, lorsqu'il jouait au football à l'université de Toronto, et les soins qu'il avait pro-

digés à ses camarades lui avaient permis d'acquiescer « une bonne expérience » en la matière. « Les gens sont venus à moi », a-t-il expliqué avant d'affronter le juge Dubin.

Parmi ses clients, Charlie Francis, l'entraîneur de Ben Johnson, veut le « consulter » en 1983 en compagnie de son poulain, dans le nouveau cabinet qu'il avait ouvert à Toronto, après avoir officiellement sept ans comme médecin généraliste dans un village de la campagne ontarienne.

A la barre des témoins, le docteur Astaphan, si nerveux que des tics qu'on ne lui connaissait pas gênaient son élocution, a poursuivi l'histoire, corroborant les déclarations antérieures de son ami Charlie Francis. Oui, Ben Johnson consommait des stéroïdes depuis 1981. Certes, il connaissait (1) la nature des substances qu'il prenait - ce que Johnson a toujours nié - tout en sachant parfaitement quels étaient leurs effets secondaires. Fit le champion déchu absorbait en 1983 « un tel cocktail de produits dopants » que le docteur Astaphan a cru « de son devoir de le prendre en main », avant d'occuper des treize autres vedettes de l'athlétisme canadien, dont certains sont venus à son cabinet « avec des ecchymoses et des infections, après s'être eux-mêmes injectés des stéroïdes ». Le docteur Astaphan, qui est allé jusqu'à rappeler son serment d'Hippocrate, était à deux doigts de soutenir qu'il se serait rendu coupable de non-

assistance à personne en danger s'il n'était pas intervenu.

C'est ainsi que Jamie Astaphan, contre lequel l'Ordre des médecins de l'Ontario a ouvert une enquête, est peu à peu devenu un véritable apprenti sorcier du dopage à grande échelle. En juin 1985, il aurait notamment troqué des médicaments introuvables à l'Est contre 48 flacons de furozabol, un autre stéroïde anabolisant, avec un athlète de la RDA qui lui aurait demandé de diffuser ce produit sous le nom d'estrogel pour tromper le docteur Walter Jacquot, qui s'occupait des sprinters américains.

Les produits pour chevaux sont moins chers

Les directeurs des ventes d'un grossiste canadien en produits pharmaceutiques ont déclaré devant la commission qu'ils lui avaient vendu, entre 1985 et 1987, six mille cinq cents comprimés et soixante-huit fioles de « Winstrol V », un produit à forte concentration de stanozolol (la substance retrouvée dans le test de Ben Johnson à Séoul) utilisé pour soigner les blessures des animaux ou pour améliorer les performances des chevaux de course. Les grossistes, convaincus qu'ils avaient affaire à un vétérinaire, ont précisé que ce produit se vendait moins cher que son équivalent, moins fort, destiné « aux humains ».

La plupart des athlètes ont affirmé que les substances que leur prescrivait régulièrement et méthodiquement leur médecin étaient rarement identifiées. Plus curieux que les autres, deux d'entre eux, Tim Benthune, ancien champion canadien du 400 mètres, et Angela Issajenko, ancienne championne des Jeux du Commonwealth sur 200 mètres, avaient découvert l'an passé la destination première des « petites pilules roses » du médecin et s'en étaient mollement amusées. La meilleure athlète canadienne, qui a

annoncé sa retraite après Séoul, avait auparavant essayé, il est vrai, un éventail impressionnant de produits dopants, y compris des hormones de croissance.

Rares sont les témoins qui ont jusqu'à présent mis en cause, directement ou indirectement, l'intérêt financier du docteur Astaphan dans toute cette affaire. Plusieurs responsables du club d'athlétisme de Toronto, auquel appartenait la plupart des champions canadiens, ont néanmoins avancé, preuves à l'appui, que le médecin, réputé pour mener grand train dans la jet set, était grassement payé. Au mois de mai 1988, il a reçu de la firme Mazda, le sponsor du club, un chèque de 25 000 dollars canadiens (2), juste avant de signer un contrat en vertu duquel Ben Johnson s'engageait à lui verser chaque mois 10 000 dollars américains jusqu'aux Jeux de Séoul, tenus en septembre de la même année.

Le docteur Astaphan a de plus continué son commerce lucratif de stéroïdes après son retour dans son pays. Un gentleman farmer local est venu dire à Toronto qu'il obtenait de meilleurs prix pour son bétail depuis que son ami « Jamie » lui vendait ses potions magiques.

Nul doute que le médecin, qui devait comparaître pendant au moins trois jours devant le juge Dubin, défendra ses pratiques en impliquant, comme il l'a promis, quantité de personnes jusqu'ici épargnées. Il a tenu à donner aux journalistes un avant-goût des révélations à venir en soutenant qu'il avait refusé, quelques mois avant les derniers Jeux olympiques, une offre du grand Carl Lewis en personne, désireux d'obtenir ses bons et loyaux services.

MARTINE JACOT.

(1) L'enregistrement d'une conversation téléphonique produite à la barre est témoigné.

(2) Un dollar canadien vaut environ 5,60 francs.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Rallye de l'Acropole. — Du dimanche 28 au mercredi 31 mai, en Grèce.

Championnat du monde de formule 1 : Grand Prix du Mexique, à Mexico, dimanche 28 mai (Canal Plus à 21 h 20).

Cyclisme

Critérium du Dauphiné. — Du lundi 29 mai au lundi 5 juin. Tour d'Italie. Jusqu'au 11 juin.

Escrime

Championnats de France. — Fleuret messieurs à Marseille, épée messieurs à Montpellier, jusqu'au dimanche 28 mai.

Football

Championnat de France. — 38^e et dernière journée de la première division, mercredi 31 mai.

Motocyclisme

Grand Prix de RFA. — Dimanche 28 mai à Hockenheim (Canal Plus à 17 h).

Rugby

Championnat de France. — Finale Toulouse — Toulon, samedi 27 mai au Parc des Princes à Paris (A 2 à 20 h).

Finale de la Coupe des provinces. — Côte basque — Armagnac-Bigorre, au stade Jean-Bouin à Paris (Canal Plus à 15 h).

Tennis

Internationaux de France. Roland-Garros. — Du lundi 29 mai au dimanche 11 juin (FR 3 de 11 h à 19 h ; A 2, le Central de 14 h 30 à 19 h 30).

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

Bicentenaire

Les Comités liberté-égalité-fraternité

Les militants de la Révolution

Commemorer, oui. Mais pour quoi ? Et comment ? Dès 1987, les « deux Lignes », celle de l'enseignement et celle de l'éducation permanente et celle des droits de l'homme (1), manifestent l'intention de dépasser la simple célébration, le consensus minimal sur les acquis de la période révolutionnaire, « mettre en lumière les enjeux des déclarations des droits de 1789 et 1793 » et « relever les défis des années à venir » pour élargir la pratique de la citoyenneté (2). Elles créent les Comités liberté-égalité-fraternité, les CLEF 89. Objectif : mobiliser localement les bonnes volontés, sortir du « microcosme parisien blé » (Bernard Wallon, président de la commission information de la Ligue des droits de l'homme) et « exploiter le formidable d'initiatives individuelles » (Michel Morineau, secrétaire national de la Ligue française de l'enseignement).

Le résultat, deux ans plus tard, est difficile à mesurer. Quel impact auront réciproquement la fête à grand spectacle du 14 juillet sur les Champs-Élysées et la publication, à Toulouse, à des fins pédagogiques, du *Guide de l'histoire amateur* par le CLEF du lieu ? On constate pourtant, notamment à la lecture de la lettre mensuelle des CLEF (1400 exemplaires), que l'un des axes de ceux-ci, la mise en évidence du patrimoine révolutionnaire local, se traduit par de multiples actions : publication de cahiers de doléances ou autres ouvrages, expositions, stages, bulletins, théâtre, « valises pédagogiques », colloques... Les CLEF de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme ont monté une pièce de théâtre autour du héros du cru, *Météore Saint-Just* ; Barnave est à

l'honneur dans le Tarn. En Haute-Garonne, le CLEF a organisé un concours dans les écoles, collèges et lycées du département : réaliser un journal sur « la Révolution dans mon village ou mon quartier ».

Des « missionnaires patriotes »

Deuxième résultat positif : s'appuyant sur les associations de la « puissance » Ligue de l'enseignement et sur les militants de la « petite » Ligue des droits de l'homme, un réseau s'est constitué, qui agit à trois niveaux. Il fait d'abord connaître et diffuse les réalisations émanant des CLEF (théâtre, films, expositions, conférences...). Ainsi, deux spectacles pour enfants (*Météore Saint-Just*, de François Pillet, et *Le Potager du Roy*, de Lucie Dauterive) circulent dans les départements. Le réseau permet aussi de soutenir des initiatives extérieures (l'exposition réalisée à Marseille sur une histoire des médias des communautés étrangères va pouvoir se déplacer). Il relaie enfin, dans le tissu associatif, l'information « officielle » de la Mission du Bicentenaire.

Troisième axe : l'école, terrain « naturel » d'action de la Ligue de l'enseignement. Les CLEF apportent leur contribution dans ce secteur, par la diffusion de matériel pédagogique, par l'aide aux programmes d'action éducative (3), etc. Et c'est autour de l'école que la plupart des comités organisent, en mai et juin, des fêtes. Certaines ne sont que des fêtes traditionnelles « labellisées » de la cocarde trico-

lore. D'autres ont été vraiment réorientées en fonction de la commémoration. Le 10 juin, la ville de Beauvais se mobilise pour *Réver 89*. Le 16, quarante classes de Chambéry reconstituent la fête du 14 juillet 1794. Le 18, le stade de Guéret est le lieu d'un « spectacle de masse » avec cinq mille participants, dont une chorale géante de deux mille chanteurs...

Les CLEF 89 ont donc su créer autour de leurs militants un courant d'action en profondeur, qui contraste avec l'aspect éphémère ou commercial que peut prendre parfois le souvenir de la Révolution, et favoriser la percée de certaines idées. Ainsi pour ce « missionnaire patriote », professeur à l'université de Limoges, qui parcourt la France avec sa collection personnelle de deux cents diapositives et son enthousiasme. Ainsi, à un échelon national, l'engagement des CLEF 89 aux côtés du *Monde* pour coéditer le *Monde de la Révolution française*, mensuel (éphémère), qui s'est imposé dès janvier comme l'un des instruments de référence pour apprécier la réalité et la portée de l'événement révolutionnaire.

YVES AGNÈS.

(1) L'LEEF, 3, rue Récamier, 75007 Paris (tél. : 43-58-97-26 et 42-60-29-76) ; LDH, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris (tél. : 47-07-56-33).

(2) Bertrand Main, secrétaire général adjoint de la Ligue des droits de l'homme, *Lettres des CLEF 89*, avril 1988.

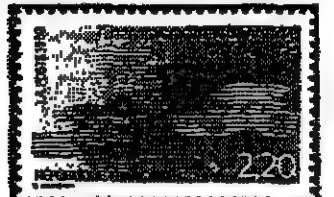
(3) Le ministère de l'Éducation a recensé près de trois mille « FAE » ayant comme thème le Bicentenaire (*Le Monde* du 9 mars).

Philatélie

Championnats du monde de cyclisme

La Poste mettra en vente générale, le lundi 5 juin, un timbre à 2,20 F pour les championnats du monde de cyclisme, organisés, cette année, à Chambéry.

La philatélie rend régulièrement hommage à la « petite reine ». La dernière fois en 1983 pour célébrer la mémoire de Pierre et Ernest Michaux, inventeurs du vélocipède, ancêtre de la bicyclette. Les championnats du monde de cyclisme, qui se disputent en août (piste, du 14 au 20 à Lyon, et route, du 23 au 27 à Chambéry), réuniront près de mille cinq cents compétiteurs appartenant



à soixante-dix nations et seront suivis par près d'un milliard de téléspectateurs.

Le timbre, au format horizontal 40 x 26 mm, dessiné par Claude Boncheon, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

* Vente anticipée à Chambéry (Savoie), les 3 et 4 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'espace culturel André-Malraux, carré Curial, et le 3 juin, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste.

* Souvenirs philatéliques : renseignements auprès des Championnats du monde de cyclisme, 18, rue Beffroy, 92200 Neuilly-sur-Seine (tél. : 46-37-47-77).

Étiquette réalisée par la rédaction de *Le Monde des philatélistes*, 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-97-99-88.

Foire de printemps du XIV^e

BROCANTE

26 MAI au 4 JUIN

ENTRÉE GRATUITE

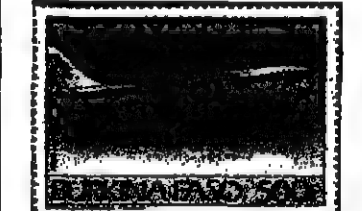
Ouvert de 10h à 19h

AVENUE DU MAINE

Rens. : SADEMA 47, bd A. Blériot Paris 13^e - T. 46 65 95 95

En filigrane

● Airbus au Burkina-Faso. — Une série de timbres de poste aérienne récemment émis au Burkina-Faso met en scène des avions Airbus A-300. Ces tim-



bres sont commercialisés par l'Agence des timbres-poste d'outre-mer, 85, avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris.

● Manifestations. — Le dimanche 28 mai, la base aérienne d'Orange (Vaucluse) célèbre son cinquantenaire, avec ouverture d'un bureau de poste temporaire (souvenirs philatéliques — enveloppe ou carte Mirage 2000 — auprès du capitaine Scellie, base aérienne 115, 84871 Orange Cedex, tél. : 90-34-04-00, poste 27-43).

Ouverture d'un bureau de poste temporaire à la mairie pour le centenaire de la commune de Jarville-sur-Juine (Essonne). (Renseignements, souvenirs philatéliques : Comité du centenaire, souvenirs philatéliques, mairie de Jarville, 91510 Jarville-sur-Juine.)

Le syndicat d'initiative d'Égualité et l'Association philaté-

lique d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) organisent une exposition philatélique à l'occasion des Journées commerciales d'Égualité, du 2 au 4 juin, à la Maison de la culture, avec bureau de poste temporaire. (Souvenirs philatéliques : M. Staletti, BP 8, 13510 Égualité.)

Le club philatélique d'Hettange-Grande (Moselle) organise, le dimanche 4 juin, une « Journée philatélique », salle Europa, avec des conférences animées par Robert Althier sur les modes d'impression des timbres et l'outillage, les variétés d'impression, ainsi que par Eugène Lacaze, dessinateur graveur de timbres, qui en profitera pour dédicacer ses œuvres, de 15 heures à 17 h 30. (Renseignements : Pascal Riff, 8, rue Maginot, 57330 Hettange-Grande, tél. : 82-63-15-34.)

● Les grands peintres. — La Numismatique française vient de lancer une collection intitulée « Les grands peintres », qui propose une sélection des œuvres de peintres célèbres de toutes époques reproduites sur timbres-poste. Les timbres neufs sont fournis. Au programme des premières parutions : Raphaël, Toulouse-Lautrec, Gainsborough. (Renseignements : Numismatique française, 11, route de Chantilly, 95071 Gouvieux Cedex.)

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

SAMEDI 27 MAI
Paris, Neuves Drouot, 14 heures : tapiserie, tapis, grands vins et alcools.

ILE-DE-FRANCE
SAMEDI 27 MAI
Chartres, 14 heures : automobiles modèles réduits ; Provins, 14 heures : timbres.

DIMANCHE 28 MAI
Argenteuil, 14 h 30 : archéologie ; Chartres, 10 heures : automobiles modèles réduits ; Consoamiers, 14 heures : mobilier, livres ; Fontainebleau, 14 heures : mobilier, armes ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : grands vins ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : grands vins ; Provins, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures : mobilier, tableaux ; Suresnes, 15 heures : bijoux ; Vaux, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Versailles, Cheval-Léger, 14 heures : tableaux contemporains, atelier de Paul André.

PLUS LOIN
SAMEDI 27 MAI
Aix-en-Provence, 9 h 30 et 14 h 30 : porcelaines, mobilier, bijoux ; Ber-sur-Aube, 14 h 30 : objets d'art, mobilier ; Besençon, 14 h 30 : livres, gravures ; Chalon-sur-Saône, 14 heures : mobilier, bijoux ; Epervain, 14 h 30 : cartes pos-

tales ; Lyon (avenue Sidoine-Apollinaire), 14 h 30 : modèles réduits ; Marseille (Prado), 9 heures et 14 heures : objets d'art, mobilier ; Marseilles (Castellane), 10 h 30 et 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Montpeller, 14 h 30 : objets d'art, art déco ; Nîmes, 9 h 30 et 14 h 30 : mobilier, orfèvrerie ; Pau, 14 h 30 : mobilier, instruments de musique ; Pottiers, 14 heures : tableaux, mobilier ; Rochefort, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Rouen, 20 h 30 : tableaux modernes ; Vichy, 14 h 30 : armes.

DIMANCHE 28 MAI
Amboise, 14 h 15 : armes ; Avignon, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Dax, 14 heures : art d'Asie ; Epinal, 11 heures et 14 heures : cartes postales, mobilier ; Gisors, 14 heures : émaux, faïence, mobilier ; Guéret, 14 heures : tableaux, mobilier ; Issoudun, 10 h 45 et 14 h 15 : monnaies, jetons, mobilier ; Louviers, 14 heures : tableaux modernes ; Meaux, 14 h 30 : archéologie ; Pithiviers, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Rouen, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Saint-André-Montbrion, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Vannes, 15 heures : mobilier, tableaux.

LES FOIRES ET SALONS
Paris, Carré rue gauche ; Tournaï, Saint-Mamé (dimanche seulement).

Le Carnet du Monde

Naissances

— Sylvie et Francis LENTSCHNER, Keren et Nofela, ont l'honneur de faire part de la naissance de

Daniel,

le jeudi 18 mai 1989.

177, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

— M. Axel le BLANC et M^{me} Magali le Blanc de Penquilly, Frédéric et Diane, ont l'honneur de faire part de la naissance de

Lionel-Dupont MORDACQ,

Tangay,

ont l'honneur d'annoncer la naissance de leur petite-fille, fille et son,

Paris, le 12 mai 1989.

— Paul SAADA, Véronique DOLLEUS, Julie et Romane, ont la joie d'annoncer la naissance de

Gabriel,

le 24 mai 1989.

41, rue de Plaisance, 75014 Paris.

Décès

— Marseille. Grenoble. Aix-en-Provence. Paris. Blois. Lyon. Rouen.

Les familles Antonin, Altard, Messager, Combes-Faroux, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri ANTONIN,

retraité de la Ville de Marseille, ancien combattant volontaire de la guerre 1914-1918,

survenu à Marseille, le 20 mai 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques religieuses ont eu lieu à l'Eglise (Alpes-de-Haute-Provence), dans la stricte intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Gilbert Antonin, 50, avenue Jean-Pérot, 38100 Grenoble.

— M. Fernand CANU, son épouse,

La docteur et M^{me} Christian Pozzo di Borgo

et leurs enfants,

M. Fernand F. CANU, M^{me} Jacques Cam-Baiguen et ses enfants,

MM. Maurice et François Couillard, ont la tristesse de faire part du décès, à

Saint-Riquier (Somme), le 22 mai 1989, à l'âge de soixante-quatre ans, de

M^{me} Fernand CANU, née Clotilde Couillard.

Les obsèques ont été célébrées le 26 mai, en l'abbatiale de Saint-Riquier.

1, route de Baugny, 80135 Saint-Riquier.

18, rue Voltaire, 51100 Reims.

38, rue de Lettonie, 35200 Rennes.

— L'université Joseph-Fourier, Le Laboratoire de spectrométrie physique,

Le Centre national de la recherche scientifique, ont le regret de faire part du décès de

M. JOEL DUHERTIER,

ingénieur CNRS, membre du conseil d'administration de l'université Joseph-Fourier et président de la commission des activités et œuvres sociales.

— M^{me} Germaine GARCIA, M^{me} et M^{me} Yves Monziez, leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} et M^{me} Jean Garcia et leurs enfants,

M^{me} Irène Girard, ses enfants et petits-enfants,

Et M^{me} René Girard, Les familles Tarze, Bernard, Garcia de Saint-Jean de Moirans, Charnockes et

Volron, Siron, Bois, Gourdon, Les parents et alliés,

font part du décès de M^{me} Germaine GARCIA, née Judith Carvalho,

font part du décès de M^{me} Germaine GARCIA, née Judith Carvalho, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, de

M. Léon GARCIN,

ingénieur civil des mines, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

La messe de funérailles a eu lieu le vendredi 26 mai 1989, à 10 heures, en l'église de Moirans (Isère).

4, avenue Louis-Moynard, Moirans-Glandaz, 26150 Die.

6, allée de la Nativité, 91190 Gif-sur-Yvette.

Mangely 38430 Moirans.

— Le président

Et le conseil d'administration de Lambert Frères et Co,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année, de leur collègue et ami,

M. Pierre LAMBERT,

administrateur et ancien président du conseil d'administration.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, en l'église de Saint-Germain-en-Laye.

Lambert Frères et Co, 5, rue Vercors, 75008 Paris.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le lundi 5 juin 1989, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, Paris-16^e, à la mémoire de

Karin PETERSEN-LÉPINE,

décédée le 1^{er} avril 1982,

et de son père, le

professeur Pierre LÉPINE,

décédé le 30 mars 1989.

Messes annivarsaires

— M^{me} la marquise de Latre de Tassigny,

Le général André Sciard, président de l'Association Rhin et Danube,

Le général Henri Mirambaud, président de l'Association des combattants de l'Union française,

ont la joie de leur faire l'honneur d'assister à la messe solennelle qui sera célébrée à l'occasion du centenaire du

maréchal de France Jean de LATRE de TASSIGNY,

à sa mémoire, à celle de son fils

Bernard,

tombé le 30 mai 1951, à Nib-Binh (Tonkin),

et de tous les soldats disparus et morts pour la France en Indochine, le mardi 30 mai 1989, à 18 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides à Paris.

La messe sera célébrée par le Père Georges Décongé, aumônier des Invalides.

L'hommage sera prononcé par le R.P. Pascal Seynhaeve, aumônier principal en Indochine.

— Il y a quatre ans,

M^{me} MORVAN,

née Maria Dupont-Douarrieu,

épouse de Yves Morvan (Jean Marin),

était rappelee à Dieu.

Ceux qui l'ont connue, estimée, aimée, ont pour elle en ces jours anniversaire une pensée fidèle et fervente.

Une messe à sa mémoire sera célébrée à Madrid, à l'occasion de la première communion solennelle de sa fille

Clara.

6, rue Eginhard, 75004 Paris.

Communications diverses

— Les éditions du Cerf invitent à rencontrer le samedi 27 mai, à 20 h 30, à la bibliothèque Molière, 52, rue René-Boulanger, Paris-10^e (métro République), René Fournet, auteur du livre *Simon Douvion, lettres sur la judaïsme ancien et moderne*.

Conférence sur Simon Douvion (1860-1941), l'historien, l'idéologue et le militant politique.

Soutenances de thèses

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, à la Sorbonne, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier P, 1^{er} étage, 1, rue Victor-Cousin, M. Khalil Elaroui : « Contribution à une étude sur la mort en Islam. Le cas d'une ville marocaine : El Jeddida ».

— Université Paris-Sorbonne, le vendredi 26 mai à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Dominique Jaquet : « Figures de l'initiation et données traditionnelles dans l'œuvre de René Char ».

— Université Paris-X (Nanterre), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle C 24, M^{me} Jeanine Landau : « Muses, poètes, philosophes, scènes littéraires et dramatiques dans les mosaïques des provinces occidentales de l'Empire romain ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 17 heures (Sorbonne), salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier P, 1^{er} étage, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Lucie des Andiers : « Une anthropologie de la mort : l'organisation de la vie avant la mort dans deux configurations culturelles québécoises ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 26 mai à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.B. Daras, escalier L (Sorbonne), M. Gérard Fournier : « Maîtres et ouvriers tisseurs à Châteauneuf-Renard. De la seconde moitié du XVIII^e siècle à 1914 ».

THÉÂTRE

« Amour pour amour », de William Congreve, à la Comédie-Française

La folie du désir

On redécouvre l'Anglais William Congreve, auteur qui allie la brutalité la plus cynique à la courtoisie la plus désespérée.

« La conscience scélérates de la sexualité peut seule combattre la solitude humaine », dit Malraux.

Aucun dramaturge ni aucun écrivain de romans ou d'essais, pas même Sade, n'ont su, avec autant de cynisme et de brutalité, que l'Anglais William Congreve, créer des images, des tons de voix, il faudrait presque dire des hallucinations, de cette passion partout, sans cesse, de « l'énergie organique » et de cette solitude.

Congreve a vingt-cinq ans lorsque, en 1693, il fait jouer *Love for Love*, que présente aujourd'hui la Comédie-Française dans une mise en scène d'André Stieper.

Le trio, pas tellement habituel, est un jeune homme, une jeune femme et le père du jeune homme. Autour de ces trois-là, toute une ronde d'obsédés d'écritures. L'affaire est de rejoindre un lit ou une équivalence de lit. Ça durera ce que ça durera. Pas de mariage à l'horizon (« se marier, c'est retomber en enfance », dit justement Congreve), sauf si un énorme paquet d'argent est en jeu.

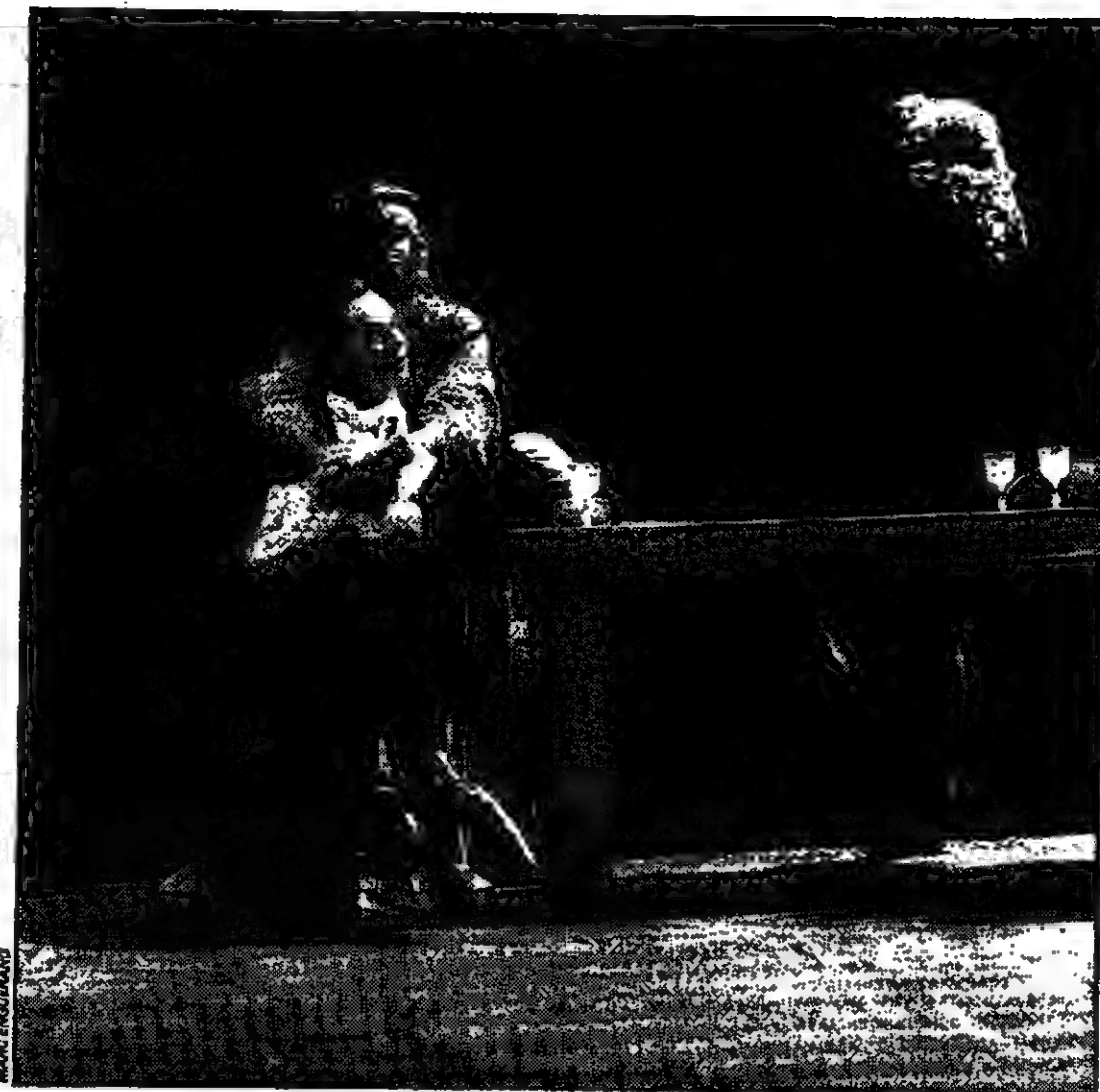
Il n'y a rien de comparable dans notre théâtre. Dans *Amour pour amour*, les abominations, les attaques, les accablants, les dégoûts, se font au coup par coup, avec une alliance parfaite d'instinct brut et de courtoisie achevée. Comme si ces femmes et ces hommes de la société de Londres étaient des animaux sauvages d'un raffinement inné. Aucun mariageage, aucune morale.

Les seuls propos sur la chose, les seuls commentaires, sont ce qu'il y a chez nous de plus sordide : une tenue à jour des cocheries d'intel et d'instinct. Mais cet « organigramme des phallus » est transmis et commenté sans intentions malicieuses. C'est le simple carnet de jour, obligatoire, machinal, sac.

Des monstres purs

Ainsi les quatre premiers actes de *Love for Love* constituent un cauchemar sidérant, d'autant plus que William Congreve nous sert ses monstres purs absolument sans aucune cuisine littéraire, philosophique, dramaturgique. Rien. C'est certes écrit, dans l'original anglais, avec un aigü et une brillante rareté, mais en même temps c'est simple, c'est un comme le ciel blanc ou le sable dur, plat, quand la mer est basse.

Nous recevons de plein fouet des coups de vent de folie qui sont en fait le déferlement du torrent du désir et toutes les vagues écumantes brisées. C'est si inhabituel que nos sens perçoivent, sur le moment, sont en défaut : par exemple, nous voyons la



« Amour pour amour » mis en scène par André Stieper à la Comédie-Française

scène noire, alors qu'elle est éclairée.

C'est que nous ne sommes pas préparés à ce théâtre de Congreve, parce que les écrivains, normalement, quand ils abordent l'insupportable, l'indécible (nous disons cela sans prendre les choses au drame), ont, quand ils abordent ce genre d'écrits, alors ils corrigent, en fonction de l'anomalie, l'appareil dramaturgique. L'art de Gide est plus ou moins loyal lorsqu'il écrit *La Porte étroite*, de même que celui de Cocteau s'il écrit *Thomas l'imposteur*, de Sartre, s'il écrit *La Nausée*, de Giraudoux, s'il écrit *L'indomptable*. Mais à Congreve, et même de Genet, s'il écrit *Pompes funéraires*.

Mais dès que ces messieurs passent à la scène, ils ne travaillent plus à mains nues, ils veulent être illusionnistes, ils pensent vrai et imaginaire, réel et fictif, et rien alors n'est plus piégé, plus construit, plus cuisiné, que, pour reprendre ces auteurs dans l'ordre, Sade, Orphée, *Mais c'est*, *Amphitryon 38*, le Balcon.

Rien de tel avec Congreve : ses horreurs de *Love for Love*, ses monstres sont simples comme bonjour.

Même une simulation de folie est présentée comme un jeu de bons enfants. Et parce que tout de même, à Londres, comme ailleurs, il y a des lois, il y a des assises solides, Congreve revient entièrement sur ses vœux au dernier acte : « Le miracle du jour, c'est d'avoir trouvé un amant sincère ».

Cette pièce de Congreve fit un triomphe constant au dix-huitième et dix-neuvième siècles, et sans doute est-ce seulement en Angleterre qu'il pouvait exister des auteurs, des acteurs, des publics, assez affranchis et assez excentriques pour ne pas interdire ou bannir une œuvre si épouvantable. Même compte tenu de la fraction paritaire. William Congreve enfonce les fronts.

C'est pourquoi le dernier éditeur anglais de *Love for Love* est dans l'erreur lorsqu'il nous dit qu'au vingtième siècle Congreve cessa de plaire parce qu'il se trouva mis en balance avec la comédie mature d'Henry James, et qu'il ne supporta pas la comparaison. Certes, Henry James trouvait Congreve intolérable (« insupportable »), mais ces deux auteurs ne sont pas rapprochables, c'est tout.

A la Comédie-Française, Claude Lemaire a construit un décor de toute beauté, tout habité d'esprit et d'angoisse comme certaines gravures de Rembrandt, et qui parfois se fracture, comme sous l'effet d'un effort, ou se contraindre d'un répit, et alors c'est l'air qui arrive, une fraîcheur du ciel. Rien n'est assuré dans ce décor, il y a toujours une peur, une attente. Même touche sensible de l'incertitude des âmes dans les costumes de Claude Lemaire.

Guy Dumur a maîtrisé avec beaucoup de clarté et d'élégance les difficultés énormes de la traduction ; il a fallu parfois qu'il simplifie un petit peu, et la mise en scène d'André Stieper, remarquable — dans de courts et bons moments — rétablit l'équilibre.

Les acteurs du Français savent très bien exécuter les exploits de style de cette nature. Catherine Salvat, Guy Michel, Claude Mathieu, Marcel Bozonnet, Dominique Rozan, Pierre Vial, Jean-Philippe Puymarin, François Barbin, Sonia Voileux, Thierry Hancisse, sont à la fois fous à lier et d'une pureté de jeu parfaite.

MICHEL COURCEL.

• Comédie-Française, 20 à 30 (en alternance). Tél. : 46-15-00-15.

« Le Fusil de chasse » au Théâtre 13

Trois femmes à Kyoto

Trois lettres de femmes adaptées du roman superbe de l'écrivain japonais Yasushi Inoue par Laurence Roy. La mise en scène de Stuart Seide et l'interprétation sont au niveau d'excellence de l'œuvre du romancier.

L'écrivain japonais Inoue est l'un des plus grandes figures de la littérature japonaise et l'un des plus prestigieux diplômés de l'université de l'ancienne capitale de l'empire, Kyoto. Pour apprécier toute la sagesse, d'histoire, d'érudition, cette ville, peut-être la seule au Japon où l'Occidental se sent bien, instinctivement.

Il y a à Kyoto des temples si beaux, d'une beauté brute, brutale, qu'ils surclassent dans le souvenir les palais les plus recherchés ici. Ainsi le sanctuaire Yasaka, au bout des avenues Shijo et Sanjo. Essentiellement de bois, d'un de ses bois épais et sombres, ce sanctuaire, à l'instar de collines, est le plus bel aubergin de la méditation. Charles Marty, qui signe la scénographie du *Fusil de chasse* présenté au Théâtre 13, a dû y penser en dessinant le superbe décor de la pièce, promontoire de ce

bois qui hante le souvenir dormant sur un usur blanc.

Trois femmes sont au pied de ce mur. Une mère, Midori (Lorraine Roy), sa fille, Shoko (Alison Hornus) et une cousine, Saffo (Martine Pascal). Trois femmes liées par l'amour fou, un de ces amours dont la littérature japonaise se nourrit, absoit, consumant, même si les chemins qu'on emprunte pour l'affronter peuvent être très différents. Il y a celui de l'enfance exigeante et passionnée de Shoko pour qui le monde des adultes paraît définitivement hostile ; il y a celui de Midori, la femme qui, luttant avec la dépression, cache sa souffrance sous un humour qui fait mal ; il y a celui de la femme mère, Saffo, résolu, plus forte parce qu'elle est désabusée, lucide, déterminée.

Nos trois actrices sont dans cet exercice à un tel niveau de talent que les mots d'Inoue, le spectacle très soigneusement mis en scène par Stuart Seide, prennent une force qui bouleverse. D'autant qu'en de trop rares moments s'élèvent la protestation d'un trombone, la plainte d'un violoncelle, le chant d'une clarinette harmonieusement rassemblés par l'indispensable Pascal Dusapin. Voilà une heure et vingt minutes excellentes.

OLIVIER SCHMITT.

• Théâtre 13. De mardi au samedi, à 20 à 30. Matinée le dimanche à 15 heures. Durée : une heure vingt minutes. Tél. : 45-52-16-30. Jusqu'à 23 juin.

Les Inconnus au Théâtre du Palais-Royal

Trio d'humoristes

Anciens pensionnaires des cafés-théâtres d'abord mis sur orbite au Théâtre Fontaine, il y a deux ans sous la forme d'un quatuor, les Inconnus, aujourd'hui constitués en trio (Didier Bourdon, Pascal Légitimus, Bernard Campan), sont des comédiens qui aiment travailler sur un humour fou, bruyant, sauvage, extravagant.

Les Inconnus comme tous les vrais comiques sont des observateurs avertis de la vie quotidienne, reproduite en sketches courts, incisifs. Ils font vite, limitant à l'extrême la pause entre deux rires. Comédiens efficaces, ils multiplient les esquisses de portraits par dizaines, provoquant des avalanches de caricatures et des rafales de gags, arrachant à leur manière les masques et révélant le grotesque qui s'y cache.

Le spectacle du Palais-Royal n'est pas sans défaut, surtout dans la première partie où une certaine outrance, quelques satires à gros traits et quelques jeux de mots un peu trop faciles ralentissent un rythme par contre extrêmement soutenu en deuxième partie. Quelques séquences du spectacle méritent d'être dans une anthologie du rire : l'audition de comédiens, l'humour public, surtout une galerie de petits portraits vifs reconstituant l'univers d'un boulevard de Paris au petit matin.

CLAUDE FLÉOUTER.

• Théâtre du Palais-Royal, 20 à 45.

La dernière saison de Patrice Chéreau à Nanterre

Patrice Chéreau a annoncé la saison 1989-1990 du Théâtre des Amateurs de Nanterre, la dernière pour lui, qui y est resté huit ans et laisse une entreprise en pleine expansion. Avant de revenir au théâtre ou à l'opéra, il souhaite se consacrer au cinéma.

La saison commence par la *Mort de Danton*, de Büchner, par Klaus Gruber, en coproduction avec le Festival d'Automne et avec la participation exceptionnelle de la municipalité (du 26 septembre au 29 octobre) à Nanterre même, dans la grande salle. Du 3 octobre au 14 janvier, dans la salle polyvalente, sera programmée une trilogie qui raconte « la mise en place de la démocratie » : *Edipe tyran* et *Edipe à Colonne*, de Sophocle, par Jean-Pierre Vincent, — création du Festival d'Avignon — plus les *Obsèques d'Aristophane*.

Au Théâtre du Rond-Point, du 10 octobre au 6 décembre, on donnera, en coproduction avec le Festival d'automne, l'ALAF et les Spectacles Lumbricoles, le *Chemin solitaire*, ou les *Egrotés*, de Schmitzer, par Luc Bondy, « histoire de quadragénaires qui ont sacrifié leur vie à leur carrière artistique et raté cette carrière ».

D'autre part, après sa tournée internationale, *Hamlet* sera repris à la Grande Halle de La Villette, du 30 novembre au 23 décembre, et Patrice Chéreau pense également

représenter la *Solitude des champs de coton*, de Bernard-Marie Kolbe, à Nanterre. L'opéra y sera présenté avec l'accueil de deux productions : *Jules César en Egypte*, de Haendel, mise en scène de Peter Sellars (du 13 janvier au 3 février) et le *Couronnement de Poppée* de Monteverdi, mise en scène de Luc Bondy (du 14 au 27 février).

Enfin, cinéma et musique, avec, du 23 au 25 mars, *A travers l'orage*, de Griffith, musique originale de William Frederick Peters et de Louis Silver, dirigée par Gillian Anderson, *Insolence*, également de Griffith, musique d'Antoine Duhamel et de Pierre Jansen, par l'Orchestre d'Ile-de-France, dirigé par Jacques Mercier, musique qui avait été créée à Nanterre même en 1985 et sera reprise du 4 au 8 avril. Enfin *Octobre*, d'Eisenstein (donné d'abord au festival d'Avignon le 25 juillet 1989), musique originale d'Edmund Meisel, par le Northern Sinfonia, dirigée par Alan Pearson, du 25 au 29 avril 1990.

« Nous suivons notre ligne, c'est pourquoi je m'en vais, pour ne pas risquer de m'y enfoncer », a déclaré Patrice Chéreau, qui a souligné la part du mécénat et du parrainage dans son budget.

C. G.

• Renseignements, abonnements : 47-21-18-81.

CINÉMA

Le Festival international du film d'animation d'Annecy

Hommage au Soviétique Youri Norstein

Né en 1956 au Festival de Cannes, grandi à Annecy, le Festival international de cinéma d'animation, qui a lieu du 27 mai au 1^{er} juin, rend le Soviétique Youri Norstein, à qui est rendu hommage, et, pour la première fois, les studios Walt Disney, peu enclins pourtant à franchir l'Atlantique. Preuve de l'importance prise par ce festival, auquel s'est adjoint depuis 1983 un marché, le MIFA.

On chuchote que les studios Walt Disney projettent d'ouvrir une antenne en France. Quoi qu'il en soit, à Annecy, on pourra découvrir en avant-première *Oliver and Company*, d'après *Oliver Twist* de Dickens, long métrage dessiné à la main dans la grande tradition, et dont la sortie en France est prévue pour les fêtes de fin d'année, ainsi que les courts métrages de guerre de Mickey Mouse.

Outre l'hommage à Youri Norstein (avec notamment le *Conte des contes*), le festival organise plusieurs rétrospectives consacrées à Will Vinton, à René Laloux, à Julius Pinchewer.

Deux cent quinze films, donc cinq longs métrages, sont en compétition. Plusieurs colloques sont prévus, axés sur les nouvelles techniques d'animation par ordinateur, images de synthèse.

Ch. Ch.

• Du 27 mai au 1^{er} juin. Rem. : 50-57-41-72.

« Yaaba » Prix de la critique internationale

Le Prix de la critique internationale a été attribué jeudi 25 mai à *Yaaba*, d'Irissa Ouedraogo. Ce film du Burkina-Faso présenté au Festival de Cannes dans la Quinzaine des réalisateurs raconte l'amitié entre une vieille femme et un enfant malgré l'hostilité de tout un village (voir notre critique dans le Monde daté 14-15 mai). Le Prix de la critique internationale est décerné chaque année par la Fédération internationale de la presse cinématographique qui rassemble des critiques du monde entier.

VIDEO PERETTE

UN SPECTACLE DE MICHEL JAFFRENNOU

À LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE

DU 30 MAI AU 7 JUIN ET DU 23 JUIN AU 1^{er} JUILLET

RÉSERVATIONS : 42 49 77 22



AVEC RENÉ HERNANDEZ

ET SES 70 VIDEO-ACTEURS

MISE EN SCÈNE :

YVON DAVIS

CONCEPTION MUSICALE ET

SONORE : GÉRARD CHIRON

COMPOSITEURS : ROBERT

BENZHEN, ULRICH JASK,

JEAN-PIERRE LALLÉE, DENIS

LEVAULT, SCOTT MACLEAY,

MARS ET L. TANS DE "PRESTIGE".

Co-production : Centre Georges Pompidou, Duran, Pils Design, UMT, Mikro, Image, Ex Machina, Pandore, CON Productions avec la participation du ministère de la Culture, Direction du Théâtre et des Spectacles, du Centre national de la Cinématographie, du Centre national des Arts plastiques, du CAC de Montbéliard, d'Alpha Fine, de Sony et de Fnac Vidéo Entreprise.



Culture

MUSIQUES

Un entretien avec M. Pierre Bergé

« L'exemple de la Bastille, c'est le TNP de Vilar »

La nomination de Myung Whun-chung comme directeur musical de l'Opéra de la Bastille (le Monde du 26 mai) a surpris. M. Pierre Bergé, président des théâtres de l'Opéra de Paris nous explique son choix, ses projets et sa conception du répertoire.

« D'après les bruits qui courent, à Paris et dans la presse, beaucoup de grands chefs d'orchestre avaient été présentés pour la Bastille ; et c'est un « outsider » qui l'emporte... »

« Vous savez que je suis resté silencieux depuis le 13 janvier, date où je me suis séparé de Daniel Barenboim, me limitant à des généralités dans quelques interviews. J'ai été étonné des annonces parues dans les journaux, car elles étaient fausses, sans une. Je n'ai rencontré ni Ozawa, ni Jeffrey Tate, ni Maszel, ni Prétre. »

« La seule piste suivie est celle de Marek Janowski, que je connais depuis longtemps et admire beaucoup. Mais ses exigences (fusion de l'Orchestre de l'Opéra et du Philharmonique de Radio-France, recul de la date d'ouverture de l'Opéra) étaient inacceptables pour nous ; à mon vif regret. »

« Il m'a toujours semblé, d'ailleurs, qu'il fallait vraiment pour un Opéra moderne et ambitieux faire confiance à quelqu'un de jeune et de nouveau, à l'ère d'une grande carrière ; vous savez ce qu'il en est pour Myung Whun-chung dont vous avez publié le curriculum vitae (le Monde du 26 mai). »

« J'avais rencontré ce chef coréen pour discuter d'une production l'année prochaine, puis j'ai eu le sentiment d'être en face de l'homme »

que je recherchais, avec des idées analogues sur l'Opéra et sa mission : un homme sérieux, précis, discret, un peu secret, et tous ceux qui ont travaillé avec lui me l'ont recommandé. Après de nombreuses rencontres, nous avons conclu un contrat. »

« M. Chung entrera-t-il rapidement en fonctions ? »

« Son port d'attache est déjà maintenant Paris ; il y a déjà vécu, et il y revient avec plaisir, en compagnie de sa femme et de ses trois enfants. Dans les semaines qui viennent, il va travailler au renouvellement et au renforcement de l'orchestre, la tâche la plus urgente que nous ayons à réaliser (cf. le Monde du 26 mai). C'est lui qui fera l'ouverture en janvier prochain. »

« Il sera résident français et restera un minimum de vingt-sept »

semaines par an ; finie l'époque où les chefs ne restaient que quatre mois pour échapper au fisc ! Un directeur musical doit être dans son théâtre. »

« Quand révélez-vous le programme de la première saison, qui est impatiemment attendu ? »

« Pas avant le 22 juin, car il faut laisser le temps à M. Chung d'apprécier les différents aspects ; nous ne sommes pas en retard d'ailleurs pour cette annonce. Il y aura deux nouvelles productions en janvier et en juin, et deux reprises du palais Garnier au milieu, soit autant de spectacles que dans les précédentes années, même si, avec le retard pris, nous ne pouvions avoir autant de nouveautés. »

« On parle de Lady Macbeth de Mzenek, de Chostakovitch, dans une mise en scène d'André Engel. »

« C'est un projet, en effet, mais qui n'est pas arrêté. L'œuvre est passionnante et connaît partout un succès énorme. La seule certitude concerne la soirée officielle d'ouverture, le 13 juillet, en présence du président de la République et de nombreux chefs d'Etat invités : un programme autour de l'Opéra français, donné avec de très grands chanteurs, le ballet, les chœurs et l'Orchestre de l'Opéra, sous la direction de Georges Prêtre, dans une « mise en espace et en lumière » de Bob Wilson (voir encadré ci-dessous). »

« Les jours suivants, diverses manifestations (avec Léonard Bernstein en particulier) permettront au plus large public de faire connaissance avec la Bastille. »

« Ne craignez-vous pas que des mouvements sociaux ne troublent cette inauguration ? »

« Je ne crois pas. Les négociations sur une toilette des conditions collectives se déroulent dans de bonnes conditions. Il ne faut pas se laisser prendre à ces préavis de »

grève, qui visent surtout à être sûr qu'on a été entendu... »

« Il régit au palais Garnier un très bon état d'esprit ; ce sont des gens qui ont leurs problèmes, mais qui aiment leur métier, qui ont conscience d'appartenir à une élite artistique. Il y a des affrontements, mais, au bout du compte, je me sens proche d'eux, parce que nous faisons partie du même monde du théâtre. »

« Comment envisagez-vous les prochaines saisons ? »

« Nous devons faire une programmation de répertoire. J'ai admiré de belles réussites chez mes prédécesseurs, mais je porte un jugement sévère sur un point : quand on est investi d'une mission, comptable de l'argent du contribuable, on n'a pas le droit de présenter un spectacle pour sept représentations seulement. »

« Certes, créer coûte cher. Mais l'important est qu'un opéra ou un ballet puisse s'amorcer sur plusieurs années : ainsi la Belle au bois dormant que vient de monter Nouvov sera reprise au moins dix fois chaque année, et elle est faite pour durer six ou sept ans ; son budget élevé sera largement rentabilisé. »

« Nous ne ferons pas un « festival » pour ceux qui courent de Bayreuth à Salzbourg. Notre répertoire de grandes œuvres s'adressera à l'ensemble du public, qui doit prendre le chemin de la Bastille et acquiescer rapidement confiance dans sa programmation, venir même s'il ne connaît pas les œuvres, comme c'était le cas au TNP de Vilar : les gens ne connaissent pas Bitchner, ni Kleist, à peine Brecht, mais ils étaient là, parce qu'ils étaient sûrs de voir quelque chose de beau. Le théâtre, c'est un rendez-vous avec le public. »

Propos recueillis par JACQUES LONCHAMPT.

Le concert d'inauguration

Au cours de la première conférence qu'il a donnée, le 25 mai, à l'Opéra de la Bastille, M. Pierre Bergé a présenté le nouveau directeur musical, Myung Whun-chung, et annoncé la distribution prestigieuse du concert d'inauguration, qui se déroulera le 13 juillet, à 19 heures : Jane Anderson, Teresa Berganza, Martine Dupuy, Alain Fondary, Barbara Hendricks, Alfredo Kraus, Jean-Philippe Lafont, Margaret Price, Ruggero Raimondi, Neil Shicoff, Shirley Verrett, dans des airs d'opéras français, dirigés par Georges Prêtre.

Pour le concert gratuit du 14 juillet, à 20 h 30, Georges Prêtre dirigera le Te Deum de Berlioz et la Marseillaise, dans l'orchestration de ce dernier, toujours avec l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Paris.

137 000 visiteurs contre 200 000 l'an dernier

Le Syndicat national de l'édition va tirer les leçons de l'échec du neuvième Salon du livre

Le neuvième Salon du livre de Paris, qui a fermé ses portes jeudi soir 25 mai, a accueilli 137 000 visiteurs. Celui de l'an dernier en avait reçu 200 000.

M. Alain Grind, le président du Syndicat national de l'édition (SNE), organisateur du Salon, a refusé de parler d'échec et s'est efforcé, tout au long de sa conférence de presse de clôture, d'afficher sa sérénité, à la manière des hommes politiques les soirs de défaite électorale. Mais, à ses côtés, M. Francis Esméard, membre du comité directeur du SNE et PDG d'Albin Michel, qui avait décidé cette année de ne pas participer au Salon, manifestait manifestement l'obligation de politesse qui le contraignait au silence, pendant que son président dressait un bilan presque satisfaisant de l'opération.

L'assemblée générale du SNE, qui s'était tenue jeudi matin, avait déjà donné le ton, celui de la morosité. Jeudi, M. Grind a affirmé que ses collègues et lui-même allaient avoir un « débat sérieux et organisé » sur les leçons à tirer de l'échec du neuvième Salon. Tout porte à croire que l'affrontement, au contraire, sera rude et que des réformes ponctuelles ne suffiront pas à apaiser le mécontentement.

Porte de Versailles pari perdu

Le président du SNE a énuméré les facteurs dont l'addition explique, selon lui, la relative désaffection du public pour la grande manifestation annuelle de l'édition et du livre français. Le premier tient au lieu. De toute évidence, le pari engagé lorsque le Salon du livre de Paris a quitté les splendides verrières du Grand Palais pour les halles bétonnées de la porte de Versailles — n'a pas été tenu. Le public nouveau, celui des habitués des foires et des Salons, dont la venue avait compensé, l'an dernier, l'absence des réfractaires du Parc des expositions, n'est pas revenu cette année. L'aménagement intérieur du Salon du livre, qu'assure l'OIP, n'est pas parvenu à effacer l'ingratitude des lieux.

Le Salon du livre est, avant toute chose, une vitrine culturelle. Les visiteurs s'y dérangeant pour des raisons qui ne sont pas commerciales ou de pure curiosité. La fête du livre a sans doute besoin d'un environne-

ment qui soit à la fois prestigieux et intéressant. L'installer dans l'immense surface du hall 1 entraînerait une complète transformation de l'esprit même du Salon.

Il est certain également que la date retenue pour ce Salon (imposée par des circonstances extérieures plutôt que choisies) est trop tardive. M. Grind a clairement laissé entendre qu'on reviendrait, l'an prochain, à la seconde quinzaine de mars, ce qui aura également l'avantage d'éliminer l'un des responsables de l'échec de cette année : le beau temps.

Se tiendra-t-on à ces rectifications ponctuelles ? M. Grind, sortant, pour une fois, de la courtoisie nonchalante qu'il s'était imposée, a désigné un quatuor responsable de l'échec : « le climat détrempé créé par certains de nos confrères et leur incapacité à croquer dans la soupe ». Certains éditeurs ne se sont pas contentés de ne pas participer au Salon : ils ont tenu aussi à faire savoir pourquoi, dans des termes qui n'encourageaient guère les amateurs de livres à faire le déplacement. Il est certain que cette fronde, encore limitée, ne va pas s'éteindre après les résultats du Salon 1989.

Quelques aménagements de surface ne suffiront pas à désarmer les »

opposants et à convaincre les réticents. Personne ne remet sérieusement en question, parmi les éditeurs, les libraires, les bibliothécaires et les écrivains (qu'on n'a pas vus cette année), l'actualité d'une grande manifestation annuelle du livre, mais les plus radicaux affirment que la simple reconduction du Salon, sous sa forme actuelle à peine modifiée, aboutirait rapidement à sa disparition.

Il veulent donc tout « remettre à plat », tout rediscuter, de la présence de certains exposants aux activités d'animation, en passant par l'accueil d'un public — qu'il n'est peut-être pas indispensable de faire payer (30 F) pour qu'il pénètre dans une librairie, fait-elle immense.

Les dirigeants du SNE risquent donc d'affronter bien des orages, avant de pouvoir annoncer le dixième Salon, coïncidant avec l'ouverture des dix dernières années du millénaire. D'autant qu'ils ont aussi manqué leur pari international. Malgré l'importance de la représentation allemande, la qualité des stands et des animations en tout genre proposés par les éditeurs de RFA, les trawles allemandes du Salon sont demeurées désespérément désertes.

PIERRE LEPAPE.

MURIEL, 23 ans diplômée scripte C.L.C.F., anglais souhaiterait effectuer stages : **SCRIPTURE PRODUCTION MONTAGE** (Séjour USA dix-huit mois à Boston) Env. DANIELE, cabinet du Monde 7, rue des Italiens, PARIS-9

Rendez Vous du 30 Mai au 3 Juin le triomphe international de **MAGUY MARIN CENDRILLON** SERGE PROKOFIEV / MAGUY MARIN LYON OPERA BALLET 49.80.18.88

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE PARIS SALLE PLEYEL SAMEDI 27 MAI 20 H 30 **WOZZECK** ALBAN BERG S. NIMSGERN - N. SEUNDE - G. CLARK F. MAZURA - A. REECE - H. WILDHABER H. SCHAEER - F. DUMONT - L. LANDUYT CHOEUR ET MAÎTRISE DE RADIO FRANCE Direction : MAREK JANOWSKI Vente des billets sur place de 11 h à 18 h et à partir de 20 h le 27 mai. Prix des places : 65, 105 et 170 F (tarif réduit : 30 F) Radio France

Communication

Un bilan sévère du CSA

La promesse de lourdes sanctions contre la 5

Incorrigible ? Malchanceux ? « Coupable », a sèchement tranché le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) en jugeant les comportements — et incartades — des chaînes de télévision. Comptable de non-respect de ses propres engagements concernant l'organisation de sa grille de programmes et la variété obligatoire des genres ; de diffusion hors horaires réglementaires des films de cinéma ; coupable d'abus en matière de paratexte ; et surtout de non-respect des quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes.

Coupable incartade : l'antagonisme de la chaîne, exprimée dans une brochure luxueuse intitulée *Mission accomplie* et distribuée il y a plusieurs semaines à la presse et aux pouvoirs publics, a été ressentie au CSA comme une véritable provocation. Coupable avertis : les alertes, menaces, plaintes et nombreuses mises en demeure dont la 5 a fait l'objet la privent d'invoquer l'effet de surprise. Enfin, la chaîne est récidiviste, étant donné son choix éditorial en matière de programmes axés sur la fiction — le plus souvent américain — le CSA notant que « l'importance des infractions commises se trouve aggravée par le fait que le bilan du premier exercice a donné lieu aux mêmes remarques ».

Le CSA ne relève aucune excuse ni aucune circonstance atténuante. L'heure est au bilan et à la sanction, lourde et peut-être tragique pour la chaîne. Le communiqué publié jeudi 25 mai par le CSA, après de nombreuses réunions — tant sur le fond que sur la forme du texte — débute par le moins froidement :

Investiture à la Prévert

Le conseil y constate « la situation financière préoccupante de la société ainsi que les manquements graves et nombreux, tant aux obligations librement acceptées par la société qu'aux textes législatifs et réglementaires ». Suit une énumération à l'allure d'inventaire à la Prévert des fautes reprochées aux responsables de la 5. D'abord le choix de son « format » avec ses conséquences sur l'absence de variété des émissions.

« La 5 a pratiquement limité sa programmation à deux thèmes : fiction (63,73 % de l'ensemble d'antenne) et information (16,50 %) », note le CSA, qui relève ensuite l'absence d'émissions consacrées à la science, l'éducation et la formation, le manque d'émissions spécifiques destinées à l'information du consommateur, ainsi qu'à la langue française et à la francophonie ; enfin le déficit de »

spectacles vivants (8 pour 12 exigés).

Deuxième thème d'accusation : les infractions concernant les règles touchant au cinéma : non-respect du nombre maximal de films imposés, des horaires et jours de diffusion, des quotas de diffusion d'œuvres françaises (32,6 % au lieu de 50 %) et d'œuvres européennes (34 % au lieu de 60 %) ; et détournement implicite de l'esprit de la réglementation puisque ces quotas tombent respectivement à 21,7 % et 24 % pour la tranche horaire 6 h 30-1 heure.

Infractions sur le paratexte

Le CSA dénonce aussi « une méconnaissance quasi systématique du décret du 26 janvier 1987 » concernant la publicité et le paratexte. La 5 se voit donc accusée de ne pas respecter l'obligation d'accompagner chaque message publicitaire d'un signal permettant d'en reconnaître le début et la fin, les exigences concernant la durée de ces formes de publicité et la coupure unique des films.

Enfin, le CSA énumère des infractions nombreuses sur le paratexte, notamment les « mentions fautes à l'extérieur des journaux télévisés » ou « les émissions avec utilisation d'arguments publicitaires ». Le tableau est bien différent de celui brossé en général par les responsables de la chaîne, qui pourraient s'y reconnaître. « Le CSA n'a pas tenu compte des contraintes extérieures qui ont pesé lourdement sur notre chaîne », déclarait simplement jeudi 25 mai le directeur général de la chaîne, M. Philippe Ramond, décidé à les présenter au Conseil d'Etat.

Car c'est avec le Conseil d'Etat que va se jouer la dernière partie. Le CSA termine en effet son communiqué en indiquant que, conformément à la loi, il va « demander au vice-président du Conseil d'Etat de désigner un membre de la juridiction administrative chargé d'instruire le dossier en vue de l'application des sanctions prévues par l'article 43 de la loi ». Un article qui prévoit des sanctions pécuniaires calculées en fonction de la gravité des manquements constatés jusqu'à la suspension provisoire ou définitive de l'autorisation. « Tout est envisageable », affirmait en début de semaine un des membres, sachant que la procédure est forcément assez longue, le principe du contradictoire étant la règle, même si le bilan désastreux de la 5 la place d'embûche sous le coup de sanctions automatiques du Conseil d'Etat, décidées, celles-là, dans une ordonnance du 22 juin 1988. La 5 paraît comme en surbrûlé.

ANNICK COJEAN.

Le débat sur les quotas audiovisuels

Polémique entre les députés de Strasbourg et la Commission de Bruxelles

La jeune démocratie européenne a quelques problèmes de transparence. Le 24 mai, 267 députés sur les 291 présents ont amendé au Parlement de Strasbourg l'article 10 de la directive sur l'audiovisuel. Cet amendement n° 3 renforçait sensiblement le texte dans le sens souhaité par les créateurs en obligeant les Etats membres à « tout mettre en œuvre » pour obtenir, en quatre ans, une proportion majoritaire d'œuvres européennes sur les chaînes de télévision. En fin de séance, le commissaire Dondelinger acceptait au nom de la Commission toute une série d'amendements dont le fameux n° 3.

Or, à peine sorti de l'Assemblée, le commissaire s'empresse de déclarer le contraire aux journalistes : pas question de modifier l'article 10 dans un sens plus contraignant en imposant des quotas majoritaires. Les députés européens, qui croyaient avoir attrapé la victoire, déchantèrent en lisant la presse.

Lors de l'ouverture de la séance plénière, le lendemain, M. René-Emile Piquet, élu communiste français, s'indigne : « La Commission dit-elle la vérité en séance ou en conférence de presse ? L'engagement pris devant le Parlement doit être respecté. » M. Jean-Pierre Cot

surenchérit : « Y avait-il volonté de tromper le Parlement ou pas ? » L'Assemblée européenne a alors solennellement adopté le procès-verbal des débats de la veille et demandé à la Commission de s'expliquer.

L'envoi des députés ne trouble guère la sérénité de la Commission. On est à la veille de la fin des travaux parlementaires, les élections européennes vont envoyer à Strasbourg d'autres élus et l'incident sera vite oublié. M. Dondelinger campe sur ses positions, ne veut pas entendre parler d'un renforcement des quotas audiovisuels et ne transmettra pas l'amendement n° 3 au conseil des ministres.

Selon les règles de la démocratie européenne, la Commission n'est pas tenue de suivre l'avis majoritaire des élus ni même ses propres déclarations inscrites au procès-verbal officiel de l'Assemblée.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

« La Commission exécute les ordres du gouvernement des Etats-Unis », estiment les syndicats

« Un constat s'impose : la Commission de Bruxelles exécute les ordres du gouvernement des Etats-Unis au détriment des intérêts de chacune des nations de la CEE. » C'est ce que déclare dans un communiqué la Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle COT (FNSAC), en se référant au débat du parlement de Strasbourg et aux pressions exercées par le représentant du Commerce américain (le Monde du 25 mai). « La décision définitive sera prise lors du Conseil des ministres de la Communauté », le 14 juin prochain à Bruxelles, poursuit la Fédération, qui ajoute qu'« il est possible aujourd'hui de gagner. Cela exige la mobilisation et de l'expression des professionnels. »

مكتبة الأمل

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-44-24-24)

Un bruit qui court (1983), de Jean-Pierre Sentier, Daniel Lajoux, 16 h. Camé 89-1 le Somaire Internationale de la critique; *As Times Go By* (1988, v.o., c.a.), de Wong Kar Wai, Angèle more (1988, v.o., c.a.), de Wong Kar Wai, 15 h. Camé 89-1 *Un certain regard*; *Noir Pêche* (1988, v.o., c.a.), de Jean-Marie Straub, Danielle Huillet, Erreur de jeunesse (1988, v.o., de Boris Premont, 21 h 15.

SALLE GARANCE
CENTRE CULTUREL COMPTON
(42-78-37-29)

Hommage à Anna Magnan: *A Femme* (1963, v.o., c.a.), de Nanni Loy, 14 h 30; *Je Sais Anna Magnan* (1980, v.o., c.a.), de Chris Vermeiren, 17 h 30; *Touten Venen* (1984, v.o., c.a.), de Vittorio Gassman, 20 h.

[illegible]

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Seim-Lambert, 15 (45-32-91-63) 21 h.

AMBER (Fr.): Seim-Lambert, 15 (45-32-91-68) 16 h 30.

L'APPUCEUR (Gr.-Fr., v.a.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 20.

BARRY LYNDON (Brit., v.a.): Grand Prix, 15 (45-44-46-85) 21 h 15.

HERD (A. v.a.): République Cinéma, 11 (48-05-31-37) 17 h 20.

HURDY (A. v.a.): Studio Gaumont, 5 (43-54-72-31) 17 h 20.

LA TRAVERSÉE DE DIEU (A.-Austr., v.a.): Grand Prix, 15 (45-54-46-85) 17 h.

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Bel., v.a.): Grand Prix, 15 (45-54-46-85) 17 h.

PARIS EN VISITES

SAMEL

- « Maison de la Légion d'honneur », 16 heures (Moments historiques).
- Tombes illustres du Père-Lachaise, 14 h 30, métro Père-Lachaise.
- Exposition : la Révolution française et l'Europe, 16 h 30, entrée de l'exposition.
- Exposition contemporaine de l'expo Eiffel, 15 h 30, 1, rue de Bellocchasse (sous l'éclairage).
- Circuit révolutionnaire à Versailles, 10 heures, devant les grilles du château.
- Promenade révolutionnaire : du couvent des Cordeliers à l'imprimerie de Lamarck, 14 heures, fontaine Saint-Michel.
- L'Hotel de Lamoignon, 14 heures, 33, quai d'Orsay (carte d'identité).
- L'étrange quartier de Saint-Sulpice, 15 heures, métro Saint-Sulpice, sortie.
- L'ancien village d'Anzeville et ses hôtels, 14 h 45, métro Belleville.
- Une heure au Père-Lachaise, 11 heures, boulevard Ménilmontant, à la rue de la Roquette.
- Les plus célèbres tombes du Père-Lachaise, 14 h 45, boulevard de Ménilmontant, en face de la rue de la Roquette.
- Le Palais Miroir, 15 heures, 0, rue Louis-Philippe.
- Le parc Montsouris, 15 heures, RER C4 universitaire, sortie.
- Le Mairie : de Saint-Gervais au village de Saint-Paul, 14 heures, 68, rue François-Miron, métro Saint-Paul.
- Le Palais royal révolutionnaire, 14 h 30, arcades du Louvre des antiquaires, métro Palais-Royal.
- Histoire symbolique de la France, 15 heures, Grand Orient.
- Le Palais Royal, rue Colet.

CRUISING (**) (A. v.a.): Accotons, 5°
(43-26-19-09) 20 h.

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It. v.a.): Studio des Uralines, 5°
(43-26-19-09) 20 h.

DIAMANTS SUR CANAPE (A. v.a.):
Studio des Uralines, 5° (43-25-72-07) 14 h.
16 h 30, 19 h 30, 21 h 30.

DRON GIOVANNI (Fr.-It. v.a.): République
Cinéma, 11° (40-05-51-33) 13 h 30.

DROWNING BY NUMBERS (Brit. v.a.): Ciné Beaumont, 3° (43-71-52-36)
15 h 30; Deauville, 14° (43-51-41-01) 22 h.

L'EMPEREUR DES SENS (***) (Fr.-Jap. v.a.): Deauville, 14° (43-51-41-01) 20 h.

LES ENCHAÎNÉS (A. v.a.): Saint-Lambert, 15° (45-52-59-18) 10 h 45.

CORRIDA (Fr.-Esp. v.a.): République
Cinéma, 11° (40-05-51-33) 20 h.

L'ESPOIR À LA PEAU DE SERPENT (A. v.a.): Studio des Uralines, 5° (43-26-19-09) 20 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.-It.-All.): Ciné Beaumont, 3° (43-71-52-36) 11 h 15.

**JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-
LEAU** (A. v.a.): Saint-Lambert, 15°
(45-52-59-18) 10 h 45.

JULES ET JIM (Fr.): Les Trois Luxem-
bourg, 6° (46-33-97-77) 12 h.

LES LIABSONS DANGEREUX (Fr.):
Reflet Logos 11° (43-54-42-34)
12 h 10.

LES FEMME CHEN (Su. v.a.): Studio
des Uralines, 5° (43-26-19-09) 15 h 30.

MAMMA ROMA (It. v.a.): Accotons, 5°
(43-26-19-09) 21 h 50.

MATRICE (Brit. v.a.): Cinéches, 6° (46-33-97-77) 12 h.

MÉTAL BRUILLANT (A. v.a.): Grand
Paris, 15° (45-54-46-85) 15 h 30.

MÉTROPOLIS (All. v.a.): Deauville, 14°
(43-51-41-01) 22 h 30.

LE MONDE SELON GARCIA (A. v.a.):
Studio des Uralines, 5° (43-26-19-09) 15 h.

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit. v.a.): Grand Paris, 15° (45-54-46-85) 15 h.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit. v.a.): Grand Paris, 15° (45-54-46-85) 15 h.

MOORE (**) (Fr. v.a.): République Cinéma, 11° (40-05-51-33) 22 h.

MORT À VENISE (It. v.a.): Studio
Galande, 5° (43-54-72-71) 15 h 45.

NOIR ET BLANC (Fr.): Ciné Beau-
mont, 3° (43-71-52-36) 11 h.

LE NOIR DE LA ROSE (Fr.-All. v.a.):
Grand Paris, 15° (45-54-46-85)
22 h 15.

PASSION (Fr.): Saint-Lambert, 15° (45-52-59-18) 21 h.

LE PÈRE DE LA MARIEE (A. v.a.):
Studio Zéline, 11° (43-57-51-51)
22 h 45.

27 MAI

CONFÉRENCES

Festival de Botigny, place de la Libération (métro Botigny-Pablo-Picasso), 14 heures et 16 heures : « Le mouvement associatif et les caractéristiques de la communauté turque en France » ; 17 h 30 : « Le phénomène de la méditerranéité : le lien communautaire turque, la place des femmes originaires de Turquie dans la société française ».

Sorbonne (salle n° 113), 15 heures : « En marge du bicentenaire : les questions controversées sur la succession d'Espagne et ses répercussions en France moderne », par le comte Xavier

de Rocha.

MC 93
BUBICNY
48 31 11 45
21 - 24 juin
*Rom
Nuit
Dai
deu
«Cu
Mus
de l*
Ministère de la Révolution Française

Vendredi 26 mai

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A.); v.o.; Grand Palais, 15^e (45-54-46-85) 16 h 50.

PRINCESS NEIDE (A. v.o.); Saint-Lambert, 15^e (45-53-91-66) 17 h.

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong Kong); v.o.; Cluny Palais, 45 (45-54-07-16) 12 h.

LE SACRIFICE (Fr.-Su., v.o.); Doinfant, 14^e (45-41-41-01) 17 h 10.

LE SÉQUESTRÉ DES ANNEAUX (A. v.o.); Grand Palais des Urmilines, 3^e (45-26-19-09) 17 h 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.); Studio Galande, 5^e (45-54-72-71) 22 h 30, 0 h 20.

TUOJUN (A. v.o.); Grand Palais, 15^e (45-54-46-85) 16 h 15.

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A. v.o.); Grand Palais, 15^e (45-54-46-85) 13 h 30.

UZ BATTLE AND HUM, LE FILM (A. v.o.); Avenue Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) 11 h 30.

VENT DE GALEENNE (Fr.-Can.); Studio des Urmilines, 3^e (45-26-19-09) 13 h 30.

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (A. v.o.); Grand Palais, 15^e (45-54-46-85) 13 h 30.

WILLOW (A. v.o.); Grand Palais, 15^e (45-54-46-85) 14 h.

Les grandes reprises

A BOUT FORAINT (A., v.a.): Les Trois Loupseaux, 5^e (42-78-77).
ACCATTONE (R., v.a.): L'Amica, 4^e (42-78-46).
BACH ET BOTTINE (Cm.): Epée de Bois, 3^e (42-57-57-47).
LE BAISER DE LA FEMME ARABE (A., v.a.): Les Trois Parassus, 6^e (42-56-58-00).
BRAZIE (Brit., v.a.): Studio Galand, 5^e (42-54-72-71).
CASINO ROYALE (Brit., v.a.): Le Champ, 5^e (42-54-51-50).
LA CHAÎNE (A., v.a.): Action Riva Ganche, 5^e (42-59-44-40); Les Trois Balais, 5^e (42-61-60-10).
LE DOCTEUR JIVAGO (Brit., v.a.): La Nouvelle Maxville, 5^e (42-70-72-86).
ESSEY RIDER (A., v.a.): Cincques, 6^e (42-54-82).
EVE (A., v.a.): Action Christian, 6^e (42-59-21-30).
L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.a.): La Nouvelle Maxville, 5^e (42-70-72-86).
LA FEMME DE L'AVIAITEUR (Fil.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (42-53-57-74); Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6^e (42-23-47-23); Les Trois Balais, 5^e (42-61-60-10); Sope Parassus, 1^{re} (42-50-32-30).
HOTEL TERMINUS (Fr., v.a.): Penthouse, 5^e (42-54-15-04).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.a.): Forum Héraïa, 1^{re} (42-58-57-57); UGG, 1^{re} (42-53-16-16); Kinéorama, 1^{re} (42-56-50-50).
MACADAM COW-BOY (C.) (A., v.a.): La Nouvelle Maxville, 5^e (42-70-72-86).
LE MALIN (A., v.a.): Reflet Logos I, 5^e (42-54-42-34).
MASCULIN-FÉMININ (Fr.-Su.): Reflet Médias Logos salle Louis-jour, 5^e (42-54-42-34).
MIDNIGHT EXPRESS (M.) (Brit., v.a.): Les Montparnas, 1^{re} (42-27-52-37).
MONNAIE DE SINGE (A., v.a.): Action Christian, 6^e (42-59-21-30).
LES PERLES DE LA COQUERONNE (Fr.): Les Trois Balais, 5^e (42-54-51-60).
LE PORT DE L'ANGOSSE (A., v.a.): Action Christian, 6^e (42-59-21-30).
QUEST-CE QUE J'AI FAI POUR MERITER ÇA? (Esp., v.a.): Les Trois Balais, 5^e (42-54-51-60).
SHAKESPEARE WALLAH (Brit., v.a.): 14 Juillet Parassus, 6^e (42-25-58-00).
SOUPÇONS (A., v.a.): Action Christian, 6^e (42-59-21-30).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.a.): Utopie Champollion, 5^e (42-56-44-55).
TOFFER (A., v.a.): Reflet Logos I, 5^e (42-54-42-34).
LE TROUSSEUR HOMME (Brit., v.a.): Les Trois Balais, 5^e (42-54-51-60).
UNE NUIT À L'OPÉRA (A., v.a.): Action Riva Ganche, 5^e (42-59-44-40).

Les festivals

GAÏ PIED FAIT SON CINÉMA. L'Estafette, 15 (45-42-43-63). My Beautiful Lady, 15 (45-42-43-63). Les Femmes de l'Alger, 15 (45-42-43-63). 20 h. 22 : Encore, jeu. à 14 h. 16 h. 18 h. 20 h. 22 h. 22 h. : Ange, ven. à 14 h. 16 h. 20 h. 21 h. : Hommes blessés, sam. à 14 h. 16 h. 30 h. 19 h. 21 h. 30 h. : Spectres, dim. à 14 h. 19 h. ; Whiskind and I, dim. à 16 h. 20 h. 21 h. 30 h. : L'Homme à la machine à vapeur, 15 (45-42-43-63). 20 h. 22 h. : Trois sans Kilo, mar. à 14 h. 16 h. 20 h. 22 h. : Thelma, ven. à 14 h. 16 h. 18 h. 20 h. 22 h. 22 h.

ASTÉRIK. Saint-Lambert, 15 (45-32-1-68). Autriche et Ciloéphore, sam. 15 h. 30 : Les Deux Travaux d'Asfrik, mer. 17 h. dim. 13 h. 45.

CINÉ-IMA : LES CO-PRODUCTIONS FRANCO-ARAABES. Institut du monde arabe, 9 (40-51-38-36). Vols d'été, (ntf)

PETER GREENAWAY (v.o.), 14 Juillet
Parmaise, 6 (43-26-58-00). Mear-
trons un jardin anglais, mar., film à
13 h 45, 15 h 50, 17 h 50, 20 h, 22 h 10 ;
Le Ventre de l'Archimède, mar., ven., film
à 14 h 15, 16 h 40, 19 h 10, 21 h 45 ;
Drowning by numbers, lun., film à
14 h 15, 16 h 40, 19 h 10, 21 h 45 ; Zoo,
sam., jeu., film à 14 h 15, 16 h 40,
19 h 10, 21 h 45.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

DES FRANÇAIS. Artistic Athénée (48-36-36-02) (dim. soir, lun.). 20 h 30, sam. et dim. (16-18).

LES QUATRE FILS AYMON. Centre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16), vendr. à 20 h 30.

LE BOSSU. Centre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16), sam. à 19 h et 22 h 30.

AMOUR POUR AMOUR. Comédie-Française (40-1-50-15), 20 h 30, dim. à 14 h (20).

NUIT DE L'ÉTRANGE, Max Linder
Panorama, 9^e (48-24-88-88). Elephant
Man, Scammers, Phantom of the paradise,
jeu. 0 h 30 Pt : 70 F.

WOODY ALLEN (v.a.), Mac-Mahon, 17^e
(43-29-78-89). Tombé les filles et tait-
toi, veut, scènes à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h,
22 h film 25 mm après : Tout ce que vous
avez toujours voulu savoir sans scènes
à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 25 mm
après : Amic Hall, dim., scènes à 14 h,
16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 25 mm après :
Inséparable. lun., scènes à 14 h, 16 h,
18 h, 20 h, 22 h film 25 mm après.

VIE, AMOUR ET LIBERTÉ. Café de la danse (43-57-05-35), 22 h, dim, l 15 h et 17 h (22).

MON PÈRE OUI FONCTIONNAIT PAR FEMME QUI TRÉPASSA. Mémorial de Verre (43-58-33-44), 21 h (25).

LA CLASSE MORTE. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15), 20 h 30 (23).

ILIADÉ. Soisson (CAC Les Gémeaux) (42-71-26-16), mardi 19 h.

NA. Stréfin des Champs-Élysées (47-20-08-34) (dim, mer, jeu), 20 h 30, dim, l 15 h 30 (23).

GYMNASÉ MARIE-REIL (42-46-79-79). L'Étudiante de ma vie : 20 h 30.
BOULEVARD DES NATIONS (43-26-45-24).
Le Frigo : 20 h 30.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chavre : 19 h 30. La Lepou : 20 h 30. Les Myrtales de la Révolution : 22 h 30.
L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). La Bonne Amie : 18 h 30. L'Héroïque *Amante* de Camille Bourreau : 20 h 15. Elles étaient citoyennes : 22 h 15.
LA BEUVÈRE (44-74-76-99). Entre nous : 20 h 30.
LA MAISON DU BRÉSIL (45-77-09-77). O Crastes croit : 20 h 30.
LE BOURVIL (43-73-47-84). O Ce soir, on enlève tout : 20 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-92). Les Femmes de l'été : 20 h 30.
LE PROFANE (45-73-73-13). Mère

CHÉRIE : 18 h et 21 h.

LE REVERBÈRE (45-79-50-74) : O. Le Conte de ma mère : 20 h 30.

LES DÉCHÂTRÉS (42-36-00-02) : Les Origines de l'opéra : 21 h.

LE LUCIFÉRAIRE FORUM (45-44-57-34) : Théâtre mar. : Le Petit Prince : 18 h 45. Le Jardin d'Al Musannaï le prophète : 20 h. L'Amour : 21 h 30. Théâtre d'été : Les Vieux Châli : 20 h. Le mauvais garçon : 18 h 30. Journal français : 20 h. Les Exercices : 21 h 30.

MAISON DES CULTURES DU MARAIS (42-37-00-00) : Les Ballets d'été (45-44-73-30) : O. Le Conte de ma mère : 20 h 30.

MARAIS (42-37-05-53) : L'Avare : 20 h 45.

MARIE STUART (45-08-17-85) : Les Amis des amis : 20 h 30. Contes cruels : 22 h.

MARQUAIS (42-56-04-11) : Starsmania : 20 h.

MARENGNY (PÉITIT) (42-25-30-74) : La Face cachée d'Orion : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). L'Aiglon :
20 h 30.
MÉNAGE DE VERRE (43-38-
33-44). ◊ Mon père qui fonctionnait per-
fectement : 21 h.
MAGNÉSIE (43-45-83-02). La Bonne
Adresse : 21 h 15.
MOGADOR (48-78-75-00). ◊ Une folie
électrique : 21 h.
MONT-PARNASSE (43-22-77-74). Les
Caprices de Marinette : 21 h.
NOUVEAUTES (47-70-52-76). ◊ La
Grand Standing : 20 h 30.
NORMANDE (47-70-52-76). Je ne sais pas
l'espagnol : 20 h 45.
OLYMPIA (47-43-82-45). ◊ Les Lumière
du rire : la semaine des quatre hâles :
20 h 30.
PALAIS DES GLACES (GRANDE
SALLE) (42-02-27-17). Les Vamps :

PALAIS OMNISENS PARIS HENRY (43-46-12-21) : O Carment ; 20 h.
PALAIS ROYAL (47-59-38-81). Au secon-
 -neur... tout va mieux ! 19 h. 45-46
 45-46
 92-97. Salle L. O Monsieur... 45-46
 20 h. 45. Salle II. Journal d'une petite
 fille 43-41
POTINIERE (43-61-44-16). La Frousse :
 20 h.
RANELAGH (43-68-64-44). L'Envers des
 caresses : 20 h. 30.
ROUSSEAU-PARLANT (47-31-30-20). O
 Fardeau au voyage Villa Savoye de
 Le Corbusier : Samedi : 14 h. 30. Dédi-
 cace : 18 h. 30. Journal d'une femme et
 chambre : 20 h. 30. Sinter-Sperre et
 autres mystères : Samedi de la marie-
 nette à Paris : 22 h. 30.
SAINT-GESMENS (48-76-63-47). Drôle
 de couple : 20 h. 45.
 45-46
 48-07-20-17. O Galerie BRASSI,
 48-07-20-17. O Dialogue avec moi-même : 21 h.

THEATRE 13 (45-48-16-30). Le Fossil de la nuit : 20 h 30.

THEATRE CLAVEL (42-38-22-58). Antropie d'un caméléon : 20 h 30.

THEATRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Nûm c'est autre chose Théâtre en appartement : 22 h 30.

THEATRE DU MAIN D'OR (42-67-69-87). Sella L. O. Molière Complotion ou Jean-Baptiste et les femmes : 18 h. Sella L. Piège pour un homme seul : 21 h. Sella L. Les Femmes de l'Alcazar : 20 h 30. L'Ecluse des joues : 22 h.

THEATRE DE MËNIMENTAULT (46-36-98-60). Les Voisins : 20 h 30.

THEATRE DE PARIS (43-80-09-30). Les Femmes de l'Alcazar : 20 h 30.

THEATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Os Les Cruchot dans Premiers Adieux : 20 h 30.

THEATRE MODERNE (48-74-10-75). Le César nous : 20 h 30.

THEATRE DU VAGUEL (42-33-80-78). L'Esquisse : 18 h 30. Un ange en enfer : 22 h 30.

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier, ou Le Cœur de la Tour Eiffel : 20 h 30. Le Retour : 21 h 30.

THEATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). O Extraits de Faust I et de Faust II (lectures) : 20 h 30.

THEATRE BERNAUD-BARRAUD (42-00-10-70). Grande salle, L'Arcaïs : 20 h 30.

TINLAMARE (48-57-33-62). Phédo (A repasser) : 20 h 15. Barthélemy : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). O Une nuit de Noël : 18 h. Amour : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-52-08-04). O Les Cravates Huppées : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Présidents : 20 h 30.

Opéra

PALAIS OMNISPORTS PARIS-BERCY (43-46-12-21). Carmen. 20 h. Opéra de Georges Bizet. Mise en scène Pier Luigi Pizzi. Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Lawrence Foster. Ballet Teatro spagnolo, avec T. Berganza, M. Zimmermann (mezz., sam.), M. Chmelnau-Damonte (dum.), S. Toczyska (jou.), N. Shicoff (vca., marc.), G. Lamberti (mezz., sam.), M. Maignani (jou., dum.), A. Fondary (vca.), F. Elloro d'Artegna (jou., mar.), J.-P. Lafont (mezz., sam., dum.), B. Madra (jou.), A. Ferrari (vca., mar.). A. A. A. Répé-

Les concerts

AUDITORIUM DU LOUVRE (1^{er}) (40-25-22). Victoria Ponomareva, Anisaf Safinina, 20 10 so. Panso, dans. (Cours de Wolf, Mousorgski, Chostakovitch).

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (9^e). Kammerchorale de Paris, 20 145 av. (Gavens de Mozart, Nielsen, Offenbach).

OPERA DE PARIS, Palais Garnier (9^e) (47-43-53-71). Orchestre national de l'Opéra de Paris, 20 14 Dir. Andrae Gungl, Andréa Marianna, Rorholm, Keith Lewis, Fritzi Salomon. « Le Paradis et la Péri » et de Shumann.

SAINTE-CHAPELLE (1^{er}) (46-61-11-11). Orchestre de la Veuve 25 av. (Gavens de Viraldi, Porcchi, Lully). Téléphone location : 43-62-40-43.

SALLE PLEYEL (9^e) (43-63-58-73). Orchestre de la Veuve 25 av. Barenboim. Mariusz Rostropovitch (cello). « Concerto pour violoncelle et de Dvorak, « Symphonie n° 1 » de Brahms.

OPERA DE PARIS, Palais de l'Opéra (8^e) (47-20-36-37). Orchestre et chœur national d'Espagne, 20 130 av. Dir. Christel Barriere, Heinrich Schütz, Arriaga, Clid, Illeg, Halffter. Dans le cadre du IP Festival de Paris. Téléphone location : 40-27-62-25.

Région parisienne

AUBREVILLIERS (THÉÂTRE DE LA
 COMMUNE) (48-24-24-67). God Save
 The Queen Mon balais pour ton royaume :
 20 h 30.
 AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES
 PREVÈRT) (48-68-00-22). ♦
 L'Éthiennette : 21 h.
 LAMART (CENTRE CULTUREL
 DE LA VILLE) (48-47). ♦ Le Réfor-
 mateur et ses grands idées : 20 h 30.
 ÉPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LIL-
 MIERE) (48-74-62-60). ♦ Les Ven-
 danges : 20 h 30.
 PONTENAY-LEZ-TOURNAI (THÉÂTRE
 DES SOURCES) (46-61-30-03). ♦ An-
 dré Lamy : 20 h 30.
 MASSY (C.C. PAUL RAILLIART) (69-
 20-20-20). ♦ Les Femmes : 20 h 45.
 MANTERVILLE (THÉÂTRE DES AN-
 DIÈRES) (47-21-18-81). Soixante poly-
 tesses. Inconnu : 20 h 30.
 NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)
 (46-63-33-33). Le Réformateur : 20 h 30.
 ORLÉY (SALLE ARAGON) (48-54-
 48-22-33-33). ♦ Robespierre : 14 h 15.
 FRESAILLES (FABR BALBÈ) (39-54-
 54-14). 1789 : 20 h.
 PLEURIEUX (THÉÂTRE ROMAIN
 DE LA VILLE) (48-54-15-02). ♦ Les
 Dames adorées : 20 h 30.
 PINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SO-
 RANO) (48-08-60-83). ♦ Des sources et

RUMBA DE CUBA

Rumba, Cha-cha et Tropicana, Carnaval et Boleros, Nuits de Salsa, Bailarinas, Tumba des Français, Daikiri, Rhum et Palmiers. 130 artistes pour fêter deux cents ans de Révolution Française et trente de «Cuba Libre» au premier festival en Europe de Musique Cubaine. A l'initiative du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis et en collaboration avec

89
en
93

**Sans Sans-Dans le département
Conseil Général**

Economie

SOMMAIRE

■ Le Japon, l'Inde et le Brésil sont placés sur la « liste noire » des Etats-Unis pour les échanges commerciaux (lire ci-contre).

■ Les déséquilibres internationaux s'accroissent (lire ci-dessous).

■ Au 43^e congrès de la CGT, M. Krasucki répond avec nuance aux opposants (lire page 29).

■ Malgré les créations d'emploi, le chômage a augmenté en avril en France (lire page 29).

■ Le promoteur immobilier Donald Trump reprend la navette américaine Boston-Washington (lire page 28).

Le Japon en tête de la « liste noire » de Washington

WASHINGTON
de notre correspondant

Peut-on entrer en guerre à reculons, et en protestant de sa bonne volonté ? C'est, apparemment, ce que les Etats-Unis sont en train de faire, en matière d'échanges commerciaux. Après bien des hésitations de dernière minute, et des conflits internes, l'administration Bush a décidé de mettre trois pays — le Japon, le Brésil et l'Inde — en demeure de modifier leur politique, considérée comme restrictive à l'égard des importations de produits américains — sous peine de graves sanctions commerciales.

C'est la représentante spéciale du président pour le commerce, M^{me} Clara Hill, qui a donné la liste des « punis », ou plutôt des punis en puissance, au cours d'une conférence de presse qui avait été remise par deux fois, jeudi 25 mai, signe que la décision n'était vraiment pas facile à prendre. M^{me} Hill a souligné que l'administration ne faisait là rien d'autre que son devoir, qui est d'appliquer la loi sur le commerce votée l'été dernier par le Congrès, et que l'administration Reagan avait tenté, avec un succès mitigé, de

débarrasser de ses aspects les plus clairement protectionnistes.

Cette nouvelle loi, et plus précisément l'article dit « super 301 », faisait obligation à l'exécutif d'établir, avant le 28 mai, la liste des pays dont les pratiques commerciales sont particulièrement « déplorables ». M^{me} Hill a protesté des bonnes intentions de l'administration, et souligné que cet « exercice » ne se voulait pas « offensant ».

L'avis des « faucons »

Comme on s'y attendait, la Corée du Sud, qui avait fait de pressantes démarches et pris tout récemment des engagements précis, est épargnée. La Communauté européenne échappe également à l'article « super 301 », les conflits en cours étant soumis à l'arbitrage international du GATT (1). Sont par contre visés l'Inde (qui ne compte que pour moins d'un deux centième dans le déficit commercial total des Etats-Unis), le Brésil (moins d'un vingtième) et surtout le Japon — « responsable » de près de la moitié du solde négatif du commerce extérieur, avec 53 milliards de dollars en 1988.

C'est la présence du Japon qui donne tout son intérêt à la « liste noire », et c'est aussi elle qui a fait problème. Plusieurs très hauts responsables de l'équipe Bush ne souhaitent pas que Tokyo soit ainsi mis au ban des accusés, à un moment où les dirigeants japonais, atteints par le scandale Recruit, ont déjà leur comptant de difficultés. Mais, malgré les réticences d'hommes aussi influents que Brent Scowcroft (conseiller national de sécurité), James Baker (secrétaire d'Etat), Richard Darman (responsable du budget) ou Michael Boskin (chef des conseillers économiques), c'est l'avis des « faucons » (en matière commerciale) qui sont le secrétaire au commerce Robert Mosbacher ou M^{me} Hill, ou encore le secrétaire à l'Agriculture Clayton Yentler, qui a prévalu.

Les premières réactions du principal accusé ont été évidemment très négatives. L'ambassadeur de Tokyo à Washington a estimé cette décision « regrettable », et a annoncé qu'elle « pourrait causer un effet de boomerang et rendre encore un peu plus difficile la solution de divers problèmes ». Un de ses collaborateurs renchérissait en affirmant que le Japon servait de « bouc émissaire ».

Politiquement, la décision de la Maison Blanche s'explique assez aisément. Dénoncer le grand rival commercial et technologique des Etats-Unis présentait l'avantage de jeter un os à ronger au Congrès, où le « Japan-bashing » (taper sur le Japon) est un sport favori des élus. Peut-être M. Bush comptait-il aussi calmer de cette manière les appréhensions des parlementaires qui n'ont accepté qu'à contrecœur, et en mettant des conditions, l'accord passé entre Washington et Tokyo pour la construction du chasseur FSX.

Dix-huit mois pour négocier

Les premières réactions du Congrès sont d'ailleurs favorables, même si certains représentants, comme Dick Gephardt, qui s'était illustré par ses positions protectionnistes lors des primaires démocrates, ont regretté que la liste des pays réprimandés n'ait pas été plus longue.

Il est également vrai que la plupart des responsables américains, aussi bien au Congrès que dans l'administration, sont sincèrement convaincus que le Japon — et, à une

échelle différente, le Brésil, l'Inde et d'autres pays qui ont senti passer de très près le vent du boulet — ne jouent pas le jeu. Selon un rapport établi récemment par les services de M^{me} Hill, Tokyo n'importe pas ce qu'il devrait importer s'il se comportait « normalement » — auquel cas ses achats seraient de 40 % supérieurs à leur niveau actuel.

Comment faire pour changer cet état de choses ? Aux termes de la nouvelle loi sur le commerce, l'administration dispose de dix-huit mois pour tenter de trouver une solution par voie de négociations, c'est-à-dire de convaincre les trois pays incriminés de s'amender. M^{me} Hill a déclaré que les Etats-Unis souhaitent entamer ces négociations immédiatement, et « dans un esprit constructif ». En cas d'échec ou de refus, l'administration serait amenée à appliquer de très sévères sanctions, sous la forme de tarifs douaniers pouvant atteindre 100 %. Ce serait alors la véritable guerre, improbable parce que personne ne la souhaite, et que personne n'en mesure très bien les conséquences, mais pas tout à fait impossible si les actuelles gesticulations armées ne suffisent pas.

JAN KRAUZE.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

ENTREPRISES

● Niveau élevé des faillites en avril. — Les défaillances d'entreprises sont restées à un niveau élevé en France en avril : il en a été recensé 3 247, soit 20,5 % de plus qu'en avril 1988, mais un peu moins qu'en mars (3 571) et qu'en février (3 474).

L'industrie, dans son ensemble, affiche un taux élevé de défaillances (2,7 %) supérieur à la moyenne (2,3 %). A l'intérieur de cette rubrique, le bâtiment-génie civil enregistre un taux de faillite de 2,7 %.

Les secteurs visés

— Le Japon est pris à partie pour son refus d'acheter des satellites et de gros ordinateurs américains ainsi que pour ses barrières aux importations de bois américains.

— L'Inde se voit reprocher ses restrictions aux investissements étrangers et aux activités des compagnies d'assurances étrangères.

— Le Brésil est accusé des mêmes restrictions que l'Inde et de pratiques restrictives en matière de licences d'importation.

Les pays industriels tentés par la facilité

Les déséquilibres internationaux s'accroissent à nouveau

Le dollar a sensiblement fléchi, jeudi 25 mai et vendredi 26 mai, revenant de 143 à 140,25 yens, de 6,80 à 6,69 francs et repassant sous la barre des 2 marks pour s'inscrire à 1,9750 mark. A l'origine de ce fléchissement, des ventes bénéficiaires des opérateurs des futures d'une croissance

moins que prévue aux Etats-Unis durant le premier trimestre mais aussi l'annonce d'un relèvement des taux d'intérêt hebdomadaire et japonais (voir page 32). La Banque nationale suisse a porté à 8 3/4 son taux Lombard quotidien. Les banques centrales, à l'exception de la Bundesbank, ont accom-

pagné, par des interventions, le mouvement de baisse du billet vert.

Mais les turbulences monétaires des derniers jours redonnent toute sa portée à un problème occulté par la priorité accordée à la lutte contre l'inflation : les déséquilibres mondiaux se creusent à nouveau.

investisseurs japonais ou européens, savent que, par sa taille même, le marché financier américain est sans équivalence dans le monde. Mais combien de temps cette adhésion opérera-t-elle sans primes coûteuses pour les placements outre-Atlantique, sans crise de confiance internationale grave ? A priori, la situation ne paraît guère plus inquiétante aujourd'hui qu'il y a quelques mois. Pied de nez aux bons élèves de la lutte anti-inflationniste et aux champions des devises fortes, les marchés jouent même actuellement le dollar contre le deutschemark et le yen. Le monde industriel a longtemps sous-estimé les menaces inhérentes à l'accumulation des déséquilibres. Il risque aujourd'hui de tomber dans la dangereuse facilité consistant à « vivre avec ». Un défi dont les Sept se disent parfaitement conscients. Sans apporter de réponse crédible.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

CONJONCTURE

Budget des ménages

Le logement rattrape presque l'alimentation

La consommation des ménages a progressé en France de 2,6 % en volume au cours de l'année dernière, alors que le pouvoir d'achat du revenu disponible augmentait de 3,5 %, soit le taux de croissance le plus élevé depuis le début des années 80. Cette relative modération de la consommation a profité à l'épargne, qui a fortement augmenté en 1988, atteignant 12,2 % du revenu disponible contre 11,5 % en 1987, 13,2 % en 1986, 14 % en 1985, et 14,5 % en 1984. Ainsi semble prendre fin un long mouvement de baisse du taux d'épargne.

L'INSEE, qui rappelle ces données dans une étude publiée vendredi 26 mai, précise que la forte augmentation des achats d'automobiles de 1987 (+ 9,1 %) s'est un peu ralentie en 1988 (+ 4,8 %), alors qu'au contraire le secteur du meuble, en crise depuis plusieurs années, était reparti (+ 2,7 %). Quant aux dépenses de santé, après la pause de 1987, elles ont nettement progressé (+ 7,6 % en 1988). L'impact de la baisse de TVA intervenue en décembre 1987 sur les disques (le taux de 33,3 % passant à 18,6 %) a été très fort : la consommation augmentant de 31 % d'une année à l'autre.

Dans son étude, l'INSEE note que les ménages ne consacrent plus que 19,7 % de leur budget à l'alimentation contre 26 % en 1970. Entre ces deux dates — c'est-à-dire un peu moins de vingt ans — la part du logement est passée de 15,3 % à 18,8 %, celle des transports de 13,4 % à 16,9 %, celle des loisirs de 6,9 % à 7,5 %. A l'inverse, la part de l'habillement est revenue de 9,5 % à 6,8 %.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la prévention et de la protection civile
Sous-direction de la prévention
Installations classées pour la protection de l'environnement

La société « LE BÉTON DE PARIS », dont le siège social est à Vitry-sur-Seine, 6, avenue du Président-Allende, a présenté au préfet de police une demande à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exercer à Paris 12^e, port de Bercy-amont, en aval du Pont National, trois types d'activités nécessaires à la rénovation de l'Est parisien :

- Une double centrale à béton prêt à l'emploi équipée de 4 silos métalliques à ciment chacune, d'une production totale envisagée de 170 000 m³/an ;
- un silo-vente de granulats, alimenté comme les centrales à béton par bandes transportées à partir d'un stockage commun de 8 silos à structure en béton ;
- un poste de décharge fluviale avec système d'abat-tage de poussières par atomiseur d'eau.

La puissance totale des deux tranches d'installation sera de 858 kW.

La quasi-totalité des granulats et la majeure partie des ciments seront livrés par voie fluviale. Le trafic routier sera limité aux camions de livraison de béton et à ceux venant à la décharge et qui seront susceptibles de se charger en granulats.

L'air comprimé sera produit par plusieurs compresseurs absorbant une puissance totale de 155,5 kW.

Un installation de distribution de liquides inflammables de la 2^e catégorie comportera 1 volumètre de fioule et 1 de gazole de 2,7 m³ chacun de débit horaire, alimentés par des réservoirs enterrés de 10 m³ et 20 m³.

INSTALLATIONS SOUMISES AU RÉGIME DE L'AUTORISATION

Conformément aux dispositions de la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, le projet sera soumis à enquête publique du 12 juin au 12 juillet 1989 inclus.

Toute personne qui souhaite s'informer sur ce projet ou consulter les pièces du dossier d'enquête peut, pendant toute sa durée, se présenter à la mairie du 12^e arrondissement, rue Descartes, 130, avenue Daumesnil, du lundi au vendredi de 14 h à 17 heures, ou seront déposés le dossier, les plans et le registre d'enquête.

M. Etienne Bignebat, commissaire enquêteur désigné par M. le Président du Tribunal administratif de Paris, sera chargé d'ouvrir le registre d'enquête, de réunir les observations présentées et de clore le registre à l'expiration du délai indiqué.

Il recevra aux jours et heures suivants à la mairie du 12^e arrondissement :

samedi 17 juin 1989	de 9 heures à 12 heures
jeudi 22 juin 1989	de 15 heures à 18 heures
jeudi 29 juin 1989	de 15 heures à 18 heures
jeudi 6 juillet 1989	de 15 heures à 18 heures
mardi 11 juillet 1989	de 15 heures à 18 heures

Paris, le 26 mai 1989

P. LE PRÉFET DE POLICE

et par délégation,

Le directeur de la prévention

et de la protection civile,

Marcel BURLLOT

Butoirs de taille

Cette présentation des faits masque un certain malaise, à la limite du constat d'impuissance. A les en croire, Américains, Japonais et Européens partagent le même diagnostic sur les dangers de la situation actuelle. Le consensus existe sur les buts à atteindre : un ralentissement contrôlé de la demande dans les pays déficitaires, le maintien d'une consommation interne suffisamment forte chez les pays excédentaires. Les moyens de parvenir à ce schéma aussi classique que séduisant leur semblent pourtant hors de portée.

La situation des trois principaux acteurs économiques de la planète explique une telle prudence. Plus précisément aux Etats-Unis, plus structurels en Allemagne ou dans le pays du Soleil-Levant, les butoirs sont de taille. Si l'on s'en tient aux seuls échanges de biens, les choses se gâtent plus pour les Allemands que les Japonais que pour les Américains. Alors que les premiers voient de succès à l'exportation en surplus encombrants, les Etats-Unis viennent de se féliciter d'une réduction de près de 10 % de leur déficit commercial, ramené durant le premier trimestre 1989 à un rythme annuel de 109,4 milliards de dollars, contre 119,8 milliards en 1988. Nul ne croit qu'un tel résultat puisse se maintenir tout au long de l'année.

Même si le dollar revenait à des niveaux plus cohérents avec les souhaits du groupe des Sept et les impératifs de compétitivité de l'industrie américaine, les exportations ne

Pesanteurs

« A ce niveau, peu importe les taux de change, la demande restera forte quels que soient les prix », souligne un économiste. L'hypothèse d'une forte réévaluation du deutschemark ou du yen serait même catastrophique et viendrait renforcer, en valeur, les excédents industriels des deux pays. Le fait même que nombre de Japonais se disent prêts à « digérer » une chute éventuelle du dollar à 100 yens en dit long sur ce phénomène.

Avant la vive remontée du dollar, l'OCDE estimait que le surplus japonais pourrait, dès 1989, passer la barre des 100 milliards de dollars contre 94,8 milliards en 1988. Quant aux Allemands, ils ont abandonné l'espoir de rendre leur score moins insolent pour leurs partenaires. Un surplus de 80 milliards de dollars contre 78 milliards l'an dernier tiendrait de l'exploit de l'avis de la plupart des analystes.

Existerait-il une fatalité des déséquilibres ? Aucun économiste ne

saurait l'accepter. Les moyens d'y remédier dépassent toutefois la seule évolution des échanges de produits et touchent à cette conjonction de politiques budgétaires et monétaires que tous les pays industriels appellent de leurs vœux sans toujours passer aux actes.

A force de se défendre, Japonais et Allemands ont fait partiellement admettre qu'il était normal de chercher à compenser ses faiblesses, notamment dans les services, par des atouts industriels. Une « compensation » très inégale puisque l'excédent des paiements courants des deux pays, moins impressionnant que leurs surplus commerciaux restés de taille — près de 80 milliards de dollars l'an dernier pour le Japon, plus de 45 milliards pour la RFA.

Revenir à des niveaux moins déstabilisants, notamment pour les marchés des changes, passe par une politique budgétaire et structurelle plus favorable à la demande interne, plaident toujours leurs partenaires. Et chacun de jouer la bonne volonté. Après avoir resserré la fiscalité, l'Allemagne appliquera l'an prochain un train de mesures expansionnistes, rappelle Bonn. Il suffit d'un peu de patience.

La mentalité d'« écarteur »

Le processus de rééquilibrage s'annonce lent par définition au Japon et en RFA. Ne pourrait-il être accéléré aux Etats-Unis ? Les moralisateurs commerciaux se font toujours discrètement tancés pour leur laxisme économique. Pour avoir trop longtemps laissé s'accumuler les déficits extérieurs et budgétaires, les Américains se retrouvent confrontés à une réalité déprimante : la nécessité de trouver, coûte que coûte, de quoi financer leur dette. Or, les premiers pas du président Bush pour réduire l'impasse budgétaire n'ont convaincu personne.

Le déficit, qui devrait en principe être ramené au-dessous de la barre des 100 milliards de dollars durant l'exercice 1990, a toute chance de tourner encore autour de 160 milliards selon les prévisions des organismes internationaux, comme ceux de la commission spécialisée du Congrès ; plus que les 155 milliards enregistrés l'an dernier. Certes, les Etats-Unis ont toujours trouvé de quoi financer leurs déficits. Les

مكتبة المتحف

Économie

REPÈRES

Croissance Révision en baisse aux Etats-Unis

Le produit national brut a progressé au premier trimestre 1989 de 4,3 % en rythme annuel aux Etats-Unis, a annoncé, jeudi 26 mai, le département du commerce, qui révisait ainsi en baisse ses précédentes estimations faisant état d'une progression de 5,5 %. Cette révision, d'une importance inhabituelle, s'explique essentiellement par une moindre progression des stocks des entreprises, automobiles incluses, et par le fléchissement des dépenses de consommation et d'investissement. Sur la base des dernières statistiques, le PNB connaît une augmentation nettement plus forte qu'au quatrième trimestre (2,4 %). Ce rebond était attendu en raison de la reprise du secteur agricole après la sécheresse de l'été 1988. L'agriculture intervient pour 2,5 % dans la croissance de 4,3 % qui vient d'être annoncée.

Palements courants

+ 5,1 milliards de francs au premier trimestre

La balance française des paiements courants a été en mars déficitaire de 740 millions de francs en données brutes et provisoires après un déficit de 5,7 milliards de francs en février (chiffre révisé). Après correction des variations saisonnières, les transactions courantes ont été excédentaires de 2,8 milliards de francs après avoir été déficitaires de 278 millions de francs le mois précédent.

Sur l'ensemble du premier trimestre 1989, la balance des transactions courantes a été déficitaire de 8,2 milliards de francs en données brutes (- 3,1 milliards de francs durant la même période de 1988), mais excédentaire de 5,1 milliards de francs après correction des variations saisonnières contre 8,1 milliards de francs au premier trimestre 1988.

Dégradation en grande-Bretagne

La balance des paiements courants britannique a enregistré en avril un déficit de 1,85 milliard de livres (18 milliards de francs) contre 1,18 milliard (13 milliards de francs) en mars, a annoncé, jeudi 26 mai, le ministère du commerce et de l'industrie. Il était deux fois moins élevé en avril 1988, avec 702 millions de livres. Cette forte dégradation recouvre un déficit de 2,15 milliards de livres du commerce extérieur d'avril contre 1,68 milliard en mars et 1,21 milliard en avril 1988. Tous les chiffres sont au rouge : les importations ont progressé légèrement de 300 millions de livres alors que les exportations baissent d'un montant équivalent. La dégradation de la balance commerciale se confirme ainsi pour le premier trimestre avec un déficit de 6 milliards de livres contre 5,6 milliards durant les trois mois précédents.

Réserves de change

364 milliards de francs fin avril

Les réserves de change de la France s'élevaient à 364 milliards de francs à la fin du mois d'avril, contre 361,6 à la fin de mars, soit une augmentation de 2,4 milliards de francs. En un an (avril 1988 comparé à avril 1989), les réserves de change ont diminué de 27,9 milliards de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNION FINANCIÈRE DE FRANCE BANQUE

L'Assemblée générale des actionnaires réunie le 23 mai 1989 sous la présidence de Monsieur Philippe Gellin a approuvé les comptes de l'exercice 1988 au cours duquel le bénéfice net consolidé du Groupe s'est élevé à 168,6 millions de francs en progression de 17,2 % sur 1987.

Elle a décidé la mise en paiement immédiat d'un dividende brut de F 28,50 (net : F 19 + avoir fiscal : F 9,50) en augmentation de 19 % sur l'exercice précédent.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERFLORA

L'Assemblée générale de SFTF (Interflora) s'est tenue le 17 mai 1989. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui font apparaître, par rapport à l'exercice précédent, une croissance du chiffre d'affaires de 18,7 % et du résultat net de 36,2 %. Elle a décidé la distribution d'un dividende de 15 francs par action (plus 750 francs d'avoir fiscal) contre 10 francs au titre de 1987. Elle a désigné un nouveau conseil d'administration, formé à la fois de membres de l'équipe sortante et de nouveaux administrateurs, conformément à la proposition du conseil sortant.

Ensuite, le conseil d'administration s'est réuni et a nommé président M. Jean Donzier et vice-président et directeur général M. Jean-Louis Lurde. Il a rendu hommage au président sortant, atteint par la limite d'âge, M. Paul-Claude Silvestri, et l'a nommé président d'honneur et conseiller du nouveau président.

Pour les quatre premiers mois de l'année en cours, la croissance des ordres Interflora - leader du « cadeau fleurs à distance » - s'est poursuivie sur un bon rythme, reflété par le chiffre d'affaires de la société (+ 21,3 %) par rapport à la même période de 1988.



COMMUNICATION DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE L'ACTION

La valeur patrimoniale de la société, mesurée sur base des états comptables du 31-03-1989, et en fonction des cours de Bourse de ses participations, directes et indirectes ressortait au date du 23 mai 1989 à 1 253 francs par action.

Ce chiffre est à rapprocher du cours de Bourse de l'action MMB qui s'élevait le même jour à 826 francs (premier cours) ; témoignant d'une dénote, par rapport à la valeur patrimoniale, de 34 %.

Il est rappelé que les actionnaires sont invités à participer à l'Assemblée générale mixte qui se tiendra le mardi 6 juin, à 10 h 30, au CFCF, 10, avenue d'Iéna, 75016 Paris.



CONVOCAZIONE A L'ASSEMBLEA GENERALE ORDINARIA

Le conseil d'administration de la société a décidé de convoquer, pour le 6 juin 1989, à 11 heures, à Piazzi (Yvelines) 50, rue Pierre-Curie, une Assemblée générale ordinaire appelée, notamment, à statuer sur les comptes de l'exercice 1988.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

Les documents relatifs à cette assemblée, ainsi que les formulaires de vote par correspondance ou par procuration pourront être demandés, par lettre recommandée avec accusé de réception, à partir du 22 mai 1989, au « service des assemblées » de la société : 50, rue Pierre-Curie - 78370 Piazzi.



GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

L'Assemblée générale ordinaire du Groupement foncier français, réunie le 23 mai 1989, sous la présidence de M. Bernard Balarque, a approuvé les comptes de l'exercice 1988. Ces-ci font apparaître un résultat, après impôts et participation des salariés, de 51,9 millions de francs, en hausse de 40,8 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Les programmes de construction lancés dans l'exercice 1988 ont atteint 3,35 milliards de francs, en progression de 20 % sur 1987.

L'activité de gestion et de syndicat s'est également fortement développée, notamment en ce qui concerne la gestion de bureaux, activités et surfaces commerciales.

Le chiffre d'affaires proprement dit a progressé de près de 24 %, passant de 145 millions à 180 millions de francs. Tous les secteurs d'activité ont contribué à cette progression : l'administration des biens, qui a produit 85,7 millions (+ 14 %), la construction avec 73,6 millions (+ 40 %), les autres activités avec 20,7 millions de francs (+ 17 %).

L'assemblée a fixé un dividende supérieur à celui qui avait été envisagé au moment de l'introduction en Bourse en septembre dernier : 6,80 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 3,40 F, marquant une progression de près de 90 % sur celui de 1987. En outre, l'assemblée a décidé d'offrir une option pour le paiement de ce dividende en actions au prix préférentiel de 215 F l'action.



compagnie foncière internationale

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 18 mai 1989, sous la présidence de M. Dominique Chailion, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988.

Le résultat courant a augmenté de 18 % et, compte tenu du résultat exceptionnel provenant des opérations immobilières de l'année, le bénéfice net à 192,6 MF, contre 153,6 MF au titre de l'exercice 1987, est en progression de 25 %.

Au cours de son allocution, le président a notamment souligné la croissance continue de la société ces dernières années. Ses actifs peuvent être actuellement estimés à environ 5 milliards de francs.

L'année 1988 restera caractérisée par la mise en œuvre et l'organisation opérationnelle d'une stratégie internationale autour de la filiale belge Société foncière internationale (anciennement Cofinor) qui vient d'être brillamment introduite à la Bourse de Bruxelles.

L'apport à la CFI - Compagnie foncière internationale des participations détenues par la CFI - Compagnie La Hérisse dans le secteur immobilier, qui permettra d'élargir sensiblement le champ des activités de la société, est actuellement en cours d'étude.

Les commissaires aux comptes viennent d'être désignés. Il est donc encore prématuré de donner une indication sur la valeur des actifs qui seront apportés.

L'assemblée a décidé de mettre en distribution un montant global net de 86,9 MF contre 83,1 MF, soit par action un dividende net de 11,50 F qui sera mis en paiement à compter du 3 juillet 1989 aux guichets de la Banque Indosuez, du Crédit industriel et commercial « CIC-Paris » et de la Banque générale du Pékin. Elle a enfin nommé administrateur M. Maurice Lippert, président du groupe des Assurances générales à Bruxelles, et renouvelé le mandat de M. Claude Altmayr, vice-président directeur général de la CFI.

ECUREUIL TRIMESTRIEL

UN REVENU RÉGULIER, À DATE FIXE, 4 FOIS PAR AN

Pour compléter vos revenus (salaire, retraite...), l'Ami Financier vous propose un moyen simple et efficace : la nouvelle SICAV obligatoire Ecureuil Trimestriel.

UN REVENU IDENTIQUE CHAQUE TRIMESTRE

- versé à date fixe : en février, mai, août et novembre,
- connu à l'avance : il est déterminé chaque fin d'année pour l'année suivante, en fonction de l'évolution du marché des obligations.

UN CAPITAL PRÉSERVÉ

- pour une durée de placement conseillée supérieure à 2 ans.

UNE FORMULE SOUPLE

- votre capital reste disponible à tout moment, sans frais,
- la valeur d'origine de l'action est de 2 000 F et le montant minimal de la première souscription n'excède pas 5 actions,
- le droit d'entrée est limité à 1 %.



SICAV gérée par Ecureuil Gestion
filiale des Caisses d'épargne et de prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



Factofrance Heller

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires, qui s'est tenue le 18 mai 1989 sous la présidence de M. Michel Aussavy, a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1988, qui se soldent par un bénéfice net de 50 243 000 francs, en progression de 61 % par rapport à 1987.

Factofrance Heller a conforté sa place de numéro un de l'affacturage en France, représentant 38,7 % de ce marché, avec ses filiales spécialisées dont la croissance importante a été l'un des faits marquants de l'exercice 1988. Au total, le volume de créances achetées par le groupe a atteint 18,89 milliards de francs, contre 14,54 milliards de francs en 1987, soit une progression de 30 %.

Pour 1989, le développement devrait se poursuivre, mais à un rythme moindre. L'ouverture sur l'étranger sera particulièrement recherchée. Factofrance Heller y engagera ses moyens et son savoir-faire pour renforcer les actions déjà engagées dans ce sens.

BOUYGUES

Il sera proposé aux actionnaires de Bouygues, lors de la prochaine Assemblée générale ordinaire convoquée le 19 juin 1989, de nommer administrateurs les trois personnes suivantes :

- M. Silvio Berlusconi, président de Fininvest,
- M. Jean-Yves Haberer, président de Crédit Lyonnais,
- M. Antoine Jeancourt-Galignani, président de la Banque Indosuez.

Le conseil d'administration de Bouygues a donné son accord à ces nominations et recommandera à l'Assemblée d'adopter les résolutions correspondantes. Le nombre d'administrateurs passera ainsi de 12 à 15 comme il est autorisé par la loi et les statuts.



DONNEZ DU SOUFFLE A VOTRE ARGENT

A l'heure où les entreprises et les particuliers ont besoin de services financiers réellement personnalisés, dans des délais rapides et avec le maximum d'efficacité, la B.F.I., structure légère et performante, animée par des professionnels de haut niveau, a développé une gamme de produits financiers qui donnent du souffle à votre trésorerie.

SOLI COURT TERME

SICAV obligatoire, elle est destinée aux placements de trésorerie à court terme.

SOLI PIER

SICAV composée à 75 % de valeurs émises par des sociétés françaises, elle privilégie la sécurité dans l'optique de la constitution d'une retraite.

SOLI PLUS

SICAV actions composée principalement de valeurs françaises, elle s'adresse à une clientèle de particuliers avertis.

SOLI LONG TERME

SICAV composée d'obligations françaises et étrangères, elle fait bénéficier les souscripteurs d'une gestion dynamique dans le cadre d'une durée de placement à moyen et long terme.

SOLI PREMIERE

SICAV composée d'obligations françaises dites de première catégorie (titres émis ou garantis par l'Etat).



IL L'ESPRIT GAGNANT



Banque Française d'Investissement - 46, rue Lauriston - 75116 Paris - Tél. 47 27 24 00

Économie

AFFAIRES

Le mandat de M. Teyssier n'est pas renouvelé à la présidence de Franco-Loto

Président de Franco-Loto depuis février 1987, M. Jean-Pierre Teyssier a été informé par son ministre de tutelle, M. Michel Charasse, que son mandat — qui arrive à échéance fin juin — à la tête de l'entreprise nationale de jeux ne serait pas renouvelé.

Ancien élève de l'ENA, conseiller commercial, en position de détachement du ministère des finances, M. Teyssier, âgé de quarante-huit ans, avait notamment fait partie du cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, avant de rejoindre l'équipe de Georges Pompidou, à l'Elysée, en 1973. Ayant eu ensuite des responsabilités dans différentes entreprises de communication (secrétaire général de TF1 entre février 1981 et 1983, puis directeur à la CLT-RTL), il devait être nommé, en juillet 1986, chargé de mission auprès de M. Edouard Balladur, lorsque celui-ci est arrivé Rue de Rivoli.

En cours de ses deux années à la tête de la société de jeux, il a profondément transformé l'entreprise. Désormais dénommée Franco-Loto, la société a fortement accru son chiffre d'affaires (+14 % prévu en 1989, soit plus de 20 milliards de francs) et donc ses versements à l'Etat (pratiquement le tiers de ses ventes vont dans les caisses du Trésor). M. Teyssier s'est en outre attaché à développer l'actionnariat du personnel (les 1 100 salariés détient 5 % du capital). Le nom du successeur de M. Teyssier n'a pas encore été révélé.

Après la liquidation d'Eastern Airlines

Le promoteur immobilier Donald Trump reprend la navette aérienne Boston-Washington

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

Dans l'interminable feuilleton de la liquidation d'Eastern Airlines, une étape décisive vient d'être franchie, le 25 mai : un jugement du tribunal des faillites a officiellement autorisé le magnat de l'investissement immobilier new-yorkais, Donald Trump, à racheter, pour 365 millions de dollars, le service de navettes assuré par Eastern entre Boston, New-York et Washington (y compris les vingt et un Boeing-727 utilisés à cet effet).

Une vente enlevée à l'arraché car, bien que Donald Trump ait formulé sa proposition en octobre dernier, il a bien failli se voir soulever l'affaire par une toute jeune compagnie de Phoenix (Arizona), l'America West Airlines qui, le 3 mai dernier, s'était fait fort d'aligner 415 millions de dollars et qui n'a pu réunir cette somme.

Une transaction qui, si elle ne réjouit guère les créanciers de la compagnie, qui y voient un manque à gagner immédiat, a été accueillie avec un certain enthousiasme par les principaux syndicats d'Eastern, entre autres ceux du personnel navigant et des mécaniciens, dont la grève de dix semaines au printemps dernier avait conduit la compagnie à se déclarer en faillite. Il est vrai que Donald Trump, contrairement aux dirigeants d'America West, avait donné son accord préalable à l'ouverture de futures négociations syndicales.

En attendant, bien des incertitudes menacent encore l'avenir d'Eastern Airlines qui cherche toujours un acheteur « global » (le plus sérieux, à l'heure

actuelle, étant le financier Joseph Ritchie, à Chicago). Elle n'a pas renoncé, non plus, à recueillir assez de liquidités pour reconstituer elle-même sa flotte aux deux tiers de sa capacité initiale. Pour l'instant, c'est au tour de Donald Trump d'entrer dans une zone de turbulences.

Plus que 23 % du marché

Car, bien qu'Eastern n'ait jamais cessé son service de navettes, dont elle est l'idée la première il y a plus de vingt ans, la grève commencée le 4 mars dernier a largement profité à sa concurrente PanAm, qui effectue une navette concurrente depuis près de trois ans. Selon ses propres chiffres, Eastern Airlines n'occuperait plus que 23 % du marché de la navette contre 75 % en 1986.

Pour redresser la barre, Donald Trump mise sur la qualité : le service sera « irréprochable », a-t-il expliqué, et la flotte entière sera refaite dans les six mois. Les avions seront peints en blanc avec des bandes rouges, noires et dorées (les couleurs fétiches du célèbre golden boy) et l'initiale « T » sera évidemment peinte en blason sur la queue de l'appareil.

Marie-Claude Decamps.

American Airlines commande cent avions au suédois Saab

STOCKHOLM
de notre correspondant

Le géant American Airlines a choisi le Saab 340-B du constructeur suédois Saab-Scania pour équiper la flotte de sa compagnie régionale American Eagle. Une commande ferme de cinquante appareils qui devront être livrés à partir de janvier 1990 et une option sur cinquante autres, soit un contrat d'une valeur de 5 milliards de couronnes. A cela s'ajoute la commande de cinquante appareils du type Saab-2000, une version allongée du 340-B qui n'est encore qu'à l'état de projet et dont les livraisons sont attendues pour la période 1994-1997.

En 1980, Saab qui n'avait alors aucune expérience dans le marché de l'aviation civile, s'était associé avec le constructeur américain Fairchild pour produire un turbopropulseur pouvant transporter de trente à quarante passagers. Le SF 340 entra en service en 1984, mais Fairchild se retirait du projet dans les mois qui suivaient. Saab continuait seul la production, au prix de lourds investissements consacrés notamment à l'amélioration du modèle. Le constructeur suédois a construit, à ce jour, cent quarante-sept appareils qui sont en service dans une trentaine de compagnies à travers le monde (soit quelque 30 % du marché mondial des avions de ce type).

Publication de deux rapports d'enquête

Des fautes de pilotage ont provoqué les accidents de Bordeaux et de Valence

Conformément à la politique de transparence qu'il applique depuis son arrivée à la tête des transports, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, publie deux rapports sur les catastrophes aériennes survenues près des aéroports de Bordeaux et de Valence, et de Valence, cette année. Dans les deux cas, des erreurs de pilotage semblent avoir joué.

Le rapport final de la commission d'enquête sur l'accident du *Bretilia* de la compagnie Air Littoral, qui a fait seize morts le 21 décembre 1987, près de Bordeaux, conclut à « une mauvaise gestion de la trajectoire [de l'avion] au cours de la phase finale du vol ».

Alors que le brouillard régnait sur la région, l'équipage a entamé une procédure d'atterrissage précipitée qui lui a fait rater le faisceau du système d'atterrissage aux instruments et qui l'a trompé sur l'altitude à laquelle il évoluait. Parmi les autres causes possibles de l'accident, le rapport cite le décalage entre les altimètres du commandant de bord et du copilote ainsi que la présence d'un taux d'humidité de 0,35 g par litre dans le sang du commandant de bord. Le rapport souhaite une modification des procédures d'atterrissage en cas de brouillard, un renforcement de la formation des pilotes d'avions de moins de 20 tonnes et la fixation d'un taux d'alcoolémie maximum pour les pilotes.

Dans le cas de l'accident du *Fairchild* de la compagnie Uni Air, tombé le 10 avril 1989, avec vingt-deux personnes à bord, alors qu'il s'approchait de l'aéroport de Valence (Drôme), c'est un rapport préliminaire qui fait apparaître une erreur de navigation ayant dévié l'avion vers la falaise où il s'est écrasé. Là encore, la visibilité n'était pas excellente. La commission d'enquête devra expliquer pourquoi les deux pilotes ne se sont pas compris et pourquoi les services de la navigation aérienne n'ont pu intervenir pour corriger l'erreur de l'équipage.

AL F.

Le rapport Léonard préconiserait une privatisation partielle de l'armement naval SNCF

F. N.

M. Pierre Léonard, président du conseil supérieur de la marine marchande, remettra dans les prochains jours au ministre de l'équipement, M. Michel Delebarre, et à son ministre délégué à la mer, M. Jacques Mellick, ses propositions au sujet de l'avenir de l'armement naval SNCF.

La Société nationale, qui arme cinq ferries dans le détroit du Pas-de-Calais sous le pavillon Sealink, souhaite se décharger de cette activité étrangère à sa vocation ferroviaire et qui lui a valu un déficit cumulé de 6 à 700 millions de francs, en raison de frais d'exploitation élevés et d'une productivité faible. Même si le dernier exercice s'est clos sur un bénéfice d'une quarantaine de millions de francs, la SNCF souhaite passer la main au moment où l'ouverture du tunnel sous la Manche réduira l'activité des ferries dans le détroit.

M. Léonard préconiserait la création de deux sociétés distinctes, l'une propriétaire, et l'autre exploitante de la flotte. La première resterait à 80 % propriété de la SNCF et accueillerait pour 20 % des actionnaires privés (Wagons-Lits, commerce de grande distribution, armements Britany Ferries, dont le siège est à Morlaix, et British Ferries). La seconde verrait 50 % de son capital détenus à égalité par la SNCF, la Compagnie générale maritime et des collectivités territoriales et 20 % cédés aux capitaux privés cités ci-dessus. La collaboration des Wagons-Lits permettrait d'améliorer les services à bord et l'image de marque des bateaux français. Celles de Britany et de British Ferries contribueraient à rendre plus productive la nouvelle société d'armement.

Il reste au ministre à bien calculer les risques d'affrontements sociaux qui ne manquera pas de susciter la publication du rapport Léonard, prévue pour le début juin. En effet, les propositions de celui-ci portent en germe une remise en cause des avantages acquis du personnel de l'armement naval SNCF, et les syndicats des marins usent de la grève pour s'y opposer.

AL F.

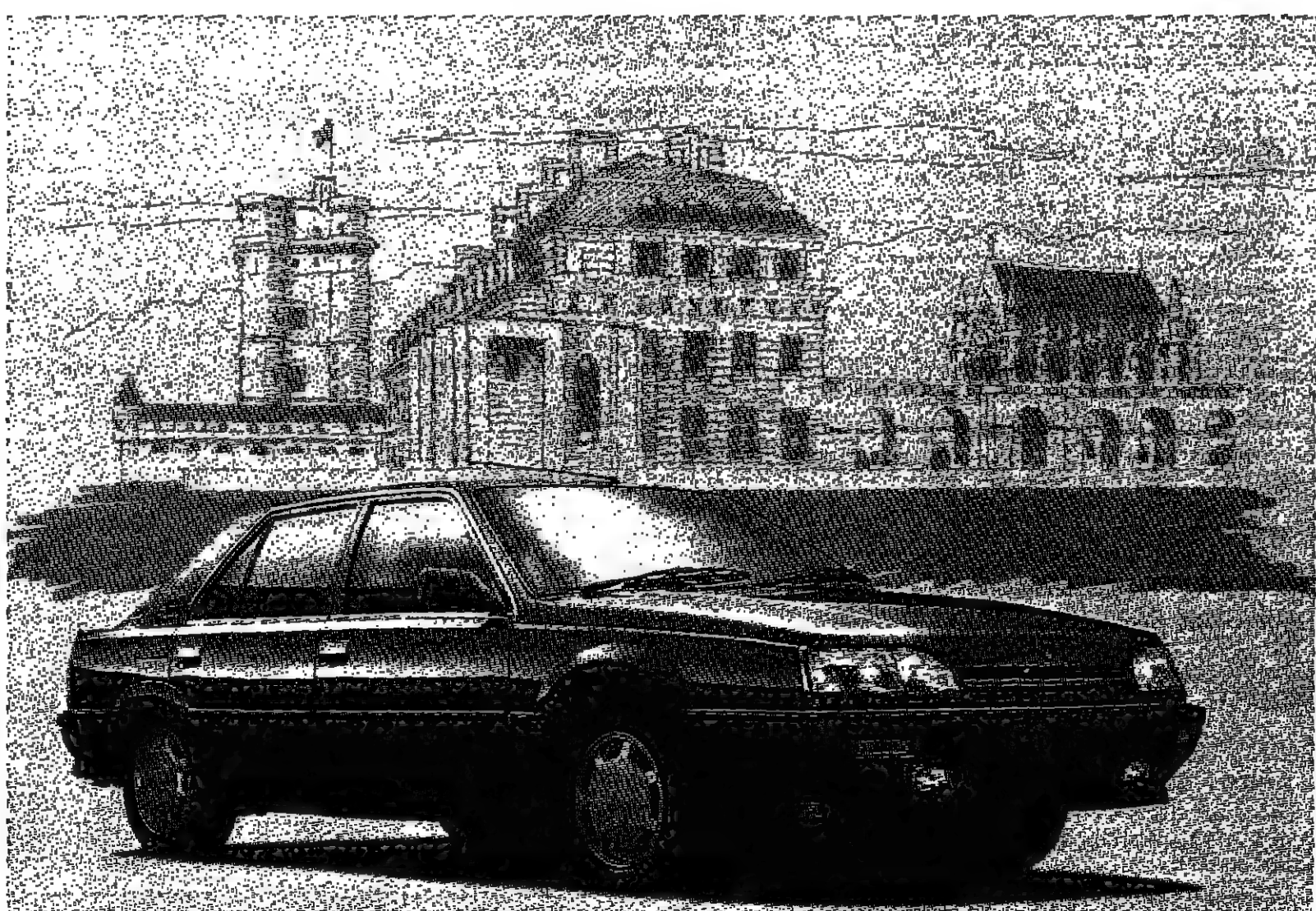
AGRICULTURE

Accord entre M. Nallet et les producteurs de fraises

Condamnant de nouveau les destructions de fraises espagnoles commises ces deux dernières semaines par des agriculteurs français, M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a estimé nécessaire une coordination des calendriers de production pour éviter des incidents de ce genre.

Alors qu'une réunion qui s'est tenue jeudi 25 mai au ministère, entre représentants des pouvoirs publics et des producteurs de fraises, un plan de renforcement de la « filière fraise » sur trois ans, assorti d'une aide de 8 millions de francs pour 1989, a été mis au point. « Ce plan, qui s'appuiera sur un engagement contractuel, doit permettre le maintien des ports de marché de la fraise française », a précisé M. Eric Bouley, directeur de la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF). Ce plan prévoit l'amélioration de la qualité par le choix des variétés, en adaptant les récoltes à un calendrier de production, de façon à éviter un débordement entre la production espagnole, plus précoce et la production française ; il s'agit également d'améliorer et de développer les équipements de conservation et le conditionnement des fruits.

D U 2 3 A U 2 9 M A I



Venez respirer le pur style 25 au Château de Vincennes.



Du mardi 23 au lundi 29 mai, Renault vous convie à venir essayer la gamme Renault 25 dans les versions de votre choix et en particulier les toutes nouvelles Renault 25 TXI 12 soupapes et Renault 25 V6 Catalyseur. Sur l'esplanade du Château de Vincennes, 43 véhicules vous attendent dans de nombreuses versions, teintes et équipements. Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert (appel gratuit).

NUMERO VERT 05 25 19 89

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

Pour tout essai, Renault est heureux de vous offrir la visite guidée du Château de Vincennes : Musée, Donjon, Chapelle Royale.

هكذا من أجل

Économie

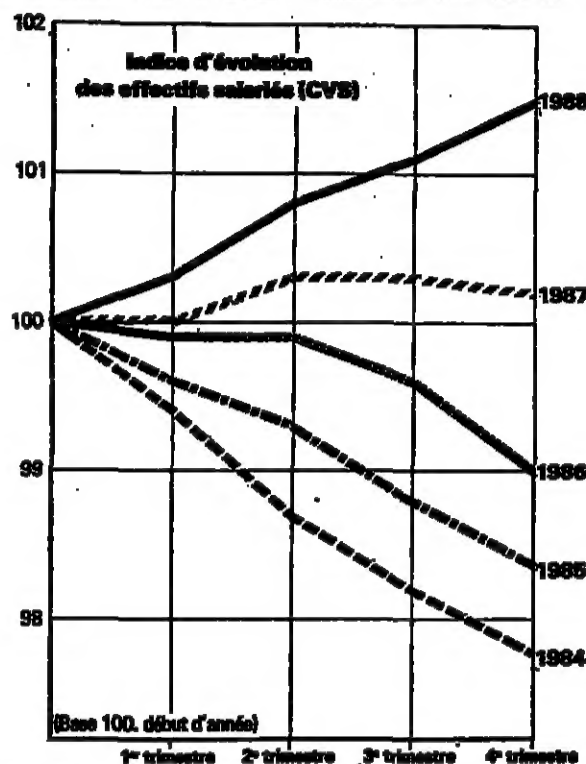
SOCIAL

La publication des chiffres d'avril

Les créations d'emploi ne permettent pas de réduire le nombre de chômeurs

Publiés le 25 mai, les derniers statistiques du ministère du travail (le Monde du 26 mai) montrent en évidence un paradoxe. Tout à la fois, les chiffres du chômage peuvent augmenter et le mouvement de créations d'emploi se poursuivre à un niveau élevé. Et ce, pour une raison simple, qui tient à l'évolution démographique. Entre la fin de 1987 et la fin de 1988, la population active s'est accrue de cent soixante-dix mille personnes. La détermination du chômage sur le marché de l'emploi aurait donc augmenté de 170 000 personnes, sans que le nombre de chômeurs ait augmenté. La diminution en volume des stages réservés aux jeunes accentue le phénomène.

Si l'on excepte l'« accident » survenu en décembre 1988, la hausse



du chômage intervient en avril, est la première depuis l'été dernier et pourrait annoncer une série de mauvais résultats, traditionnels à ce moment de l'année. Avec 0,5 % d'augmentation en un mois et 0,3 % en un an, en données corrigées, soit douze mille cinq cents demandeurs supplémentaires, il apparaît bien que le chômage ait légèrement tendance à s'accroître (+ 0,1 % en un an) et, surtout, que les sorties de l'ANPE sont moins nombreuses (- 2 % en un an).

« Sélectivité du marché »

Ce double mouvement vient accentuer les caractéristiques actuelles du marché du travail. D'un côté, les différents dispositifs de formation ou de traitement social accueillent moins de monde, notamment parmi les moins de vingt-cinq ans. Par exemple, les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) ont brutalement chuté, passant de cent dix-sept mille en avril 1988 à quarante-neuf mille en avril 1989. De l'autre côté, la part des chômeurs de longue durée dans le nombre des inscrits à l'ANPE s'élève à nouveau pour représenter 31,3 % et, surtout, l'ancienneté moyenne passe de 368 jours en mars à 374 jours en avril (363 jours en avril 1988).

entré à l'ANPE, premier sort, est largement due à une pénurie d'emplois qui coïncide avec une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Des tensions contradictoires renforcent donc le partage en deux du marché du travail. On en trouve des indices dans la progression de 17,9 % en un an, des inscriptions à l'ANPE à la fin d'une mission d'insertion, signe d'un énorme mouvement de rotation. C'est l'emploi précaire qui entraîne l'augmentation des effectifs salariés alors que nombre d'observateurs commencent à souligner des risques de surchauffe. Les employeurs éprouveraient des difficultés à recruter du personnel qualifié et, se tournant vers l'intérim, n'obtiendraient pas la satisfaction de 30 % de leurs demandes.

C'est dans ce contexte que se poursuit le mouvement de créations d'emploi. Avec 50 000 postes supplémentaires créés au premier trimestre (+ 0,5 %), le développement continue au même rythme que pendant toute l'année 1988 (+ 1,5 %), selon les évaluations provisoires du ministère du travail. Exceptionnelle par sa puissance et sa durée, cette évolution positive ne permet toutefois pas de résorber le stock de chômage. Et, en ce mois-ci, n'empêche même pas une aggravation.

ALAIN LEBEAUX.

Le trafic est redevenu normal sur l'ensemble du réseau SNCF de banlieue

Le vote des cheminots du réseau de Paris-Est en faveur d'une reprise du travail à partir du vendredi 26 mai à 8 heures, a marqué la fin du processus de retour à la normale sur l'ensemble du réseau SNCF de banlieue. Depuis dimanche 21 mai, des grèves sauvages avaient été déclenchées par les conducteurs, les agents d'accompagnement et les contrôleurs de Paris-Est, Paris-Nord, Saint-Lazare et Paris-Lyon pour protester contre la montée de l'insécurité et les agressions dont les cheminots font l'objet en banlieue parisienne.

La création d'une brigade ferroviaire de la police de l'air et des frontières, le renforcement de la surveillance sur les lignes les plus exposées à la délinquance et la présence de la tenue, avant l'été, d'une table ronde direction-syndicats sur les problèmes de sécurité ont convaincu la base de mettre fin à une grève impopulaire qui pénalisait des centaines de milliers de banlieusards.

Les réactions sont pourtant mitigées après l'annonce, par le premier ministre, de l'affectation de cinq cents policiers à la nouvelle brigade ferroviaire. La fédération nationale des associations d'usagers des trans-

ports (FNAUT) note que cette décision « peut constituer un remède dans l'immédiat » mais elle regrette « l'attitude du ministère des transports qui persiste à laisser entièrement à la SNCF le soin de régler ce problème de sécurité ». La CGT estime, pour sa part, que la nouvelle brigade « n'est pas l'unique réponse » à apporter à la poussée de la délinquance. Enfin, M. Bernard Dolegna, secrétaire général de la fédération des syndicats autonomes de police, qualifie de « gadget » la décision du premier ministre : « Je comprends mal que l'Etat intervienne chaque fois qu'il est sollicité, par des phénomènes de société de cette nature, vis-à-vis des transporteurs que je renvoie à leurs responsabilités ».

Depuis le 25 mai au soir, le ministre de l'Intérieur fait intervenir 190 policiers dans les trains et les gares. Les patrouilles seront composées, dans les gares, d'un officier de police judiciaire et de deux policiers en tenue ; dans les trains, d'un policier en civil et de quatre en tenue. Quatre officiers de police judiciaire seront chargés du suivi des interpellations.

Le 43^e congrès de la CGT

M. Krasucki tout en nuances

Le 43^e congrès confédéral de la CGT devait s'achever vendredi 26 mai à Montreuil dans une harmonie quasi complète entre les 980 délégués. Le rapport d'activité de M. Henri Krasucki a été pratiquement adopté à l'unanimité (99,3 % des voix contre 99,15 % en 1985). A l'unanimité, M. Krasucki a été réélu secrétaire général ; l'unanimité a prévalu aussi pour la réélection de M. Louis Vianet comme « mandataire » de la confédération.

La seule fausse note apparente vient de l'élection de la commission exécutive (CE) qui marque un nouveau recul de la diversité politique au sein des instances dirigeantes. Dans la nouvelle commission élue, on compte 108 communistes et 21 non-communistes dont 5 socialistes sur une liste de 10 pré-candidats.

Dans ce contexte, M. André Delachet, membre du comité directeur du PS, pourrait poser des conditions à sa reconduction au bureau confédéral où il devrait être désormais le seul socialiste. Le moins qu'on puisse dire est que les préoccupations exprimées par M. Delachet le 22 mai sur l'unité d'action avec les autres syndicats et sur le renforcement du pluralisme interne n'ont pas été prises en compte par la direction de la CGT. Dans sa réponse, le 25 mai, à la demande d'intervention de la discussion générale, M. Krasucki a repoussé la proposition de M. Delachet sur une démarche uni-

taire de tous les syndicats pour la syndicalisation : « Il n'est pas raisonnable de nous proposer l'illusion et le retour aux vieilles pratiques. Chacun doit assumer ses contradictions ».

Plus dur encore, M. Louis Vianet, le numéro deux, qui présentait le projet de document d'orientation, s'est exclamé : « Ce n'est pas en nous mettant dans la situation de l'agneau blanc à la cantonade "Unité, unité" que nous ferons avancer d'un pouce cette question ».

Capacité de tolérance

M. Krasucki a surtout réitéré ce qu'il a appelé l'« interpellation » du PS sur la réduction du nombre de socialistes à la CE. « Nous ne portons aucune responsabilité. Nous n'écarterons aucun syndicaliste socialiste à la CGT mais c'est le PS qui en écarte de sa liste électorale par des calculs politiques qui le regardent », M. Krasucki faisait allusion à M. Gaumé, ancien secrétaire de la CGT et membre du comité directeur du PS, présent en position non-éligible sur la liste de M. Fabius.

Si l'on a ainsi répondu par une vingtaine de fins de non-recevoir aux demandes de M. Delachet, M. Krasucki s'est toutefois efforcé de rester sur une position équilibrée en mettant en avant la « capacité de tolé-

rance » de la CGT : « On a le droit de ne pas être du même avis que la majorité. Ce n'est pas la catastrophe. On débat. Personne ne doit se sentir mal à l'aise dans la CGT ». M. Krasucki a développé la nécessité de « vivre ensemble » et de savoir écouter dans le syndicat ceux qui pensent autrement.

Le secrétaire général de la CGT était également très attendu sur le chapitre des élections européennes. Dans les débats, après l'intervention de M. Georges Séguin, candidat sur la liste Euzop, des responsables des transports, des cheminots, de la métallurgie, de Renault, de RVI, des travailleurs de l'Etat et du social, des P et T du Val-de-Marne avaient souligné explicitement la « convergence » des objectifs de la CGT contre l'intégration européenne avec ceux de la liste du PCF. Après M. Delachet, seul M. Michel Fonc, un typographe parisien, avait exprimé une opinion divergente en estimant que ceux qui ont « ouvert ment pris position » ont été « plus un repoussoir qu'un aimant pour adhérer à la CGT ».

« Beaucoup à faire »

Demeurant là encore sur une position équilibrée, M. Krasucki n'a pas cédé à la pression et n'a pas franchi le pas. Tout en reprochant aux médias de caricaturer la position de

la CGT sur l'Europe en la réduisant à une manœuvre politicienne. « Ce qui se construit, a souligné le secrétaire général, c'est l'Europe de l'alignement vers la loi. On ne fera pas taire la CGT sous le prétexte d'une échéance électorale ». Il a de nouveau invité les salariés à se fier aux actes et non aux promesses et à porter, le 15 juin, « un coup sévère à l'engrenage » de la régression qui prépare l'échéance de 1993. Mais il n'est pas allé au-delà.

M. Vianet est resté sur un registre voisin, tout en étant un peu plus explicite. Après avoir affirmé que ce n'est pas la CGT qui part en guerre contre l'Europe mais l'Europe qui « part en guerre contre nos acquis sociaux », il a ajouté : « Au Parlement aussi il y a besoin d'être combattu et résolu en phase avec les intérêts des salariés et les positions de la CGT ».

Optimiste sur la force du mouvement revendicatif - « la lutte est à fleur de peau » - M. Krasucki a souligné que le congrès de la CGT marquait une « prise de conscience » sur la question de la syndicalisation et la nécessité de « changer de façon radicale notre façon de faire ». Selon lui, un tiers des forces cégétistes sont déjà engagées dans un effort de renouveau. Mais, n'est-il pas, « nous avons beaucoup à faire pour perfectionner la CGT ».

MICHEL NOBLECOURT.

OFFRE SPÉCIALE "GAGNEZ EN EUROPE"

Lisez le Financial Times gratuitement pendant deux semaines.



Mettez dans votre jeu

L'atout quotidien

de vos concurrents à Londres, Francfort, Milan, Madrid.

Voici la preuve que "l'Europe de l'information d'affaires" existe, avant même que soit ouvert le Grand Marché : près de 40 % des cadres supérieurs européens lisent chaque matin le Financial Times.

Cet immense succès s'explique par une compétition de plus en plus serrée : à Paris comme dans toutes les capitales d'Europe, vos partenaires et concurrents veulent profiter du meilleur atout qui puisse exister dans le domaine de l'information économique et financière. Avec 300 correspondants répartis dans le monde entier, le Financial Times constitue un instrument de travail ultra-performant, indispensable aux dirigeants qui souhaitent progresser sur le marché européen, mais aussi défendre sur le marché français des positions attaquées sans ménagement.

Ne restez pas isolé. Tirez parti, vous aussi, du quotidien qui s'impose comme la "bible" de tous ceux qui interviennent sur votre marché.

Six jours sur sept, vous y découvrirez des informations exclusives, ignorées des autres quotidiens, ou reprises trop tardivement. Grâce au Financial Times vous serez le premier à tout savoir, pour agir vite.

Profitez de l'offre spéciale "Gagnez en Europe" qui est très avantagée et sans risque : abonnez-vous au Financial Times et recevez-le GRATUITEMENT pendant les 2 premières semaines. Si, au terme de cette période, vous n'êtes pas entièrement satisfait, dites-le nous. Nous annulerons votre abonnement et votre facture.

Complétez le coupon ci-contre et retournez-le à : John Rolley, Financial Times France Ltd., Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli 75004 Paris Cedex 01. Fax 42 97 06 29. Ou bien appelez le : 05 06 00 70.

OFFRE SPÉCIALE "GAGNEZ EN EUROPE"

15 JOURS de lecture gratuite

Oui, je souhaite m'abonner au Financial Times, le premier quotidien d'affaires européen, et recevoir 12 numéros gratuits. Délai de livraison du premier numéro : 21 jours maximum. Je désire m'abonner au journal pour :

(Veuillez cocher) 6 mois FF895 ☐ 12 mois FF1830 ☐ 24 mois FF3775 ☐ Veuillez m'envoyer la facture ☐

☐ Veuillez débiter mon compte American Express/Visa/Eurocard/Diners Club Date limite de validité : _____

Livraison par porteur sans frais supplémentaires dans les centres d'affaires suivants : Bordeaux, Cannes, Grenoble, Lyon, Marseille, Monaco, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse.

Nom _____ Titre _____

Société _____ Téléphone _____

Adresse de livraison : _____

Je suis libre d'annuler mon abonnement au Financial Times à tout moment - les numéros non livrés me seront remboursés.

Signature _____ Date _____

*Ces tarifs sont uniquement applicables dans le pays concerné. Les tarifs d'abonnement et les offres spéciales sont valables jusqu'au 30 juin 1989. 4P2U

FINANCIAL TIMES
LE JOURNAL D'AFFAIRES EUROPÉEN

Marchés financiers

Bénéfices records des groupes électroniques nippons

Les grands groupes électroniques japonais affichent pour l'exercice 1988-1989 (clos le 31 mars) des bénéfices impressionnants : les hausses vont de 30 % (Matsushita Electric) à 140 % (Mitsubishi). Les progrès de chiffre d'affaires sont plus modérés, allant de 6 % (Toshiba) à 38 % (Sony).

Les chiffres sont tombés en rafale, le 25 mai Matsushita Electric, qui s'apprête à fêter son soixante-dixième anniversaire cette année, déclare 213,5 milliards de yens de bénéfices (10 milliards de francs) sur un chiffre d'affaires consolidé de 5 504,3 milliards de yens (250 milliards de francs). Parmi ses activités, les télécommunications et l'équipement industriel affichent une hausse de 15 % de leurs ventes, et les composants électroniques de 14 %. Fujitsu, numéro un de l'informatique, voit son bénéfice net faire un bond de 66 % pour frôler les 70 milliards de yens (plus de 3 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires en progression de 16,5 % à 2 380 milliards de yens (plus de 100 milliards de francs).

Les composants électroniques sont là aussi une des sources les plus importantes de croissance, avec des ventes dépassant de 30 % celles de l'année précédente, et les télécommunications se sont aussi bien comportées (+ 15,6 %). Sony et Toshiba ont presque doublé leurs bénéfices : le premier déclare un accroissement de 94,6 % à 72,46 milliards de yens (3,5 milliards de francs) et un chiffre d'affaires consolidé de 2 145,3 milliards de yens (105 milliards de francs), une hausse de 38 %, gonflé par l'arrivée du groupe américain CBS. Toshiba affiche un bénéfice en hausse de 97 % à 119,4 milliards de yens (5,8 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires consolidé de 3 800,85 milliards de yens (184 milliards de francs). Mais c'est Mitsubishi qui crève tous les plafonds avec une hausse record de ses profits de 140 % à 53,23 milliards de yens (2,4 milliards de francs) sur un chiffre d'affaires en hausse de près de 15 % à 2 710 milliards de yens (124 milliards de francs).

La Bank of Yokohama rachète la banque britannique Guinness-Mahon

En lançant une OPA (acceptée) de 94,5 millions de livres (1 milliard de francs) sur la banque britannique Guinness-Mahon, la Bank of Yokohama non seulement effectue la première offre d'achat japonaise à Londres, mais aussi met fin à une situation difficile. En janvier dernier, le propriétaire à 61 % de Guinness-Mahon, la holding néo-zélandaise Equity Corp., avait été mise en liquidation judiciaire et sa participation avait été reprise par un consortium de vingt-huit banques sous la conduite de M. Samuel Montagu, banque d'affaires de la Midland Bank, le tout à l'instigation de la Banque d'Angleterre, que l'on avait critiquée pour sa « légèreté » dans son rôle de surveillance des banques. L'initiative de la Bank of Yokohama, qui pourrait être imitée par d'autres établissements nippons, a mis fin aux projets des banques françaises : le Crédit agricole et le CIC, qui avaient des vues sur Guinness-Mahon.

● **LVNH** : la décision du tribunal reportée au mardi 30 mai. — Le président du tribunal de commerce de Paris, M. Philippe Grandjean, a finalement décidé de rendre son arrêt mardi 30 mai, et non vendredi 26 mai, dans le référendum par certains actionnaires de LVNH. Ces derniers ont demandé la mise sous séquestre des obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) émises par Moët-Hennessy en 1987 (le Monde du 25 mai).

● **Réglement du litige** concernant une filiale de Nord-Est. — La firme Magnésia, spécialisée dans les produits réfractaires à base de magnésium, et par ailleurs filiale de la société de portefeuille Nord-Est, a

La dette de la Verrerie ouvrière d'Albi renégociée

La dette de la Verrerie ouvrière d'Albi (VOA), qui fut longtemps la plus grosse coopérative ouvrière de France, a été renégociée : le taux moyen d'intérêt a été ramené autour de 6 % contre 12 % auparavant. Cette opération devrait lui permettre de faire face à des investissements de 113 millions de francs, selon son PDG, M. Gilbert Dupin. La VOA, fondée sous les auspices de Jean Jaurès, emploie trois cent cinquante salariés. Elle a vu sa production s'accroître : l'entreprise occupe 4 % du marché de la verrerie.

M. Dupin a précisé que la VOA était en négociation pour une éventuelle alliance avec le groupe Novalliance, fédérateur de plusieurs PME. Il a indiqué que, à l'occasion d'un accord avec une autre société, le statut coopératif de la VOA pourrait évoluer : actuellement, le capital est détenu à 63 % par le personnel et 37 % par des partenaires extérieurs.

signé un accord avec l'entreprise autrichienne Montana permettant de régler un litige qui les oppose depuis 1983 concernant la cession de certaines activités. A l'époque, Magnésia avait vendu certaines de ses participations à Montana, sous condition. Le groupe autrichien, estimant que les conditions n'avaient pas été remplies, avait contesté la vente et porté l'affaire devant les tribunaux. L'accord conclu permet à Magnésia de céder à Montana ses participations pour 165 millions de francs suisses (660 millions de francs). Le marché a particulièrement bien accueilli cette nouvelle jeudi 25 mai : l'action Nord-Est s'est appréciée de 15 %.

Ce mois-ci dans

SCIENCE & AVENIR

LES PREMIERES MINUTES DE L'UNIVERS

DES BACTERIES DANS NOS ASSIETTES

NEW-YORK, 25 mai ↓

Léger repli

Le mouvement de hausse des dernières séances a été stoppé jeudi à la Bourse de New-York après la révision en baisse de la progression du produit national brut américain au premier trimestre. Le PNB a augmenté de 4,3 % contre une estimation de 5,5 %. Cette annonce a, dans un premier temps, stimulé les achats à Wall Street, car elle semblait, à première vue, confirmer un ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis.

Toutefois, soulignant les analystes, cette diminution est due principalement à une baisse des stocks des entreprises. Cela préfigurerait une croissance soutenue pour les prochains mois dans le but de reconstruire ces stocks. L'indice d'une accélération de la croissance et de ses conséquences à l'immédiatement resurgi. Les ventes ont donc finalement été reportées sur les achats de titres, confirmant un renouveau sur une baisse de 1,28 point à 2 482,59 points.

Quelques 155 millions de titres ont été échangés. Le nombre de valeurs en hausse dépassait celui des baisses, à concurrence de 818 contre 639. Le cours de 511 titres était inchangé.

VALEURS	Cours de 24 mai	Cours de 25 mai
Alcoa	85 1/2	85 1/4
Amstar	79 1/8	79 1/8
Boeing	79 1/8	79 1/8
Chemical Bank	38	38 1/4
DuPont	112 1/8	112 1/8
Eastman Kodak	48 1/4	48 1/4
Exxon	43 3/4	43 3/4
Ford	47 1/2	47 1/2
General Motors	40 3/8	40 3/8
IBM	102 1/2	102 1/2
ITT	88 1/4	88 1/4
Johnson & Johnson	88 1/4	88 1/4
Merck	80 3/4	80 3/4
Schering-Plough	38 3/4	38 3/4
Union Carbide	127 1/2	127 1/2
US Steel	28 3/4	28 3/4
W.R. Hambrecht	81 1/2	81 1/2
Yale Corp.	65 5/8	65 1/4

LONDRES, 25 mai ↑

Reprise

Après les fortes baisses des séances précédentes, la Bourse de Londres s'est ressaisie jeudi sous une pluie de rumeurs positives, notamment les professionnels. L'indice Footsie des cent valeurs a fini en hausse de 3,9 points à 2 136,65.

L'annonce d'un déficit de la balance des paiements courants britanniques pour avril, contre une prévision de déficit de 1,65 milliard de livres, a stimulé quelque peu le pessimisme des investisseurs d'affaires, qui se sont toutefois encore soulevés au cours du nouveau rebondissement du taux de l'escapement (14 %) révisé à la baisse.

L'activité était assez faible jeudi sur le marché, avec quelque 482,8 millions de titres échangés. Parmi les hausses, on remarquait Allied Lyons aux brasseries, Diageo aux vins, Raxo aux textiles, Easdale Enterprises, Oil Commercial Union, ICI aux produits chimiques et Barclays aux banques. British Aerospace a grimpé de 20 points à 673 après l'évaluation à 150 millions de livres de la participation des délégués à la filiale Rover dans DAF. Le groupe UEL a progressé de 23 points à 685 après le lancement mercredi d'une OPA amicale de 513 millions de livres par le groupe de médias Carlton Communications. Hesse des Fonds d'Etat et des mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Nestlé** adopte un dispositif anti-OPA. — Nestlé a adopté, jeudi 25 mai, un dispositif anti-OPA en faisant avaliser par son assemblée générale de nouveaux statuts jugés « anti-démocratiques » par un petit groupe d'actionnaires. A l'issue d'un débat agité, l'assemblée a décidé, comme coïncidence à l'ouverture en fin d'année dernière du capital s'ouvrait aux étrangers (le Monde du 19 novembre), de limiter à 3 % le nombre d'actions pouvant être détenues par un actionnaire ou groupe d'actionnaires. D'autre part, le quorum nécessaire pour toute nouvelle modification statutaire sera de deux tiers du capital et de trois quarts des actions représentées.

● **Perrier-Ricard/Coca-Cola** : vers le fin de compte. — Les deux groupes alimentaires ont annoncé jeudi 25 mai que les bases d'un accord viennent d'être définies, aux termes duquel Perrier-Ricard céderait à la société américaine sa filiale, la Société parisienne de boissons gazeuses (SPBG), ce qui mettrait un terme au conflit qui les oppose depuis près d'un an et demi. Les modalités de cet accord ne seront pas révélées avant la réalisation définitive de la transaction qui devrait intervenir « dans les prochaines semaines », précise un communiqué des deux sociétés. A terme, Coca-Cola aura la pleine maîtrise de l'exploitation de ses produits en France.

● **Sir Ron Brierley** veut sa participation dans Ultramar. — L'homme d'affaires australien Sir Ron Brierley, qui avait pris en août 1986 une participation dans la compagnie pétrolière britannique Ultramar, vient de la reprendre pour 155 millions de livres (1,6 milliard de francs) à une substantielle d'institutions britanniques. La participation de Brierley dans Ultramar s'élevait à 14,1 %. L'homme d'affaires australien a déclaré avoir

PARIS, 25 mai ↓

Arrêt de la hausse

Le mouvement de hausse observé depuis mercredi s'est brusquement interrompu vendredi en fin de matinée, en raison du relèvement prochain des taux d'intérêt au Japon. Le spectre d'un resserrement du loyer de l'argent dans d'autres pays a pénalisé le marché. Un marché qui, jusqu'à présent, redécouvrait les charmes d'une certaine reprise. Dans ces conditions, l'indice CAC a été apprécié de 0,8 % durant les premières échanges, redescendant négativement. En début d'après-midi, il se maintenait à - 0,15 %. Au total le bilan de la semaine aura été tout à fait satisfaisant puisque la progression aura été de près de 3 % après plus de quinze jours de sur-place.

L'indice CAC, le baromètre de la place parisienne, est même revenu à ses plus hauts niveaux historiques. Dans ces conditions, les plus fortes hausses étaient enregistrées par Jean Lefebvre, Synthelabo, Esilior, Zodiac, nouvellement arrivé au règlement mensuel, Pernod-Ricard, suite à son accord avec Coca-Cola, et enfin Hachette, en raison des perspectives de développement de sa filiale américaine Diamond. Parmi les baisses, on notait les Maisons Parfums, Casino, mais aussi les Galeries Lafayette. Cette baisse de la grande magasins avait vu ses cours s'enflammer la veille, après les déclarations du raid néo-zélandais Ron Brierley. Ce dernier n'exclut pas de renforcer sa participation, qui est actuellement de 12 %.

Sur le second marché de Lyonnais, les certificats coopératifs d'investissement du Crédit agricole de Haute-Savoie ont été cotés à 414 F, pour leur premier jour. Les ordres d'achats ont été servis à concurrence de 20 %.

La Société des Bourses françaises a publié l'état des suspens, ces fameuses transactions non effectuées. Les suspens à trois mois ont été réduits de 15 milliards de francs, revenant à 29,2 milliards de francs. Les suspens à plus de trois mois représentent 5,1 milliards de francs, en progression de 23 %.

Malgré cette performance, le marché était encore assez morose, rapportant les investisseurs, la plupart des investisseurs étant restés l'arme au pied en attendant, pour les prochains jours, un net rebondissement du taux de l'escapement. Selon certains rumeurs, ce rebondissement atteindrait trois quarts de point, propulsant le taux à 3,25 %. L'évolution du dollar, en nette baisse ces dernières heures, était encore au centre des préoccupations des investisseurs.

VALEURS	Cours de 25 mai	Cours de 26 mai
Alstom	918	917
Boiseries	1 820	1 800
CFR	1 820	1 800
Edf	3 480	3 480
Elf	2 030	2 030
Elf	2 030	2 030
Elf	2 030	2 030
Elf	2 030	2 030
Elf	2 030	2 030
Elf	2 030	2 030
Elf	2 030	2 030

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amst & Amst	280 50	280 50	La 1 ^{re} Bourse de mai	361	361
BAC	320 80	320 80	Les Investissements	282 10	282 10
B. Dussan & Assoc.	600	600	Lycée	188	188
BICM	585	585	Mandag, Maier	286 50	286 50
BIP	780	780	Métrologie Inter	782	782
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	948	948
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	200 70	200 70
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	1011	1011
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	200	200
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	375	375
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	510	510
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	495	495
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	84	84
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	475	475
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	425	425
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	308 80	308 80
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	1385	1385
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	228	228
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	425	425
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	440	440
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	108 30	108 30
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	583	583
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	1800	1800
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	475	475
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	475	475
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	777	777
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	221	221
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	280	280
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	220	220
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	423	423
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	210	210
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	638	638
Bouff Vert	840	840	Mitsubishi	218	218

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 25 mai 1989

Nombre de contrats : 25 704.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	680	10	24
CGE	480	36	45
ER-Aquiline	440	61	61
Ernst & Young	30	24,50	27,50
Lafarge-Capelle	1 550	59	83
Michelin	182	21	1
MMI	1 550	6	32
Paribas	480	22,50	38
Peugeot	1 550	140	178
Saint-Gobain	680	16,85	29
Société générale	480	18	23
Thomson-CSF	280	23,50	27

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 mai 1989
Nombre de contrats : 54 625.

COURS	Jun 89	Sept. 89	Déc. 89
Dernier	106,78	106,64	106,26
Précédent	106,76	106,70	106,34

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Jun 89	6,79	1,47
Sept. 89	0,02	0,88

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,6390 F ↓

Le dollar a poursuivi son mouvement de baisse vendredi 26 mai sur l'ensemble des places financières. A Tokyo, il revenait à 140,40 yens, contre 142,35 la veille. A Francfort, il se maintenait sous la barre des 2 DM pour la première fois depuis le début de la semaine. A Paris, il s'inscrivait à 6,6390 F contre 6,635 F à la clôture des transactions interbancaires de jeudi et 6,7820 F au fixing du même jour.

FRANCFORT	25 mai	26 mai
Dollar (en DM) ..	140,35	140,40
TOKYO	25 mai	26 mai
Dollar (en yen) ..	140,35	140,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (26 mai)	811/643/164
New-York (24 mai) ..	911/643/164

BOURSES

PARIS (BSE, base 100: 30-12-68)

	24 mai	25 mai
Valeurs françaises ..	111,2	
Valeurs étrangères ..	112,9	
(SIF, base 100: 31-12-81)		
Indices général CAC ..	466,5	469,4
(SIF, base 1000: 31-12-87)		
Indices CAC 40 ..	1.689,46	1.716,15
(OMF, base 100: 31-12-81)		
Indices OMF 50 ..	484,59	491,18

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles ..	2 483,87	2 482,59
------------------	----------	----------

LONDRES (Indices Financial Times)

Industrielles ..	1 774	1 777,5
Mixtes d'Etat ..	168,1	170,4
Fonds d'Etat ..	85,96	86,06

TOKYO

Nikkei Dow Jones ..	34 085,39	34 191,62
Indices général ..	2 533,50	2 531,16

BOURSES	PARIS (BSE, base 100: 30-12-88)
Valeurs françaises	111,2
Valeurs étrangères	112,9
(SIF, base 100: 31-12-81)	
Indice global CAC	466,4
(SIF, base 1000: 31-12-87)	
Indice CAC 40	1 688,40
(OMF, base 100: 31-12-81)	
Indice OMF 50	484,9
NEW-YORK (Indice Dow Jones)	
Industrielles	2 483,87
LONDRES (Indice Financial Times)	
Industrielles	1 774
Mines d'or	1 773,4
Fonds d'Etat	85,96
TOKYO	
Nikkei Dow Jones	34 082,39
Indice global	2 535,56

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
+ base + base	Rep. + en dév.	Rep. + en dév.	Rep. + en dév.
SE-UL	6,6390 6,6390	- 68 - 45	- 185 - 88
5 cm.	5,5431 5,5431	- 218 - 175	- 384 - 341
Yen (100)	140,35 140,35	+ 134 + 159	+ 263 + 328
DM	3,3807 3,3807	+ 49 + 65	+ 96 + 118
Fluor	3,0845 3,0845	+ 24 + 48	+ 66 + 86
FR (100)	16,1891 16,1891	+ 8 + 187	+ 28 + 159
FS	3,8296 3,8296	+ 5 + 25	+ 38 + 45
LS (1 000)	4,6733 4,6733	- 148 - 113	- 281 - 32
2	18,6793 18,6793	- 443 - 406	- 875 - 794

DERNIER NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

سكنا من النهر

e : coupon détaché — o : offert — ° : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 L'évolution de la situation en Chine. 3 Prolongation du sommet arabe de Casablanca. - Paris veut accomplir son devoir face au conflit sénégal-mauritanien. 4 URSS : le Congrès des députés du peuple.	8 La préparation des élections européennes. 8 « Journal d'un ameteur », par Philippe Boucher. - La prévention du licenciement économique. 10 M. La Paroisse s'entretient avec M. Burck.	12 Le procès de Paul Touvier n'aura pas lieu avant deux ans. 14 L'affaire Pechiney. - Ariane, version lourde. EUROPE 1993 14 Une soixantaine de nouveaux projets dans le programme Eurika.	21 Théâtre : <i>Amour pour amour</i> , de William Congreve à la Comédie-Française. 22 Musique : un entretien avec M. Pierre Bergé. - Lettres : l'échec du D ^e Selon du livre. - Communication : un bilan sévère du CSA contre le S.	26 Les premières retombées de la loi américaine sur le commerce. 28 La publication de deux rapports sur les accidents d'avions de Bordeaux et Valence. 29 Le 43 ^e congrès de la CGT. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 10 Annonces classées 25 Cartes 20 Jeux 18 Loto 20 Météorologie 25 Philatélie 20 Radio-Télévision 24	● Chine : en direct de la place Tiananmen JOUR ● Jeu : voyages en littérature VEL ● Un œil sur le ciel, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 3615 taping LEMONDE ● Les offres d'emploi du Monde EMPLOI 3615 taping LM

A la station de métro Opéra

Un agent de surveillance de la RATP tue l'agresseur d'une voyageuse

Un agent de la brigade de surveillance de la RATP a tué, le vendredi 26 mai, un malfaiteur à la station Opéra, sur le quai en direction de Balard.

L'agent venait de prendre son service à 6 h 15, lorsqu'il a entendu des cris venant du quai de la ligne 8, Balard-Créteil. Deux hommes étaient en train d'arracher son collier et son sac à une voyageuse. Selon la RATP, l'agent de surveillance est intervenu. L'un des deux agresseurs s'est alors enfui par le tunnel qui mène à la station suivante. L'autre malfaiteur et le surveillant de la RATP se sont empoignés, et tous deux sont tombés sur la voie.

L'agresseur, qui avait en main un couteau, a blessé l'agent à l'avant-bras avant de tenter de lui dérober son arme de service. Un deuxième coup de couteau a blessé l'agent, qui a, alors, tiré, tuant son agresseur sur le coup.

Une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Paris. Quatre personnes ont été témoins de cette agression. L'homme qui s'est enfui par le tunnel lors de l'arrivée

de l'agent n'a pas été retrouvé. La circulation des rames sur la ligne 8, entre Concorde et République, a été interrompue pendant plusieurs heures, vendredi matin.

La veille, à 17 h 30, une bagarre avait opposé deux agents de cette même brigade de surveillance à un individu armé d'un couteau, qui venait de se servir d'un chèque volé à la station Richelieu-Drouot. Repéré à la caisse de la station par l'agent qui avait encaissé le chèque, l'homme a blessé l'un des agents avec son couteau, puis il s'est enfui par le tunnel de service de celui-ci avant de s'enfuir. Il n'a pas été retrouvé. L'agent blessé était sorti de l'hôpital le vendredi 26 mai, dans la matinée.

Ces agressions concernant toutes deux des agents de surveillance de la RATP. Cette brigade, qui comprend environ trois cents personnes, travaille souvent la nuit, pendant l'interdiction de l'exploitation, et peut être appelée à tout moment par les employés de la RATP. Ses agents opèrent toujours en civil et peuvent disposer de port d'armes : environ un tiers des effectifs sont ainsi armés et armés.

Pour la première fois depuis mars 1980

La Banque du Japon relève son taux d'escompte

La Banque du Japon a décidé vendredi 26 mai de relever de trois quarts de point son taux d'escompte, bloqué depuis février 1987 à son plus bas niveau historique de 2,5 %. Les turbulences monétaires et l'accélération de l'inflation (2,5 % sur douze mois en avril) ont joué en faveur de cette décision. Le taux d'escompte sera ainsi porté à 3,25 % à compter du 31 mai.

EUROPE 1993

Pour l'institut d'émission, cette décision était l'une des plus difficiles de son histoire. Depuis mars 1980, l'évolution du taux directeur a été constamment orientée à la baisse. Il lui a fallu faire demi-tour et sonner le glas d'une politique d'argent facile qui a alimenté la formidable expansion économique de l'archipel.

On comprend mieux, dans ces conditions, les réticences dont a fait preuve le puissant ministère des finances ces derniers jours. Il est significatif que l'agence de planification économique ait souligné, dès mercredi 24 mai, que la situation sur le front des prix ne justifiait pas un resserrement

de la politique monétaire. L'accélération des deux derniers mois reflète, il est vrai, pour une bonne part les retombées de l'introduction, le 1^{er} avril, d'une taxe à la valeur ajoutée de 3 %. L'autre élément majeur était évidemment la hausse du dollar, qui a gagné près de 10 % depuis le début d'avril. Selon le département des recherches de la Banque du Japon, une hausse de 10 % du billet vert se traduit par une progression de 1,1 % de l'indice des prix de gros, une augmentation de 1 dollar du prix du baril de pétrole par un relèvement d'un dixième de point. Yen fort, pétrole bon marché, deux des facteurs qui, avec l'augmentation des importations, ont permis au Japon de connaître une « expansion soutenue sans inflation ».

Justifiée ou non, la hausse du taux d'escompte a été largement anticipée par les marchés. La Banque du Japon se devait d'agir vite ; sinon, toute rectification de taux directeur serait devenue impossible jusqu'à l'automne. Un parti libéral démocratique emporté par les élections législatives de septembre pourrait pousser à l'augmentation du taux directeur. Mais la Banque du Japon se doit d'être prudente ; elle ne peut pas se permettre de laisser le yen s'apprécier trop vite, ce qui entraînerait une dévaluation du yen par la Chambre haute.

BERNARD HAMP.

Sur le vif

Mes droits à moi

— Allô, c'est toi ? C'est Cro-fougnat. Tiens, j'ai un sujet de chronique pour toi.

— Ah bon ! C'est quoi ?
— Les droits de l'homme, ras-le-bol ! J'entends que ça tourne de moi : depuis deux siècles qu'on nous en rebat les oreilles, on pourrait peut-être profiter de ce tout-bicentenaire pour changer de disque et nous parler un peu de nos devoirs. Les devoirs de l'homme et du citoyen.

— Les droits et les devoirs, ça se confond un peu, non ? Le droit des uns, c'est le devoir des autres. Il y a insinuation. J'ai le droit de pas me faire dévaliser au coin des rues, au coin des bois, le droit de rouler en bagnole, pas en carrousel sur la route de mes vacances, le droit de rouler la nuit sans être réveillée par les cris de mes voisins de palier. Et toi, t'as le devoir de...

— Si c'est pour aligner les clichés, pas la peine de te fatiguer. Ça, on sait. Non, moi, je pense à nos devoirs à l'égard de notre bonne vieille mère, la Terre. Faut pas lui taper le pied, faut pas l'asphyxier avec notre essence à pleins pots, faut pas recouvrir ses yeux de brouillard d'une épaisse couche d'or noir, faut pas arr-

cher les défenses des éléphants sous prétexte que c'est de l'ivoire, faut pas...

— Ouais, bon, ça va ! T'es en train d'enfoncer des portes ouvertes, toi aussi. Et le droit ou le devoir d'intervention dans les pays où on commet des crimes contre l'humanité, l'apartheid, les massacres des Tibétains, les Khmers rouges, tout ça, qu'est-ce que t'en dis ?

— Rien, c'est pas le problème ! Si tu commences à soulever ce genre de mégas-questions, à te lancer dans la géopolitique, tu réussiras qu'à noyer le poisson. Le devoir d'ingénierie, ça commence à sa propre porte, ça consiste à venir au secours d'une fille violée ou d'un enfant martyr et à engueuler une mère chien qui laisse son chiot sauter sur nos trottoirs.

— Là, tu pousse ! Et les filles, ça sert à quoi, on peut savoir ?

— Je regrette, c'est pas à l'Etat de...
— C'est à qui, alors ? A moi ? Tu crois que j'ai pas assez d'emmerdes comme ça ? Tes cours de morale, tu peux te les mettre où je pense. Allez, tchao !

CLAUDE SARRAUTE.

Au premier trimestre

La croissance économique a été très forte en France

La croissance économique en France a été très rapide au premier trimestre. D'après les comptes de l'INSEE publiés vendredi 26 mai, le PIB marchand a augmenté de 1,2 % par rapport au quatrième trimestre 1988, ce qui correspond à un rythme annuel de presque 5 %.

La production de biens manufacturés a augmenté fortement (+2,1 %), toutes les branches ayant profité de ce mouvement. Les exportations, avec une croissance de 5,9 % (soit un rythme annuel de plus de 20 % en volume), expliquent en grande partie ce résultat. Mais les investissements des entreprises (+1,6 % en trois mois soit 6,5 % en rythme annuel) ont aussi participé à la forte croissance du début de l'année. La consommation des ménages est en revanche restée modérée, augmentant de 0,6 %, soit à un rythme annuel de 2,5 %.

Cette très bonne performance de l'économie française au premier trimestre n'a pas entraîné de trop fortes hausses des importations, celles-ci ayant augmenté de 1,6 % par rapport au quatrième trimestre, soit à un rythme annuel de 6,4 %, très inférieur à la progression des ventes françaises à l'étranger pendant la même période.

M^{me} Tasca définit le portrait idéal du président d'A 2 et FR 3

« Un grand gestionnaire », « un manager », « un homme ou une femme qui ait la préoccupation du service public (...), s'intéresse à la production de programmes et comprend l'impact éducatif et culturel de la télévision » : tels sont les traits idéaux du président commun à Antenne 2 et FR 3 que dessine M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, dans l'Express du 26 mai. Cette personnalité, « habituée à travailler dans le moyen et le long terme », devra être capable de « faire passer Antenne 2 et FR 3 d'une logique para-administrative à une logique de développement d'entreprise ».

Ce portrait n'est pas forcément celui d'un professionnel de l'audiovisuel. Il est au contraire important, estime M^{me} Tasca, « que le président soit un homme neuf, indépendant des débats internes à la télévision, parce qu'il devra engager une dynamique nouvelle pour le service public ». Citant l'exemple de M. André Rousselet, président de Canal Plus, qui « n'est pas issu de l'audiovisuel », le ministre estime aussi que « le renouvellement des méthodes et la solidarité des équipes » que formera le président « feront tout autant que sa personnalité ».

La Société des lecteurs du « Monde » à Ivry

La Société des lecteurs du Monde réunit ses actionnaires, pour sa troisième assemblée générale annuelle, le samedi 3 juin à 15 heures à Ivry-sur-Seine (12, rue Maurice-Gumbourg). C'est en effet dans les locaux de la nouvelle imprimerie du Monde que se tiendra cette réunion : les lecteurs actionnaires seront ainsi parmi les premiers à découvrir les nouvelles couleurs qui permettront d'imprimer à la rentrée la nouvelle formule du Monde en cahiers et en quadrichromie.

Seuls les actionnaires de la Société des lecteurs inscrits dans les comptes de la Société cinq jours au plus tard avant la date de la réunion peuvent participer à l'assemblée. Les sociétaires qui ne peuvent se rendre à l'assemblée sont invités à exercer leurs droits d'actionnaire en retournant leur pouvoir ou leur vote par correspondance le plus rapidement possible au siège de

la Société (5, rue des Italiens, 75009 Paris).

Créée en octobre 1985 pour contribuer au redressement du Monde, la Société des lecteurs, que préside Alain Mercier, regroupe aujourd'hui 12 617 actionnaires et détient 11,3 % du capital de la SARL le Monde. Les deux appels publics à l'épargne lancés par la Société des lecteurs en 1985 et 1987 ont apporté 38 millions de francs. Les actions de la Société des lecteurs sont inscrites sur le marché hors cote et peuvent être achetées (après d'un établissement financier ou d'un agent de change) par toute personne souhaitant devenir membre de la Société des lecteurs. Le cours de l'action (688 francs le 23 mai) est publié chaque jour dans la page Bourse du Monde, et la rubrique marché hors cote.

M. Claude Evry invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Claude Evry, ministre de la Solidarité, de la santé et de la protection sociale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 28 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien député socialiste (tendance Rocard) de Loire-Atlantique répondra aux questions d'André Pénarès et de Patrick Nègre, du Monde, et de Catherine Mangin et de Paul-Jacques Truffaut, de RTL. Le débat sera dirigé par Olivier Mazerolle.

Fidèle...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

À LA HULOTTE Paris 6^e

VOLVIC

MAROC CONTACT

LE MAROC EST NOTRE PASSION PARTAGEONS-LA

En juin à AGADIR, c'est déjà l'été, sans la foule, avec la beauté du Sud en plus.

HOTEL — CLUB —

SANGHO

situé dans l'un des plus beaux jardins d'Agadir, avec accès direct à la plage.

MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS

Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

Nouvelles réactions après l'arrestation de Paul Touvier

Lors de la séance du Sénat du 25 mai, M. Dreyfus-Schmidt (PS) a posé la question au garde des sceaux : « Comment Paul Touvier a-t-il pu échapper si longtemps aux recherches. Comment-on les noms de ceux qui ont commis en sa faveur le délit de recel de malfaiteur ? »

M. Arpaillange n'a pas répondu précisément, mais une enquête a été ordonnée afin de rechercher les conditions dans lesquelles Paul Touvier fut accueilli et caché au prieuré Saint-François de Nice et si cette façon de donner asile à un homme recherché par la justice ne comporte pas les éléments constitutifs d'un délit de recel de malfaiteur.

An cours de la même séance, M. Arpaillange a dit encore que « le décret de grâce pris par Georges Pompidou en 1971 ne saurait être interprété après coup ». « Directeur des affaires criminelles et des grâces à l'époque », a ajouté M. Arpaillange, je crois que le président n'avait pas été complètement informé au moment de sa décision ».

Sur ce chapitre, M. Jacques Chaban-Delmas, qui était à l'époque premier ministre, a déclaré de son

côté qu'il « n'avait pas eu à intervenir dans cette affaire ». Il a ajouté : « Je ne vous dis pas que cette décision m'avait enchanté, mais je n'avais pas à juger et je continue de ne pas juger ».

(Lire nos informations page 12.)

● TENNES : le tirage au sort des internationaux de France. — Le juge arbitre des internationaux de France, Gilbert Yvern, a procédé, vendredi 26 mai, en fin de matinée, au tirage au sort des internationaux de France 1989. Les demi-finales théoriques du tableau féminin pourraient mettre en présence, dans l'ordre : Graf — Mandlikova, K. Maleeva — Martinez ; Garison — Sloane ; McNeil — Maleeva ; Sanchez — Khondro ; Novotna — Zvereva ; Sukova — Kelesi ; Fernandez — Sabatini.

Dans le tableau masculin, les huitièmes de finale théoriques pourraient opposer de haut en bas : Lendl — Chang ; Carlsen — Mayotte ; Wiliander — Noah ; Sanchez — Agassi ; Hisek — Mancini ; Krickstein — Edberg ; Macir — Connors ; Perez — Roldan — Becker.

Le numéro du « Monde » daté 26 mai 1989 a été tiré à 598 618 exemplaires.

(Publicité)

Chintz de toute beauté ? Où ?

Où trouver du chintz et du tissu imprimé mode, qualité sige, traité anti-encrassement, à 39,50 F le mètre en 140. Où ?

Je crois que c'est impossible, normalement c'est 150 F le mètre. Oui, mais chez Artrec Saint-Sebastien c'est vrai... tant qu'il y a du stock, à l'entrepôt secret. Et ainsi un merveilleux tissu 30 % soie à 19,50 F le mètre ! Un superbe tissu contrasté moussé à 19,50 F le mètre en 270 cm de large ! Des couvertures en pure Mohair à 449 F en 180x220. Vraiment des affaires à faire, des prix à l'avantage du client. Cela vaut le déplacement. 200 000 à voir en rouleaux et non en échantillons (sans surprise).

Artrec-tissus : 8 Impasse St Sébastien 75011 Paris - Tél. 43.55.66.50 (par le 87 bd Richelieu-Lemoine prendre la Rue (et non passage) St Sébastien, puis 2 fois 1ère à gauche - Parking gratuit cour. Artrec est agréé Franc.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Leurs noms : Shantung, Fil à Fil, Taffetas, Satin, Prince de Galles, Ottoman, Brocart, Organdi, etc.

Leur repaire : chez Rodin, pour votre plaisir, au milieu des imprimés, des toiles, des lins, des catons, des soies, etc.

Leurs talents : Des mètres exigeants et irréprochables, des tissus jeunes et nouveaux, depuis 30 F le mètre !

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

LES ÉLÉMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS

Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chêne, ocajou, manoir ou laqué.

CAPELOU

31 AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43.57.46.35 - MÉTRO PARENTIER

LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949, rééditée en 1987, son flacon cristal est gravé, si vous le désirez, à vos initiales. Aujourd'hui, l'Eau d'Hermès est aussi vendue en vaporisateur de voyage 100 ml. Prix conseillé : 340 F.

HERMÈS
PARFUMS

هكذا من الأصل